

**A reculons
comme une
écrevisse**

Eco, Umberto

VISIT...

LANZAROTE
Caliente.COM

UMBERTO ECCO

À REÇULONS,
COMME UNE ÉCREVISSE



GRASSET

Table des Matières

Page de Titre

Page de Copyright

La partie I a été traduite par Pierre Laroche; les parties II et III par Diane Ménard; les parties IV et V par Mario Fusco – à l'exception de « Le don de postmonition » traduit par Roberto Nigro; la partie VI a été traduite par Roberto Nigro – sauf « Sur les inconvénients et les avantages de la mort », traduit par Myriem Bouzaher

La marche de l'écrevisse

I. DE LA GUERRE, DE LA PAIX ET D'AUTRES SUJETS

Quelques réflexions sur la guerre et la paix

Aimer l'Amérique et marcher pour la paix

Perspectives pour l'Europe

Le loup et l'agneau

Rhétorique de la prévarication

Norberto Bobbio :

La destination du savant revisitée

Philosophie des Lumières et sens commun

Du jeu au Carnaval

La perte de la vie privée

A propos du politiquement correct

Qu'est-ce qu'une école privée?

Science, technologie et magie

II. CHRONIQUES D'UN RÉGIME

Pour qui sonne le glas Appel 2001 à un référendum moral

La campagne de 2001 et les techniques des vétérans du communisme

Sur le populisme médiatique

Se servir du peuple

Diaboliser Berlusconi ?

Les yeux du Duce

Tuez donc les petits oiseaux

Désertre le Parlement

Oui au populisme, non à la rue

Comment passer un contrat avec les Romains

Les étrangers et nous

Ordures et bananes

Ramer à contre-courant

Il y a loin des paroles aux actes

C'est le Texas, mon pote!

Réviser

Quelques souvenirs de mon enfance fasciste

Les occultations évidentes

L'hégémonie de la gauche

Allait-on mieux quand ça allait plus mal?

La révolte contre la loi

Bombardons les juges de pièces de monnaie

Quelques projets de réforme révolutionnaire

Contra Custodes

Des troupes de maintien de l'ordre à Ricky Memphis

Les pâtes Cunegonda

Apostille scatologique

Chroniques du Bas-Empire

III. RETOUR AU GRAND JEU

Entre Watson et Lawrence d'Arabie

J'ai déjà entendu cette histoire quelque part

Se documenter, d'abord

Pour faire la guerre, il faut de la culture

On peut gagner en ayant tort

Chroniques du Grand Jeu

Les paroles sont des pierres

Guerre de mots

Ceux qui « comprennent » Ben Laden

Fondamentalisme, intégrisme, nazisme

Guerre civile, résistance et terrorisme

Retour aux années soixante-dix

Kamikazes et assassins

IV. LE RETOUR AUX CROISADES

Guerres saintes, passion et raison

Négociier dans une société multiethnique

La prise de Jérusalem Chronique en direct

Miss, fondamentalistes et lépreux

Que faire des pré-adamites?

V. LA SOMME ET LE RESTE

Les racines de l'Europe

Le crucifix, les us et coutumes

Sur l'âme des embryons

Le hasard et le dessein intelligent

Touche pas à mon fils !

Qui ne croit plus en Dieu croit à tout

Croire à l'Année Zéro

Croire à l'alchimie

Croire au Père Amorth

Croire aux médiums

Croire aux Templiers

Croire à Dan Brown

Croire à la Tradition

Croire au Troisième Secret

Relativisme

Le don de postmonition

VI. LA DÉFENSE DE LA RACE

Les Italiens sont-ils antisémites?

Le complot

Certains de mes meilleurs amis

Certains de ses meilleurs amis

VII. LE CRÉPUSCULE DU MILLÉNAIRE COMMENÇANT

Un rêve

Sur les épaules des géants

Sur les inconvénients et les avantages de la mort

© 2006. *RCS Libri S.p.A. Bompiani, Milan.*
© *Éditions Grasset & Fasquelle, 2006, pour la*
traduction française.
978-2-246-78474-6

DU MÊME AUTEUR

L'ŒUVRE OUVERTE, Le Seuil, 1965.

LA STRUCTURE ABSENTE, Mercure de France, 1972.

LA GUERRE DU FAUX, traduction de Myriam Tanant avec la collaboration de Piero Caracciolo, Grasset, 1985.

LECTOR IN FABULA, traduction de Myriem Bouzaher, Grasset, 1985.

PASTICHES ET POSTICHES, traduction de Bernard Guyader, Messidor, 1988 ; 10/18, 1996.

SÉMIOTIQUE ET PHILOSOPHIE DU LANGAGE, traduction de Myriem Bouzaher, PUF, 1988.

LE SIGNE : HISTOIRE ET ANALYSE D'UN CONCEPT, adaptation de J.-M. Klinkenberg, Labor, 1988.

LES LIMITES DE L'INTERPRÉTATION, traduction de Myriem Bouzaher, Grasset, 1992.

DE SUPERMAN AU SURHOMME, traduction de Myriem Bouzaher, Grasset, 1993.

LA RECHERCHE DE LA LANGUE PARFAITE DANS LA CULTURE EUROPÉENNE, traduction de Jean-Paul Manganaro ; préface de Jacques Le Goff, Le Seuil, 1994.

SIX PROMENADES DANS LES BOIS DU ROMAN ET D'AILLEURS, traduction de Myriem Bouzaher, Grasset, 1996.

ART ET BEAUTÉ DANS L'ESTHÉTIQUE MÉDIÉVALE, traduction de Maurice Javion, Grasset, 1997.

COMMENT VOYAGER AVEC UN SAUMON, traduction de Myriem Bouzaher, Grasset, 1998.

KANT ET L'ORNITHORYNQUE, traduction de Julien Gayard, Grasset, 1999.

CINQ QUESTIONS DE MORALE, traduction de Myriem Bouzaher, Grasset, 2000.

DE LA LITTÉRATURE, traduction de Myriem Bouzaher, Grasset, 2003.

Romans

LE NOM DE LA ROSE, traduction de Jean-Noël Schifano ; édition augmentée d'une *Apostille* traduite par Myriem Bouzaher, Grasset, 1985.

LE PENDULE DE FOUCAULT, traduction de Jean-Noël Schifano, Grasset, 1990.

L'ILE DU JOUR D'AVANT, traduction de Jean-Noël Schifano, Grasset, 1996.

BAUDOLINO, traduction de Jean-Noël Schifano, Grasset, 2002.

LA MYSTÉRIEUSE FLAMME DE LA REINE LOANA, *roman illustré*, traduction de Jean-Noël Schifano, Grasset, 2005.

***Guerres chaudes et populisme
médiatique***

traduit de l'italien par

MYRIEM BOUZAHER, MARIO FUSCO, PIERRE LAROCHE,
DIANE MÈNARD ET ROBERTO NIGRO

*L'édition originale de cet ouvrage a été publiée par Bompiani, à Milan,
en février 2006, sous le titre :*

A PASSO DI GAMBERO

Guerre calde e populismo mediatico

ISBN (10) : 2-246-71441-9

LA MARCHE DE L'ÉCREVISSE

Dans ce livre, est rassemblée une série d'articles et d'interventions écrits entre 2000 et 2005. Période cruciale qui a vu se succéder les angoisses face au nouveau millénaire, le 11 Septembre, les deux guerres en Afghanistan et en Irak; et, en Italie, le triomphe du populisme médiatique.

Je n'ai donc retenu que les écrits qui se référaient aux événements politiques et médiatiques de ces six années. Le critère de sélection m'a été suggéré par l'un des derniers « papiers » de mon précédent recueil d'articles (*La bustina di Minerva*), intitulé « Le triomphe de la technologie légère ».

Sous la forme du faux compte rendu d'un livre attribué à un certain Crabe Backwards, je faisais remarquer que, ces derniers temps, ont eu lieu des évolutions technologiques qui constituent de véritables pas en arrière. J'observais que la communication était entrée en crise vers la fin des années soixante-dix. Jusqu'alors, l'outil principal de communication était la télévision en couleur, une caisse énorme qui trônait, encombrait, émettait dans l'obscurité des lueurs sinistres et des bruits susceptibles de déranger le voisinage. Un premier pas vers la communication légère avait été accompli avec l'invention de la télécommande : avec elle, non seulement le téléspectateur pouvait baisser ou carrément couper le son, mais aussi éliminer les couleurs et zapper.

Passant d'un programme à l'autre, le spectateur était déjà entré dans une phase de liberté créatrice. Mais la vieille télé, en transmettant des événements en direct, nous rendait dépendants de la linéarité même de l'événement. Nous avons été libérés du direct par le magnétoscope, grâce auquel non seulement on est passé de la Télévision au Cinématographe, mais le spectateur, soudain en mesure d'avancer ou de revenir en arrière, a cessé d'être passif devant l'écran.

A ce stade, on aurait même pu éliminer complètement le son et commenter la succession des images en désordre par des bandes sonores de piano mécanique synthétisées par ordinateur. Et, vu que les chaînes elles-mêmes, sous prétexte de venir en aide aux malentendants, avaient pris l'habitude d'incruster des sous-titres

pour commenter l'action, on aurait eu bientôt des programmes dans lesquels, tandis que deux personnes s'embrassaient en silence, serait apparu un encadré disant « Je t'aime ».

Mais l'avancée suivante avait été réalisée par l'élimination du mouvement des images. Avec Internet, le bénéficiaire, économisant ses neurones, pouvait ne recevoir que des images fixes à basse définition, souvent monocolores, et sans aucun besoin du son, puisque les informations apparaissaient en toutes lettres sur l'écran.

Un nouveau stade de ce retour triomphal à la Galaxie Gutenberg serait - disais-je alors - l'élimination radicale de l'image. On inventerait une sorte de boîte, peu encombrante, qui n'émettrait que des sons et ne nécessiterait même pas de télécommande, puisqu'on pourrait zapper directement en tournant un bouton. Je pensais avoir inventé la radio alors que je prophétisais l'arrivée de l'i-Pod.

Je relevais enfin que le stade ultime avait déjà été atteint quand, avec la télé payante et Internet, au lieu des transmissions hertziennes et tous leurs inconvénients physiques, on avait ouvert la nouvelle ère de la transmission par fil téléphonique, passant de la télégraphie sans fil à la téléphonie avec fil.

Blague à part, ces observations n'étaient pas totalement frivoles. Il était déjà clairement apparu qu'avec la chute du mur de Berlin on marchait à reculons, au moment où la géographie politique de l'Europe et de l'Asie était radicalement modifiée. Les éditeurs d'atlas avaient dû mettre au pilon toutes leurs réserves, rendues obsolètes parce qu'y figuraient l'Union soviétique, la Yougoslavie, l'Allemagne de l'Est et autres monstruosité; ils avaient dû s'inspirer des atlas publiés avant 1914, avec leur Serbie, leur Monténégro et ainsi de suite.

Mais l'histoire des marches à reculons ne s'arrête pas là et ce début de troisième millénaire en a été prodigue : par exemple, après un demi-siècle de guerre froide, nous avons vu avec l'Afghanistan et l'Irak le retour triomphal de la guerre pour de bon, la guerre « chaude », ressuscitant les mémorables attaques des Afghans du XIX^e siècle à la passe de Khyber, une nouvelle saison de croisades avec le choc entre islam et christianisme, l'épopée des Assassins-kamikazes du Vieux de la Montagne, et la renaissance des fastes de Lépante; quelques heureux pamphlets des dernières années pourraient être résumés par ce cri historique : « Au secours, maman ! voilà les Turcs ! »

Les fondamentalismes chrétiens, qui semblaient appartenir à la chronique du XIX^e siècle, ont refait surface avec la reprise de la

polémique antidarwinienne, et revoici (sous une forme démographique et économique, certes) le fantôme du « péril jaune ». Depuis longtemps, nos familles hébergent de nouveau des domestiques de couleur, comme dans le Sud d'*Autant en emporte le vent*, les grandes migrations des peuples barbares ont recommencé, comme aux premiers siècles après J.-C., et, du moins en Italie, des rites et coutumes du Bas-Empire sont revenus au goût du jour.

L'antisémitisme triomphe à nouveau, lui aussi, avec son *Protocole des Sages de Sion* et, au gouvernement, nous avons les fascistes (« post-fascistes » peut-être, mais certains sont toujours les mêmes). D'ailleurs, tandis que je corrige mes épreuves, au stade, un athlète a fait le salut romain et a été applaudi par la foule. Comme moi il y a soixante-dix ans quand j'étais « balilla » dans les Jeunesses fascistes, à ceci près que moi, j'y étais obligé. Pour ne rien dire de la « Dévolution », de la Ligue, projet de fragmentation nationale qui nous ramène à l'Italie d'avant Garibaldi.

On a rouvert le contentieux du XIX^e siècle entre l'Eglise et l'Etat et, à la suite de ce grand mouvement de recul, la démocratie chrétienne revient sous différentes formes.

Comme si l'Histoire, essoufflée par deux millénaires de progrès, s'enroulait sur elle-même, revenant aux fastes confortables de la Tradition.

Bien d'autres phénomènes de marche arrière émergeront des articles de ce livre, assez, en somme, pour en justifier le titre. Quelque chose de nouveau en revanche, du moins en Italie, s'est produit : l'instauration d'une forme de gouvernement fondée sur l'appel populiste des médias, perpétrée par une entreprise privée pour son propre intérêt, expérience inédite sur la scène européenne, et beaucoup plus au point, sur le plan technologique, que les populismes du Tiers-Monde.

C'est à ce sujet que sont consacrés nombre de ces écrits, nés de l'inquiétude et de l'indignation devant ce Nouveau qui se profile et dont (du moins au moment où je donne ces lignes à l'imprimeur) rien n'indique qu'on puisse l'arrêter.

La seconde section du livre traite du régime du populisme médiatique et je n'ai aucune hésitation à parler de « régime », du moins au sens où les hommes du Moyen Age (qui n'étaient pas communistes) parlaient de *regimine principum*.

A ce propos, j'ouvre délibérément la seconde section par un appel que j'avais écrit avant les élections de 2001 et qui a été très critiqué. Alors, déjà, un essayiste de droite, qui évidemment a quelque

affection pour moi, s'étonnait, attristé, qu'un homme « bon » comme moi puisse traiter avec autant de mépris les citoyens qui ne votaient pas comme lui. Récemment encore, et non pas en provenance de la droite, on a taxé d'arrogance ce genre d'engagement, l'accusant de rendre *antipathique* une grande partie de la culture d'opposition.

On m'a souvent reproché de vouloir paraître sympathique à tout prix, en sorte que me découvrir antipathique m'emplit d'orgueil et de vertueuse satisfaction. Mais elle est bien curieuse, cette accusation. Comme si, de leur temps, on avait reproché (*si parva licet componere magnis*) aux Rosselli, Gobetti, Salvemini, Gramsci, pour ne rien dire de Matteotti, de n'être pas assez compréhensifs envers leur adversaire.

Quand on se bat pour un choix politique (et, en l'occurrence, un choix de civilisation et de morale), on a le droit et le devoir d'être prêt à reconnaître un jour ses erreurs, mais il faut partir du principe qu'on agit de façon juste et dénoncer énergiquement les opinions contraires. Je n'imagine pas de débat électoral qui puisse se dérouler sous le mot d'ordre : « c'est vous qui avez raison, mais votez pour celui qui a tort ». Et, dans le débat électoral, les critiques contre l'adversaire doivent être sévères, impitoyables, au moins pour convaincre les indécis.

En outre, bien des critiques jugés antipathiques sont des critiques de mœurs. Et le critique de mœurs (qui souvent, dans le vice de l'autre, fustige aussi le sien propre, ou ses propres tentations) doit être cinglant. C'est-à-dire, toujours pour me référer aux grands exemples, que si on veut être critique de mœurs, on doit se comporter comme Horace; si on se comporte comme Virgile, alors on écrit un poème, éventuellement très beau, à la louange du Seigneur régnaant.

Mais l'époque est sombre, les mœurs sont corrompues et même le droit à la critique, quand il n'est pas étouffé par des mesures de censure, est désigné du doigt à la vindicte populaire.

Je publie donc ces écrits sous le signe de cette antipathie positive que je revendique.

Comme on le verra, pour chacun de ces textes, je renvoie à la source, mais beaucoup ont été remaniés. Non pas pour les mettre à jour et y intégrer des prophéties qui se sont ensuite réalisées, mais pour les nettoyer des répétitions (il est difficile dans de tels cas de ne pas revenir obstinément sur les mêmes sujets), pour en corriger le style ou pour éliminer quelques références trop liées à des faits d'actualité immédiate, désormais oubliés par le lecteur et donc

incompréhensibles.

¹ Les frères Carlo et Nello Rosselli, militants antifascistes, fondateurs du mouvement «Justice et Liberté», furent assassinés en 1937 à Bagnoles-de-l'Orne par des « cagoulards » français sur mandat de Mussolini. Piero Gobetti (1901-1924), jeune intellectuel turinois, militant antifasciste, fondateur de la revue *La Rivoluzione liberale*, collaborateur de *L'Ordine nuovo* de Gramsci, dut, après avoir été violemment agressé par un groupe de fascistes, s'exiler en France où il mourut de suites de cette agression. Gaetano Salvemini (1873-1957), historien socialiste, fut contraint à l'exil; il reprit ses activités politiques et universitaires en Italie après 1945. Antonio Gramsci (1889-1937) fut l'un des fondateurs du Parti communiste d'Italie et du journal *L'Unità*; arrêté en 1926, il fut condamné à vingt ans de détention. Mis en liberté conditionnelle pour raison de santé en 1934, il fut hospitalisé à Rome où il mourut en 1937; après la guerre, furent publiés ses *Lettres de prison* et ses *Cahiers de prison*. Giacomo Matteotti (1885-1924), député socialiste italien, fut assassiné après avoir dénoncé à la Chambre les illégalités et les violences du fascisme (N.d.T.).

I

DE LA GUERRE, DE LA PAIX ET
D'AUTRES SUJETS

QUELQUES RÉFLEXIONS SUR LA GUERRE ET LA PAIX¹

J'ai contribué à fonder au début des années soixante le comité italien pour le désarmement nucléaire et j'ai participé à quelques marches pour la paix. Je pose cela comme prémisse, et je me déclare pacifiste par vocation (aujourd'hui encore). Toutefois, dans le cas présent, je ne dois pas seulement dire du mal de la guerre mais aussi dire du mal de la paix. Essayez de me suivre avec indulgence.

J'ai écrit une série d'interventions sur la guerre à partir de celle du Golfe et je me rends compte maintenant que, à chaque chapitre, je devais modifier mes idées sur le concept de guerre. Je veux dire que le concept de guerre, qui était resté plus ou moins le même (indépendamment des armes employées) depuis le temps des Grecs jusqu'à hier, a dû, au cours des dix dernières années, être repensé au moins trois fois².

De la paléoguerre à la guerre froide

Quel a été au fil des siècles le but de la guerre que nous appellerons la « paléoguerre » ? On faisait la guerre pour triompher de l'adversaire de façon à retirer un bénéfice de sa défaite, on cherchait à le vaincre en le prenant par surprise, on mettait tout en œuvre pour qu'il ne réussisse pas dans ses intentions, on acceptait de payer un prix en vies humaines pour infliger à l'ennemi un dommage supérieur au nôtre en termes de mortalité. A cette fin, on devait mettre sur le terrain toutes les forces dont on pouvait disposer. Le jeu se pratiquait entre les deux adversaires. La neutralité des autres, le fait que la guerre ne leur nuise pas mais, si possible, leur profite, était une condition nécessaire à la liberté de manoeuvre des belligérants. J'allais oublier : il y avait une dernière condition, savoir qui était l'ennemi et où il se trouvait. C'est pourquoi, en général, le choc était frontal et concernait deux ou plusieurs territoires reconnaissables.

Dans notre siècle, la notion de « guerre mondiale », susceptible de

concerner aussi des sociétés sans histoire comme les tribus polynésiennes, a éliminé la différence entre belligérants et neutres. L'énergie atomique fait que, quels que soient les adversaires, c'est la planète tout entière qui subit les dégâts.

La conséquence a été la transition de la paléoguerre à la néoguerre par la guerre froide. La guerre froide était l'établissement d'une tension de paix belligérante ou de belligérance pacifique, d'équilibre de la terreur qui garantissait une remarquable stabilité au centre et permettait ou rendait indispensables des formes de paléoguerre marginales (Vietnam, Moyen-Orient, Etats africains, etc.). Au fond, la guerre froide garantissait la paix pour les Premier et Deuxième mondes, au prix de quelques guerres saisonnières ou endémiques dans le Tiers-Monde.

La néoguerre du Golfe

Avec la chute de l'empire soviétique, disparaissent les conditions de la guerre froide, mais les guerres qui n'avaient jamais cessé dans le Tiers-Monde montent au premier plan. Avec l'invasion du Koweït, on s'est rendu compte qu'il fallait, en quelque sorte, remettre en oeuvre une guerre d'un genre traditionnel (rappelez-vous, la référence était précisément les origines de la Seconde Guerre mondiale : si on avait stoppé immédiatement Hitler dès qu'il avait envahi la Pologne, etc.) mais on s'est tout de suite aperçu que la guerre ne se déroulait plus (ou plus seulement) entre deux fronts séparés. Le scandale des journalistes américains présents à Bagdad était alors égal au scandale, de dimensions bien supérieures, des millions et millions de musulmans pro-irakiens qui vivaient dans les pays de l'alliance anti-irakienne.

Dans les guerres d'autrefois, les ennemis potentiels étaient internés (ou massacrés) ; un compatriote qui, du territoire ennemi, parlait des raisons de l'adversaire, à la fin de la guerre, était pendu; vous vous souvenez que fut pendu par les Anglais John Amery, qui attaquait son pays sur la radio fasciste, et qu'Ezra Pound fut sauvé grâce à sa grande notoriété et à l'appui des intellectuels de tous les pays, et au prix d'un diagnostic : maladie mentale.

Quelles étaient les nouvelles caractéristiques de la néoguerre ?

On ne sait pas avec certitude qui est l'ennemi. Tous les Irakiens ? Tous les Serbes ? Qui faut-il détruire ?

La guerre n'est pas frontale. La néoguerre ne pouvait plus être frontale à cause de la nature même du capitalisme multinational. Que l'Irak soit armé par les industries occidentales, ce n'était pas un incident, et de même ce n'était pas un incident que, dix ans plus tard, les talibans soient armés par les mêmes industries. C'était dans la logique du capitalisme mûr, qui se soustrait au contrôle des divers Etats. Je voudrais rappeler un détail apparemment mineur mais significatif : lorsque, à un certain moment de la guerre du Golfe, les avions occidentaux avaient cru détruire un dépôt de chars d'assaut ou d'avions de Saddam Hussein, on s'est rendu compte, d'abord que c'étaient des modèles factices, et ensuite qu'ils étaient produits et vendus à Saddam Hussein, de façon tout à fait réglementaire, par une société italienne.

Avec les paléoguerres, c'étaient les industries militaires de chacun des pays belligérants qui étaient bénéficiaires ; avec la néoguerre, celles qui commençaient à en tirer profit étaient les multinationales qui avaient des intérêts de part et d'autre de la barricade (en admettant qu'il y eût encore une véritable barricade). Mais il y a plus. Si la paléoguerre engraisait les marchands de canons et que ce bénéfice faisait passer au second plan l'arrêt provisoire de quelques échanges commerciaux, la néoguerre, qui enrichissait elle aussi les marchands de canons, mettait en crise, sur tout le globe, les industries des transports aériens, des loisirs et du tourisme, des médias eux-mêmes, qui perdaient de la publicité commerciale, et, de façon générale, toute l'industrie du superflu - ossature du système -, de l'immobilier à l'automobile. Dans la néoguerre, quelques pouvoirs économiques se trouvaient en concurrence avec d'autres et la logique de leur conflit dépassait la logique des puissances nationales. J'avais observé à l'époque qu'il était typique d'une néoguerre qu'elle dure peu de temps, parce que la prolonger ne pouvait, en fin de compte, profiter à personne.

Mais si la logique des Etats en conflit devait, avec la néoguerre, se soumettre à la logique industrielle des multinationales, elle devait aussi se soumettre aux exigences de l'industrie de l'information. Avec la guerre du Golfe, nous avons entendu, pour la première fois dans l'Histoire, les médias occidentaux exprimer les réserves et protestations non seulement des représentants du pacifisme occidental, le pape en premier lieu, mais aussi des ambassadeurs et des journalistes des pays arabes qui sympathisaient avec Saddam Hussein.

L'information donnait continuellement la parole à l'adversaire, alors que le but de toute politique de guerre est de bloquer la propagande adverse, et elle démoralisait les citoyens des divers regroupements face à leurs gouvernements respectifs, alors que Clausewitz rappelait que la cohésion morale de tous les combattants conditionne la victoire.

Par le passé, toute guerre se fondait sur le principe que les citoyens, la croyant juste, avaient hâte de détruire l'ennemi. Pendant la néoguerre du Golfe, au contraire, l'information, non seulement faisait chanceler la foi des citoyens, mais les rendait vulnérables face à la mort de leurs ennemis, qui n'était plus un événement lointain et imprévisible, mais une évidence visuelle insoutenable. Cette guerre a été la première dans laquelle les belligérants plaignaient leurs ennemis.

(Quelque chose de semblable s'était profilé au temps du Vietnam, bien que ceux qui parlaient alors, et en des instances bien spécifiques, souvent marginales, aient été les groupes radicaux américains. Mais on ne voyait pas l'ambassadeur de Hô Chi Minh ou du général Giap à la BBC. Et on ne voyait pas de journalistes américains transmettre les nouvelles depuis un hôtel de Hanoi comme Peter Arnett l'a fait d'un hôtel de Bagdad.)

L'information place l'ennemi derrière le front. C'est pourquoi on estimait, avec la guerre du Golfe, que dans la néoguerre actuelle, tout le monde a son ennemi aux arrières. Quand bien même les médias seraient bâillonnés, les nouvelles technologies de communication permettraient des flux d'informations impossibles à arrêter - et même un dictateur ne pourrait pas les bloquer, parce qu'ils bénéficient du minimum d'infrastructures technologiques auquel lui-même ne peut renoncer. Ce flux d'informations joue le rôle que, dans les guerres traditionnelles, jouaient les services secrets : il neutralise toute action par surprise et une guerre dans laquelle on ne peut surprendre l'adversaire est impossible. La néoguerre institutionnalisait le rôle de Mata Hari et produisait donc une « intelligence avec l'ennemi » généralisée.

Mettant en jeu trop de pouvoirs, souvent en conflit mutuel, la néoguerre n'était déjà plus un phénomène dans lequel le calcul et les intentions des protagonistes avaient une valeur déterminante. Du fait de la multiplication des pouvoirs en jeu (on était vraiment au début de la mondialisation), elle se répartissait selon des équilibres imprévisibles. Il était donc possible que la situation finale soit acceptable pour l'un des adversaires mais, en principe, elle était *perdue pour tous les deux*.

Affirmer qu'un conflit s'est révélé avantageux pour quelqu'un à un moment donné impliquerait que l'on identifie l'avantage à *un moment donné* et l'avantage final. Mais il y aurait un moment final si la guerre était encore, comme le voulait Clausewitz, la continuation de la politique par d'autres moyens, ce qui signifie que la guerre s'achèverait quand on atteindrait un équilibre tel qu'on puisse revenir à la politique. Au lieu de cela, on avait déjà vu, avec les deux grandes guerres mondiales du XX^e siècle, que la politique de l'après-guerre serait toujours et de toute façon la continuation, par n'importe quel moyen, des prémisses définies par la guerre. Quel que fût le dénouement de la guerre, comme elle avait provoqué une réorganisation générale qui ne pouvait correspondre pleinement à la volonté des adversaires, elle se prolongerait en une dramatique instabilité politique, économique et psychologique pendant les décennies suivantes qui ne pourrait produire qu'une *politique de guerre*.

D'autre part, il en a toujours été ainsi. Décider que les guerres classiques ont produit des résultats raisonnables, un équilibre final, relève d'un préjugé hégélien selon lequel l'Histoire a une direction. Il n'y a aucune preuve scientifique, ni logique, que l'organisation de la Méditerranée après les guerres puniques ou celle de l'Europe après les guerres napoléoniennes doive être tenue pour un équilibre. Elle pourrait être considérée comme un état de déséquilibre qui ne se serait pas produit s'il n'y avait pas eu la guerre. Le fait que l'humanité ait, pendant des dizaines de milliers d'années, pratiqué la guerre comme solution des états de déséquilibre n'est pas plus probant que le fait que, pendant la même période, elle ait décidé de résoudre des déséquilibres psychologiques en recourant à l'alcool ou à d'autres drogues.

La preuve que mes réflexions de l'époque n'étaient pas des propos en l'air est venue des événements qui ont suivi la guerre du Golfe. Les forces occidentales ont libéré le Koweït, mais elles se sont ensuite arrêtées parce qu'elles ne pouvaient pas se permettre de poursuivre jusqu'à l'anéantissement final de l'adversaire. L'équilibre qui en est résulté n'était, après tout, pas tellement différent de celui qui avait provoqué le conflit, tant il est vrai que la question de savoir comment détruire Saddam Hussein est revenue continuellement à l'ordre du jour.

C'est que, avec la néoguerre du Golfe, s'est profilé un problème absolument nouveau par rapport non seulement à la logique et à la dynamique mais aussi à la psychologie qui guidait les paléoguerres. Le but de la paléoguerre était de détruire le plus possible d'ennemis, en acceptant que meure aussi un grand nombre de nos citoyens. Les

grands condottieri du passé, après la victoire, parcouraient nuitamment un champ de bataille parsemé de milliers et milliers de morts et n'étaient pas surpris de s'apercevoir que la moitié d'entre eux étaient leurs propres soldats. La mort de leurs soldats était célébrée par des médailles et d'émouvantes cérémonies et donnait naissance au culte des héros. La mort des autres était rendue publique, magnifiée, et les civils, chez eux, devaient se réjouir et jubiler pour chaque ennemi éliminé.

Avec la guerre du Golfe, s'établissent deux principes : (1) aucun des nôtres ne devrait mourir et (2) on devrait tuer le moins possible d'adversaires. Pour ce qui est de la mort des adversaires, on a assisté à quelques réticences et à quelque hypocrisie, parce que, dans le désert, les Irakiens sont morts en grande quantité, mais le fait qu'on cherchait à ne pas donner d'ampleur à ce détail était déjà un signe intéressant. En tout cas, il paraissait désormais caractéristique de la néoguerre qu'on essaye de ne pas tuer de civils, sauf par accident, parce que en tuer trop aurait été encourir la réprobation des médias internationaux.

D'où l'utilisation et la célébration des bombes intelligentes. Beaucoup de jeunes ont peut-être trouvé cela normal, après cinquante années de paix dues à la guerre froide, mais êtes-vous capables d'imaginer cette sensibilité aux temps où les VI détruisaient Londres et où les bombes des Alliés rasaient Dresde?

Pour ce qui concerne nos soldats, le Golfe a été le premier conflit au cours duquel il semblait inacceptable de perdre un seul homme. Le pays en guerre n'aurait pas supporté la logique paléomilitaire qui veut que ses fils soient prêts à mourir par milliers pour permettre la victoire. La perte d'un avion occidental était ressentie avec grande douleur et on en est venu à glorifier, sur les écrans de télé, des militaires faits prisonniers par l'ennemi et qui, pour avoir la vie sauve, avaient accepté de se faire les interprètes de la propagande de l'adversaire (les pauvres, disait-on, ils ont été contraints par la violence) en oubliant le sacro-saint principe selon lequel le soldat capturé ne parle pas, même sous la torture.

Dans la logique de la paléoguerre, ces personnes auraient été vilipendées, ou on aurait jeté un voile charitable sur leur malheureux accident. Au contraire, ils ont été compris, entourés de chaude solidarité, récompensés, sinon par les autorités militaires, du moins par la curiosité médiatique, parce que au fond, ils avaient réussi à survivre.

Bref, la néoguerre est devenue un produit médiatique, au point que Baudrillard a pu dire, en jouant sur le paradoxe, qu'elle n'a pas

eu lieu mais qu'elle n'a été qu'une représentation à la télé. Et les médias, par définition, vendent du bonheur et non de la douleur; ils étaient obligés d'introduire dans la logique de la guerre un principe de bonheur maximal ou, du moins, de sacrifice minimal. Or, une guerre qui ne devrait pas comporter de sacrifice et qui se soucie de préserver le principe de bonheur maximal ne doit pas durer longtemps. Il en fut ainsi de la guerre du Golfe.

Mais elle a duré si peu qu'elle a été largement inutile, sinon les *neocons* n'auraient pas été contraints de pousser Clinton et Bush dans leurs retranchements pour qu'on ne laisse pas Saddam Hussein en paix. La néoguerre était désormais en contradiction avec les raisons mêmes qui l'avaient alimentée.

La néoguerre du Kosovo

Toutes les caractéristiques de la néoguerre, qui s'étaient esquissées du temps du Golfe, se sont de nouveau manifestées lors de la guerre du Kosovo, avec encore plus d'intensité.

Non seulement les journalistes occidentaux restaient à Belgrade, mais l'Italie envoyait des avions sur la Serbie et maintenait en même temps des relations diplomatiques et commerciales avec la Yougoslavie ; heure par heure, les télévisions de l'OTAN communiquaient aux Serbes quels avions de l'OTAN quittaient Aviano, des agents serbes défendaient à la télévision le point de vue de leur gouvernement. Nous les avons vus et entendus. Mais il n'y avait pas que nous qui avions l'ennemi chez nous. Eux aussi.

Nous nous souviendrons tous qu'un journaliste serbe, Biljana Srbljanovic, envoyait jour après jour des correspondances anti-Milosevic à *La Repubblica*. Comment bombarder une ville dont les habitants envoient des lettres d'amitié à l'ennemi en exprimant leur hostilité envers leur gouvernement? Bien sûr, en 1944, Milan était habitée de nombreux antifascistes qui attendaient l'aide des Alliés. Pourtant, cela n'a pas empêché ces Alliés, pour des raisons militaires incontestables, de bombarder sauvagement Milan et les résistants de ne pas protester, parce qu'ils pensaient que c'était juste. En revanche, lors des bombardements de Belgrade, régnait un état d'esprit de victimes, tant du côté de Milosevic que de celui des Serbes qui s'opposaient à lui et des Occidentaux qui les bombardaient. D'où la publicité donnée à l'emploi des bombes intelligentes, même quand elles ne se montraient pas du tout intelligentes.

Encore une fois, dans la deuxième néoguerre, personne ne devait mourir et, en tout cas, moins qu'en Irak, parce que, en fin de compte, les Serbes étaient occidentaux et européens comme ceux qui les bombardaient et, au bout du compte, on a dû les protéger des Albanais après avoir engagé le conflit pour protéger les Albanais des Serbes. Le conflit n'était certes pas frontal et les forces concernées n'étaient pas séparées par une ligne droite mais par des serpentins entrelacés.

On n'avait jamais vu une guerre qui soit autant fondée sur le principe du bonheur maximal et du sacrifice minimal. C'est pourquoi elle n'a pu durer que peu de temps.

Afghanistan

Avec le 11 Septembre, se produit un nouveau retournement de la logique guerrière. Notons bien que le 11 Septembre ne marque pas le début de la guerre d'Afghanistan mais de la confrontation, qui dure encore, entre monde occidental - et plus spécifiquement Etats-Unis - et terrorisme islamiste.

Si le 11 Septembre a été le début d'un nouveau conflit militaire, en cette nouvelle phase de la néoguerre nous devrions dire que le principe de l'existence d'un front s'est complètement effacé. Même ceux qui pensent que ce conflit oppose le monde occidental au monde islamique savent que, en tout cas, l'affrontement n'est plus territorial. Les fameux Etats voyous sont à la rigueur des points d'appui brûlants pour le terrorisme, mais le terrorisme franchit territoires et frontières. Surtout, il se trouve aussi à l'intérieur des pays occidentaux. Cette fois et pour de vrai, *l'ennemi est aux arrières*.

Sauf qu'au temps du Golfe et du Kosovo, les agents ennemis qui agissaient chez nous, on les connaissait (tant il est vrai qu'ils passaient à la télévision), tandis qu'avec le terrorisme international, leur force est premièrement qu'ils demeurent inconnus, ensuite que nos médias ne peuvent les contrôler comme Peter Arnett contrôlait la vie de Bagdad sous les bombardements occidentaux, et enfin que font partie de l'ennemi potentiel non seulement des sujets ethniquement étrangers infiltrés chez nous, mais potentiellement aussi des compatriotes - à tel point qu'il est envisageable que les enveloppes à l'anthrax n'aient pas été mises en circulation par des kamikazes musulmans mais par des sectes yankees, néonazies ou fanatiques de toute sorte.

En outre, le rôle joué par les médias a été bien différent de celui qu'ils avaient eu lors des deux néoguerres précédentes, où, au maximum, ils donnaient la parole aux opinions de l'adversaire.

Tout acte terroriste est commis pour lancer un message qui, précisément, répande la terreur ou, au minimum, l'inquiétude. Le message terroriste est déstabilisant même si son impact est minime et, à plus forte raison, il est déstabilisant s'il est un symbole « fort ». Quel était donc le propos de Ben Laden quand il frappait les Twin Towers? Créer « le plus grand spectacle du monde », jamais imaginé même dans les films-catastrophe, donner l'impression visuelle d'un assaut aux symboles mêmes du pouvoir occidental et montrer que même les principaux sanctuaires de ce pouvoir pouvaient être violés.

Or, si le but de Ben Laden était de frapper l'opinion publique mondiale par cette image, les mass média ont été contraints de donner la nouvelle, de montrer le drame des secours, des fouilles, de l'horizon mutilé de Manhattan. Etaient-ils obligés de répéter cette information chaque jour, et pendant au moins un mois, avec des photos, des films, une infinité de récits de témoins oculaires, en faisant revivre aux yeux de tout un chacun l'image de cette blessure? Il est bien difficile de répondre. Avec ces photos, les journaux ont augmenté leurs ventes ; les télévisions, avec ces films, ont augmenté leur taux d'écoute; le public lui-même demandait à revoir ces scènes terribles, tant pour cultiver son indignation que, parfois, par sadisme inconscient. Peut-être était-il impossible de faire autrement; en tout cas, les mass media ont ainsi offert à Ben Laden des milliards de dollars de publicité gratuite, en ce sens qu'ils ont montré chaque jour les images qu'il avait créées précisément pour que tout le monde les voie, les Occidentaux pour leur donner des motifs de désarroi, ses disciples fondamentalistes pour en tirer motif d'orgueil.

Ainsi, les mass media, tandis qu'ils le réprouvaient, ont été les meilleurs alliés de Ben Laden qui, de cette façon, a gagné la première manche.

D'autre part, même les tentatives de censurer ou d'atténuer les communiqués que Ben Laden envoyait par l'intermédiaire d'Al-Jazeera ont été pratiquement des échecs. Le réseau global de l'information était plus fort que le Pentagone, et donc le principe fondamental de la néoguerre, selon lequel l'ennemi parle chez vous, était rétabli.

Dans ce cas également, la néoguerre ne voyait plus s'affronter deux patries, mais mettait en concurrence une infinité de pouvoirs, sauf que

ces différents pouvoirs qui, lors des deux néoguerres précédentes, pouvaient œuvrer à abréger le conflit et mener à la paix, risquaient cette fois de prolonger la guerre.

L'ex-directeur de la CIA a dit il y a quelques mois dans une interview à *La Repubblica* que, paradoxalement, l'ennemi à bombarder aurait dû être les banques *offshore*, du genre de celles des îles Caïmans et peut-être de celles des grandes villes européennes.

Quelques jours plus tôt, lors d'une émission télévisée, face à une insinuation de ce genre (affaiblie cependant par le fait qu'elle ne venait pas de l'ex-directeur de la CIA mais d'un militant altermondialiste), un vieux député de droite a réagi avec indignation en disant qu'il était fou et criminel de penser que les grandes banques faisaient le jeu des terroristes. Donc, un homme politique largement en âge de prendre sa retraite montrait qu'il n'était même pas en mesure de concevoir la vraie nature d'une néoguerre. A coup sûr, quelqu'un l'avait conçue à Washington et nous savons fort bien que, dans sa première phase, entre le 11 Septembre et le début des opérations en Afghanistan, les Etats-Unis avaient pensé conduire ce conflit comme une grande guerre d'espions en paralysant le terrorisme dans ses centres économiques. Mais il fallait dédommager immédiatement une opinion publique américaine profondément humiliée et le seul moyen d'y parvenir tout de suite était de proposer de nouveau une paléoguerre.

Ainsi, le conflit afghan a été de nouveau fondé sur la confrontation territoriale, le choc sur le terrain, les modalités tactiques traditionnelles, au point de rappeler les campagnes militaires anglaises du XIX^e siècle à la passe de Khyber; il a retrouvé certains des principes de la paléoguerre :

- Il n'était de nouveau pas permis à l'information de miner de l'intérieur l'efficacité des opérations militaires, et on en est arrivé à quelque chose de très proche de la censure. Puis le système global de l'information a fait en sorte que ce que ne voulaient pas dire les médias américains, une télévision arabe le disait, c'était évidemment le signe que la paléoguerre n'est vraiment pas possible à l'ère d'Internet.
- Si l'adversaire avait gagné la première manche d'un point de vue symbolique, il fallait l'anéantir physiquement. Le principe est resté qu'il fallait respecter formellement les civils innocents (d'où, encore une fois, l'emploi des bombes intelligentes), mais on a accepté le fait que, lorsque ce n'étaient pas les Occidentaux qui agissaient mais les forces

locales de l'Alliance du Nord, on ne pouvait éviter quelques massacres, sur lesquels on cherchait à passer rapidement.

- On a de nouveau accepté qu'on puisse perdre des vies parmi ses propres soldats et on a invité la nation à se préparer à un nouveau sacrifice. Bush junior, comme le Churchill de la Seconde Guerre mondiale, a promis à ses compatriotes la victoire finale, certes, mais aussi du sang et des larmes, alors que Bush senior ne l'avait pas fait à l'époque du Golfe.

La paléoguerre afghane a peut-être résolu les problèmes qu'elle a elle-même posés (c'est-à-dire que les talibans ont été écartés du pouvoir) mais elle n'a pas résolu les problèmes de la néoguerre de troisième phase dont elle est née. En effet, si le but de la guerre d'Afghanistan était d'éliminer le terrorisme international islamiste et de neutraliser ses centres, il est évident qu'ils existent ailleurs et qu'ils ont l'embarras du choix pour décider où porter le deuxième coup. Si le but était d'éliminer Ben Laden, il n'est absolument pas évident qu'on y soit parvenu et, même si on y est parvenu, on découvrira peut-être que Ben Laden était certainement une figure charismatique mais que le terrorisme fondamentaliste islamiste ne se résumait pas à son image.

Des hommes d'une perspicacité aiguë comme Metternich savaient fort bien que, même en envoyant Napoléon mourir à Sainte-Hélène, on n'éliminait pas le bonapartisme, et Metternich a été contraint de perfectionner Waterloo avec le Congrès de Vienne, qui, au demeurant, n'a pas été suffisant, comme l'a démontré l'histoire du XIX^e siècle.

Donc, la guerre commencée le 11 Septembre n'a été ni gagnée ni résolue par la guerre d'Afghanistan et, honnêtement, je ne saurais pas vous dire si et comment Bush aurait pu agir d'une autre façon, mais là n'est pas la question. Le problème, c'est que, face aux néoguerres, il semble qu'il n'y ait pas de commandement militaire capable de les gagner.

Arrivés là, la contradiction est majeure et la confusion sous les cieux l'est tout autant. D'un côté, toutes les conditions nécessaires pour mener une guerre ont disparu, étant donné que l'ennemi s'est totalement camouflé et, d'autre part, pour pouvoir montrer que, d'une façon ou d'une autre, on tient encore tête à l'ennemi, il faut construire des simulacres de paléoguerres qui, cependant, ne servent qu'à tenir bon sur le front intérieur et à faire oublier à ses propres concitoyens que l'ennemi n'est pas là où on est en train de le bombarder mais parmi eux-mêmes.

Face à ce désarroi, l'opinion publique, dont certains agitateurs se sont faits les interprètes, a cherché désespérément à retrouver l'image d'une paléoguerre possible et la métaphore a été celle de la croisade, du choc des civilisations, du renouveau du conflit de Lépante entre chrétiens et infidèles. Si, au fond, nous avons gagné militairement la petite guerre d'Afghanistan, pourquoi ne serait-il pas possible de gagner la néoguerre globale en la transformant en une paléoguerre mondiale, les Blancs contre les Maures? Dit de cette façon, cela a l'air d'une histoire à la Guy L'Eclair, mais le succès des livres d'Oriana Fallaci nous dit que, si c'est une BD, elle est lue par de nombreux adultes.

Les partisans de la croisade n'ont pas pensé que, dans ce cas aussi, la croisade reste une forme de paléoguerre qui ne peut être menée dans la situation globale qui a créé les conditions et les contradictions de la néoguerre.

Scénario d'une possible croisade

Imaginons en effet une confrontation globale entre monde chrétien et monde musulman, un choc frontal, donc, comme par le passé. Mais, par le passé, il y avait une Europe aux contours bien définis, avec la Méditerranée séparant les chrétiens des infidèles et les Pyrénées qui isolaient le prolongement occidental du continent, encore partiellement arabe. Après quoi, le choc pouvait prendre deux formes : attaquer ou contenir.

L'attaque a été constituée par les croisades, mais on a vu ce qu'il en a été. La seule croisade qui ait conduit à une conquête effective, avec l'installation des Francs au Moyen-Orient, a été la première. Moins d'un siècle plus tard, Jérusalem est retombée aux mains des musulmans et, pendant un siècle et demi, il y a eu sept autres croisades, qui n'ont rien réglé.

La seule opération militaire réussie a été plus tard la Reconquête de l'Espagne, cependant ce n'était pas une expédition outre-mer, mais une lutte de réunification nationale qui n'a pas éliminé la confrontation entre les deux mondes, mais qui en a simplement déplacé la frontière. Quant à contenir, on a arrêté les Turcs devant Vienne, on a gagné à Lépante, on a érigé des tours sur les côtes pour repérer les pirates sarrasins, les Turcs n'ont pas conquis l'Europe, mais la confrontation est demeurée.

Ensuite, l'Occident a colonisé l'Orient qui s'était affaibli. En tant

qu'opération, cela a été certes couronné de succès, et pour longtemps, mais les résultats, nous les vivons à présent. La confrontation n'a pas été éliminée mais aiguisée.

Si, aujourd'hui, on reprenait le choc frontal, qu'aurait-il de différent par rapport aux confrontations du passé ? Au temps des croisades, le potentiel militaire des musulmans n'était pas très différent de celui des chrétiens : les uns et les autres disposaient d'épées et de machines obsidionales. Aujourd'hui, l'Occident est en avance quant à la technologie de guerre. Il est vrai que le Pakistan, aux mains des fondamentalistes, pourrait utiliser l'arme atomique, mais il réussirait au maximum à raser Paris, et ses réserves nucléaires seraient aussitôt détruites. Si un avion américain tombe, on en fabrique un autre, si un avion syrien tombe, ils auront du mal à en acquérir un nouveau en Occident. L'Est rase Paris et l'Ouest lance une bombe atomique sur La Mecque. L'Est répand le botulisme par la poste et l'Ouest empoisonne tout le désert d'Arabie, comme on le fait avec les pesticides dans les immenses champs du Midwest, et même les chameaux meurent. Parfait. Cela ne durerait même pas très longtemps, un an au maximum, ensuite tout le monde continuerait avec des cailloux, et les ennemis perdraient peut-être.

Sauf qu'il y a une certaine différence par rapport au passé. Au temps des croisades, les chrétiens n'avaient pas besoin du fer arabe pour fabriquer leurs épées, et les musulmans n'avaient pas besoin du fer chrétien. Aujourd'hui, en revanche, notre technologie la plus avancée vit du pétrole, et le pétrole, ce sont eux qui l'ont, du moins pour la plus grande partie. Eux, tout seuls, surtout si l'on bombarde leurs puits, ne réussiront plus à l'extraire, mais nous n'en aurons plus. L'Occident devrait donc restructurer toute sa technologie de façon à éliminer le pétrole. Comme nous ne sommes pas encore parvenus à faire une automobile électrique qui aille à plus de 80 km/h et ne mette pas toute une nuit pour se recharger, je ne sais pas combien de temps cette reconversion pourrait prendre. De même pour utiliser l'énergie nucléaire pour la propulsion des avions et des chars d'assaut et pour faire fonctionner nos centrales électriques - pour ne rien dire de la vulnérabilité de ces installations -, il faudrait longtemps.

Il serait en outre intéressant de savoir si les Sept Sœurs seraient d'accord. Je ne serais pas étonné si des pétroliers occidentaux, pour pouvoir continuer à réaliser des profits, étaient prêts à accepter un monde islamisé.

Mais allons plus loin. Au bon temps jadis, les Sarrasins étaient d'un côté, outre-mer, et les chrétiens de l'autre. Aujourd'hui, en

revanche, l'Europe est pleine de musulmans, qui parlent nos langues et étudient dans nos écoles. Si, aujourd'hui déjà, certains d'entre eux s'allient aux fondamentalistes de chez eux, imaginons ce que ce serait en cas de confrontation globale. Ce serait la première guerre avec l'ennemi non seulement chez nous, mais bénéficiant de la protection sociale.

Notons bien que le même problème se poserait au monde musulman, qui a chez lui des industries occidentales et même des enclaves chrétiennes, comme en Ethiopie.

Comme l'ennemi est mauvais par définition, considérons comme perdus tous les chrétiens d'outre-mer. A la guerre comme à la guerre. Ils sont déjà, dès le départ, condamnés à mort. Plus tard, nous les canoniserons tous sur la place Saint-Pierre.

Que faisons-nous en revanche, chez nous? Si le conflit se radicalise outre mesure et que s'écroulent encore deux ou trois gratte-ciel, ou carrément Saint-Pierre, on aura la chasse au musulman. Une sorte de nuit de la Saint-Barthélemy ou de Vêpres siciliennes : on attrape quiconque a des moustaches et le teint pas très clair et on l'égorge. Il s'agit de tuer des millions de personnes, mais la foule s'en chargera sans qu'on dérange les forces armées.

La raison pourrait l'emporter. On n'égorgerait personne. Mais même les très libéraux Américains, au début de la Seconde Guerre mondiale, ont envoyé dans des camps de concentration, bien qu'avec beaucoup d'humanité, les Japonais et les Italiens qui étaient chez eux, même s'ils y étaient nés. Donc, et toujours sans trop se perdre dans les détails, on va repérer tous ceux qui pourraient être musulmans - et s'il s'agit, par exemple, d'Ethiopiens chrétiens, tant pis - et on les met quelque part. Où? Pour faire des camps de prisonniers, avec tous ces extra-communautaires qui circulent en Europe, il faudrait de l'espace, de l'organisation, de la surveillance, de la nourriture et des soins médicaux démesurés, sans compter que ces camps seraient des bombes prêtes à exploser.

Ou bien on les prend, tous (et ce n'est pas facile, et il faut le faire *tout de suite*, d'un seul coup), on les charge sur une flotte de navires de transport et on les décharge... Où? On dit « pardon, monsieur Kadhafi, pardon monsieur Moubarak, pouvez-vous me prendre, s'il vous plaît, ces trois millions de Turcs que je cherche à foutre hors d'Allemagne ? »

La seule solution serait celle des passeurs de travailleurs clandestins : on les jette à la mer. Solution finale d'hitlérienne mémoire. Des millions de cadavres sur la Méditerranée. Je voudrais

voir quel gouvernement le ferait. C'est autre chose que les *desaparecidos*; même Hitler massacrait peu à la fois et en cachette.

L'alternative, comme nous sommes bons, c'est de les laisser tranquilles chez nous, mais on met un agent de la police spéciale derrière chacun d'eux pour les surveiller. Et où est-ce qu'on va trouver une telle quantité de personnels? On les recrute parmi les extracommunautaires? Et si ensuite, on soupçonne que ces collaborateurs ne sont pas fiables, comme cela s'est produit aux Etats-Unis, où les compagnies aériennes, pour réduire les frais, faisaient faire les contrôles dans les aéroports par des immigrés du Tiers-Monde ?

Naturellement, toutes ces réflexions, de l'autre côté de la barricade, un musulman raisonnable pourrait les faire. Le front fondamentaliste ne serait certainement pas totalement vainqueur, une série de guerres civiles ensanglanterait leurs pays, entraînant d'horribles massacres, les contrecoups économiques leur retomberaient dessus aussi, ils auraient encore moins de nourriture et de médicaments que le peu qu'ils ont aujourd'hui, ils mourraient comme des mouches. Mais du point de vue d'un choc frontal, il ne faut pas se soucier de leurs problèmes, mais des nôtres.

Pour en revenir à l'Ouest, il se créerait au sein de notre alliance des groupes pro-islamistes, non pour des raisons de foi mais pour leur opposition à la guerre, de nouvelles sectes qui refuseraient les choix de l'Occident, des non-violents qui croiseraient les bras et se refuseraient à collaborer avec leurs gouvernements, des fanatiques comme ceux de Waco qui commenceraient, sans être des fondamentalistes musulmans, à déchaîner la terreur pour purifier l'Occident corrompu. Il se créerait sur les routes d'Europe des groupes de personnes en prière, désespérées et passives dans l'attente de l'Apocalypse.

Mais il n'est pas indispensable de ne penser qu'à ces « franges lunatiques ». Tout le monde accepterait-il d'avoir moins d'énergie électrique sans même pouvoir recourir aux lampes à pétrole? Accepterait-on l'affaiblissement fatal des moyens de communication et une seule heure de télévision par jour, les voyages à bicyclette au lieu de l'automobile, les cinémas et les discothèques fermés, la queue devant le McDonald's pour avoir la ration quotidienne d'une petite tranche de pain de son avec une feuille de salade, en somme la cessation d'une économie de la prospérité et du gaspillage ?

Figurez-vous quelle importance cela a pour un Afghane ou un réfugié palestinien de vivre dans une économie de guerre : pour eux, cela ne changerait rien. Mais pour nous? Vers quelle crise de dépression et de démotivation irions-nous?

Jusqu'à quel point les Noirs de Harlem, les déshérités du Bronx, les *chicanos* de la Californie s'identifieraient-ils encore à l'Occident?

Enfin, que feraient les pays d'Amérique latine où sont nombreux ceux qui, sans être musulmans, ont développé des sentiments de rancœur envers les *gringos*, à telle enseigne que là-bas, après la chute des deux tours, il en est qui chuchotent que les *gringos* l'ont bien cherché?

En somme, la guerre globale pourrait voir un certain Islam moins monolithique qu'on ne le pense, mais elle verrait à coup sûr une chrétienté fragmentée et névrotique, dans laquelle il y aurait bien peu de candidats à être les nouveaux Templiers, les kamikazes de l'Occident.

C'est là un scénario de science-fiction que je ne voudrais jamais voir se réaliser. Mais il faut le représenter pour montrer que, s'il se réalisait, il ne mènerait à la victoire de personne. Donc, même si elle se transformait en paléoguerre globale, la néoguerre n'aboutirait à aucun résultat qui ne serait sa propre continuation perpétuelle dans un cadre désolé à la *Conan le Barbare*.

Ce qui signifie qu'à l'ère de la mondialisation, une guerre globale est impossible, qu'elle conduirait à la défaite de tout le monde.

La paix

Quand je rédigeais mes réflexions sur la néoguerre du Golfe, la conclusion que la guerre était désormais impossible m'amenait à l'idée que le moment était peut-être venu de déclarer que la guerre est universellement tabou. Mais maintenant, je me rends compte, après les expériences successives, qu'il s'agissait d'une pieuse illusion. Aujourd'hui mon impression est que, puisque la néoguerre n'a ni vainqueurs ni vaincus et que les paléoguerres ne résolvent rien sauf sur le plan de la satisfaction psychologique du vainqueur provisoire, le résultat sera une forme de néoguerre permanente, avec une multitude de paléoguerres périphériques toujours rouvertes et toujours provisoirement refermées.

J'imagine que cela ne fait pas plaisir parce que nous sommes tous

fascinés par l'idéal de la paix. L'idée que l'inutilité des néoguerres puisse conduire à prendre la paix au sérieux était certainement très belle, mais elle était précisément irréaliste. C'est que l'histoire même de la néoguerre nous porte à réfléchir à la nature équivoque de la notion de paix.

Quand on parle de paix et qu'on souhaite la paix, on pense toujours, dans la mesure que permet notre champ de vision, à une paix universelle ou globale. Nous ne parlerions pas de paix si nous ne pensions qu'à une paix pour quelques-uns, sinon nous irions habiter en Suisse, ou nous entrerions dans un monastère, comme on le faisait aux temps sombres des invasions permanentes. La paix, ou bien on la propose comme concept global, ou bien cela ne vaut pas la peine de la penser.

La seconde façon de penser la paix, complémentaire de la première, est qu'elle soit une situation d'origine. De l'idée d'une condition édénique à celle d'un âge d'or, on a toujours soutenu la paix en pensant qu'il s'agissait de restaurer une condition primordiale de l'humanité (qui incluait même la paix entre monde humain et monde animal) qui avait été corrompue à un moment donné par un acte de haine et d'injustice. Mais n'oublions pas que, devant les mythes de l'âge d'or, Héraclite a eu la lucidité d'affirmer que, si tout passe, alors « la lutte est la règle du monde et la guerre est commune génératrice et maîtresse de toutes choses ». Il fut suivi du *homo homini lupus* de Hobbes et du *struggle for life* de Darwin.

Essayons alors d'imaginer que la courbe générale de l'entropie soit dominée par le conflit, la destruction et la mort, et que les îlots de la paix soient ce que Prigogine appelle les « structures dissipatives », moments d'ordre, jolis petits bubons sur la courbe générale de l'entropie, exceptions à la guerre, qui coûtent beaucoup d'énergie pour pouvoir survivre.

Passant de la science à la métaphore (il n'existe pas, que je sache, de science de la paix), je dirais que la paix n'est pas un état qui nous fut jadis donné et qu'il s'agirait seulement de restaurer, mais une conquête laborieuse, comme celles qu'on réalisait dans les guerres de tranchées, quelques mètres à la fois et au prix de nombreux morts.

Les grandes *paces* que nous avons connues dans l'Histoire, celles qui concernaient de vastes territoires, comme la *pax romana* ou, de nos jours, la *pax americana* (mais il y eut aussi une *pax sovietica* qui a contrôlé pendant soixante-dix ans des territoires maintenant en pleine ébullition et en conflit mutuel), et cette grande *Pax* bénie du Premier monde qu'on appelait guerre froide et que nous regrettons

tous (mais peut-être pourrions-nous aujourd'hui parler de *pax ottomana* ou de *pax sinica*), ont été le résultat d'une conquête ou d'une pression militaire continue, par laquelle on maintenait un certain ordre et on réduisait la conflictualité au centre, au prix de nombreuses petites paléoguerres périphériques. Les grandes paces ont été dues à la puissance militaire.

La chose peut plaire à celui qui est dans l'œil du cyclone, mais celui qui est sur les bords subit les paléoguerres qui servent à maintenir l'équilibre du système. Une façon de dire que, si on a la paix, la paix est toujours la nôtre, jamais celle des autres. Citez-moi un seul exemple dans le monde, du moins au cours des derniers millénaires, d'une paix qui ait échappé à cette règle, non pas, malheureusement, une règle d'or mais certainement d'airain. S'il y a quelque chose de valable dans la thématique des altermondialistes, c'est la conviction que les avantages d'une globalisation pacifique se paient des désavantages de ceux qui vivent à la périphérie du système.

Est-ce que cette règle de la paix changera avec l'avènement des néoguerres? Je dirais vraiment « non » car, si je résume ce que j'ai cherché à dire, des paléoguerres à la néoguerre de troisième phase, se sont produits les changements suivants :

- Les paléoguerres créaient un état de déséquilibre transitoire et bilatéral entre deux adversaires, en laissant un certain équilibre à la périphérie des neutres.
- La guerre froide a créé un équilibre forcé, surgelé, au centre des deux premiers mondes, au prix de nombreux déséquilibres transitoires dans toutes les périphéries, secouées de multiples petites paléoguerres.
- La néoguerre de troisième phase promet un déséquilibre constant au centre, devenu territoire d'inquiétude quotidienne et d'attentats terroristes permanents, déséquilibre contenu, comme par des saignées continues, par une série de paléoguerres périphériques, dont l'Afghanistan a été le premier exemple.

Donc, on peut en conclure que nous allons certainement moins bien qu'avant, l'illusion d'un état de paix apporté par la guerre froide, du moins au centre des deux premiers mondes, s'étant effondrée. Au fond, c'est la perte de cette paix que les Américains ont ressentie à leurs dépens le 11 Septembre; d'où leur état de choc.

Je ne crois pas que, sur cette planète des hommes qui sont des loups pour leurs propres frères, on atteindra la paix globale. Au

fond, c'est ce qu'a pensé Fukuyama avec son idée de la fin de l'histoire, mais les événements récents ont montré que l'histoire repart, et toujours sous forme de conflit.

Paix locales

Si la paix globale est le produit de la guerre - et plus la guerre devient autophage et incapable de résoudre les problèmes qui l'ont engendrée, plus la paix devient impossible -, que reste-t-il pour celui qui croit que la paix est une conquête et non pas un héritage auquel on peut prétendre en vertu d'une grâce divine ?

Il reste la possibilité d'œuvrer à une paix en taches de léopard, en créant chaque fois qu'on le peut des situations pacifiques dans l'immense périphérie des paléoguerres qui continueront à se succéder l'une après l'autre.

Si la paix universelle est toujours le résultat d'une victoire militaire, la paix locale peut naître d'une cessation de la belligérance. Pour accéder à une paix locale, il n'est pas nécessaire de faire des guerres. Elle s'établit quand, devant la lassitude des adversaires, une instance négociatrice propose sa médiation. La condition de la médiation est que la paléoguerre soit marginale, de sorte que, un certain temps après son début, les médias ne la suivent plus avec beaucoup d'intérêt. Alors, celui qui accepte la médiation ne perd pas la face devant l'opinion publique internationale.

Dimension périphérique du conflit et mémoire courte des médias sont donc les conditions essentielles de la médiation pacifique. Aucune négociation ou médiation ne paraît capable, au jour d'aujourd'hui, de guérir un déséquilibre central, surtout s'il ne dépend plus de la volonté d'aucun gouvernement. On ne peut donc envisager un projet de paix pour la néoguerre de troisième phase, mais seulement pour chacune des paléoguerres qu'elle produit.

Une série de paix locales successives pourrait, comme une saignée, diminuer sur le long terme les conditions de tension qui maintiennent en vie la néoguerre permanente. Ce qui signifie (si, en réduisant le projet à un exemple, on ne risquait pas de faire perdre de vue la flexibilité et la possibilité d'application à des situations très différentes les unes des autres) qu'une paix réalisée aujourd'hui à Jérusalem contribuerait certainement à la réduction de la tension dans tout l'épicentre de la néoguerre globale.

Mais, même si l'on n'atteignait pas toujours ce résultat, une paix

réalisée comme une petite bulle sur la courbe générale du désordre entropique, même si ce n'était pas un but final ni une étape vers un but précis, il resterait quand même un exemple et un modèle.

La paix comme exemple. Cela peut être, si vous le voulez, un concept très chrétien, mais je sens qu'il serait accepté aussi par de nombreux sages païens : faisons la paix entre nous, fût-ce seulement entre Capulet et Montaigu : cela ne résoudra pas les problèmes du monde mais cela montrera qu'une négociation est encore et toujours possible.

Réduire les conflits locaux donne confiance et permet de penser qu'un jour on résoudra aussi les conflits globaux. Pieuse illusion, mais il faut parfois mentir par l'exemple. Le mauvais menteur est celui qui ment par les mots, mais le bon menteur, par ses actions, laisse penser que d'autres pourraient faire de même, même s'il ment dans la mesure où il cultive l'illusion qu'une proposition particulière peut nécessairement se transformer en proposition universelle.

Mais ce sont là les raisons pour lesquelles éthique et rhétorique ne sont pas de la logique formelle. Notre seul espoir est de travailler sur les paix locales.

¹ Conférence prononcée à Milan, pour la Communauté de Sant'Egidio, en juillet 2002.

² Je dois reprendre certaines questions déjà traitées dans *Cinq Questions de morale* (Grasset, 2000), quand je réfléchissais sur la première guerre du Golfe, mais ce que j'ai dit alors prend aussi de nouveaux aspects si on le considère du point de vue des faits qui ont suivi.

AIMER L'AMÉRIQUE ET MARCHER POUR LA PAIX₁

Le mal fait mal. Je ne dis rien de neuf si je rappelle que la finalité principale de toute action et de tout mouvement terroriste est de déstabiliser le camp de celui qu'ils frappent. Déstabiliser veut dire mettre les autres en état de fibrillation, les rendre incapables de réagir avec calme, les rendre soupçonneux les uns vis-à-vis des autres. Ni le terrorisme de droite, ni celui de gauche n'ont réussi, en fin de compte, à déstabiliser notre pays, par exemple. C'est pourquoi ils ont été vaincus, du moins lors de leur première et plus redoutable offensive. Mais il s'agissait, au fond, de phénomènes provinciaux.

Le terrorisme de Ben Laden et, de toute façon, celui du vaste éventail fondamentaliste qu'il représente, est évidemment bien plus habile, plus large, plus efficace. Il a réussi à déstabiliser le monde occidental après le 11 Septembre en évoquant de vieux fantasmes de lutte entre civilisations, de guerres de religion, de choc de continents. Mais maintenant, il obtient un résultat bien plus satisfaisant : après avoir approfondi la fracture entre monde occidental et Tiers-Monde, il encourage de profondes fractures au sein même du monde occidental. Il est inutile de se faire des illusions : des conflits sont en train de se dessiner (non pas des conflits militaires, mais moraux et psychologiques) entre Amérique et Europe, de même qu'une série de fractures à l'intérieur de l'Europe même. Un certain antiaméricanisme français, latent, se fait entendre plus fort et (aurions-nous jamais pu l'imaginer?) en Amérique le surnom de « mangeurs de grenouilles », par lequel on indiquait les Français, revient à la mode.

Ces fractures n'opposent pas les Américains aux Allemands ou les Anglais aux Français. En voyant les protestations contre la guerre qui s'élèvent sur les deux rives de l'Atlantique, nous voudrions rappeler qu'il n'est pas vrai que « tous les Américains veulent la guerre » ni que « tous les Italiens veulent la paix ». La logique formelle nous enseigne qu'il suffit qu'un seul habitant de la planète haïsse sa mère pour qu'on ne puisse dire que « tous les hommes aiment leur maman ». On peut seulement dire que « certains hommes aiment leur maman » et « certains » ne veut pas

nécessairement dire « peu », cela peut même signifier quatre-vingt-dix-neuf pour cent. Or, même quatre-vingt-dix-neuf pour cent ne peut se traduire par « tous » mais par « certains », ce qui veut précisément dire « pas tous ». Il y a peu de cas où l'on peut employer ce qu'on appelle le quantificateur universel « tous » : on ne peut le faire avec certitude que pour l'affirmation « tous les hommes sont mortels », parce que, à ce jour, même les deux hommes dont on pense qu'ils ont ressuscité, Jésus et Lazare, ont cessé de vivre à un moment donné et sont passés par l'entonnoir de la mort.

Donc, les fractures ne sont pas entre ceux qui sont tous d'un côté et ceux qui sont tous de l'autre : elles sont toujours entre certains des deux, ou trois, ou quatre côtés. Cela a l'air d'un détail, mais sans de telles prémisses, on tombe dans le racisme.

Dans le vécu de ces fractures, sanglant bien que non encore saignant, on entend tous les jours des affirmations qui deviennent fatalement racistes, du genre : « tous ceux qui craignent la guerre sont des alliés de Saddam Hussein », mais aussi « tous ceux qui considèrent que parfois le recours à la force est nécessaire sont des nazis ». Cherchons à raisonner.

Il y a quelques semaines, un Anglais rendait compte, de manière, somme toute, plutôt favorable, de mon livre *Cinque secrets morali* qui venait d'être traduit dans son pays. Mais, arrivé à la page où je disais que la guerre devrait devenir un tabou universel, il commentait de façon sarcastique : « Allez donc le dire aux survivants d'Auschwitz ». Il sous-entendait que si tout le monde avait eu horreur de la guerre, Hitler n'aurait même pas été vaincu et la libération des juifs (de « certains », malheureusement) emprisonnés dans les camps de la mort n'aurait pas eu lieu.

Or, cela me paraît être un raisonnement injuste, au minimum. Je peux soutenir (et, en effet, je soutiens) que le meurtre est un crime inadmissible et jamais de ma vie je ne voudrais tuer quelqu'un. Mais si un type armé d'un couteau entrerait chez moi et voulait me tuer, moi ou l'un de ceux que j'aime, je ferais tout mon possible pour l'en empêcher en recourant à toute la violence possible. De même, la guerre est un crime et le coupable qui a déclenché la Seconde Guerre mondiale s'appelait Hitler. Si, par la suite, après qu'il l'eut déclenchée, les Alliés ont agi et ont opposé la violence à la violence, ils ont naturellement bien fait parce qu'il s'agissait de protéger le monde contre la barbarie. Ce qui n'empêche pas que la Seconde Guerre mondiale a été quelque chose d'atroce, qu'elle a coûté cinquante millions de victimes et qu'il aurait mieux valu que Hitler

ne l'ait pas déclenchée.

Une forme paradoxale d'objection est la suivante : « Donc tu admets qu'il est bien que les Etats-Unis soient intervenus militairement pour sauver l'Europe et empêcher que le nazisme n'installe aussi des camps de la mort à Liverpool et à Marseille ? » Certainement, ils ont bien fait, dis je, et cela demeure pour moi un souvenir inoubliable que cette émotion avec laquelle, à treize ans, je suis allé à la rencontre du premier régiment de libérateurs américains (soit dit en passant : un régiment de Noirs) qui arrivait dans la petite ville où j'étais un réfugié. Aussitôt, le caporal Joseph est devenu mon ami, il m'a donné mes premiers chewing-gums et mes premières BD avec Dick Tracy. Mais cette objection, après ma réponse, est suivie d'une autre : « Donc les Américains ont bien fait de briser dans l'œuf les dictatures nazie et fasciste ! »

La vérité est que, non seulement les Américains, mais aussi les Anglais et les Français, n'ont pas étouffé dans l'œuf les deux dictatures. Ils ont cherché à contenir le fascisme italien, à l'amadouer, et même à l'accepter comme médiateur jusqu'au début de 1940 (avec quelques gestes comme les sanctions, mais pas beaucoup plus) et ils ont laissé le nazisme s'étaler pendant quelques années. Les Etats-Unis sont intervenus après avoir été attaqués par les Japonais à Pearl Harbor et nous risquons, entre autres, d'oublier que ce sont l'Allemagne et l'Italie qui, après le Japon, ont déclaré la guerre aux Etats-Unis et non le contraire. Je sais que les plus jeunes pourront trouver cette histoire grotesque mais cela s'est passé exactement ainsi. Les Etats-Unis, malgré la tension morale qui les poussait à le faire, ont attendu pour entrer dans un conflit terrible, pour des raisons de prudence, parce qu'ils ne se sentaient pas assez préparés et même parce qu'il y avait chez eux aussi des sympathisants (célèbres) du nazisme. Et Roosevelt a dû travailler en finesse pour entraîner son peuple dans cette histoire.

La France et l'Angleterre, espérant encore arrêter l'expansionnisme allemand, ont-elles eu tort d'attendre que Hitler envahisse la Tchécoslovaquie? Peut-être, et on a beaucoup ironisé sur les manœuvres de Chamberlain pour sauver la paix. Cela nous montre qu'on peut parfois pécher par prudence, mais qu'on tente tout pour sauver la paix et, du moins, à la fin, il a été clair que c'était Hitler qui avait commencé la guerre et qu'il en portait donc toute la responsabilité.

Je trouve donc injuste la première page de ce quotidien américain qui a publié la photo du cimetière des braves Yankees morts pour sauver la France (ce qui est vrai), afin de souligner que la France,

maintenant, oublie cette dette. La France, l'Allemagne et tous ceux qui jugent prématurée une guerre préventive menée maintenant et en Irak seulement, ne refusent pas leur solidarité aux Etats-Unis au moment où ils sont, pour ainsi dire, encerclés par le terrorisme international. Ils soutiennent seulement, comme bien des personnes sensées le pensent, qu'une attaque contre l'Irak ne vaincrait pas le terrorisme mais probablement (et selon moi : certainement) le renforcerait, amènerait dans les rangs terroristes bien des gens qui se trouvent actuellement dans des conditions de perplexité et de prudence. Ils pensent que le terrorisme récolte des adeptes qui vivent aux Etats-Unis et dans les pays européens et que leur argent n'est pas déposé dans les banques de Bagdad, mais qu'il peut procurer des armes, chimiques et autres, en provenance aussi d'autres pays.

Cherchons à imaginer que, avant le débarquement en Normandie, de Gaulle se soit obstiné, comme ses troupes étaient dans les territoires d'outre-mer, à exiger un débarquement sur la Côte d'Azur. Les Américains et les Anglais s'y seraient probablement opposés en invoquant de nombreuses raisons : dans la zone de la Tyrrhénienne, il y avait encore des troupes allemandes qui contrôlaient les côtes italiennes, du moins dans le golfe de Gênes; en débarquant au nord, on bénéficiait de la proximité de l'Angleterre et il était plus sûr de faire traverser les troupes de débarquement par la Manche que de les faire naviguer à travers toute la Méditerranée. Aurions-nous dit que les Etats-Unis poignardaient la France dans le dos? Non, ils auraient exprimé un désaccord sur la stratégie et je pense qu'effectivement, il était plus sage de débarquer en Normandie. Ils auraient pesé de tout leur poids pour convaincre de Gaulle de ne pas accomplir une opération stérile et dangereuse. C'est tout.

Une autre objection qui circule aussi et que m'a récemment opposée un monsieur très important et qui mène depuis des années de considérables missions pacifiques, est la suivante : « Mais Saddam Hussein est un féroce dictateur et son peuple souffre sous sa sanglante domination. Ne pensons-nous pas aux Irakiens? » Si, nous y pensons, mais pensons-nous aux pauvres Coréens du Nord, à ceux qui vivent sous la botte de tant de dictateurs africains ou asiatiques, à ceux qui se sont trouvés sous la domination de petits dictateurs de droite soutenus et nourris pour empêcher les révolutions de gauche en Amérique du Sud? A-t-on jamais pensé à libérer par une guerre préventive les pauvres citoyens russes, ukrainiens, ouzbeks ou estoniens que Staline envoyait au goulag? Non, parce que, s'il fallait faire la guerre à tous les dictateurs, le prix, en termes de sang et de risque nucléaire, serait énorme. Et donc, comme on le fait toujours

en politique, car la politique est réaliste même quand elle s'inspire de valeurs idéales, on a temporisé, en cherchant à obtenir le maximum sans cruauté. Un choix gagnant, au demeurant, puisque les démocraties occidentales ont finalement réussi à éliminer la dictature soviétique sans lancer de bombes atomiques. Il y a fallu du temps, pendant lequel certains y ont laissé des plumes et nous le regrettons, mais nous avons fait l'économie de quelques centaines de millions de morts.

Ce sont là quelques observations suffisantes, je l'espère, pour suggérer que la situation dans laquelle nous nous trouvons ne permet pas, précisément du fait de sa gravité, de recourir à des solutions tranchantes, des oppositions camp contre camp, des condamnations du genre : « si tu penses ainsi, tu es notre ennemi ». Cela aussi serait du fondamentalisme. On peut aimer les Etats-Unis, pour leur tradition, leur peuple, leur culture, et pour le respect que l'on doit à ceux qui ont gagné les galons de pays le plus puissant du monde, on peut être profondément touché par la blessure qu'ils ont subie en 2001, sans pour autant se dispenser de les avertir que leur gouvernement est en train de faire un choix erroné et qu'il doit entendre non pas notre trahison mais notre franc désaccord. Sinon, ce qui serait violé, c'est le droit au désaccord. Et ce serait précisément le contraire de ce que nous ont enseigné les libérateurs de 1945, à nous, les jeunes d'alors, après des années de dictature.

¹ *La Repubblica*, février 2003.

PERSPECTIVES POUR L'EUROPE¹

L'initiative de cet article ne m'appartient pas. Il y a quelques semaines, Jürgen Habermas a contacté une série de collègues dans différents pays européens pour leur demander de faire paraître, le même jour, un article d'eux dans un important quotidien local. A part quelques échanges de messages dans lesquels Habermas a communiqué ses intentions, au moment où j'écris, je ne sais pas ce qu'écriront le jour dit Habermas et Jacques Derrida (dans un article conjoint qui paraîtra en même temps dans le *Frankfurter Allgemeine* et dans *Libération*), Fernando Savater (*El País*), Gianni Vattimo (*La Stampa*), Adolf Muschg (*Neue Zürcher Zeitung*), Richard Rorty (comme voix d'outre-Atlantique, mais dans la *Süddeutsche Zeitung*). Il se peut que, de la confrontation des diverses interventions, naisse une discussion. En tout cas, Habermas avait demandé à ses amis et collègues d'intervenir pour faire entendre l'opinion de quelques citoyens européens sur la situation actuelle de l'Union et d'envoyer une série de sollicitations aux gouvernements nationaux et à ce qui représente (c'est déjà beaucoup, mais pas assez) le gouvernement européen.

Il semble que ce soit le moment le moins bien choisi pour faire des prévisions sur l'avenir de l'Europe unie : les positions différentes prises à propos du conflit irakien ont montré plutôt une Europe divisée; l'entrée de nations de l'Est dans l'Union regroupe d'anciennes démocraties, en partie disposées à mettre en discussion leur souveraineté nationale, et des démocraties plus jeunes, qui visent à renforcer une forme de gouvernement national naissante, quitte à pratiquer une politique d'alliances allant au-delà des frontières de l'Europe.

Dans ce paysage, nous pouvons dire, d'un côté, qu'il existe une conscience et une identité européennes, tandis que, de l'autre, une série d'événements tend à dissoudre cette identité.

Prenons un exemple dont je sais que Habermas le prendra : les principes fondamentaux de ce qu'on appelle le monde occidental, l'héritage grec et judéo-chrétien, les idées de liberté et d'égalité nées de la Révolution française, l'héritage même de la science moderne née avec Copernic, Galilée, Descartes et Francis Bacon, la forme de production capitaliste, la laïcisation de l'Etat, le droit romain et la

Common Law, l'idée même de justice qui se réalise par la lutte des classes (produits typiques de l'Occident européen, pour ne citer que ceux-là), ne sont plus aujourd'hui patrimoine de l'Europe seule, puisqu'ils se sont affirmés, répandus et développés en Amérique, en Australie, et en de nombreuses parties de l'Afrique et de l'Asie - pas toutes. On peut alors certainement parler de civilisation occidentale (qui tend à s'identifier avec le modèle qui l'emporte dans le processus de mondialisation) sans que ce type de civilisation soit un signe distinctif de l'Europe.

En même temps, et à l'intérieur même de la civilisation occidentale, nous percevons de plus en plus une identité européenne. Peut-être ne s'affirme-t-elle pas quand nous, Européens, nous visitons un autre pays européen, car, dans ce cas, ce qui ressort, ce sont plutôt les différences, mais les mêmes différences sont ressenties par un Milanais qui va à Palerme ou par un Calabrais qui arrive à Turin. Cette identité européenne s'affirme pourtant dès que nous sommes en contact avec une culture extra-européenne, y compris la culture américaine : il y a des moments, pendant un colloque, lors d'une soirée passée avec des amis de différents pays, ou même au cours d'une promenade touristique, où nous percevons soudain une sensibilité commune qui fait que nous sentons comme plus familiers le point de vue, le comportement, les goûts d'un Français, d'un Espagnol ou d'un Allemand que ceux des autres.

Luc Ferry, philosophe et ministre, ouvrant en décembre 2002 un colloque sur la paix, observait (ce n'était pas une découverte, mais il le faisait remarquer de façon très dramatique) qu'il était désormais impossible pour un Français de penser à une guerre contre les Allemands (et, naturellement, pour un Anglais, une guerre contre l'Italie ou, pour un Espagnol, l'invasion des Flandres), alors que ce type de conflits et d'inimitiés a précisément été la norme pendant deux mille ans. C'est une situation historiquement nouvelle, qui n'affleure peut-être pas toujours clairement à notre conscience, mais qui accompagne désormais chacun de nos gestes, même chez l'Européen le moins cultivé quand, sans s'en rendre compte, il traverse tranquillement, pour aller en vacances, une frontière que ses pères avaient franchie l'arme au poing.

Il y a une infinité de raisons pour lesquelles un Français peut se sentir encore différent d'un Allemand, mais tous les deux sont aujourd'hui les héritiers d'une série d'expériences qui les ont marqués, tous les deux comme leurs deux nations respectives : nous avons en commun une conception du bien-être acquise par des luttes syndicales et non grâce à l'homéostasie d'une éthique individualiste du succès; nous avons tous fait l'expérience de l'échec

du colonialisme et de la perte de nos empires; nous avons tous subi des dictatures, nous les avons connues, nous savons en reconnaître les prodromes, nous sommes peut-être, du moins en grande partie, vaccinés.

Nous avons tous connu la guerre chez nous, la situation du danger continu et j'ose dire que, si deux avions s'étaient abattus sur Notre-Dame ou sur Big Ben, la réaction aurait été, évidemment, d'épouvante, de douleur, d'indignation, mais elle n'aurait pas eu la tonalité de stupéfaction et l'alternance du syndrome de dépression et d'une réaction instinctive immédiate à tout prix qui ont saisi les Américains, frappés chez eux pour la première fois de l'Histoire.

En somme, les Européens ont bien des choses en commun, joies et douleurs, orgueil et honte, traditions à défendre et remords à élaborer. Chaque pays européen, à la différence des autres, a vécu sa proximité d'une Asie et d'une Afrique avec lesquelles il a entretenu des rapports tour à tour d'échange et de conflit, mais dont il n'est pas séparé par les océans.

Tout cela suffit-il à faire vraiment une Europe unie? Effectivement, cela ne suffirait pas et nous en avons la preuve tous les jours, malgré l'euro et bien que de nombreux pays veuillent faire partie de cette communauté: il semble que tous souhaitent participer à une union au sein de laquelle ils sont disposés à renoncer à quelque chose, mais pas à tout, et prêts à dessiner de nouveaux conflits: il suffit de voir les positions différentes sur la guerre d'Irak.

Le fait est pourtant que cette unité que l'Europe ne sait pas trouver de l'intérieur nous est maintenant imposée par l'évolution des choses. Pendant la guerre froide, l'Europe, issue de la Seconde Guerre mondiale, divisée entre l'Est et l'Ouest, était contrainte à exister sous le bouclier d'une autre puissance, les Etats-Unis ou l'Union soviétique. Chacune de ces grandes puissances jouait son destin en Europe.

Pour les Etats-Unis, la Chine n'aurait pu devenir un adversaire redoutable qu'à long terme; en attendant, elle devait lutter pour sa stabilité intérieure et elle était directement confrontée, non aux Américains, mais aux Russes; les Américains pouvaient supporter de stagner en Corée et d'être vaincus au Vietnam, mais c'était en Europe qu'ils jouaient leur partie et c'est en Europe qu'ils l'ont gagnée avec l'effondrement de l'empire soviétique.

Placées au centre de ce jeu qui les dépassait, les nations européennes devaient modeler leur politique étrangère sur celle du

bloc auquel elles s'identifiaient, en acceptant une défense militaire unifiée, OTAN ou pacte de Varsovie.

Le paysage était déjà changé après la chute du mur de Berlin, mais les vrais problèmes se sont révélés ces dernières années, peut-être à partir du moment où l'on a relevé le peu d'intérêt américain pour la question balkanique. Une fois vaincu l'ennemi d'un demi-siècle, les Etats-Unis se sont aperçus qu'ils en avaient un nouveau, à la définition territoriale imprécise mais niché, à coup sûr, dans le monde musulman, au Moyen et Extrême-Orient et c'est contre lui qu'ils ont retourné leur force militaire, de Kaboul à Bagdad et peut-être plus loin. Ce nouvel enjeu militaire les a même poussés à déplacer leurs bases militaires ; ils n'ont plus vu l'OTAN comme un point d'appui sûr, en particulier parce qu'ils ont découvert que, vis-à-vis du monde arabe, les pays européens ne pouvaient pas ne pas avoir, pour des raisons historiques et géographiques, un rapport partiellement dissonant avec les intérêts américains.

Entre-temps, il semble clair que la grande confrontation à laquelle les Américains se préparent est avec la Chine. Rien ne dit que ce sera une confrontation guerrière, mais ce sera certainement en termes économiques et démographiques. Il suffit de visiter une université américaine pour voir à quel point les bourses d'études, les postes de chercheurs, les positions de responsabilité dans le monde étudiant sont de plus en plus entre les mains d'étudiants asiatiques (bien mieux formés culturellement, considérations génétiques mises à part, que leurs collègues de racines européennes à travailler dix-huit heures par jour pour conquérir des positions d'excellence). Le développement scientifique américain sera de plus en plus dû à l'importation de cerveaux non pas européens mais asiatiques, de l'Inde à la Chine et au Japon.

Cela signifie que toute l'attention américaine se déplacera de l'Atlantique au Pacifique, tout comme, depuis des années déjà, les grands centres de production et de recherche se sont transférés ou sont nés sur la côte californienne. A long terme, New York deviendra une Florence américaine, restée centre de la mode et de la culture et de moins en moins lieu des grandes décisions.

L'Amérique se dispose à être définitivement non plus un pays de l'Atlantique mais du Pacifique, ce qui, par rapport à l'Europe, veut dire quelque chose de bien précis : si les *wusp*² des années vingt vivaient avec le mythe de Paris, les nouveaux Américains qui comptent vivront dans des Etats où n'arrive même pas le *New York Times*, grand journal atlantique, ou, s'il arrive, c'est le lendemain et dans quelques dépôts choisis. Ils vivront en des lieux où ils sauront

fort peu de choses de l'Europe et, quand ils les apprendront, ils ne réussiront pas à comprendre les réactions de ce continent exotique, bien plus lointain que Hawaï et le Japon.

Avec une Amérique qui déplace son attention vers le Moyen-Orient et l'immense univers du Pacifique, l'Europe pourrait ne plus compter. De toute façon, même le plus passionné des pro-Américains devra admettre que les Etats-Unis ne souffriront pas d'insomnies (bien que leurs racines soient là en partie) pour un continent qui ne court plus le risque d'être soumis aux panzers nazis ou aux Cosaques pressés de faire boire leurs chevaux dans les bénitiers de Saint-Pierre.

Donc l'Europe, laissée seule par la force des choses, (en vertu d'un décret hégélien qui veut que les choses aillent comme le commande la réalité, qui est rationnelle) ou devient européenne ou s'effrite.

L'hypothèse de l'effritement semble irréaliste, mais elle vaut la peine d'être dessinée : ou l'Europe se balkanise ou elle se sud-américanise. Ce seront les nouveaux pouvoirs mondiaux, et peut-être, dans un avenir lointain, cela pourrait être la Chine au lieu des Etats-Unis, qui se serviront des petits pays européens à leur guise, selon que cela les arrange (pour leur survie de pouvoirs mondiaux) d'avoir des bases en Pologne ou à Gibraltar et, si ça se trouve, à Helsinki ou à Tallin pour les routes polaires. Et plus l'Europe sera divisée, et moins l'euro deviendra compétitif sur les marchés mondiaux, mieux ce sera; on ne peut pas reprocher à une grande puissance mondiale de s'occuper en premier lieu de ses propres intérêts.

Ou bien l'Europe aura l'énergie de se proposer comme troisième pôle entre les Etats-Unis et l'Orient (on verra si l'Orient, ce sera Pékin ou, sait-on jamais, Tokyo ou Singapour).

Pour se proposer comme troisième pôle, l'Europe n'a qu'une possibilité. Après avoir réalisé son unité douanière et monétaire, elle devra avoir sa propre politique extérieure unifiée et son propre système de défense - limité, vu qu'il n'y a pas de possibilités raisonnables que l'Europe doive envahir la Chine ou combattre les Etats-Unis - suffisant pour lui permettre une politique de défense et d'intervention rapide que l'OTAN ne peut désormais assurer.

Les gouvernements européens pourront-ils arriver à signer de tels accords? L'appel de Habermas suggère qu'il serait impossible d'atteindre tout de suite cet objectif avec une Europe élargie, qui comprendrait l'Estonie et la Turquie, la Pologne et, peut-être, un jour, la Russie. Mais le projet pourrait intéresser le noyau des pays

qui ont donné naissance à l'Union européenne. S'il venait une proposition de ce noyau, peu à peu d'autres Etats suivraient. Peut-être.

Utopie? Mais, comme le bon sens l'enseigne, une utopie rendue indispensable par le nouvel agencement des équilibres mondiaux. Ou de cette façon, ou rien. L'Europe est, en quelque sorte, condamnée, pour survivre, à trouver des instruments communs de politique étrangère et de défense. Sinon, elle devient, sans vouloir blesser personne, le Guatemala.

C'est le sens de l'appel que quelques citoyens européens adressent aux gouvernements du continent où ils sont nés et voudraient continuer à vivre, fiers de leur appartenance.

¹ *La Repubblica*, mai 2003.

² White Anglo-Saxon Protestants (N.d.T.).

LE LOUP ET L'AGNEAU RHÉTORIQUE DE LA PRÉVARICATION¹

Je ne sais pas si cela vaut la peine de dire ce que je vais dire parce que j'ai clairement conscience de m'adresser à une masse d'idiots à la cervelle liquéfiée et que je suis sûr que vous ne comprendrez rien.

Ce début vous plaît? Il s'agit d'un cas de *captatio malevolentiae*, c'est-à-dire de l'usage d'une figure de rhétorique qui n'existe pas et ne peut exister, qui vise à s'aliéner l'auditoire et à le mettre dans de mauvaises dispositions vis-à-vis de l'orateur. Entre parenthèses, je croyais avoir inventé il y a quelques années la *captatio malevolentiae* pour définir l'attitude caractéristique d'un ami, mais ensuite, en contrôlant sur Internet, j'ai vu qu'il existe maintenant de nombreux sites où la *captatio malevolentiae* est citée et je ne sais pas s'il s'agit de dissémination de ma proposition ou de polygenèse littéraire, qui se produit quand la même idée vient à différentes personnes en différents lieux et en même temps.

Tout serait différent si j'avais commencé ainsi : « Je ne sais pas si cela vaut la peine de dire ce que je vais dire parce que j'ai clairement conscience de m'adresser à une masse d'idiots à la cervelle liquéfiée, mais je ne parle que par respect pour les deux ou trois personnes présentes dans cette salle qui n'appartiennent pas à la majorité d'imbéciles. » Ce serait un cas de *captatio benevolentiae* parce que chacun de vous serait automatiquement persuadé d'être l'un de ces deux ou trois et, pensant aux autres avec mépris, me suivrait avec une affectueuse complicité.

La *captatio benevolentiae* est un artifice rhétorique qui consiste, comme vous l'avez sûrement déjà compris, à s'assurer d'entrée de jeu la sympathie de l'interlocuteur. Une des formes communes de *captatio* est par exemple cet exorde : « c'est pour moi un honneur de parler devant un auditoire aussi compétent » ; une forme classique de *captatio* (classique au point d'être parfois retournée sur le mode ironique) est : « comme vous nous l'apprenez », formule par laquelle, en rappelant à quelqu'un ce qu'il ne sait pas ou qu'il a oublié, on déclare par avance qu'on est presque honteux de le

répéter parce que, à l'évidence, l'interlocuteur est le premier à le savoir.

Pourquoi, en rhétorique, enseigne-t-on la *captatio benevolentiae*? Comme chacun sait, la rhétorique n'est pas cette chose, tenue pour malséante, qui fait que nous employons des mots inutiles ou que nous nous prodiguons en appels émotionnels excessifs ; ce n'est pas non plus, comme le veut une lamentable vulgate, un art de sophiste - au moins, les sophistes grecs qui la pratiquaient n'étaient-ils pas ces scélérats que nous présente souvent une culture superficielle. D'ailleurs, le grand maître d'un bon art de la rhétorique a été précisément Aristote, et Platon, dans ses dialogues, recourait à des artifices rhétoriques des plus raffinés et les employait précisément pour lutter contre les sophistes.

La rhétorique est une technique de la persuasion et, là encore, la persuasion n'est pas une mauvaise chose, bien que l'on puisse, par des moyens blâmables, persuader quelqu'un de faire quelque chose de contraire à son intérêt. Une technique de la persuasion a été élaborée et étudiée parce qu'il n'y a pas beaucoup de choses sur lesquelles on puisse convaincre son interlocuteur par des raisonnements apodictiques. Une fois qu'on a établi ce que sont un angle, un côté, une surface, un triangle, personne ne peut mettre en doute la démonstration du théorème de Pythagore. Mais, pour la plus grande partie de la vie quotidienne, on discute sur des choses à propos desquelles on peut avoir des opinions différentes. Dans la rhétorique ancienne, on distinguait la rhétorique judiciaire (au tribunal, on peut discuter du fait qu'un indice soit probant ou non), délibérative (celle des parlements et assemblées, où l'on débat par exemple pour savoir s'il est juste de dédoubler la route d'un col, de refaire l'ascenseur d'une copropriété, de voter pour Pierre plutôt que pour Paul) et épидictique, c'est-à-dire pour louer ou blâmer quelque chose, et nous sommes tous d'accord pour dire qu'il n'existe pas de lois mathématiques pour établir si Gary Cooper est plus séduisant que Humphrey Bogart, si Omo lave plus blanc que Dash.

Comme, dans la plupart des débats de ce monde, on débat de questions qui sont objet de discussion, la technique rhétorique apprend à trouver les opinions sur lesquelles sont d'accord la majorité des auditeurs, à élaborer des raisonnements difficilement contestables, à employer le langage le plus approprié pour convaincre de la qualité de notre proposition et à susciter dans l'auditoire les émotions propres à faire triompher notre argumentation, y compris la *captatio benevolentiae*.

Naturellement, il y a des discours persuasifs qui peuvent

facilement être combattus par des discours, plus persuasifs encore, qui montrent les limites d'une argumentation. Vous connaissez peut-être tous (*captatio*) cette publicité imaginaire qui dit : « mangez de la merde, des millions de mouches ne peuvent pas se tromper » et qui est employée parfois de façon ironique pour contester l'idée que les majorités ont toujours raison. L'argument peut être réfuté en demandant si les mouches ont une prédilection pour les excréments animaux pour des raisons de goût ou pour des raisons de nécessité. On demandera alors si, dans le cas où l'on enduirait les champs et les routes de caviar et de miel, les mouches ne seraient pas plus attirées par ces substances et on rappellera que la prémisse « tous ceux qui mangent quelque chose le font parce qu'ils l'aiment » est démentie par une infinité de cas où les gens sont obligés à manger des choses qu'ils n'aiment pas, comme c'est le cas dans les prisons, les hôpitaux, à l'armée, pendant les famines et les sièges et lors des cures diététiques.

Mais alors, on voit plus clairement pourquoi la *captatio malevolentiae* ne peut être un artifice rhétorique. La rhétorique tend à obtenir l'accord et ne peut donc apprécier des exordes qui suscitent immédiatement le désaccord. C'est donc une technique qui ne peut fleurir que dans des sociétés libres et démocratiques, y compris dans cette démocratie, imparfaite certainement, qui caractérisait l'Athènes de l'Antiquité. Si je peux imposer quelque chose par la force, je n'ai pas besoin de rechercher l'accord : les voleurs, les violeurs, les pillards, les kapos d'Auschwitz n'ont jamais eu besoin de recourir à des techniques rhétoriques.

Il serait alors aisé d'établir une frontière : il y a des cultures et des pays où le pouvoir s'établit à partir du consensus et l'on y utilise des techniques de persuasion et il y a des pays despotiques où ne règne que la loi de la force et de la prévarication et où il n'est nécessaire de persuader personne. Mais les choses ne sont pas aussi simples et voilà pourquoi nous parlerons ici de la rhétorique de la prévarication.

Si, comme le dit le dictionnaire, la prévarication est l'abus de son propre pouvoir pour en tirer des avantages contre l'intérêt de la victime et une action contraire à l'honnêteté par transgression des limites du licite, souvent le prévaricateur, qui sait qu'il commet une prévarication, veut d'une certaine façon légitimer son geste et même, comme il advient dans les régimes dictatoriaux, obtenir l'accord de ceux qui en souffrent ou trouver quelqu'un qui soit disposé à le justifier. On peut donc être prévaricateur et utiliser des arguments rhétoriques pour justifier son propre abus de pouvoir.

Un des exemples classiques de pseudo-rhétorique de la prévarication nous est fourni par la fable du loup et de l'agneau de Phèdre.

Un loup et un agneau, poussés par la soif, étaient arrivés au même ruisseau. Le loup s'arrêta plus haut et l'agneau bien plus bas. Alors ce brigand, poussé par sa gourmandise effrénée, chercha un prétexte de litige. – Pourquoi, dit-il, troubles-tu l'eau que je suis en train de boire? Empli de crainte, l'agneau répondit : – Pardon, mais comment le puis-je? Je bois l'eau qui passe d'abord devant toi.

Comme on le voit, l'agneau ne manque pas d'habileté rhétorique et, face à une argumentation faible du loup, il sait comment la réfuter précisément, en se fondant sur l'opinion des personnes de bon sens pour lesquelles l'eau entraîne des détritits et des impuretés d'amont en aval et non d'aval en amont. Face à la réfutation de l'agneau, le loup recourt à un autre argument :

Et celui-là, vaincu par l'évidence du fait, dit : - Il y a six mois, tu as dit du mal de moi? Et l'agneau répliqua : – Mais je n'étais pas encore né!

Encore une belle manœuvre de l'agneau, à laquelle le loup répond en changeant à nouveau de justification :

– Par Hercule, c'est ton père qui parla mal de moi, dit le loup. Et aussitôt, il lui sauta dessus et le déchiqueta au point de le tuer injustement. Cette fable a été écrite pour les hommes qui oppriment les innocents sous de faux prétextes.

Cette fable nous dit deux choses. Que celui qui est le prévaricateur cherche avant tout à se légitimer. Si la légitimation est contestée, il oppose à la rhétorique le non-argument de la force. La fable ne raconte pas quelque chose d'irréel. Je chercherai, dans la suite de cette intervention, à repérer des techniques grâce

auxquelles cette situation se retrouve dans le cours de l'histoire, sous des formes plus raffinées.

Naturellement, la fable de Phèdre nous présente une caricature du prévaricateur en tant que rhéteur, parce que le pauvre loup n'emploie que de faibles arguments, mais en même temps, il nous présente une image forte du prévaricateur fort. La fausseté des arguments du loup est sous les yeux de tout un chacun, mais parfois les arguments sont plus subtils parce qu'ils semblent prendre pour point de départ une opinion partagée par tout le monde, ce que la rhétorique grecque appelait *endoxa*, et c'est sur eux que l'on travaille, en masquant la technique de la *petitio principii*, qui fait que l'on emploie comme argument probant la thèse que l'on devait démontrer, ou bien que l'on réfute un argument en utilisant comme preuve ce que l'argument voulait réfuter.

Lisons ce passage :

De temps en temps, les journaux illustrés mettent sous les yeux du petit-bourgeois [...] une information : ça et là, pour la première fois, un Nègre est devenu avocat, professeur ou pasteur ou quelque chose de semblable. Tandis que la stupide bourgeoisie, pleine de respect pour ce fabuleux résultat de la pédagogie moderne, prend connaissance avec stupeur d'une si prodigieuse adaptation, le Juif, très malin, sait construire à partir de cela une nouvelle preuve de la justesse de la théorie de l'égalité des hommes, à inculquer aux peuples. Notre monde bourgeois décadent ne soupçonne pas qu'ici, en vérité, il pêche contre la raison, que c'est une folie coupable d'élever un demi-singe de façon qu'on croie en avoir fait un avocat, alors que des millions de personnes et même plus, qui appartiennent à la race civilisée, doivent demeurer à des postes incultes et indignes. On pêche contre la volonté de l'Eternel Créateur en laissant languir dans l'actuel marais prolétarien des centaines et des centaines de ses créatures les plus nobles pour dresser à des professions intellectuelles des Hottentots,

des Cafres et des Zoulous. Car il s'agit ici vraiment d'un dressage, comme pour un chien, et non d'un « perfectionnement » technique. La même diligence et le même labeur, employés pour des races intelligentes, rendraient les individus mille fois plus aptes à de telles prestations [...]. Oui, on ne peut supporter la pensée que tous les ans, cent mille individus dépourvus de talent soient tenus pour dignes d'une éducation élevée, tandis que d'autres centaines de milliers, dotés de belles qualités, restent privés d'enseignement supérieur. Perte inestimable pour la nation.

De qui est ce passage? D'un raciste de la Ligue, d'un ministre de notre gouvernement? L'hypothèse ne serait pas invraisemblable, mais ce passage est d'Adolf Hitler, dans *Mein Kampf*. Hitler, pour préparer sa campagne raciste, se trouve obligé de réfuter un argument très fort contre l'infériorité de certaines races, à savoir que, si un Africain est mis en condition d'apprendre, il se révèle tout aussi réceptif et capable qu'un Européen, faisant ainsi la preuve qu'il n'appartient pas à une race inférieure. Comment Hitler réfute-t-il cet argument? En disant que, comme il n'est pas possible qu'un être inférieur apprenne, il a évidemment été soumis à un dressage mécanique comme on le fait des animaux de cirque. Donc l'argument qui tendait à montrer que les Noirs ne sont pas des animaux est réfuté par le recours à l'opinion, que certainement ses lecteurs partageaient fondamentalement, que les Noirs sont des animaux.

Mais revenons-en à notre loup. Celui-ci, pour dévorer l'agneau, cherche un *casus belli*, il cherche à convaincre l'agneau, ou l'assistance, et peut-être lui-même, qu'il mange l'agneau parce que celui-ci lui a causé un tort. C'est la deuxième forme d'une rhétorique de la prévarication. L'histoire des *casus belli* au cours de l'Histoire, en effet, met en scène des loups quelque peu plus avisés. Le *casus belli* qui a causé la Première Guerre mondiale est typique à cet égard.

Dans l'Europe de 1914 existaient tous les présupposés pour une guerre : avant tout, une forte concurrence économique entre les principales puissances; les progrès de l'Empire allemand sur les

grands marchés inquiétaient la Grande-Bretagne ; la France voyait avec préoccupation la pénétration allemande dans les colonies africaines; l'Allemagne souffrait d'un complexe d'encerclement, s'estimant injustement étouffée dans ses ambitions internationales; la Russie se considérait comme protectrice des pays balkaniques et affrontait l'Empire austro-hongrois. D'où la course aux armements, les mouvements nationalistes et interventionnistes dans tous les pays. Chacun d'eux avait intérêt à faire la guerre, mais aucune de ces prémisses ne la justifiait. Comme celui qui la déclarerait aurait eu l'air d'avoir besoin de défendre des intérêts nationaux et de l'emporter sur les intérêts des autres nations, il fallait un prétexte.

Et voici que, à Sarajevo, le 28 juin 1914, un étudiant bosniaque tue, lors d'un attentat, l'archiduc héritier du trône d'Autriche-Hongrie, François-Ferdinand, et son épouse. Il est évident que ce geste d'un fanatique ne concerne pas tout un pays, mais l'Autriche saisit la balle au bond. D'accord avec l'Allemagne, elle attribue au gouvernement serbe la responsabilité du crime et, le 23 juillet, elle adresse à Belgrade un sévère ultimatum à la Serbie, tenue pour responsable d'un plan antiautrichien. Immédiatement, la Russie assure de son soutien la Serbie, qui répond à l'ultimatum de façon assez conciliante mais, en même temps, décrète la mobilisation générale. Alors, l'Autriche déclare la guerre à la Serbie, sans attendre une proposition de médiation présentée par l'Angleterre. En peu de temps, tous les Etats européens entrent en guerre.

Par chance, il y a eu la Seconde Guerre mondiale avec ses cinquante millions de morts, sinon la Première détiendrait le record de toutes les tragiques folies de l'Histoire.

L'Autriche, pays cultivé et éclairé, avait cherché un prétexte fort. Après tout, c'était le prince héréditaire qui avait été tué et, devant un événement d'une telle évidence, il suffisait de déduire que le geste de Princip n'était pas un acte isolé mais qu'il avait été inspiré par le gouvernement serbe. Argument impossible à démontrer mais doté d'une certaine charge émotive. Et cela nous conduit à une autre forme de justification de la prévarication, le recours au syndrome du complot.

L'un des premiers arguments utilisés pour déclencher une guerre ou commencer une persécution est l'idée qu'on doit réagir à un complot ourdi contre nous, notre groupe, notre pays, notre civilisation. Le cas du *Protocole des Sages de Sion*, le pamphlet qui a servi de justification à l'extermination des Juifs, est un cas typique de syndrome du complot. Mais le syndrome du complot est bien plus ancien. Écoutons Karl Popper à propos de ce qu'il définit

comme « théorie de la conspiration » :

[...] cette théorie antérieure à la plupart des formes de théisme, est apparentée à la conception de la société chez Homère. Sa conception de la puissance des dieux lui permettait d'expliquer les événements dont la plaine de Troie était le théâtre comme n'étant qu'un reflet des intrigues de l'Olympe. La théorie sociologique du complot n'est qu'une variante de cette forme de théisme, de cette croyance en des dieux qui gouvernent toutes choses selon leur arbitraire. Mais la théorie sociologique du complot se développe après qu'on a abandonné Dieu en cherchant à répondre à la question de savoir qui joue son rôle. Sa fonction est alors assumée par différents détenteurs de pouvoir, groupes ou individus : des groupes de pression malveillants que l'on accuse d'avoir manigancé la grande dépression et tous les maux que nous endurons.

La théorie sociologique du complot est largement répandue, autant qu'est restreint son contenu de vérité. C'est seulement lorsque certains de ses tenants parviennent au pouvoir qu'elle finit par ressembler à une théorie qui rendrait compte d'événements qui se sont réellement déroulés [...]. A titre d'illustration, lorsque Hitler prend le pouvoir en croyant au mythe d'un complot des Sages de Sion, il s'efforce de démanteler cette conspiration en lui opposant son propre complot².

En général, les dictatures, pour garder à leurs décisions le consensus populaire, dénoncent l'existence d'un pays, d'un groupe, d'une race, d'une société secrète qui conspirerait contre l'intégrité du peuple dominé par le dictateur. Toutes les formes de populisme, y compris le populisme contemporain, cherchent à obtenir le consensus en parlant d'une menace qui vient de l'extérieur ou de

groupes intérieurs. Mais ceux qui ont su créer sur leurs *casus belli* un corpus théorique du complot ne se limitent pas à Hitler, qui a fondé sur le complot juif non seulement le massacre des Juifs mais aussi toute sa politique de conquête contre ce que la presse italienne nommait les ploutocraties judéo-démocratiques. Mussolini a mêlé habilement *casus belli* et théorie du complot.

Prenons-en comme excellent exemple le discours d'octobre 1935 par lequel le Duce annonçait le début de la conquête de l'Ethiopie. L'Italie, peu après l'unification, avait cherché à rivaliser avec les autres Etats européens en se procurant des colonies. Nous ne jugeons pas la qualité de cette entreprise qui, au XIX^e siècle, n'était pas contestée, étant donné que régnait l'idéologie du fardeau civilisateur de l'homme blanc, comme avait dit Kipling. Nous disons que, s'étant installée en Somalie et en Erythrée, l'Italie avait à plusieurs reprises cherché à soumettre l'Ethiopie, mais s'était heurtée à un pays de très ancienne civilisation chrétienne qui avait jadis été identifié par les Européens comme le fabuleux empire du Prêtre Jean et qui, à sa façon, cherchait à s'ouvrir à la civilisation occidentale.

En 1895, les Italiens avaient subi la défaite d'Adwa et, depuis, l'Italie avait été contrainte à reconnaître l'indépendance de l'Abyssinie, en y exerçant une sorte de protectorat et en conservant quelques têtes de pont sur son territoire. Mais, aux premiers temps du fascisme, le Ras Tafari avait déjà cherché à faire évoluer son pays d'une situation encore féodale vers des formes plus modernes et, devenu le Négus puis l'empereur Haïlé Sélassié, il avait compris que la seule possibilité de conserver le dernier Etat souverain d'Afrique était la modernisation. Naturellement, pour s'opposer à la pénétration de techniciens italiens, il avait fait appel à des techniciens et conseillers de France, d'Angleterre, de Belgique et de Suède, pour la remise en ordre de l'armée, pour l'entraînement à l'utilisation des armes nouvelles et de l'aviation. Pour le fascisme, il ne s'agissait pas de civiliser un pays qui parcourait déjà laborieusement les voies d'une occidentalisation partielle (et, je le répète, il n'y avait même pas de prétexte religieux qui pût opposer la mission civilisatrice d'un pays chrétien à une culture d'idolâtres) ; il s'agissait simplement de défendre des intérêts économiques. Aussi, la décision d'envahir l'Ethiopie ne pouvait naître, ici encore, que d'un *casus belli*.

Il avait été fourni par le fait que les Italiens occupaient la zone de Ual-Ual, fortifiée pour contrôler une vingtaine de puits, ressource essentielle pour les populations nomades de l'Ogaden. Cette possession de la zone n'était pas reconnue par l'Ethiopie et

préoccupait l'Angleterre qui avait des colonies à proximité. En bref, un incident se produit le 24 novembre 1934 : une commission mixte anglo-éthiopienne s'approche des puits, accompagnée de centaines d'Abyssins armés qui demandent que soit abandonnée l'occupation de cet emplacement. Des forces italiennes, y compris l'aviation, interviennent en renfort. Les Anglais expriment leur protestation et s'en vont, les Abyssins demeurent, une bataille éclate : trois cents morts du côté abyssin, vingt et un *dubat* (« turbans blancs », fusiliers africains des troupes coloniales italiennes) meurent et il y a une centaine de blessés parmi les Italiens. Comme bien des incidents de frontière, celui-ci aurait pu être résolu par les voies diplomatiques (au fond, le rapport Italie-Abyssinie, en termes de morts, avait été de quatorze pour un), mais pour Mussolini c'était le prétexte qu'il cherchait depuis longtemps. Voyons par quelle rhétorique, du haut du balcon de la place de Venise à Rome, il se légitime devant le peuple italien et devant le monde dans son discours du 2 octobre 1935 :

Chemises Noires de la Révolution ! Hommes et femmes de toute l'Italie ! Italiens présents dans le monde entier, de l'autre côté des monts et des mers, écoutez !

Une heure solennelle va sonner dans l'histoire de la Patrie ! **Vingt millions d'hommes** occupent en ce moment les places de toute l'Italie. Jamais on ne vit spectacle plus gigantesque dans l'histoire du genre humain. Vingt millions d'hommes : un seul coeur, une seule volonté, une seule décision.

Depuis des mois, la **roue du destin**, sous la poussée de notre calme détermination, se dirige vers le but... Ce n'est pas seulement une armée qui tend vers ses objectifs, mais c'est tout un peuple de quarante-quatre millions d'âmes, contre lequel on tente de commettre la plus noire des injustices : **nous priver** d'un peu de place au soleil.

Quand, en 1915, l'Italie se jeta dans la tourmente et mêla son sort à celui des alliés, que de cris d'enthousiasme pour notre courage et que de promesses ! Mais, après la Victoire commune, à

laquelle l'Italie avait donné la suprême contribution de 670 000 morts, 400 000 mutilés et un million de blessés, autour de l'odieuse table de la paix il ne revint à l'Italie que de **rare miettes** du riche butin colonial. Nous avons patienté treize années durant lesquelles s'est encore resserré le cercle des égoïsmes qui étouffent notre vitalité. Avec l'Ethiopie, nous avons patienté quarante années ! **Maintenant, ça suffit !** [...] Mais qu'il soit dit encore une fois, de la façon la plus catégorique et j'en prends en ce moment l'engagement sacré devant vous, que nous ferons tout notre possible pour que ce conflit de caractère colonial **ne prenne pas** le caractère et la portée d'un conflit européen.

[...] Jamais comme en cette époque historique le Peuple italien n'a révélé les qualités de son esprit et la puissance de son caractère, **et c'est contre ce Peuple de poètes, d'artistes, de héros, de saints, de navigateurs, de migrants, c'est contre ce peuple qu'on ose parler de sanctions !**

Relisons les point forts de ce discours (les caractères gras sont de moi). Avant tout, une légitimation par la *volonté populaire*. Mussolini est en train de décider tout seul mais la présence, supposée, de vingt millions d'Italiens rassemblés sur les différentes places d'Italie déplace sur eux la décision du conflit. En deuxième lieu, cette décision a lieu parce que ainsi le veut la *roue du destin*. Le Duce, et les Italiens avec lui, font ce qu'ils font parce qu'ils interprètent les décrets du *Destin*. En troisième lieu, la volonté de s'emparer de la colonie éthiopienne est présentée comme la volonté de s'opposer à un vol : ils veulent nous priver d'un peu de place au soleil. A la vérité, ils (c'est-à-dire les pays européens qui avaient décidé des sanctions contre l'Italie) voulaient qu'elle ne prenne pas quelque chose qui ne lui appartenait pas. Laissons de côté les intérêts nationaux que les autres pays défendaient en s'opposant à l'invasion italienne. Le fait est qu'ils ne voulaient pas nous ôter un bien de notre propriété, ils s'opposaient à ce que nous déroptions celui d'autrui.

Mais voici qu'émerge l'appel au syndrome du complot. L'Italie prolétarienne est affamée par la conspiration des puissances judéo-démocratiques, inspirées naturellement par le capitalisme juif. Suit en effet un appel à la *frustration nationaliste*, avec la reprise du thème de la victoire mutilée. Nous avons gagné une guerre mondiale et nous n'avons pas eu ce à quoi nous avions droit.

En fait, nous avons explicitement fait la guerre pour reprendre Trieste et Trente et nous les avons eues. Mais glissons. Ce n'est qu'après l'appel à une frustration commune (le syndrome du complot prévoit toujours un complexe de persécution) que se rend nécessaire et compréhensible au plan de l'émotion le coup de théâtre final : avec l'Ethiopie, nous avons patienté quarante ans et ça suffit. On pourrait se demander si l'Ethiopie, elle aussi, n'avait pas patienté quarante ans avec nous, vu que nous allions chez elle alors qu'elle n'avait ni l'idée ni la possibilité de venir chez nous. Mais c'est comme ça : le coup de théâtre marche bien et la foule explose en un tonnerre d'applaudissements.

Pour conclure - et c'est là une manœuvre rhétorique originale -, la *captatio benevolentiae* ne se voit pas au début mais à la fin. Ce peuple persécuté et méprisé dont la volonté doit légitimer l'invasion a des qualités d'esprit et de la puissance de caractère, il est par excellence peuple de poètes, d'artistes, de héros, de saints et de navigateurs. Comme si Shakespeare, les bâtisseurs de cathédrales gothiques, Jeanne d'Arc et Magellan étaient tous nés entre Bergame et Trapani.

Mussolini et Hitler n'ont pas été les derniers à tirer profit du syndrome du complot. Je sais que tout le monde pense en ce moment à Berlusconi, qui demeure cependant un pâle copieur de cette théorie. Il y aurait bien plus à se soucier de la reprise des *Protocoles* et du complot judaïque pour justifier le terrorisme arabe.

Pour ne pas vous accabler, je citerai une dernière variante de cette théorie, que j'apprends d'un article de Massimo Introvigne, spécialiste en sectes en tout genre, publié en janvier dernier (*Il Giornale*, 17 janvier 2004) : « Les Pokémon ? Un complot judéo-maçonnique ». Il paraît donc que le gouvernement d'Arabie Saoudite a interdit les Pokémon en 2001. Une longue *fatwa* du cheikh Youssouf al-Qaradawi, datée de décembre 2003, nous donne les motifs de la sentence saoudienne de 2001. Exilé par Nasser dans les années soixante, al-Qaradawi vit au Qatar où il est considéré comme le plus autorisé des prêcheurs qui parlent sur le réseau de télévision Al-Jazeera. En tout cas, dans le monde catholique, aux niveaux les plus élevés, beaucoup le tiennent pour un interlocuteur indispensable dans le dialogue avec l'Islam.

Or, cette autorité religieuse affirme que les Pokémon doivent être condamnés parce qu'ils « évoluent », c'est-à-dire que, dans des conditions déterminées, ils se transforment en personnages aux pouvoirs supérieurs. Par cet expédient, assure al-Qaradawi, « on instille dans les jeunes esprits la théorie de Darwin », d'autant que les personnages luttent « dans des batailles où survit celui qui s'adapte le mieux à l'environnement : un autre dogme de Darwin ». En outre, le Coran interdit la représentation d'animaux imaginaires. Les Pokémon sont aussi protagonistes d'un jeu de cartes alors que ces jeux sont interdits par la loi islamique comme « résidus de la barbarie pré-islamique ».

Mais, dans les Pokémon, on voit aussi des « symboles dont la signification est bien connue de ceux qui les diffusent, comme l'étoile à six branches, emblème qui a quelque chose en commun avec les sionistes et les francs-maçons, et qui est devenu le symbole de l'Etat cancéreux et usurpateur d'Israël. Il y a aussi d'autres signes, comme les triangles, qui se réfèrent clairement aux francs-maçons, symboles de l'athéisme et de la religion japonaise ». Ces symboles ne peuvent que fourvoyer les enfants musulmans et c'est là leur but. Il est même possible que certaines phrases japonaises prononcées rapidement dans les dessins animés signifient « Je suis juif » ou «Deviens juif»; mais la question est controversée et al-Qaradawi ne l'affirme pas avec certitude.

De toute façon, pour les fanatiques, le complot et la conspiration de l'Autre se nichent partout.

Dans le cas de la Première Guerre mondiale et de l'invasion de l'Ethiopie, le *casus belli* existait, bien que valorisé de propos délibéré. Il y a en revanche des cas où il est créé *ex novo*. Par respect des diverses opinions de mes lecteurs, je ne veux pas participer à la discussion en cours pour savoir si Saddam Hussein avait vraiment les armes de destruction massive qui ont justifié l'attaque contre l'Irak. Je me réfère plutôt à certains textes de ces groupes de pression américains qu'on appelle néo-conservateurs (neocons), qui soutiennent, non sans raison, que les Etats-Unis, étant le pays démocratique le plus puissant du monde, ont non seulement le droit mais le devoir d'intervenir pour garantir ce qu'on appelle communément la *pax americana*.

Or, dans les divers documents élaborés par les néo-conservateurs, s'était depuis longtemps frayé un chemin l'idée que les Etats-Unis avaient fait preuve de faiblesse en ne conduisant pas à son terme, lors de la première guerre du Golfe, l'occupation de l'Irak et le renversement de Saddam Hussein et, spécialement après la tragédie

du 11 Septembre, on soutenait que le seul moyen de contenir le fondamentalisme arabe était de lancer une épreuve de force pour montrer que la plus grande puissance du monde était capable de détruire ses ennemis. C'est pourquoi l'occupation de l'Irak et la déposition de Saddam Hussein devenaient indispensables, non seulement pour défendre les intérêts pétroliers américains dans cette zone, mais pour donner un exemple de force et susciter la crainte.

Je n'ai pas l'intention de discuter cette thèse, qui a aussi des raisons de *Realpolitik*. Mais voici la lettre envoyée au président Clinton le 26 janvier 1998 par les principaux représentants du Project for the New American Century, pointe de diamant des *neocons*, signée entre autres par Francis Fukuyama, Robert Kagan et Donald Rumsfeld :

Nous ne pouvons plus compter sur nos alliés pour continuer à faire respecter les sanctions ou pour punir Saddam Hussein quand il bloque ou esquive les inspections des Nations Unies. Aussi, notre capacité d'assurer qu'il ne produit pas d'armes de destruction massive est-elle notablement diminuée. Même si nous devons reprendre les inspections, l'expérience a montré qu'il est difficile, si ce n'est impossible, de maintenir sous contrôle la production irakienne d'armes chimiques et bactériologiques. Puisque les inspecteurs n'ont pas été en mesure d'accéder à de nombreuses installations irakiennes pendant une longue période, il est encore plus improbable qu'ils réussissent à découvrir tous les secrets de Saddam Hussein... La seule stratégie acceptable est d'éliminer la possibilité que l'Irak devienne capable de s'en servir ou de menacer. A court terme, cela exige la disponibilité à entreprendre une campagne militaire... A long terme, cela signifie renverser Saddam Hussein et son régime. Nous croyons que les Etats-Unis sont autorisés, dans le cadre des résolutions existantes de l'ONU, à prendre les initiatives nécessaires, y compris dans le domaine militaire, pour protéger nos intérêts

vitaux dans le Golfe.

Ce texte ne me semble laisser aucun doute. Il dit en substance : « Pour protéger nos intérêts dans le Golfe, nous devons intervenir; pour intervenir, il faudrait prouver que Saddam Hussein a des armes de destruction massive; cela ne pourra jamais être démontré avec certitude; donc, intervenons de toute façon. » La lettre ne dit pas que les preuves doivent être inventées car les intervenants sont des hommes honorables.

Comme on le voit, cette lettre, reçue par Clinton en 1998, n'a eu aucune influence directe sur la politique américaine. Mais certains des signataires écrivaient le 20 septembre 2001 au président Bush, alors que l'un d'eux était devenu ministre de la Défense :

Il est possible que le gouvernement irakien ait fourni quelque forme d'assistance aux récentes attaques contre les Etats-Unis. Mais, même s'il n'y avait pas de preuves qui lient directement l'Irak à cette attaque, toute stratégie visant à éradiquer le terrorisme et ses partisans doit inclure un engagement déterminé à destituer Saddam Hussein.

Deux ans plus tard, on a eu recours au double prétexte des armes et du soutien au fondamentalisme musulman, avec la claire conscience que, même si les armes étaient là, on ne pouvait prouver leur existence et que le régime dictatorial de Saddam Hussein était laïque et non fondamentaliste. Une fois encore, je le répète, je ne suis pas en train de juger de la sagesse politique de cette guerre, mais d'analyser des formes de légitimation d'un acte de force.

Nous avons examiné pour l'instant quelques cas où la prévarication cherche une justification ponctuelle, un *casus belli* précisément. Mais le dernier passage du discours de Mussolini recèle un autre argument, d'antique tradition, que nous pourrions synthétiser ainsi : « nous avons le droit à la prévarication parce que nous sommes les meilleurs ». Dans sa rhétorique d'autodidacte, Mussolini ne pouvait que se servir de l'affirmation plutôt kitsch que

les Italiens sont un peuple de poètes, de saints et de navigateurs. Il aurait eu un modèle bien plus élevé, mais il ne pouvait y recourir, car il constituait un éloge de la démocratie, qu'il détestait.

Ce modèle était le discours de Périclès quand il était sur le point de commencer la guerre du Péloponnèse. Ce discours a été compris au cours des siècles précédents comme un éloge de la démocratie et, en première instance, c'est une superbe description de la façon dont une nation peut vivre en garantissant le bonheur de ses citoyens, l'échange d'idées, la libre délibération des lois, le respect des arts et de l'éducation, la tension vers l'égalité.

Notre régime politique ne se propose pas pour modèle les lois d'autrui, et nous sommes nous-mêmes des exemples plutôt que des imitateurs. Pour le nom, comme les choses dépendent non pas du petit nombre mais de la majorité, c'est une démocratie. S'agit-il de ce qui revient à chacun? La loi, elle, fait à tous, pour leurs différends privés, la part égale, tandis que, pour les titres, si l'on se distingue en quelque domaine, ce n'est pas l'appartenance à une catégorie, mais le mérite, qui vous fait accéder aux honneurs ; inversement, la pauvreté n'a pas pour effet qu'un homme, pourtant capable de rendre service à l'Etat, en soit empêché par l'obscurité de sa situation. Nous pratiquons la liberté, non seulement dans notre conduite d'ordre politique, mais pour tout ce qui est suspicion réciproque dans la vie quotidienne : nous n'avons pas de colère envers notre prochain, s'il agit à sa fantaisie, et nous ne recourons pas à des vexations, qui, même sans causer de dommage, se présentent au-dehors comme blessantes. Malgré cette tolérance qui régit nos rapports privés, dans le domaine public, la crainte nous retient avant tout de rien faire d'illégal, car nous prêtons attention aux magistrats qui se succèdent et aux lois - surtout à celles qui fournissent un appui aux victimes de l'injustice, ou qui, sans être

lois écrites, comportent pour sanction une honte indiscutée.

Avec cela, pour remède à nos fatigues, nous avons assuré à l'esprit les délassements les plus nombreux : nous avons des concours et des fêtes religieuses qui se succèdent toute l'année, et aussi, chez nous, des installations luxueuses, dont l'agrément quotidien chasse au loin la contrariété. Nous voyons arriver chez nous, grâce à l'importance de notre cité, tous les produits de toute la terre, et les biens fournis par notre pays ne sont pas plus à nous, pour en jouir, que ne sont ceux du reste du monde.

[...] Nous cultivons le beau dans la simplicité, et les choses de l'esprit sans manquer de fermeté. Nous employons la richesse, de préférence pour agir avec convenance, non pour parler avec arrogance ; et, quant à la pauvreté, l'avouer tout haut n'est jamais une honte : c'en est une plutôt de ne pas s'employer en fait à en sortir. Une même personne peut à la fois s'occuper de ses affaires et de celles de l'Etat; et, quand des occupations diverses retiennent des gens divers, ils peuvent pourtant juger des affaires publiques sans rien qui laisse à désirer.

Mais à quoi tend cet éloge de la démocratie athénienne, idéalisée au maximum? A légitimer l'hégémonie athénienne sur ses voisins grecs et sur les peuples étrangers. Périclès dépeint sous un jour fascinant le mode de vie d'Athènes pour légitimer le droit d'Athènes à imposer son hégémonie.

Et s'ils [nos ancêtres] sont dignes d'être loués, nos pères le sont encore plus : ils ont ajouté à ce qu'ils avaient reçu tout l'empire que nous possédons et nous ont, non sans de dures peines, légué, à nous les hommes d'aujourd'hui, cet héritage accru. Pour ce qui

est venu en plus, c'est à nous personnellement, la génération encore en pleine maturité, qu'en revient le développement, et nous avons mis la cité en état de se suffire pleinement en tout, pour la guerre comme pour la paix. [...]

Nous nous distinguons également de nos adversaires par notre façon de nous préparer à la pratique de la guerre. Notre ville, en effet, est ouverte à tous et il n'arrive jamais que, par des expulsions d'étrangers, nous interdisions à quiconque une étude ou un spectacle qui, en n'étant pas caché, puisse être vu d'un ennemi et lui être utile : car notre confiance se fonde peu sur les préparatifs et sur les stratagèmes, mais plutôt sur la vaillance que nous puisons en nous-mêmes au moment d'agir. Et, pour l'éducation, contrairement à ces gens, qui établissent dès la jeunesse un entraînement pénible pour atteindre au courage, nous, avec notre vie sans contrainte, nous affrontons au moins aussi bien des dangers équivalents. Et la preuve : les Lacédémoniens ne viennent pas à eux seuls, mais avec tous, faire campagne contre notre pays, tandis que nous, quand nous attaquons le pays d'autrui, nous n'avons aucune peine, en combattant en terre étrangère, contre des gens défendant leurs foyers, à remporter le plus souvent l'avantage; jamais nos forces n'ont été, toutes ensemble, engagées contre un ennemi, puisque au soin de la flotte se joint, sur terre, l'envoi de contingents à nous vers des objectifs nombreux; mais ont-ils affaire à une fraction d'entre elles, vainqueurs de quelques-uns des nôtres, ils proclament nous avoir tous repoussés, et, vaincus, avoir été battus par toutes nos troupes. Or, au total, si c'est en nous laissant vivre plutôt qu'en nous entraînant aux épreuves, et avec un courage

tenant moins aux lois et plutôt au caractère, que nous acceptons les dangers, il nous reste un bénéfice : c'est, en évitant de souffrir à l'avance pour les épreuves à venir, de montrer, quand nous les abordons, tout autant d'audace que les gens continuellement à la peine. - C'est là un trait par où notre ville mérite admiration : il se joint à d'autres encore³.

C'est là une autre figure, et peut-être la plus avisée, de la rhétorique de la prévarication : nous avons le droit d'imposer notre force aux autres parce que nous incarnons la meilleure forme existante de gouvernement. Mais Thucydide lui-même nous offre une autre figure, extrême, de la prévarication, qui ne consiste plus à trouver des prétextes et des *casus belli*, mais réside dans l'affirmation directe de la nécessité et de l'inévitabilité de la prévarication.

Au cours de leur conflit avec Sparte, les Athéniens font une expédition contre l'île de Milo, colonie de Sparte restée neutre. La cité était petite, elle n'avait pas déclaré la guerre à Athènes et ne s'était pas alliée à ses adversaires. Il fallait donc justifier cette attaque et, avant tout, montrer que les habitants de Milo n'acceptaient pas les principes du raisonnable et du réalisme politique. Aussi, les Athéniens leur envoient une délégation pour les avertir qu'ils ne les détruiront pas s'ils se soumettent. Les habitants de Milo refusent, par orgueil et par sens de la justice (nous dirions aujourd'hui : du droit international) et, en 416 avant J.-C., après un long siège, l'île est conquise. Comme l'écrit Thucydide, « les Athéniens tuèrent tous les hommes adultes qui tombèrent entre leurs mains et réduisirent en esclavage les femmes et les enfants ». C'est Thucydide lui-même qui, dans *l'Histoire de la guerre du Péloponnèse*, reconstitue le dialogue entre Athéniens et habitants de Milo qui précéda l'attaque finale.

Reprenons-en les points fondamentaux. Les Athéniens disent qu'ils ne feront pas un long discours, peu convaincant de toute façon, en soutenant qu'il est juste qu'ils exercent leur hégémonie parce qu'ils ont vaincu les Perses, ou bien en disant qu'ils exercent un droit de représailles parce que les habitants de Milo leur ont fait du tort. Ils refusent le principe du *casus belli*, ils ne se comportent pas de façon malhabile comme le loup de Phèdre. Ils invitent simplement les habitants de Milo à traiter en partant des véritables intentions de chacun, parce que les principes de justice ne sont pris en

considération que lorsqu'une force égale lie les deux parties, sinon « les puissants font ce qu'ils peuvent et les faibles s'adaptent ».

Notons qu'en effet, en disant cela, les Athéniens affirment, en le niant, qu'ils agissent ainsi précisément parce que leurs victoires sur les Spartiates leur ont assuré le droit de domination sur la Grèce et parce que Milo est une colonie de leurs adversaires. Mais, dans les faits, et avec une extraordinaire lucidité - je voudrais dire « une extraordinaire honnêteté », mais peut-être l'honnêteté est-elle celle de Thucydide qui reconstruit le dialogue -, ils expliquent qu'ils feront ce qu'ils feront parce que le pouvoir n'est légitimé que par la force...

Les habitants de Milo, voyant qu'ils ne réussissent pas à faire appel à des critères de justice, répondent en suivant la logique même de l'adversaire et se réfèrent à des critères d'utilité, en cherchant à persuader les envahisseurs que, si les Athéniens devaient ensuite être vaincus dans la guerre contre Sparte, ils risqueraient de subir la dure vengeance des cités injustement attaquées comme Milo. Réponse des Athéniens : « Laissez-nous le soin de courir ce risque; nous vous montrerons plutôt que nous sommes ici pour soutenir notre domination et nous ferons nos propositions pour le salut de votre cité, parce que nous voulons vous dominer sans peine et vous conserver sains et saufs dans votre intérêt et dans le nôtre. »

Les habitants de Milo disent : « Et comment pourrait-il nous être utile d'être esclaves comme il vous est utile de dominer? » Et les Athéniens : « Parce que, au lieu de subir des conséquences extrêmes, vous deviendriez sujets et nous y gagnerions à ne pas vous détruire... ». Et les habitants de Milo demandent : « Et si nous restions en dehors, sans être alliés d'aucune des deux parties? » Les Athéniens répondent : « Non, parce que votre hostilité nous est moins dommageable que votre amitié. Votre amitié serait une preuve de notre faiblesse, tandis que votre haine prouve notre force. » En d'autres termes, ils disent : excusez-nous, mais il nous convient plus de vous soumettre que de vous laisser vivre, ainsi nous serons craints de tous.

Les habitants de Milo disent qu'ils ne pensent pas pouvoir résister à leur puissance, mais que, malgré tout, ils ont confiance, assurés de ne pas succomber parce que, dévoués aux dieux, ils s'opposent à l'injustice. « Les dieux? » répondent les Athéniens. Par nos demandes et nos actions, nous ne faisons absolument rien qui soit contraire à la croyance des hommes en la divinité... Nous sommes convaincus

que l'homme tout autant que la divinité, là où ils ont du pouvoir, l'exercent, de par une pulsion inévitable de la nature. Et ce n'est pas nous qui avons imposé cette loi et nous n'avons pas été les premiers à l'appliquer alors qu'elle existait déjà. Elle existait quand nous en avons hérité et elle existera éternellement. Vous aussi, comme les autres, vous agiriez exactement comme nous si vous aviez notre puissance. »

Il est permis de supposer que Thucydide, tout en représentant avec une grande honnêteté intellectuelle le conflit entre la justice et la force, ait finalement convenu que le réalisme politique était du côté des Athéniens. En tout cas, il a mis en scène l'unique véritable rhétorique de la prévarication, qui ne cherche pas de justification en dehors d'elle. La persuasion s'identifie à la *captatio malevolentiae* : « Petit bonhomme, ou tu manges cette soupe ou tu te jettes par la fenêtre. »

L'Histoire n'est peut-être qu'une longue, fidèle et méticuleuse imitation de ce modèle, bien que tous les prévaricateurs n'aient pas la lucidité et l'incontestable sincérité de nos braves Athéniens.

¹ Conférence présentée à l'Université de Bologne le 20 mai 2004 pour le cycle « Sous le signe de la parole », organisé par le Centre d'études « La permanence du classique ». Une version légèrement différente est parue dans *Nel segno della parola*, sous la direction d'Ivano Dionigi, Milan, BUR, 2005.

² Karl Popper, « Pour une théorie rationaliste de la tradition », in *Conjectures et réfutations : la croissance du savoir scientifique*, Paris, Payot, 1985, pp. 187-188.

³ Thucydide, *Histoire de la guerre du Péloponnèse*, Paris, Robert Laffont, 1990, pp. 264-266.

NORBERTO BOBBIO : LA DESTINATION DU SAVANT REVISITÉE¹

Le fait d'avoir choisi pour titre une référence à Fichte (*Bestimmung des Gelehrten*) me met immédiatement en difficulté. En premier lieu, dans les écrits de Bobbio auxquels je me référerai (rassemblés dans *Politica e cultura*², les protagonistes ou le sujet du débat sont les hommes de culture, ce qui est une qualification plus large que celle, trop rigoureuse, de savant ou *Gelehrte*. En second lieu, les polémiques de Bobbio se déroulaient dans les années cinquante, où l'objet du débat était plutôt la figure de l'intellectuel, engagé, organique, « clerc traître » façon Benda, et ici encore, la qualification paraît plus large, car elle concerne ceux qui exercent une profession intellectuelle en général, ainsi que des écrivains ou poètes que nous hésiterions souvent à qualifier d'hommes de savoir.

Le savant de Fichte aurait pu être l'humaniste ou le scientifique, mais nous devons garder à l'esprit que, pour la philosophie idéaliste allemande, la seule figure de scientifique digne de ce nom est celle du philosophe, à telle enseigne que les ultimes ramifications de l'idéalisme allaient ensuite considérer ceux qui sont aujourd'hui pour nous des scientifiques comme de simples manipulateurs de pseudo-concepts.

En tant que philosophe, Fichte s'adresse en 1794 à ses étudiants, traçant une figure qui évoque, sans fausse honte, la malheureuse aventure de Platon âgé où le philosophe apparaît comme le seul qui puisse proposer un modèle d'Etat. Encore agité de frémissements qu'on pourrait qualifier d'anarchistes, Fichte pense, il est vrai, que pourrait venir un moment « où tous les agrégats étatiques seront superflus », le moment où « au lieu de la force et de l'astuce, la raison sera aussi universellement reconnue comme juge suprême. Je dis *sera reconnue*, car alors encore, les hommes pourront se tromper et nuire à leurs semblables par erreur; mais ils seront disposés à se laisser convaincre de leur erreur et, dès qu'ils en seront convaincus, à se rétracter et à réparer leur faute³ ».

Mais Fichte savait que ce moment n'était pas encore venu et, quand il reparlera de conduite du corps social, il pensera en termes d'Etat éthique et non de congrégation libertaire. En l'absence d'une

situation d'utopie, les divisions sociales et l'indispensable division du travail restant stables, Fichte pensait au philosophe comme à celui qui aurait à surveiller et à favoriser le progrès réel de l'humanité. En premier lieu, le savant aurait l'obligation de promouvoir le progrès de la science et, en particulier, il devrait s'occuper de cette branche de la science dont il serait spécialiste (et donc la première des missions de l'homme de savoir serait de faire bien et honnêtement son métier), mais, dans le même temps, il lui faudrait guider les hommes à la conscience de leurs véritables besoins et leur révéler les moyens pour les satisfaire. Ici, la position est claire : le savant est, de par sa mission, l'éducateur du genre humain, l'homme moralement le plus parfait de son temps.

Il a le devoir de faire connaître non seulement les idées éternelles du Bien et du Juste, mais aussi les besoins présents et les moyens d'atteindre les fins propres à ce moment, parce qu'il voit non seulement le présent mais aussi l'avenir.

En ce sens, l'homme de savoir ne pouvait être que le philosophe car, au moment même où il prenait en charge l'identification des besoins et des moyens pour les satisfaire, ce n'était qu'en sa qualité de philosophe qu'il pouvait déterminer le cadre spéculatif dans lequel besoins et moyens prenaient un sens. Comme si, dans ses leçons de 1794, Fichte avait commencé par un orgueilleux « Messieurs, aujourd'hui nous allons créer le savant ».

Malgré ce que beaucoup ont ressenti comme des ferments vaguement socialistes, du moins en cette phase de sa pensée, Fichte préparait en fait la figure du philosophe façon Gentile qui devait devenir maître et fondateur de l'Etat éthique et de sa politique concrète, ou la figure du philosophe façon Heidegger dans le *Discours du Rectorat* de 1933.

S'il en est ainsi, cette victoire de l'homme de savoir et de sa fonction sociale n'a pas grand-chose à voir avec les positions de Norberto Bobbio, qui ouvrait *Politica e cultura* par l'affirmation que « la tâche des hommes de culture est, plus que jamais, de semer des doutes, et non pas de recueillir des certitudes » et qui écrivait en 1954 : « Que les intellectuels forment ou croient former une classe pour elle-même, distincte des classes sociales et économiques, et qu'ils s'attribuent donc une tâche singulière et extraordinaire, c'est le signe d'un mauvais fonctionnement de l'organisme social⁴. »

La première leçon de *Politica e cultura* est donc une notion de modestie : dès la première page, le livre prévient que le vrai

problème de la trahison des clercs « est lié à la figure romantique du philosophe » qui s'était proposé de « transformer le savoir humain, nécessairement limité et fini et qui requiert donc beaucoup de prudence ainsi que beaucoup de modestie, en sagesse prophétiques⁵ ».

Les essais que Bobbio écrivait entre 1951 et 1955 paraissaient dans un climat où la figure de l'homme de savoir avait perdu les prérogatives platoniciennes que lui assignait Fichte : à droite, on lui reprochait d'avoir trahi sa fonction en descendant dans l'arène politique et, à gauche, on lui imposait de militer au service de la classe où ce qui dictait le tableau des besoins et la panoplie des moyens pour les satisfaire, c'était plutôt le parti, interprète de la classe à laquelle les intellectuels devaient se lier organiquement.

Aussi, après avoir abandonné toute indication du savant comme maître de l'humanité, on se demandait plutôt quels étaient le rôle et le devoir des intellectuels.

Je crois qu'il nous faut faire une pause, de caractère sémiotique, dirais-je, sans que Bobbio soit concerné par ma parenthèse, pour décider de ce que nous voulons entendre par « intellectuel », afin de ne pas tomber dans les mille pièges où ce terme galvaudé nous a souvent attirés. J'en tenterai une définition très limitée, persuadé de ne pas m'éloigner excessivement de la façon dont Bobbio l'entendait. Persuasion qui repose sur le fait que je crois que mes rares idées sur la question naissent précisément de la lecture que j'ai faite à 23 ans du livre de Bobbio.

Si, comme on l'entend parfois dans le discours courant, était intellectuel celui qui travaille avec sa tête et non avec ses mains (et si était encore en vigueur la distinction entre arts libéraux et arts mécaniques), alors nous devrions admettre qu'il n'y a pas que le philosophe ou l'homme de savoir ou le professeur de mathématiques de l'enseignement secondaire qui soient des intellectuels, mais aussi l'employé de banque, le notaire et, aujourd'hui, à une époque de tertiarisation avancée, même le nouvel opérateur écologique (dans le passé, vulgaire balayeur) pourrait faire un travail intellectuel en installant dans son ordinateur le programme adéquat pour le nettoyage automatique de tout un quartier. Mais cette acception laisserait curieusement de côté les chirurgiens et les sculpteurs et, en tout cas, nous pousserait à admettre que celui qui fait un travail

intellectuel, comme d'ailleurs celui qui fait un travail manuel, a pour seule fonction de bien le faire, l'employé de banque de vérifier que ses comptes ne sont pas altérés par un virus, le notaire de rédiger ses actes correctement, sans qu'aucun d'eux doive s'empêtrer dans des questions politiques, sauf, au maximum, au moment où ils récitent leur prière quotidienne le matin en lisant les gazettes, et la fois où, tous les cinq ans, ils sont appelés, en tant que citoyens, à voter.

Parlons donc de *travail intellectuel* pour définir l'activité de celui qui travaille plus avec sa tête qu'avec ses mains, précisément pour distinguer le travail intellectuel de ce que nous appellerons *fonction intellectuelle*.

La fonction intellectuelle se manifeste quand quelqu'un (pas nécessairement toujours), soit en travaillant avec sa tête, soit en pensant avec les mains, contribue de façon créatrice au savoir commun et au bien collectif. Donc, le paysan qui (éventuellement une seule fois dans sa vie), observant le cycle des saisons, inventera une nouvelle forme de rotation des cultures, le maître d'école qui mettra en œuvre des techniques de pédagogie alternative, auront aussi une fonction intellectuelle, de même, certes, que le scientifique, le philosophe, l'écrivain, l'artiste, chaque fois qu'ils inventent quelque chose d'inédit.

Certains pourraient penser que j'identifie la fonction intellectuelle avec cette activité mystérieuse que nous appelons créativité, mais cette notion, elle aussi, est largement polluée. Si vous allez chercher sur Internet le mot « créativité », ou *creativity*, vous trouverez 1 560 000 sites consacrés à ce concept et tous sont décevants au plus haut point. Dans la plupart des cas, on considère la créativité comme une capacité industrielle et commerciale à résoudre des problèmes et on l'identifie à l'innovation, c'est-à-dire à la disposition à concevoir des idées nouvelles qui conduisent à réaliser des profits. De rares sites font allusion à la créativité artistique et, s'ils le font, c'est à titre d'exemple pour mieux mettre en lumière les qualités requises d'un *businessman*, ou pour insérer dans l'idée de créativité une connotation de folie. Et si l'on passe aux divers florilèges de définitions, on découvre que même d'illustres personnages peuvent dire des idioties dépourvues de sens, comme lorsqu'ils affirment que « la créativité n'est pas loin de la liberté. Etre créatifs signifie savoir qui nous sommes. La créativité est du jazz sans musique. La créativité est un flux d'énergie. Etre créatif veut dire être courageux ».

Pourquoi trouvons-nous que ces notions commerciales de

créativité sont insatisfaisantes ? Parce qu'elles se réfèrent certes à l'invention d'une idée nouvelle, mais elles ne s'inquiètent pas de ce que cette nouveauté soit transitoire, à court terme, comme cela pourrait être le cas du créateur publicitaire qui trouve une nouvelle formule pour lancer un détergent, en sachant fort bien qu'elle sera aussitôt rendue obsolète par la riposte de la concurrence.

Je voudrais au contraire entendre par activité créative celle qui produit de l'inédit que la communauté sera ensuite disposée à reconnaître, accepter, adopter et réélaborer, *in the long run* comme disait C.S. Peirce, et qui donc, devient ainsi patrimoine collectif, à la disposition de tous, soustrait à l'exploitation personnelle.

Pour être telle, la créativité doit se nourrir d'activité critique. N'est pas créative l'idée surgie au cours d'un *brainstorming*, jetée là parce qu'il faut tout tenter, et acceptée avec enthousiasme faute de mieux. Afin d'être créative, elle doit être passée au crible et, du moins pour ce qui est de la créativité scientifique, passible de falsification.

La fonction intellectuelle s'exprime donc par *l'innovation*, mais aussi par le moyen de la *critique* des pratiques ou du savoir précédents, et surtout par la *critique de son propre discours*. Aussi la composition d'un poème à compte d'auteur, d'un auteur qui ne sait même pas qu'il répète des stylèmes désuets, peut-elle ne pas être créative, mais la reconstruction polémique de l'historien qui relit simplement de façon nouvelle des documents déjà connus peut être créative. Créatif est le critique littéraire ou le simple professeur de littérature au lycée qui n'a jamais rien écrit de son cru, mais qui enseigne à relire de manière inédite ceux qui ont écrit avant lui et à sa place, et qui, en même temps, met à nu sa propre poétique; et n'est pas créatif et n'a pas de fonction intellectuelle notre collègue universitaire qui, toute sa vie, a laborieusement répété les notions livresques apprises au temps de sa licence en prétendant que ses disciples ne les mettent pas en discussion.

Ma définition n'exclut pas celui qui a créé des idées nouvelles qui ont longtemps été considérées comme vraies et bonnes mais qui après ont été écartées (et nous pensons aux conceptions astronomiques de Ptolémée ou de Tycho Brahé) : il y a créativité même dans les hypothèses dont, plus tard, il sera démontré qu'elles sont fausses mais qui, pendant un certain temps, nous aident à vivre et agir. Malheureusement, ma définition n'exclut pas non plus les créateurs d'idées aberrantes. On pourrait dire que Hitler avait une fonction intellectuelle quand il écrivait *Mein Kampf* et l'on ne peut

nier qu'il y ait quelque chose de sinistrement créatif dans son idée d'un nouvel ordre du monde. Le sommeil de la raison, qui engendre des monstres, est souvent créatif lui aussi. Mais, pour corriger ces incidents inévitables, je voudrais rappeler que, dans la notion d'intellectuel que je propose, le moment innovateur ne doit jamais être dissocié du moment *critique et autocritique*. Hitler n'était pas créatif parce qu'il ne faisait pas montre de capacité autocritique.

En ce sens, même s'il fait un travail intellectuel, celui qui, de façon légitime et méritante, s'enrôle comme propagandiste de ce pour quoi il prend parti, n'exerce pas une fonction intellectuelle : excellent fonctionnaire d'un parti politique comme on est excellent « créatif » d'une agence de publicité, le propagandiste politique ne pourra jamais dire, comme ne pourra jamais le dire l'agent publicitaire, que le détergent pour lequel il travaille lave moins bien que l'autre. D'autre part, la plupart du temps, nous savons, et nous admettons, que ce que dit son slogan n'est sans doute pas vrai mais que c'est une belle trouvaille. Pour des raisons esthétiques, nous pouvons trouver que même un beau mensonge est créatif.

Je crois que cette distinction entre travail intellectuel et fonction intellectuelle correspond assez bien à celle que propose Bobbio quand il parle de la différence entre *politique de la culture* et *politique culturelle*; il écrivait en 1952 : « *La politique de la culture* en tant que politique des hommes de culture pour la défense des conditions d'existence et de développement de la culture s'oppose à la politique culturelle, c'est-à-dire à la planification de la culture par les politiciens⁶. »

A la lumière de cette distinction, Bobbio se demandait donc ce que devaient faire les intellectuels (ou, si l'on préfère, les hommes de culture, au sens de ceux qui avaient une fonction et non seulement un travail intellectuel) et il était inévitable que sa question se ressente de l'engagement politique et social de l'intellectuel parce que c'était là le centre du débat dans les années cinquante.

En affirmant que l'idée que les intellectuels ont une fonction extraordinaire, de prophètes ou d'oracles, était un signe de dysfonctionnement social, Bobbio tenait compte de la situation historique dans laquelle il parlait. Il observait que notre pays n'était pas une société fonctionnelle, qu'il sortait des convulsions de la guerre et de la Résistance et agissait comme si une nouvelle convulsion était imminente. Dans les sociétés non fonctionnelles, les diverses parties ne s'ordonnent pas la direction d'un but (référence inconsciente peut-être à l'utopie fichtienne de l'homme de savoir),

elles se désarticulent et s'entrechoquent les unes les autres.

Dans cette situation de déchirement, Bobbio se trouvait devant une alternative, entre deux choix dont il refusait l'inévitable dogmatisme. Si nous relisons ses écrits de cette période, nous voyons qu'ils tournent toujours autour de deux oppositions, l'une entre Orient et Occident (c'est-à-dire entre monde socialiste et monde libéral-capitaliste) et l'autre entre engagement politique et refus de l'engagement.

Bobbio réfléchissait sur le Gramsci de *Les Intellectuels et l'organisation de la culture* et sur *La Trahison des clercs* de Benda, en rappelant la fonction qu'avait eue la révolte intellectuelle, même silencieuse parfois, au temps de la dictature, et reconnaissait - je cite littéralement - un « processus révolution-naire en acte⁷ ». D'un côté, il était fasciné par ce processus révolutionnaire et n'avait aucune intention de le diaboliser (il ne pouvait parler d'Empire du Mal) et, de l'autre, il estimait que, face à tout processus révolutionnaire en acte, la mission des hommes de culture était de concilier justice et liberté. Aussi, tous ses débats avec Bianchi Bandinelli ⁸ ou Roderigo di Castiglia *alias* Togliatti portaient sur le fait que la fonction politique de la culture était la défense de la liberté⁹. Il réaffirmait, après Croce, que « la théorie libérale n'est pas une théorie politique, mais métapolitique », un idéal moral que nourrit « le parti des hommes de culture ¹⁰ ». Mais, tandis qu'il opposait cet idéal à ses interlocuteurs communistes, il critiquait Croce lui-même parce que, une fois la guerre terminée, il avait identifié cette « force non politique » avec l'un des nombreux partis nés en ces années (et donc Bobbio, en libéral métapolitique, se battait contre le fait que Croce avait cédé devant le Parti libéral).

Mais, si le parti des hommes de culture devait se battre pour réaffirmer le principe de la liberté, ceux qui militaient dans ce parti métapolitique ne pouvaient se soustraire à un engagement politique. Le problème est que, alors, les interlocuteurs de Bobbio entendaient l'engagement politique à la lumière de l'idée d'intellectuel organique. Et ici se creusait une nouvelle frontière de discussion, car je crois que Bobbio était d'accord avec le slogan qui était devenu celui de Vittorini pour qui l'intellectuel ne devait pas jouer du fifre pour la révolution.

Comment prendre parti sans jouer du fifre?

Bobbio considérait les intellectuels non seulement comme des éveilleurs d'idées mais aussi comme des guides du processus de rénovation en cours et faisait siens les mots de Giaime Pintor selon qui « les révolutions réussissent quand elles sont préparées par les

poètes et les peintres, pourvu que les poètes et les peintres sachent quel doit être leur rôle¹¹ ». Mais le problème était de savoir quel devait être le rôle de l'intellectuel s'il ne devait s'identifier ni à la *culture politisée* (« qui obéit à des directives, des programmes, des contraintes venant des politiciens ») ni à la *culture apolitique* du refuge dans la tour d'ivoire¹².

Et c'est là que Bobbio refusait en même temps les slogans du type « Au-dessus de la mêlée », « Ni de ce côté, ni de l'autre », ou bien « Et de ce côté et de l'autre », en se réclamant d'une politique de la culture comme mission de la synthèse, capacité de critique de toutes les positions, et non pas tentative de troisième voie à tout prix. Bobbio proposait un engagement d'un côté précis, mais accompagné du devoir, suivi jusqu'au bout, de médiation critique, en plaçant toujours non seulement ses adversaires mais surtout ses amis devant leurs contradictions, un travail qu'il poursuivait cordialement et impitoyablement, par exemple, dans ses polémiques avec Bianchi Bandinelli, sentinelle du prolétariat.

J'ai cité son essai de 1951 selon lequel la tâche des hommes de culture est de semer des doutes plutôt que de recueillir des certitudes. Cela nous semble maintenant presque une affirmation d'évidence, mais Bobbio la prononçait à un moment où l'intelligentsia progressiste demandait aux intellectuels de produire des certitudes. Et donc, il faut encore faire fructifier cette leçon.

Il y a bien des années, j'ai été invité à un colloque organisé par Mitterrand et son équipe, à Paris, sur la façon dont les intellectuels pouvaient résoudre les crises du monde contemporain. Mon intervention fut très brève, et décevante pour tout le monde, ce dont je suis encore très fier. Je dis : les intellectuels ne résolvent pas les crises, mais les créent.

Mais auprès de qui l'intellectuel doit-il instaurer la crise? Venons-en maintenant à la seconde grande leçon de Bobbio.

On a envie de sourire quand, à propos de l'Italie de l'après-guerre, on entend encore des bavardages sur l'hégémonie de la gauche, qui placent évidemment Bobbio parmi les défenseurs de l'Empire du Mal, alors qu'il a passé une grande partie de sa vie à polémiquer avec cette gauche qui, à l'époque, se voulait hégémonique. Et cela signifie qu'en donnant au mot « parti » un sens qui n'était pas étroitement celui de parti politique, la leçon de Bobbio, ou du moins celle que j'en ai tirée en le lisant à l'époque, c'est que l'intellectuel n'est dans sa fonction de critique et non de propagandiste que (ou

avant tout) lorsqu'il sait parler *contre son propre parti*. L'intellectuel engagé doit mettre en crise, avant tout, ceux auprès de qui il s'engage.

Notez que si je devais trouver des citations précises sur le sujet, le corpus serait mince, mais ce maigre florilège est extrêmement éloquent. C'est à coup sûr ce que nous disait Bobbio quand il soutenait que, bien que sentant qu'ils se rangeaient d'un côté, les hommes de culture devaient avant tout s'opposer de façon critique à des procédés falsificateurs et à des raisonnements viciés¹³, que « l'on peut très bien ne pas rester neutre, c'est-à-dire se mettre d'un côté plutôt que d'un autre, tout en restant fidèle à la méthode de l'impartialité », car « être impartial ne signifie pas ne donner raison à aucun des deux adversaires, mais donner raison à l'un ou à l'autre ou même tort à tous les deux, *après examen*¹⁴ », que « l'on peut être impartial sans être neutre ¹⁵ » et qu'« au-delà du devoir d'entrer dans la lutte, il y a, pour l'homme de culture, le droit de ne pas accepter les termes de la lutte tels qu'ils sont posés, de les discuter, de les soumettre à la critique de la raison » parce qu'« au-delà du devoir de collaborer, il y a le droit à l'enquête ¹⁶ » et, enfin, que « ce serait déjà quelque chose que les hommes de culture défendent l'autonomie de la culture à l'intérieur de leur propre parti ou de leur propre groupe politique, dans le cadre de l'idéologie politique à laquelle ils ont librement adhéré et en faveur de laquelle ils sont disposés à donner leur œuvre d'hommes de culture¹⁷ ».

Citations suffisantes pour moi, alors jeune lecteur, quintessence de mes idées personnelles sur la notion d'engagement. Si bien qu'en 1968, invité en tant qu'électron libre à m'exprimer sur les problèmes de l'engagement dans un colloque de parti, j'ai affirmé que le premier devoir de l'intellectuel est de parler contre le parti avec lequel il est, même au risque d'être fusillé après la première vague. C'est-à-dire que j'avais tiré de la lecture de Bobbio une notion de la fonction de l'intellectuel comme d'un Grillon parlant et, tout compte fait, j'estime que c'est encore la seule juste.

Et j'avais alors utilisé une métaphore qui n'était pas de Bobbio, mais de Calvino : l'intellectuel doit participer en restant dans les arbres.

Le Baron perché de Calvino est de 1957, il sort donc deux ans après *Politica e cultura* et il a été, en tout cas, pensé dans les cinq ans où paraissaient les écrits de Bobbio dont nous parlons. Je ne me rappelle pas si j'ai jamais posé la question à Calvino et si ma conviction naît d'une réponse positive, mais j'ai toujours été fermement persuadé que, en concevant le personnage de Cosimo

Piovasco di Rondo, Calvino pensait à la façon dont Bobbio envisageait la fonction de l'intellectuel. Cosimo Piovasco ne se soustrait pas aux devoirs que son temps lui impose, il participe aux grands événements historiques du moment, mais en cherchant à garder cette distance critique, à l'égard de ses compagnons mêmes, que lui permet le fait de vivre dans les arbres. Il perd peut-être les avantages d'avoir les pieds sur terre, mais il gagne en largeur de vues. Il n'est pas dans les arbres pour échapper à ses obligations, mais il sent que son devoir, pour ne pas être vicomte pourfendu ou chevalier inexistant, est d'être agile et perché.

C'est pourquoi *Le Baron perché* n'est pas un livre de fantaisie merveilleuse mais un conte philosophique s'il en fut.

Mais revenons à Bobbio. Pour réussir à avoir cette fonction de l'intellectuel comme Grillon parlant, il faut un raisonnable pessimisme, sinon de la volonté, du moins de la raison. Je voudrais revenir sur *le finale de La Destination du savant*, précisément pour souligner en conclusion les différences entre la vision de Bobbio et celle de Fichte. En polémique contre le pessimisme de Rousseau, Fichte conclut son appel aux étudiants par une déclaration d'optimisme historico-dialectique :

Plus vous serez nobles et excellents, plus seront douloureuses les expériences qui vous attendent. Mais ne vous laissez pas accabler par cette douleur; triomphez-en par vos actions. Rappelez-vous qu'elle est calculée et prévue dans le vaste dessein de l'amélioration du genre humain. Se perdre en lamentations sur la corruption des hommes, sans lever le petit doigt pour la combattre, est le fait d'hommes efféminés. Châtier et railler amèrement, sans indiquer aux hommes la façon de s'améliorer, n'est pas l'acte d'un ami. Agir, agir ! Voilà le but pour lequel nous existons. Avec quelle raison pourrions-nous nous mettre en colère parce que les hommes ne sont pas aussi parfaits que nous, si nous n'étions nous-mêmes bien meilleurs qu'eux ? Et notre plus grande perfection n'est-elle pas un avertissement qui nous dit que nous

sommes appelés à travailler pour le perfectionnement des autres? Réjouissons-nous de nous sentir forts et d'avoir une tâche infinie¹⁸ !

Et maintenant Bobbio : l'histoire est un drame, certes, mais un drame qui finit bien. Moi, je ne sais qu'une chose, c'est que l'histoire est un drame, mais je ne sais pas, parce que je ne peux pas le savoir, si c'est un drame qui finit bien. Les optimistes, ce sont les autres, ceux comme Gabriel Péri qui, mourant glorieusement, laissa cet écrit : « Je vais bientôt préparer des lendemains qui chantent. » Les lendemains sont venus, mais les chants, nous ne les avons pas entendus. Et quand je regarde autour de moi, je n'entends pas des chants, mais des rugissements.

Je suis un philosophe des Lumières pessimiste. Je suis, si l'on veut, un philosophe des Lumières qui a retenu la leçon de Hobbes, de Joseph de Maistre, de Machiavel et de Marx. Il me semble d'ailleurs que l'attitude pessimiste convient plus à l'homme de raison que l'attitude optimiste. L'optimisme comporte toujours une certaine dose d'infatuation et l'homme de raison ne devrait pas être infatué de lui-même. Et que soient optimistes ceux qui croient que

Cette profession de pessimisme, je ne voudrais pas qu'elle soit comprise comme un geste de renoncement. C'est un acte de salubre abstinence après tant d'orgies d'optimisme, un refus pondéré de participer au banquet des rhéteurs toujours en fête. C'est un acte de satiété plus que de dégoût. Et puis le pessimisme ne réfrène pas l'activité, mais la rend plus tendue et dirigée vers le but. Entre l'optimiste qui a pour maxime : « Ne bouge pas, tu verras que tout s'arrange » et le pessimiste qui lui réplique : « Fais de toute façon ce que tu dois, même si les choses vont de mal en pis », je préfère le second. [...] Je ne dis pas que les optimistes sont toujours fats, mais les fats sont toujours optimistes. Je ne parviens plus à séparer dans mon esprit la sotte confiance dans la providence historique ou théologique de la vanité de celui qui croit être le centre du monde et que tout arrive sur un signe de lui. J'apprécie et je respecte en revanche celui qui agit bien sans demander aucune garantie que le monde s'améliorera et sans attendre, je ne dis pas des récompenses, mais même des confirmations. Seul le bon pessimiste se trouve en

condition d'agir d'un esprit libre, d'une volonté ferme, d'un sentiment d'humilité et de plein dévouement à sa tâche¹⁹.

Telle me paraît être la mission du savant revisitée.

¹ Version réduite d'une conférence présentée à Turin en septembre 2004, dans le cadre d'une série consacrée à Norberto Bobbio.

² Turin, Einaudi, 1955. Les citations faites dans ce texte sont tirées de la nouvelle édition (2005).

³ *Conférences sur la destination du savant*.

⁴ Norberto Bobbio, *Politica e cultura*, op. cit., p. 100.

⁵ *Ibid.*, p. 15.

⁶ *Politica e cultura*, op. cit., p. 22.

⁷ *Ibid.*, p. 103.

⁸ Bianchi Bandinelli (1900-1975) : archéologue de renom, universitaire. Il adhéra au Parti communiste dont Togliatti était le secrétaire après la Seconde Guerre mondiale (N.d.T.).

⁹ *Politica e cultura*, op. cit., p. 91

¹⁰ *Ibid.*, p. 93.

¹¹ Giaime Pintor, *Il sangue d'Europa*, Turin, Einaudi, 1950, p. 247. G. Pintor (1919-1943), germaniste, traducteur de Rilke. Il sauta sur une mine en tentant de rejoindre les formations de partisans (N.d.T.).

¹² *Politica e cultura*, op. cit., p. 20.

¹³ *Ibid.*, p. 24.

¹⁴ *Ibid.*, p. 117.

¹⁵ *Ibid.*, p. 164.

¹⁶ *Ibid.*, p. 5.

¹⁷ *Ibid.*, p. 33.

¹⁸ *Conférences sur la destination du savant*.

¹⁹ *Politica e cultura*, op. cit., pp. 169-170.

PHILOSOPHIE DES LUMIÈRES ET SENS COMMUN₁

J'ai naturellement été passionné par le débat sur la philosophie des Lumières. Je me suis amusé de la remarque de Maffettone (avec qui je suis d'accord pour tout le reste) sur le fait que Scalfari, esprit éclairé, n'a pas eu beaucoup d'influence sur les pages culturelles de *La Repubblica*. Allons donc, après un début (il y a vingt ans) un peu trop « Nord-Sud » (mais à l'époque, Scalfari aussi était sous l'influence de Croce), les pages se sont réparties de façon équilibrée entre articles sur Nietzsche et évocations des salons du XVIII^e siècle, et donc, il y a circulé un peu des Lumières. Il se peut que la page culturelle du *Corriere* soit plus inspirée par la Tradition. De toute façon, la question n'est pas là. Je voudrais plutôt dire un mot sur ce que signifie être un esprit éclairé aujourd'hui, car, depuis les temps de *l'Encyclopédie*, beaucoup d'eau est passée sous les ponts et je ne crois pas qu'il soit utile de s'intéresser aux ébénistes comme le faisait alors Diderot.

Naturellement, la condition indispensable pour une éthique intellectuelle éclairée est que l'on soit disposé à soumettre à la critique, non seulement toute croyance mais même ce que la science nous donne comme des vérités absolues. Mais, cela dit, je crois qu'il faut identifier quelques conditions auxquelles on ne peut renoncer si l'on veut dire qu'on s'inspire, non pas d'une Raison Forte (à la Hegel) mais d'un bon sens humain. Car l'héritage fondamental des Lumières est là tout entier : il y a un mode raisonnable de raisonner et, si on garde les pieds sur terre, tout le monde devrait être d'accord avec ce que nous disons, parce que, même en philosophie, il faut entendre le bon sens.

Cela implique qu'il y ait un bon sens, ou un sens commun, qui ne sera pas aussi envahissant que la « raison juste », mais c'est quand même quelque chose. Il suffit de ne pas confier des responsabilités trop métaphysiques au calcul, puis, comme le proposait Leibniz, cela vaut toujours la peine de se mettre autour d'une table et de dire : « *calculemus* ».

Donc, je pense qu'un bon esprit éclairé est quelqu'un qui croit que « les choses vont d'une certaine façon ». Ce réalisme minimaliste a

été récemment réaffirmé par Searle, qui ne dit pas que des choses justes, mais qui a, de temps en temps, des idées limpides et raisonnables. Dire que la réalité va d'une certaine façon ne signifie pas que nous pouvons la connaître ou qu'un jour, nous la connaissons. Mais même si nous ne la connaissions jamais, les choses iraient ainsi et non autrement. Même quelqu'un qui cultiverait l'idée que les choses vont aujourd'hui d'une façon et demain d'une autre, c'est-à-dire que le monde est bizarre, chaotique, changeant et passe d'une loi à une autre, quoi qu'en pensent les métaphysiciens et les cosmologistes, il admettrait que cette capacité de changement capricieux du monde est précisément le mode selon lequel vont les choses. Et cela vaut donc la peine de continuer à proposer des descriptions de ces maudites choses.

Je disais un jour à Vattimo qu'il y a peut-être des lois de la nature, attendu que si nous croisons un chien avec une chienne, il en naît un chien mais que si nous croisons un chien avec une chatte, ou il ne naît rien ou il naît quelque chose que nous ne désirerions pas voir dans notre maison. Vattimo me répondait que l'ingénierie génétique parvient même à altérer les lois qui gouvernent les espèces. Précisément, lui répondis-je, si, pour croiser un chien avec une chatte, il y a besoin d'ingénierie (c'est-à-dire d'un art), cela signifie qu'il existe quelque part une nature sur laquelle cet art s'exerce par artifice. Cela signifie que je suis plus proche des Lumières que Vattimo mais je ne crois pas qu'il lui déplaise de le savoir.

Le bon sens nous dit qu'il est des cas où nous pouvons tous être d'accord sur la façon dont vont les choses. Dire que le soleil se lève à l'est et se couche à l'ouest, ce n'est pas une question de sens commun, parce que cela se fonde sur des conventions astronomiques. Pis encore, dire que ce n'est pas le soleil mais la terre qui tourne : si ça se trouve, peut-être toute la cosmologie galiléenne doit-elle être remise en discussion. Mais dire que nous voyons le soleil se lever d'un côté et se coucher de l'autre, c'est une donnée de sens commun et il est raisonnable de l'admettre.

Tandis que j'écris, je viens d'apprendre la mort de Quine ; s'il existait un empiriste, c'était bien lui, au point qu'il en arrivait à dire que le sens même d'un mot, si on cherche bien, est lié à notre régularité de réponse à un stimulus. Pourtant, s'il existait un penseur convaincu que chacune de nos vérités ne se présente pas toute seule, mais liée à un ensemble de conventions culturelles, c'était encore bien lui. Comment faire coexister ces deux positions apparemment contradictoires ? Parce que c'est par expérience que nous savons que des gouttes d'eau tombent sur notre main et c'est

par convention culturelle que nous affirmons que, probablement, il pleut. Si, avant de discuter sur le sens de « pluie », d'un point de vue météorologique, deux personnes admettent d'un commun accord que des gouttes d'eau leur tombent sur la main, voilà deux bons esprits éclairés minima-listes.

On connaît bien l'histoire de *gavagai*, racontée par Quine et que je réélabore librement. Donc : un explorateur qui ne sait rien de la langue indigène, alors que, dans l'herbe, passe un lapin, le montre à un autochtone lequel réagit en s'écriant : « *gavagai* ». Cela veut-il dire que *gavagai* signifie lapin? Ce n'est pas dit, cela pourrait signifier animal, ou lapin qui court. Ce n'est pas grave, on fait un autre essai quand passe un chien, ou quand le lapin est immobile. Mais si l'autochtone avait entendu par *gavagai* qu'il voyait les herbes agitées par le mouvement d'un animal? Ou que, sous ses yeux, se produisait un événement spatio-temporel ? Ou qu'il aime les lapins? Morale : l'explorateur ne peut faire que des hypothèses et se construire son propre manuel de traduction, qui n'est peut-être pas meilleur qu'un autre (l'important est qu'il présente une certaine cohérence).

Le bon esprit éclairé mettra alors en question tout manuel de traduction. Mais il ne pourra jamais nier que l'indigène a dit « *gavagai* » et qu'il ne l'a pas dit en montrant le ciel, mais précisément alors qu'il fixait son regard sur cet espace où l'explorateur avait cru voir un lapin.

Remarquez que cette attitude suffit même pour les débats les plus transcendants. Que ce soit le pape qui ait raison quand il soutient que les embryons sont des êtres humains ou que ce soit saint Thomas quand il affirme que les embryons ne participeront pas à la résurrection de la chair, c'est une question de culture. Mais c'est une question d'empirisme sain que de reconnaître d'un commun accord les différences physiques entre un embryon, un fœtus et un nouveau-né. Ensuite, *calculemus*.

Y a-t-il une éthique transcendante que tout bon esprit éclairé minimaliste devrait reconnaître? Je crois que oui. En général, un être humain voudrait avoir tout ce qu'il aime. Pour cela, il faudrait le soustraire à tout autre être humain qui aime la même chose. Pour éviter que l'autre la lui soustraie, la solution la plus commode est de tuer l'autre. *Homo homini lupus*, et que le meilleur gagne. Toutefois, cette loi ne peut être généralisée, parce que si je tue tout le monde, je reste seul, or l'homme est un animal social. Adam a besoin au moins d'Eve, non pas tant pour satisfaire ses désirs sexuels (pour cela, il suffirait d'une chèvre), mais pour procréer et donc se

multiplier. Si Adam tue Eve, Caïn et Abel, il demeure un animal solitaire.

Aussi, l'homme doit-il *négocier* bienveillance et respect mutuel. C'est-à-dire qu'il doit souscrire un contrat social. Quand Jésus dit d'aimer son prochain et conseille de ne pas faire à autrui ce que nous ne voulons pas qu'on nous fasse, c'est un excellent esprit éclairé (il l'est presque toujours, sauf quand il soutient qu'il est fils de Dieu, parce que c'était peut-être une évidence pour lui, mais non pour les autres, et cela ne pouvait donc être fondé sur le bon sens mais sur la foi).

L'esprit éclairé pense que l'on peut élaborer une éthique, même très complexe, même héroïque (il est juste, par exemple, de mourir pour sauver la vie de ses enfants), en se fondant sur le principe de la nécessité de négociation.

Enfin l'esprit éclairé sait que l'homme a cinq besoins fondamentaux (sur le moment, je n'arrive pas à en trouver plus) : la nourriture, le sommeil, l'affection (qui comprend la sexualité, mais aussi le besoin de se lier au moins à un animal domestique), le jeu (c'est-à-dire faire quelque chose pour le seul plaisir de le faire) et se demander pourquoi. Je les ai classés par ordre décroissant de possibilité de renoncement, mais il est certain que l'enfant, une fois qu'il a tété, dormi, joué et appris à identifier papa et maman, dès qu'il grandit, demande le pourquoi de toute chose. Les quatre premiers sont communs aux animaux aussi, le cinquième est typiquement humain et requiert l'exercice du langage.

Le pourquoi fondamental est : pourquoi les choses sont là. Le philosophe se demande pourquoi il y a de l'être plutôt que le néant, mais il ne se demande rien de plus que ne le fait l'homme ordinaire quand il se demande qui a fait le monde et ce qu'il y avait avant. En tentant de répondre à cette question, l'homme construit les dieux (ou les découvre ; je ne veux pas affronter cette question théologique).

Donc, l'esprit éclairé sait, entre autres choses, que, lorsque l'homme nomme les dieux, il fait quelque chose qui ne peut être pris à la légère. Encore une fois, l'esprit éclairé sait qu'un panthéon est un phénomène culturel, qu'on peut critiquer, mais que la question qui conduit à la construction du panthéon est une donnée de nature, digne de la plus grande considération et du plus grand respect.

Voilà, je serais disposé à reconnaître un esprit éclairé, aujourd'hui, à ces conditions inéluctables. Si ça va comme ça, je m'inscris.

¹ *La Repubblica*, janvier 2001. Intervention à un débat sur la philosophie des Lumières ouvert par Eugenio Scalfari, repris dans *Attualità dell'illuminismo*, Bari, Laterza, 2001

DU JEU AU CARNAVAL¹

Le débat sur les Lumières a engendré comme fils, plus ou moins légitime, le débat sur le jeu. J'avoue que j'ai éprouvé une sensation d'ennui. J'avais écrit comme une chose d'évidence que l'un des besoins humains fondamentaux, en plus de la nourriture, du sommeil, de l'affection et de la connaissance, était le jeu, et j'ai vu l'idée me revenir comme (je cite d'après un titre de *La Repubblica* de l'Epiphanie) une « provocation » de ma part. Eh ! Du calme ! Comme si personne ne s'était jamais aperçu que les enfants, les chatons et les chiots s'expriment surtout dans le jeu et comme si, à côté de la définition de l'homme comme *animal rationale*, ne circulait pas depuis longtemps celle d'*homo ludens*.

Parfois, on a l'impression que les mass media découvrent toujours l'eau chaude. Après, cependant, à bien y réfléchir, il faut admettre que « redécouvrir » l'eau chaude est l'une de leurs fonctions fondamentales. Un journal ne peut pas sortir comme ça, à l'improviste, en disant que cela vaut la peine de lire *Les Fiancés* de Manzoni. Il doit attendre que paraisse une nouvelle édition des *Fiancés* et titrer ensuite sur plusieurs colonnes : « Modes culturelles. Le retour de Manzoni ». Il a tout à fait raison d'agir ainsi parce que, parmi ses lecteurs, il y a ceux qui avaient oublié Manzoni et beaucoup de jeunes qui en savent bien peu. C'est une façon de dire que, comme désormais les jeunes croient que l'eau chaude coule naturellement du robinet, il faut de temps en temps trouver un prétexte pour rappeler que, afin de l'obtenir, il faut la faire chauffer ou aller la chercher sous terre.

Bon, d'accord, parlons encore du jeu. En relisant les diverses interventions parues dans ce journal, je me suis rendu compte que, de différentes façons, elles renvoyaient toutes à une profonde mutation anthropologique qui pèse sur nous. Le jeu, comme moment d'activité désintéressée, salutaire pour le corps et, comme disaient les théologiens, qui enlève la *tristitia* due au travail et, certainement, affine nos capacités de compréhension, a besoin, pour être tout cela, d'être une parenthèse. C'est un moment de halte dans un panorama journalier de diverses occupations : pas seulement le dur travail manuel, mais même l'intense conversation philosophique entre Platon et Cébès.

L'un des aspects positifs de la *felix culpa* est que, si Adam n'avait pas péché, il n'aurait pas dû gagner son pain à la sueur de son front et, à musarder toute la journée dans l'Eden, il serait resté un gamin. C'est là que ressort le caractère providentiel du Serpent. Toutes les civilisations ont cependant réservé quelques jours dans l'année au jeu total. C'était une période de licence, que nous appelons Carnaval et qui, pour d'autres civilisations, est ou a été quelque chose d'autre. Pendant le Carnaval, on joue sans arrêt, mais, pour que le Carnaval soit beau et non pas pénible, il ne doit pas durer longtemps. Ici encore, je prie *La Repubblica* de ne pas ouvrir un autre débat sur cette provocation, parce que la littérature sur le Carnaval est très vaste.

Or, l'une des caractéristiques de la civilisation dans laquelle nous vivons est la carnavalisation totale de la vie. Cela ne signifie pas qu'on travaille moins, en laissant faire les machines, parce que l'incitation et l'organisation du temps libre ont été une préoccupation sacrée, tant des dictatures que des régimes libéral-réformistes. C'est qu'on a carnavalisé le temps de travail aussi.

Il est facile et évident de parler de carnavalisation de la vie en pensant aux heures passées par le citoyen moyen devant un écran de télévision qui, en dehors des très brefs moments consacrés à l'information, répand surtout du spectacle, et, parmi les spectacles, privilégie désormais ceux qui représentent la vie comme un éternel Carnaval, où des bouffons et de très belles filles ne lancent pas des confettis mais une pluie de milliards que tout un chacun peut gagner en jouant (et après, nous nous lamentons parce que les Albanais, séduits par cette image de notre pays, font de faux papiers pour venir en ce Luna Park permanent).

Il est facile de parler de Carnaval en pensant à l'argent et au temps consacrés au tourisme de masse qui propose des îles de rêve à des prix charters et qui vous invite à visiter Venise en laissant à la fin de votre mascarade touristique des boîtes de conserve, des papiers froissés, des restes de hot dogs et de moutarde, tout à fait comme un Carnaval qui se respecte.

Mais on ne prend pas assez en considération la complète carnavalisation du travail due à ces « objets polymorphes », petits robots serviables qui tendent, en faisant ce que jadis on devait faire soi-même, à faire ressentir le temps où on les utilise comme un temps du jeu.

L'employé qui, devant son ordinateur, en cachette du chef de bureau, fait des jeux de rôle ou visite le site de *Playboy*, vit un Carnaval permanent. De même, celui qui conduit une voiture qui,

maintenant, lui parle, lui indique la route à prendre, l'expose à risquer sa vie en l'incitant à appuyer sur des boutons pour recevoir des informations sur la température, sur ce qu'il reste de carburant, sur sa vitesse moyenne, sur le temps de parcours, vit son Carnaval.

Le téléphone portable (de nos jours véritable couverture de Linus, comme le suggère Bartezzaghi) est un instrument de travail pour ceux dont la profession est de secourir, comme les médecins ou les plombiers. Pour les autres, il ne devrait servir que dans les circonstances exceptionnelles où, nous trouvant hors de chez nous, nous devons informer d'une urgence imprévue, du retard à un rendez-vous dû au déraillement d'un train, à une inondation, à un accident de la route. S'il en était ainsi, sauf pour des êtres particulièrement malchanceux, le portable ne devrait être utilisé qu'une fois par jour, deux au maximum. Aussi, 99 % du temps passé par ceux que nous voyons serrer cet « objet transitionnel » contre leur oreille est du temps de jeu. L'imbécile qui, à côté de nous dans le train, règle ses transactions financières à haute voix, en fait se pavane avec une couronne de plumes et un anneau multicolore au pénis.

Ludique encore le temps passé au supermarché ou au grill de l'autoroute, qui vous offrent un empyrée multicolore d'objets en grande partie inutiles, en sorte qu'à la fin, on était entré pour acheter un paquet de café, on est resté là une heure, et on sort en ayant acheté aussi quatre paquets de biscuits pour chiens - naturellement on n'en a pas, de chien, mais si on en avait un, ce serait un délicieux labrador, le chien le plus à la mode, qui ne sait pas monter la garde, qui ne sait pas chasser ni trouver des truffes, qui est prêt à lécher la main de celui qui vous poignarde, mais qui est un délicieux joujou, surtout si on le met dans l'eau.

Je me rappelle que Potere Operaio², dans les années soixante-dix, adressait l'invitation révolutionnaire à refuser de travailler, parce que, de toute façon, l'automation triomphante allait en réduire la dure nécessité. On objectait alors que, si la classe ouvrière refusait le travail, qui donc allait développer l'automation? D'une certaine façon, Potere Operaio avait raison : l'automation s'est, comme on dit, mise en place toute seule. Sauf que le résultat n'a pas été un anoblissement de la classe ouvrière qui réalisait la condition utopique rêvée par Marx, où chacun serait à la fois - et librement - pêcheur, chasseur, etc. Au contraire, la classe ouvrière a été recrutée comme utilisateur moyen par l'industrie de la carnavalisation. Elle n'a plus seulement ses chaînes à perdre. Aujourd'hui, s'il y avait un *black-out* révolutionnaire, elle aurait à perdre l'épisode du « Grande Fratello ³ », et donc, elle vote pour celui qui le lui donne et elle

continue à travailler pour offrir de la plus-value à celui qui le lui offre.

Ensuite, si on découvre qu'en de nombreuses parties du monde on s'amuse peu et on meurt de faim, notre mauvaise conscience est apaisée par un grand spectacle (joyeux) destiné à recueillir des fonds pour les enfants noirs, paraplégiques et squelettiques.

On a carnavalisé le sport. Comment? Le sport est le jeu par excellence : comment peut-on carnavaliser un jeu? En en faisant, non plus la parenthèse qu'il devait être (un match par semaine et les Olympiades de temps en temps seulement), mais une instance envahissante, et non plus une activité qui est son propre but, mais une activité industrielle. On l'a carnavalisé parce que, dans le sport, ce qui compte, ce n'est plus le jeu de ceux qui jouent (jeu qui, par ailleurs, s'est transformé en un travail très dur qu'on ne peut supporter qu'en se droguant), mais la grande mascarade d'avant, pendant et après, où, dans les faits, celui qui joue toute la semaine, c'est celui qui regarde, pas celui qui participe au jeu.

On a carnavalisé la politique, pour laquelle on emploie communément l'expression de politique-spectacle. Le Parlement étant de plus en plus dépourvu d'autorité, la politique se fait en vidéo, comme un jeu de gladiateurs, et, pour légitimer un président du Conseil, on lui fait rencontrer Miss Italie. Laquelle, d'ailleurs, n'apparaît pas vêtue comme la femme normale et plutôt intelligente qu'elle a semblé être à bien des personnes, mais en tenue de Miss Italie; un jour viendra où le président lui-même devra apparaître déguisé en président.

On a carnavalisé la religion. Autrefois, on souriait des cérémonies qu'on voyait dans les films, où des hommes de couleur vêtus de costumes bigarrés faisaient des claquettes en criant « *Oh yes, oh Jesus !* » (et les bonnes œuvres, les bonnes œuvres, nous demandions-nous, nous de formation catholique, où sont passées les bonnes œuvres dans ces carnivals protestants de la foi dansante?). Aujourd'hui, *absit injuria*, bien des manifestations jubilaires au son du rock nous ont rappelé la discothèque.

Certains gays ont cru trouver une compensation à leur marginalisation millénaire et douloureuse dans le Carnaval de la Gay Pride. A la fin, ils ont été acceptés, parce que, pour Carnaval, on accepte tout, même une chanteuse qui s'agite, le nombril dénudé, devant Jean-Paul II ; ne faites pas semblant de l'avoir oublié, cela a eu lieu, et peu nombreux sont ceux qui ont éprouvé de la pitié pour ce malheureux et noble vieillard.

Etant des créatures ludiques par définition et ayant perdu le sens de la mesure dans le jeu, nous sommes dans la carnavalisation totale. L'espèce a tant de ressources qu'elle est sans doute en train de se transformer et qu'elle saura accepter cette nouvelle condition en en tirant même des avantages spirituels. Il est peut-être juste que le travail ne soit plus une malédiction et qu'on ne doive pas passer son temps à s'exercer à la bonne mort, pour que, finalement, la classe ouvrière aille elle aussi au paradis en riant. Hourrah !

Ou bien ce sera l'Histoire qui s'en occupera : une belle guerre mondiale, avec ce qu'il faut d'uranium appauvri, un beau trou d'ozone plus grand qu'avant, et le Carnaval sera fini. Mais il faut réfléchir au fait que la carnavalisation totale n'est pas satisfaisante, qu'elle aiguise le désir; la preuve en est dans le syndrome de la discothèque : après tant de danse et tant de décibels, on veut encore, une fois les portes fermées, courir le gymkhana de la mort.

La carnavalisation totale risque de produire la situation admirablement décrite dans cette vieille histoire du type qui aborde une fille et lui demande d'une voix insinuante : « Mademoiselle, qu'est-ce que vous faites après l'orgie? »

¹ *La Repubblica*, janvier 2001.

² Pouvoir ouvrier, organisation de la gauche extra-parlementaire, active dans les années 60-70 (N.d.T.).

³ « Le Grand Frère », émission de télé-réalité (N.d.T.).

LA PERTE DE LA VIE PRIVÉE¹

La notion de frontière est en crise à cause de la mondialisation de la communication par Internet. Le concept de frontière est vieux comme le genre humain et même comme toutes les espèces animales. L'éthologie nous enseigne que chaque animal reconnaît autour de lui et de ses semblables une bulle de respect, une aire au sein de laquelle il se sent en sécurité et il reconnaît comme adversaire quiconque franchit cette frontière. L'anthropologie culturelle nous a montré que cette bulle de protection varie selon les cultures et que, pour certains peuples, la proximité de l'interlocuteur qui, chez d'autres, est vécue comme une expression de confiance, est ressentie comme une intrusion et une agression.

Au niveau humain, cette zone de protection s'est étendue de l'individu à la communauté. La frontière - de la cité, de la région, du royaume - a toujours été ressentie comme une sorte d'extension collective des bulles de protection individuelles. Que l'on pense à quel point la mentalité latine était obsédée par la frontière, au point de centrer sur une violation territoriale son mythe fondateur : Romulus trace une frontière et tue son frère parce qu'il ne la respecte pas. Jules César, en passant le Rubicon, se trouve face à la même angoisse qui, peut-être, a saisi Remus avant de violer la limite marquée par son frère. Il sait qu'en passant ce fleuve, il envahira en armes le territoire romain. Ensuite, qu'il se dirige sur Rimini ou qu'il marche sur Rome, c'est sans intérêt; le sacrilège vient d'être commis par le franchissement de la frontière et il est irréversible : les dés sont jetés. Les Grecs connaissaient la frontière de la polis et cette frontière était tracée par l'emploi d'une même langue et de ses différents dialectes. Les Barbares commençaient là où l'on ne parlait plus le grec.

Parfois, la notion de frontière (politique) a été si obsédante qu'elle a fait ériger un mur à l'intérieur de la même cité, pour définir qui vivait de ce côté et qui vivait de l'autre. Et, du moins pour les Allemands de l'Est, passer cette frontière les exposait à la même peine que celle qui avait été infligée au mythique Remus. L'exemple de Berlin-Est nous dit, de façon essentielle, quelque chose qui a toujours concerné toute frontière. La frontière, non seulement protège la communauté contre les étrangers, mais aussi contre leur

regard. Le mur et la barrière linguistique peuvent servir à un régime despotique pour tenir ses sujets dans l'ignorance de ce qui se passe ailleurs, mais en général, ils garantissent aux citoyens que de possibles intrus ne soient pas au courant de leurs mœurs, de leurs richesses, de leurs inventions, de leur système de cultures. La grande muraille de Chine ne défendait pas seulement les sujets de l'Empire céleste contre les invasions, mais garantissait aussi le secret de la production de la soie.

En revanche, les sujets ont toujours payé cet esprit de réserve sociale par l'acceptation de la perte de la réserve individuelle. Des inquisitions de toutes sortes, laïques ou religieuses, avaient le droit de surveiller les comportements et, souvent, même les pensées des sujets, pour ne rien dire des lois douanières et fiscales, qui font qu'on a toujours considéré comme juste que la richesse privée des citoyens doive être connue de l'Etat.

Avec Internet, ce sera la notion même d'Etat national qui entrera peu à peu en crise. Internet n'est pas seulement l'instrument qui permet d'établir des *chat lines* internationales et multilingues. C'est qu'aujourd'hui, une ville de Poméranie peut se jumeler avec une autre en Estrémadure, en trouvant en ligne des intérêts communs et en commerçant au-delà des autoroutes qui traversent encore des frontières. Aujourd'hui, dans le vif d'une incontrôlable vague migratoire, il est de plus en plus facile pour une communauté musulmane à Rome de se connecter avec une communauté musulmane à Berlin.

Mais cette chute des frontières a provoqué deux phénomènes opposés. D'un côté, il n'y a plus de communauté nationale qui puisse empêcher ses citoyens de connaître ce qui se passe dans d'autres pays et il sera presque impossible d'empêcher le sujet d'une quelconque dictature de savoir en temps réel ce qui arrive ailleurs. D'un autre côté, le monitoring sévère que les Etats exerçaient sur les activités des citoyens est passé à d'autres centres de pouvoir qui sont techniquement en mesure, même si ce n'est pas toujours sous des formes légales, de savoir à qui nous avons écrit, ce que nous avons acheté, quels voyages nous avons faits, quelles sont nos curiosités encyclopédiques et même nos préférences sexuelles. Même le malheureux pédophile qui, jadis, au creux de son village, cherchait à garder secrète sa folle passion, est aujourd'hui encouragé à devenir exhibitionniste en mettant en danger, en ligne, son honteux secret. Le grand problème du citoyen jaloux de sa vie privée n'est

pas de se défendre contre les *hackers*, qui ne sont ni plus nombreux ni plus dangereux que les bandits de grand chemin qui pouvaient autrefois dépouiller un marchand en voyage, mais contre les *cookies* et toutes ces autres merveilles technologiques qui permettent de recueillir des renseignements sur chacun de nous.

Une récente émission de télévision est en train de convaincre le public mondial que la situation de *Big Brother* se produit quand certains individus (par un acte de volonté libre bien que déplorable) décident de se laisser espionner par les multitudes heureuses d'espionner. Mais ce n'est pas cela le Big Brother dont parlait Orwell. Le Big Brother d'Orwell est l'œuvre d'une *nomenklatura* restreinte qui épie tous les gestes de tout membre de la multitude, contre le désir de chacun. Le Big Brother de 1984 n'est pas la télé, où des millions de voyeurs regardent un seul exhibitionniste. C'est le *panopticon* de Bentham, où plusieurs gardiens observaient, sans être observés ni observables, un seul condamné. Mais si, dans le récit d'Orwell, le « Grand Frère » est une allégorie du Petit Père stalinien, aujourd'hui le Big Brother qui nous observe n'a pas de visage et n'est pas un individu, c'est l'ensemble de l'économie globale. De même que le Pouvoir de Foucault, ce n'est pas une entité reconnaissable, c'est l'ensemble d'une série de centres qui acceptent le jeu, se soutiennent mutuellement au point que celui qui, pour un centre de pouvoir, espionne les autres qui achètent dans un supermarché, sera à son tour espionné quand il paie à l'hôtel avec une carte de crédit. Quand le Pouvoir n'a plus de visage, il devient invincible. Ou, du moins, il devient difficile de le contrôler.

Revenons aux racines mêmes du concept de vie privée. Dans ma ville natale, on joue chaque année *Gelindo*, une pièce comico-religieuse qui se déroule chez les bergers à Bethléem, aux temps de la naissance du Sauveur, mais qui semble en même temps avoir lieu sur mes terres, entre paysans des villages voisins d'Alessandria. En effet, elle est parlée en dialecte et joue sur des contaminations d'une grande efficacité comique, parce que les personnages disent que pour arriver à Bethléem, ils doivent traverser le Tanaro qui se trouve évidemment vers chez moi, ou bien ils attribuent au malfaisant Hérode des lois et règlements de nos gouvernements actuels. Quant aux caractères, la comédie représente avec une vivacité tenace le caractère des Piémontais qui sont, selon la tradition, très renfermés, jaloux de leur vie privée et de leurs sentiments.

A un moment donné, apparaissent les Rois mages, qui rencontrent

Maffeo, l'un des bergers, et lui demandent de leur indiquer le chemin de Bethléem. Le berger, vieux et un peu gâteux, répond qu'il ne le connaît pas, et les invite à s'adresser à son maître Gelindo, qui devrait rentrer sous peu. Effectivement, Gelindo rentre, croise les Rois mages en route et l'un d'eux lui demande s'il est bien Gelindo. Ce qui nous intéresse pour l'heure, ce n'est pas le dialogue entre Gelindo et les Rois mages, mais bien ce qui se passe ensuite, quand Gelindo demande à ses bergers comment il se fait que cet étranger connaisse son nom et que Maffeo avoue que c'est lui qui le lui a dit. Gelindo se met en colère et le menace de le bastonner parce que, dit-il, on ne fait pas circuler le nom de quelqu'un comme si c'était de la menue monnaie à dépenser. Le nom est une propriété privée et, en le rendant public, on soustrait à celui qui le porte une partie de ce qui lui appartient en privé. Gelindo ne pouvait connaître les mots «vie privée », mais c'était cette valeur qu'il défendait. S'il avait possédé un lexique plus complexe, il aurait dit qu'il exprimait de la retenue ou de la réserve, ou de la discrétion, c'est-à-dire qu'il défendait son intimité.

Notons bien que la défense de son nom n'est pas qu'un usage archaïque. Pendant les assemblées de 1968, les étudiants qui se levaient se présentaient en tant que Paolo, Marcello, Ivano, et non par leurs nom et prénom. Cette habitude était alors justifiée par la crainte qu'un agent de la police puisse être présent et qu'il note les auteurs des différentes interventions. Le plus souvent, cette réticence était une coquetterie inspirée des usages des maquisards, que l'on ne connaissait que par leur surnom, pour éviter des mesures de rétorsion contre la famille lointaine. Mais un obscur désir de protéger sa propre identité est encore présent chez ceux qui téléphonent aux émissions de radio ou de télé, parfois pour exprimer des opinions tout à fait licites, ou pour participer à un jeu. Une timidité instinctive, peut-être, et maintenant une habitude encouragée par les animateurs, les poussent à se désigner en tant que Marcella de Pavie, Agata de Rome, Spiridione de Termoli.

Parfois la défense de notre identité frôle la pusillanimité, l'incapacité à assumer la responsabilité de nos actions, en sorte qu'on est conduit à envier les pays où, quand quelqu'un se présente en public, il décline immédiatement ses nom et prénom. Mais si la défense de notre identité onomastique peut être bizarre et parfois faiblement justifiable, celle de notre vie privée ne l'est certes pas, cette vie privée pour laquelle, d'antique tradition, non seulement on lave son linge sale en famille, mais aussi le linge propre et, au nom de cette défense de leur vie privée, certains peuvent désirer ne pas déclarer leur âge, leurs maladies ou leurs revenus, à moins que la loi

ne les oblige à en rendre compte.

De qui nous vient cette demande d'une défense de la réserve? Certainement de ceux qui entendent garder secrètes des transactions commerciales, de ceux qui ne voudraient pas voir violer leur correspondance privée, de ceux qui élaborent des données de recherche qu'ils ne veulent pas encore rendre publiques. Tout cela, nous le savons pertinemment et on fait des lois pour protéger ceux qui invoquent le droit à la réserve. Mais combien sont-ils, ceux qui invoquent ce droit? Il me semble que l'une des grandes tragédies de la société de masse, de la presse, de la télévision et d'Internet, est le renoncement au droit de réserve. Le comble du renoncement à ce droit, et donc à la réserve, à la pudeur même, est, à la limite du pathologique, l'exhibitionnisme. Or il me paraît paradoxal que l'on doive lutter pour la défense du droit à la réserve dans une société d'exhibitionnistes.

Une des tragédies sociales de notre temps a été avant tout la transformation de cette soupape d'épanchement, en grande partie bénéfique, qu'était le commérage.

Le commérage classique, celui qui avait lieu dans le village, dans la loge du concierge ou au bistrot, était un élément de cohésion sociale. On n'en faisait jamais pour dire qu'Untel était en bonne santé, riche et heureux; on en faisait sur un défaut, une erreur, un malheur d'un autre. Les auteurs de commérages participaient ainsi d'une certaine façon aux infortunes de leurs victimes, car le commérage n'implique pas toujours le mépris, il peut même induire à la compassion. Il fonctionnait toutefois si les victimes n'étaient pas présentes et ne savaient pas qu'elles étaient victimes, si bien qu'elles pouvaient sauver la face en feignant de ne pas le savoir. Quand la victime venait à prendre connaissance du commérage et qu'elle ne pouvait plus feindre de ne pas être au courant, on en venait à l'esclandre (« langue de vipère, j'ai appris que tu racontes... »). Une fois que l'esclandre avait eu lieu, la rumeur devenait publique. La victime s'exposait au ridicule ou à la condamnation sociale, et les bourreaux n'avaient plus rien à dire. Aussi, afin que la valeur de soupape sociale du commérage reste intacte, tout le monde, bourreaux et victimes, était tenu, autant que possible, à la réserve, à maintenir une zone de secret.

La première apparition de ce que nous appellerons un commérage moderne est due à la presse. Autrefois, il existait des publications spécialisées, qui s'occupaient des commérages sur des personnes qui, du fait de leur travail (acteurs et actrices, chanteurs et chanteuses, monarques en exil, play-boys), s'exposaient volontairement au

regard des photographes et des chroniqueurs. Le jeu était tellement visible que même les lecteurs savaient fort bien que, si tel auteur avait été vu au restaurant avec telle actrice, cela ne signifiait pas que soit née entre eux une « affectueuse amitié », mais que, probablement, tout cela avait été planifié par leur service de presse. Mais les lecteurs de ces publications ne demandaient pas la vérité, ils demandaient précisément un amusement, c'est tout.

Pour affronter, d'un côté, la concurrence de la télévision et, de l'autre, l'exigence de nourrir un nombre assez élevé de pages pour pouvoir vivre de la publicité, même la presse qu'on dit sérieuse, y compris les quotidiens, a dû s'occuper de plus en plus d'événements sociaux et de mœurs, de variété, de ragots, et surtout, s'il n'y avait pas de nouvelles, elle a été contrainte à les inventer. Inventer une nouvelle ne signifie pas informer sur un événement qui n'a pas eu lieu, mais faire une nouvelle de ce qui n'en était pas une, la phrase échappée à un homme politique en vacances, les événements du monde du spectacle. Le commérage est ainsi devenu matière à information généraliste et a atteint des domaines qui avaient toujours été exclus du contrôle curieux de la chronique mondaine, en touchant à des monarques en place, des leaders politiques et religieux, des présidents de la République, des scientifiques.

En cette première phase de transformation, le commérage, autrefois susurré, est maintenant hurlé, connu des victimes, des bourreaux et de ceux qu'au fond, il n'intéresse pas. Il a perdu le charme et la force du secret. Cependant, il a produit une nouvelle image de la victime: elle n'est plus une personne à plaindre, parce qu'elle est devenue victime précisément en tant qu'elle est célèbre. Etre l'objet de commérages (publics) est devenu peu à peu un statut social.

On en est alors venu à une deuxième phase quand la télévision a inventé des émissions où ce n'étaient plus les bourreaux qui se livraient à des commérages, mais les victimes qui se prêtaient avec joie à des commérages sur elles-mêmes, sûres d'acquérir ainsi le même statut social que l'acteur ou l'homme politique. Dans le commérage télévisé, on ne parle jamais mal de quelqu'un qui n'est pas là: c'est la victime qui parle d'elle-même, en dévoilant ses aventures intimes. Ceux qui sont l'objet de commérages sont les premiers à le savoir et tous les autres savent qu'ils le savent. Ils ne sont victimes d'aucune rumeur. Il n'y a plus de secret. On ne peut plus s'acharner sur les victimes, parce qu'elles ont eu le courage d'être leurs propres bourreaux en mettant à nu leurs faiblesses et on

ne peut les prendre en pitié parce qu'elles ont retiré de leur confession un avantage enviable, leur mise sur la place publique. Le commérage a ainsi perdu sa nature de valeur sociale pour devenir inutile exposition.

Nous n'avions pas besoin d'attendre comme une nouveauté des émissions comme « Il Grande Fratello », qui condamne précisément au voyeurisme national des personnages qui, par leur propre choix, se sont déjà rangés au nombre de ceux qui ont besoin, comme cela est attesté publiquement, de l'assistance d'un psychologue. Depuis des années déjà, bien des gens, que personne ne tenait pour psychologiquement instables, sont apparus sur le petit écran pour discuter avec leur conjoint de leurs tromperies réciproques, pour se disputer avec leur belle-mère, pour invoquer désespérément le bien-aimé ou la bien-aimée qui les a abandonnés, pour se gifler en public, pour mettre en scène des cas de divorce où étaient imputoyablement analysées leurs incapacités sexuelles personnelles.

Si, autrefois, la vie privée était tellement secrète que le secret des secrets était par définition celui du confesseur, maintenant, c'est la notion de confessionnal qui a été bouleversée.

Mais il est arrivé pis encore. Puisque, par l'exhibition de leur intimité honteuse, des hommes et des femmes ordinaires, d'un côté, amusaient le public et, de l'autre, satisfaisaient leur besoin d'être vus, on a même condamné à l'exposition publique celui qu'on appelait autrefois l'Idiot du Village et qu'aujourd'hui, avec un *understatement* de saveur biblique et par respect de son malheur, j'appellerai l'Innocent du Village.

L'Innocent du Village était autrefois celui qui, peu doté par Dame Nature, tant au sens physique qu'au sens intellectuel, fréquentait le bistrot du village, où ses cruels compatriotes lui payaient à boire pour qu'il se soûle et fasse des choses inconvenantes et répugnantes. Notons bien que, dans ces villages, l'« innocent » comprenait obscurément qu'on le traitait en « innocent », mais acceptait le jeu parce que c'était un moyen de se faire payer à boire et parce qu'un certain exhibitionnisme faisait partie de son « innocence ».

De nos jours, l'Innocent du Village global télévisé n'est pas une personne moyenne, comme le mari qui apparaît sur l'écran pour accuser sa femme d'infidélité. Il est en dessous de la moyenne. Il est invité aux talk-shows, aux jeux de quiz, précisément parce qu'il est « innocent ». L'innocent télévisé n'est pas forcément un être sous-développé. Il peut être un esprit bizarre, comme le découvreur de

l'Arche Perdue, ou l'inventeur d'un nouveau système de mouvement perpétuel qui, pendant des années, a frappé inutilement à la porte de tous les journaux ou de tous les bureaux de brevets et qui, finalement, trouve quelqu'un qui le prend au sérieux; il peut être aussi un écrivain du dimanche refusé par tous les éditeurs, qui a compris que, au lieu de s'obstiner à écrire un chef-d'œuvre, il peut avoir du succès en baissant son pantalon à la télé, en disant des gros mots au cours d'un débat culturel ; il peut être la bas-bleu de province qui, finalement, est écoutée alors qu'elle prononce des mots difficiles et raconte qu'elle a eu des expériences extra-sensorielles.

Autrefois, quand les amis du bistrot avaient dépassé les bornes avec l'innocent du village en le poussant à des manifestations insoutenables, intervenaient le maire, le pharmacien, un ami de la famille, qui prenaient le malheureux par le bras et le ramenaient à la maison. En revanche, personne ne ramène à la maison ni ne protège l'innocent du village global télévisé, dont la fonction devient semblable à celle du gladiateur, du condamné à mort, pour le plaisir de la foule. La société, qui défend le candidat au suicide contre sa tragique décision ou le drogué contre le désir qui le conduira à la mort, ne défend pas l'innocent télévisuel; mieux, elle l'encourage comme jadis elle encourageait les nains et les femmes à barbe à s'exhiber au Luna Park.

Il s'agit évidemment d'un crime, mais je ne me soucie pas ici de la sauvegarde de l'« innocent» (bien que les autorités compétentes devraient s'en occuper, puisqu'il s'agit d'abus envers un faible), mais du fait que, glorifié par son apparition sur le petit écran, l'« innocent» devient un modèle universel. Si lui s'est exposé, n'importe qui pourra le faire. L'exhibition de l'« innocent» convainc le public que rien, pas même la plus honteuse des mésaventures, n'a le droit de rester privé et qu'il y a une récompense pour la difformité elle-même. La dynamique de l'écoute fait que, dès que l'innocent paraît à l'écran, il devient un innocent célèbre et cette renommée se mesure en engagements publicitaires, en invitations à des colloques et des fêtes, parfois même en offres de prestations sexuelles (d'autre part, Victor Hugo nous avait appris qu'une belle dame pouvait devenir folle de l'Homme qui rit). En définitive, c'est le concept même de déformation qui se déforme et tout devient beau, même la malformation, pour peu qu'elle soit portée à la gloire par le téléviseur.

Vous vous souvenez de la Bible? *Dixit insipiens in corde suo: Deus non est.* L'innocent télévisuel affirme orgueilleusement : *Ego sum.*

Un phénomène analogue se produit aussi sur Internet. L'examen de nombreuses pages d'accueil nous dit que souvent la constitution d'un site ne vise qu'à exhiber sa morne normalité, à moins qu'il s'agisse d'anormalité.

Il y a quelque temps, j'ai trouvé la page d'accueil d'un homme qui mettait – et met peut-être encore – à la disposition des internautes la photo de son côlon. Comme on le sait, depuis plusieurs années, il est possible de se rendre dans une clinique pour faire examiner son rectum à l'aide d'une sonde qui porte à son extrémité une petite caméra et le patient peut observer lui-même sur un écran de télé en couleur le voyage de la sonde et de la caméra dans les recoins les plus secrets de son corps. D'ordinaire, quelques jours après l'examen, le médecin communique au patient, de la façon la plus discrète, un compte rendu avec la photo de son côlon en couleur.

Le problème est que les côlons de tous les êtres humains, sauf en cas de tumeur en phase terminale, se ressemblent. Aussi, si l'on peut, d'une certaine façon, être intéressé par la photo en couleur de son propre côlon, on reste indifférent à la vision du côlon d'autrui. Eh bien, le monsieur dont je parle s'est donné la peine d'installer une page d'accueil pour montrer à tout le monde la photo de son propre côlon. Il s'agit à l'évidence d'une personne à qui la vie n'a rien donné, ni héritiers à qui transmettre son nom, ni partenaires qui se soient intéressés à son visage, ni amis à qui montrer ses photos de vacances et qui, pour cette raison, se raccroche à cette dernière exhibition désespérée pour trouver un minimum de visibilité. Dans ce genre de cas, comme dans d'autres cas de renoncement volontaire à la vie privée, il y a des abîmes de désespoir qui devraient nous amener à une inattention apitoyée. Mais l'exhibitionniste (et c'est là son drame) ne nous permet pas d'ignorer sa honte.

Je pourrais prolonger cette revue des cas où nous assistons au renoncement joyeux à la vie privée. Les milliers de personnes que nous écoutons dans la rue, au restaurant ou dans le train, en train de discuter de leurs affaires les plus privées sur leur portable, ou carrément de se donner en spectacle dans une tragédie amoureuse par satellite, ne sont pas motivées par l'urgence de communiquer quelque chose d'important, sinon, jalouses de leur secret, elles parleraient à voix basse. Elles ont hâte de faire savoir à tout un chacun qu'elles prennent des décisions dans une entreprise de frigos, qu'elles achètent et vendent des actions, qu'elles organisent des congrès, qu'elles ont été abandonnées par leur partenaire. Elles ont

payé pour acquérir un téléphone portable et pour acquitter une facture salée qui leur permet d'afficher leur vie privée devant tout le monde.

Ce n'est pas pour m'amuser que je me suis attardé sur cette revue des petites et grandes tétalogies psychologiques et morales. C'est que j'estime que le devoir des autorités qui veillent sur notre vie privée est, non seulement de défendre ceux qui veulent être défendus, mais aussi de protéger ceux qui ne savent plus se défendre.

Je voudrais même dire que c'est précisément le comportement des exhibitionnistes qui nous dit à quel point l'assaut contre la vie privée peut devenir non seulement un crime, mais un véritable cancer social. Et ce sont les enfants qui devraient être les premiers éduqués, de façon à les soustraire à l'exemple corrompateur de leurs parents.

Mais le cercle qui est en train de s'établir est vicieux. L'assaut contre la vie privée habitue tout le monde à sa disparition. Déjà beaucoup d'entre nous ont décidé que, souvent, la meilleure façon de garder un secret est de le rendre public, et c'est pourquoi on écrit des e-mails ou on passe des coups de téléphone dans lesquels on dit ouvertement ce qu'on a à dire, sûrs que l'on est que personne ne trouvera d'intérêt à une affirmation qui ne cherche pas à se masquer. Peu à peu, on devient exhibitionniste parce que l'on apprend que plus rien ne pourra être réservé, et quand plus rien n'est réservé, aucun comportement ne devient plus scandaleux. Mais, lentement, ceux qui attendent à notre vie privée se convainquent que les victimes elles-mêmes sont consentantes et ils ne s'arrêteront plus devant aucune violation.

Ce que je voulais dire, c'est que la défense de la vie privée n'est pas seulement un problème juridique, mais un problème culturel, moral et anthropologique. Il nous faudra apprendre à élaborer, diffuser, récompenser la réserve, éduquer à la réserve envers nous-mêmes et les autres. Pour ce qui est de la réserve envers les autres, je crois que le meilleur exemple est celui de Manzoni. Devant finalement admettre que la Religieuse de Monza, en acceptant que le pervers Egidio la courtise, était tombée dans un abîme de débauche et de crimes, pris de la crainte de violer l'intimité de la malheureuse et ne pouvant cacher sa faute à ses lecteurs, il s'est limité à écrire: «La malheureuse répondit », là où peut-être un auteur plus irréfléchi se serait dépensé à écrire des pages et des pages pour décrire en voyeur ce qu'avait fait la pauvre Gertrude. Splendide exemple de pitié chrétienne et de respect laïque pour

l'intimité d'autrui.

Quant au respect de sa propre intimité, je voudrais citer la dernière phrase du billet laissé par Cesare Pavese avant de se tuer: «Ne faites pas trop de commérages. »

¹ D'après la communication présentée en septembre 2000 à Venise, lors d'un colloque organisé par Stefano Rodotà sur la *privacy*.

À PROPOS DU POLITIQUEMENT CORRECT¹

Je considère que l'expression «politiquement correct» est désormais utilisée en un sens politiquement incorrect. En d'autres termes, un mouvement de réforme linguistique a engendré des usages linguistiques déviants. Si l'on va lire l'article que *Wikipedia* (une encyclopédie en ligne) consacre à l'expression «politiquement correct », on trouve aussi son historique. Il semble donc que, en 1793, la Cour suprême des Etats-Unis (affaire « Chisholm vs Georgia ») a estimé qu'on citait trop fréquemment un Etat au lieu du Peuple, pour le bien duquel existe l'Etat, et qu'il n'était donc pas «*politically correct*», lorsque l'on porte un toast, de parler des Etats-Unis au lieu du « Peuple des Etats-Unis ».

Ensuite, le mouvement a pris dans les milieux universitaires américains au début des années quatre-vingt du siècle dernier en tant que (je cite toujours *Wikipedia*) altération du langage tendant à remédier à d'injustes discriminations (réelles ou prétendues) et à éviter d'offenser, en trouvant des euphémismes pour des usages linguistiques qui concernent les différences de race, de genre, de choix sexuel, de handicap, religion ou opinions politiques.

Nous savons tous que la première bataille du « politiquement correct » a eu lieu pour éliminer les épithètes offensantes envers des gens de couleur, non seulement l'infâme *nigger* mais aussi *negro*, mot qui en anglais se prononce *nigro* et qui résonne comme un emprunt à la langue espagnole et évoque les temps de l'esclavagisme. D'où l'usage, d'abord, de *Black* puis, par une nouvelle correction, d'*African-American*.

Cette histoire de la correction est décisive parce qu'elle souligne un élément important du « politiquement correct ». Le problème n'est pas que « nous », qui parlons ici, décidions comment appeler les « autres », mais que nous laissions décider les autres de la façon dont ils veulent être appelés et, si la nouvelle terminologie continue, d'une façon ou d'une autre, à les gêner, d'accepter la proposition d'un troisième terme.

Si on ne se trouve pas dans une certaine situation, on ne peut pas savoir quel est le terme qui gêne ou offense ceux qui s'y trouvent; il faut donc accepter leur proposition. Le cas typique est celui de la

décision d'employer l'expression *non-voyant* au lieu d'*aveugle*. On peut légitimement considérer qu'il n'y a rien d'offensant dans le mot *aveugle* et que l'employer n'amointrit pas, et même renforce, le sentiment de respect et de solidarité que l'on doit à ceux qui appartiennent à cette catégorie: il y a toujours une certaine noblesse à parler d'Homère comme du grand visionnaire aveugle; mais si ceux qui appartiennent à cette catégorie se sentent plus à l'aise en tant que *non-voyants*, nous sommes tenus de respecter leur désir.

Le mot *balayeur* était insupportable pour ceux qui accomplissaient cet honnête métier? Bon, si la catégorie concernée le désire, nous emploierons les termes de *technicien de surface*. Par amour du paradoxe, le jour où les avocats se sentiraient gênés par l'appellatif de leur profession (éventuellement parce que cela éveille l'écho de termes péjoratifs comme *avocaillon*, ou *avocat des causes perdues*) et demanderaient à être désignés comme *opérateurs juridiques*, il serait correct de s'en tenir à cet usage.

Pourquoi les avocats ne rêveraient-ils jamais de changer de dénomination? La réponse est évidente : parce que les avocats sont socialement considérés et jouissent d'excellentes conditions économiques. La question est donc que, souvent, la décision politiquement correcte peut représenter une façon d'éluder des problèmes sociaux non encore résolus en les camouflant par un emploi plus courtois du langage. Si l'on décide d'appeler les personnes en petite voiture non plus *paralytiques* mais *handicapés*, et qu'ensuite, on ne construit pas de rampes d'accès aux lieux publics, on aura hypocritement écarté le mot, mais non le problème. Il en est de même pour le joli remplacement de *chômeur* par *demandeur d'emploi*. Voir à ce propos le livre d'Edoardo Crisafulli, *Igiene verbale. Il politicamente corretto e la libertà linguistica* (Hygiène verbale. Le politiquement correct et la liberté linguistique) publié par Vallecchi, qui met à nu toutes les contradictions, le pour et le contre de cette tendance.

Cela explique pourquoi une catégorie peut demander à changer de nom et, au bout de quelque temps, certaines conditions initiales restant intactes, exiger une nouvelle dénomination, dans une fuite en avant qui pourrait être sans fin si, en plus du nom, la chose ne change pas elle aussi. Il y a même des retours en arrière, quand une catégorie demande à changer de nom, mais, dans son propre langage, garde l'ancien, ou y revient, en manière de défi: *Wikipedia* observe que, dans certains gangs de jeunes Afro-Américains, on utilise avec arrogance le mot *nigger*, mais, naturellement, gare si ce n'est pas l'un d'eux qui l'emploie, un peu comme les blagues sur les Juifs, les Ecossais ou les habitants de Cuneo, que seuls les Juifs, les

Ecossais ou les habitants de Cuneo peuvent raconter.

Parfois le «politiquement correct» peut même frôler un racisme latent. Je me rappelle très bien que, après la guerre, beaucoup d'Italiens, encore méfiants vis-à-vis des Juifs, mais qui ne voulaient pas apparaître comme racistes, pour parler d'un Juif, disaient, après une hésitation infinitésimale, que c'était un *israelita*. Ils ne savaient pas que les Juifs étaient fiers d'être reconnus comme Juifs, même si (et, en partie, précisément parce que) ce mot avait été employé comme une insulte par leurs persécuteurs.

Un autre cas embarrassant est celui des lesbiennes: pendant longtemps, celui qui voulait paraître correct craignait d'employer ce terme, de même qu'il n'employait pas les habituels mots péjoratifs concernant les homosexuels: il parlait timidement de saphistes ou de saphiennes. Ensuite, on a découvert que, parmi les homosexuels, si les hommes voulaient être appelés gay, les femmes se définissaient tranquillement comme lesbiennes (en partie à cause du pedigree littéraire du terme) et qu'il était donc tout à fait correct de les appeler ainsi.

Parfois, le « politiquement correct » a vraiment changé, sans véritables traumatismes, les usages linguistiques. Il est de plus en plus fréquent, quand on prend des exemples concernant des personnes des deux sexes, d'éviter de parler au masculin: on parle au pluriel. Bien des professeurs américains ne disent plus «quand un étudiant vient me voir... », mais, ou bien ils emploient le pluriel (en anglais, ça marche; en italien ou en français, cela provoquerait encore des incertitudes), ou bien ils varient les exemples, en parlant tantôt de *he*, tantôt de *she*; on a désormais admis le remplacement de *chairman* (président) par *chairperson* ou *chair*. Encore que ceux qui plaisantent à propos du « politiquement correct » aient proposé de changer le terme de *mailman* (facteur) par *person person*, parce que *mail* (courrier) peut être entendu comme male (mâle).

Ces satires prennent acte du fait que, une fois qu'il s'est imposé comme mouvement démocratique et «libéral», avec une connotation de gauche, du moins au sens de la gauche américaine, le « politiquement correct » a produit des dégénérescences. On a estimé que *mankind* (humanité) était sexiste, du fait de son préfixe *man*, et qu'il excluait de l'humanité les femmes, et on a décidé de le remplacer par *humanity*, par ignorance de l'étymologie, puisque ce nom aussi vient de *homo* et non de *mulier*. Toujours par provocation, mais toujours par ignorance de l'étymologie, certaines franges du mouvement féministe avaient proposé de ne plus parler de *history* (*his* est masculin), mais de *herstory*.

L'exportation du « politiquement correct » dans d'autres pays a créé d'autres contorsions, et nous connaissons tous des débats, non résolus, pour déterminer s'il est plus respectueux d'appeler une femme auteur ou auteure, et je trouve dans un texte américain la question de savoir s'il est vraiment politiquement correct d'appeler *poetess* une femme poète, comme si elle n'était que la femme d'un poète; ici aussi jouent les usages sédimentés, parce que, chez nous, le terme *poetessa* est désormais accepté, tout comme *professoressa*, alors qu'on trouverait bizarre et même insultant *banchieressa* ou *banchiera* (banquière).

Un cas typique de difficile transposition est celui du changement de *nègre* en *Noir*. En Amérique, le passage du très connoté *negro* en *Black* était radical, tandis qu'en italien le passage de *negro* (nègre) à *nero* (noir) a quelque chose de forcé. D'autant plus que le mot *negro* a en italien une histoire légitime, attestée par de nombreuses sources littéraires: nous nous souvenons tous que dans les traductions d'Homère que nous lisons à l'école, on parlait de «vino negro» (le « vin noir » que verse Ulysse au Cyclope) et ce sont des écrivains africains de langue française qui parlent de « négritude ».

En Amérique, les dégénérescences du « politiquement correct » ont encouragé une pléthore de faux et amusants dictionnaires où, au-delà d'une certaine limite, on ne comprend plus si telle forme a été réellement proposée ou a été inventée à des fins satiriques. En effet, à côté de situations désormais entrées dans l'usage, on trouve *socialement séparé* pour *emprisonné*, *fonctionnaire de contrôle bovin* pour *cow-boy*, *correction géologique* pour *tremblement de terre*, *de résidence flexible* pour *clochard*, *à érection limitée* pour *impuissant*, horizontalement *accessible* pour *femme facile*, *régression folliculaire* pour *calvitie* et même *manquant de mélanine* pour *homme blanc*.

Sur Internet, vous trouverez la publicité pour la S.T.U.P.I.D. (Scientific and Technical University for Politically Intelligent Development), où il est annoncé que, sur ce campus, on a institué des signaux routiers, non seulement en cinq langues, mais aussi en braille, et qu'on y propose des enseignements sur la contribution des aborigènes australiens et des Indiens des Aléoutiennes à la mécanique quantique, sur la façon dont leur petite stature (le fait d'être *vertically challenged*) a favorisé les découvertes scientifiques de Newton, Galilée et Einstein, et sur la cosmologie féministe qui remplace la métaphore machiste et éjaculatoire du Big Bang par la théorie du *Gentle Nurturing* selon laquelle la naissance de l'univers a eu lieu à la suite d'une longue gestation.

On peut trouver sur Internet des versions politiquement correctes

du *Petit Chaperon rouge* et de *Blanche-Neige* (je vous laisse imaginer comment un fidèle du « politiquement correct » peut s'en tirer avec les Sept Nains) et j'ai trouvé une longue discussion sur la façon dont on pouvait traduire «le pompier a appuyé une échelle contre l'arbre, il est monté et a récupéré le chat ». A part le principe « politiquement correct» évident selon lequel un pompier doit être au minimum un soldat du feu, la traduction proposée occupe plusieurs lignes car il s'agit de bien dire clairement que le pompier était dans ce cas spécifique un homme mais qu'il aurait très bien pu être une femme, qu'il a agi contre la liberté du chat qui avait le droit de se promener comme il l'entendait, qu'avec son échelle, il a mis en danger le bien-être de l'arbre, qu'il a sous-entendu que le chat était la propriété de ses maîtres et qu'en grim pant avec désinvolture, il a heurté la sensibilité de personnes physiquement handicapées, et ainsi de suite.

A part les exagérations réelles et les retournements comiques qu'il a pu inspirer, le « politiquement correct» a produit dès le début une violente réaction de la part des milieux conservateurs, qui y voient un cas de bigoterie de gauche et une contrainte qui lèse le droit à la liberté de parole. La référence est souvent la Novlangue d'Orwell et, parfois directement, le langage officiel du stalinisme. Beaucoup de ces réactions sont tout aussi bigotes et il existe d'autre part un «politiquement correct» de droite, tout aussi intolérant que celui de gauche: qu'il suffise de penser aux excommunications lancées contre ceux qui parlent de « résistance» irakienne.

En outre, on confond souvent suggestion morale et obligation légale. Une chose est de dire qu'il est, d'un point de vue éthique, incorrect d'appeler *enculés* les homosexuels et une autre d'affirmer que, si c'est un ministre qui le dit et qui le dit sur papier à en-tête du ministère, il ne faut parler que de misérable incivilité. Une chose est de dire que celui qui s'exprime ainsi doit aller en prison (à moins que Tremaglia ne traite Buttiglione² d'enculé, auquel cas on pourrait comprendre une demande de considérables dommages et intérêts pour préjudice moral). Mais, à part la vulgarité de Tremaglia, il ne semble pas qu'il existe aucune loi qui menace d'années ou de mois de prison celui qui dit *balayeur* au lieu de *technicien de surface*, et tout n'est qu'une affaire de responsabilité personnelle, de bon goût et de respect des désirs d'autrui.

Cependant, on connaît des cas où, pour avoir fait un usage politiquement incorrect du langage, des programmes télévisés entiers ont été pénalisés par la publicité, voire annulés, et il ne manque pas de scandales où un professeur est mis à l'index pour n'avoir pas veillé à n'employer que des termes politiquement

corrects. Et l'on comprend ainsi que le débat ne met pas uniquement en scène les libéraux et les conservateurs armés l'un contre l'autre, mais que souvent il a lieu suivant des lignes de démarcation très problématiques.

Il n'y a pas bien longtemps, le *Los Angeles Times* avait décidé, comme faisant partie de sa politique éditoriale, d'employer le terme *antiabortion* au lieu de *pro-life* (défense de la vie), étant donné que cette dernière expression impliquait déjà un jugement idéologique. En contrôlant l'article d'un collaborateur qui rendait compte d'une représentation théâtrale, le rédacteur avait trouvé *pro-life*, mais employé en un tout autre sens, et l'avait changé en *antiabortion*, bouleversant ainsi la signification de l'article. Quand l'affaire fut connue, le journal s'est excusé et a donné le nom du rédacteur responsable de l'équivoque, mais alors une nouvelle affaire a explosé, au nom de la protection de la *privacy* du rédacteur chargé de revoir les articles des autres: le journal n'aurait pas dû révéler publiquement son nom.

Lentement, pourtant, surtout en Amérique, on a glissé du problème simplement linguistique (nommer les autres comme ils désirent être nommés) au problème du droit des minorités. Il est naturel que, dans certaines universités, des étudiants non occidentaux veuillent aussi des cours sur leurs propres traditions culturelles et religieuses et sur leur littérature. Il est moins évident que, par exemple, des étudiants africains veuillent que les cours sur Shakespeare soient remplacés par des cours sur les littératures africaines. La décision, quand et si elle est acceptée, respecte l'identité de l'Afro-Américain, mais en fait le prive de connaissances utiles pour vivre dans le monde occidental. On en est donc arrivé à oublier que l'école ne doit pas enseigner aux étudiants uniquement ce qu'ils veulent mais aussi, parfois, précisément ce qu'ils ne voudraient pas ou savent ne pas pouvoir vouloir (sinon, dans toutes les écoles primaires et secondaires, on n'enseignerait plus les mathématiques ou le latin, mais seulement des jeux de rôle sur ordinateur, ou bien le pompier accepterait que le chat s'échappe et coure sur l'autoroute, parce que tel est son vouloir naturel).

Et l'on en vient ici au dernier point de ce discours. De plus en plus fréquemment, on désigne comme usage conforme au « politiquement correct » toute attitude politique qui privilégie la compréhension entre races et religions, ou même la tentative de comprendre les raisons de l'adversaire. Le cas le plus significatif s'est produit lors d'une émission télévisée américaine, dans laquelle

l'animateur, Bill Maher, à propos du 11 Septembre, avait contesté une phrase de Bush qui qualifiait de « lâches » les auteurs des attentats des Twin Towers. Maher avait affirmé que l'on peut tout dire d'un kamikaze sauf qu'il manque de courage. Que n'avait-il pas dit là! L'émission a perdu soudain de multiples publicités et a finalement été éliminée. Or, le cas Maher n'avait rien à voir avec le « politiquement correct », qu'il soit de droite ou de gauche. Maher avait exprimé une opinion. On pouvait lui reprocher de l'avoir fait devant un public qui ressentait encore la douloureuse blessure du 11 Septembre, on pouvait discuter, comme certains l'ont fait, sur la différence entre lâcheté morale et lâcheté physique, on pouvait dire qu'un kamikaze est tellement obnubilé par son fanatisme qu'on ne peut plus parler ni de courage ni de peur... Toutefois Maher exprimait une idée à lui, provocatrice autant qu'on le voudra, mais il n'employait pas un langage politiquement incorrect.

De même, chez nous, on ironise parfois sur l'excès de «politiquement correct» de la part de ceux qui sympathisent avec les Palestiniens, qui demandent le retrait des troupes en Irak ou qui semblent trop indulgents envers les exigences des extracommunautaires. Dans ce cas, le «politiquement correct» n'intervient absolument pas, il s'agit de positions idéologiques et politiques, que chacun a le droit de contester, mais qui n'ont rien à voir avec le langage. Sauf que le discrédit jeté sur le « politiquement correct» par les milieux conservateurs le transforme en un excellent instrument pour faire taire ceux avec qui on est en désaccord. « Politiquement correct» devient ainsi un gros mot, comme c'est maintenant le cas pour *pacifisme*.

Comme on le voit, c'est une histoire compliquée. Il ne reste qu'à établir qu'il est politiquement correct d'employer les termes, y compris celui de « politiquement correct », dans leur sens propre et, si l'on veut être «politiquement correct» dans cette acception, le faire selon le bon sens, sans appeler Berlusconi une *personne verticalement désavantagée, tendant à remédier à une régression folliculaire*. En s'en tenant au principe fondamental selon lequel il est humain et civil d'éliminer du langage courant les termes qui font souffrir nos semblables.

1 *La Repubblica*, octobre 2004.

2 Fin 2004, Rocco Buttiglione, membre de l'Union des démocrates chrétiens, a été contraint à renoncer au poste de commissaire européen pour avoir contesté la valeur morale des homosexuels. Mirko Tremaglia, membre d'Alliance nationale, ministre du gouvernement Berlusconi, a exprimé sa solidarité avec Buttiglione en déplorant que les «enculés » soient en majorité au Parlement européen (N.d.T.).

QU'EST-CE QU'UNE ÉCOLE PRIVÉE ?¹

Jadis Pitigrilli² avait écrit qu'il lisait tous les matins l'éditorial de son directeur pour savoir ce qu'il devait penser. C'est un bon principe que (qu'Ezio Mauro³ ne m'en veuille pas) je ne partage pas, du moins pas toujours. Mais il est certain que, parfois, pour savoir ce qu'il faut penser, on écrit soi-même un article. C'est une façon de rassembler ses idées. Voilà pourquoi je voudrais dire certaines choses sur les diverses polémiques qui concernent l'école privée, indépendamment des détails technico-parlementaires de l'exemple italien.

Demandons à quelqu'un si, dans un pays démocratique, il est licite d'organiser un enseignement privé et que chaque famille puisse choisir pour ses enfants l'enseignement qu'elle juge le plus adéquat. La réponse doit être à coup sûr oui, sinon dans quelle démocratie serions-nous ?

Demandons maintenant si quelqu'un qui a dépensé une fortune pour s'acheter une Ferrari a le droit d'aller à deux cents à l'heure sur une autoroute. C'est triste pour qui a fait cet investissement et pour Luca Cordero di Montezemolo⁴, mais la réponse est non. Et si j'ai employé toutes mes économies pour m'acheter une petite maison au bord de la mer, ai-je droit à ce que personne ne vienne s'installer sur la plage devant moi, fasse du vacarme et y jette ses papiers gras et ses boîtes de Coca-Cola? La réponse est non, je dois laisser un passage libre: il y a une partie de la plage qui appartient à tous; tout au plus, je peux appeler la police et porter plainte contre ceux qui la salissent.

Le fait est qu'en démocratie quel que ce soit a le droit d'exercer sa propre liberté à condition que cela ne gêne pas la liberté d'autrui. Je pense même qu'une personne a le droit de se suicider, mais la permission ne vaut que jusqu'au point où le pourcentage de suicides reste à des chiffres négligeables. S'il y avait une épidémie de suicides, l'Etat devrait intervenir pour limiter une pratique qui, à la fin, serait dommageable à toute la société.

Quel rapport avec l'école privée? Prenons l'exemple d'un pays comme les Etats-Unis, où l'Etat ne se préoccupe que de garantir à ses citoyens toutes les libertés possibles, y compris celle de porter

des armes (bien que, là-bas, certains commencent à se demander si cette liberté ne lèse pas la liberté des autres). Là-bas, vous pouvez décider d'aller à l'école publique ou à l'école privée. Une famille d'amis, laïques et juifs, a envoyé sa fille dans un lycée de religieuses catholiques, certainement très coûteux, parce que cet établissement lui donnait l'assurance que serait même enseigné qui était Jules César, alors que dans les écoles publiques, on remontait au maximum à George Washington. Naturellement, ayant suivi une bonne scolarité, cette jeune fille est entrée ensuite à Harvard, à la différence de ceux de l'école publique de son quartier où l'enseignement stagnait au niveau des enfants portoricains qui parlaient à peine l'anglais.

La situation des Etats-Unis est donc la suivante: ceux qui ont de l'argent peuvent avoir pour leurs enfants une bonne instruction, ceux qui n'en ont pas les condamnent au semi-analphabétisme. Donc l'Etat américain est incapable de fournir à ses citoyens des chances égales. Si les universités, publiques ou privées, sont en général excellentes, c'est parce que la qualité d'une université est ensuite contrôlée par le marché et beaucoup d'universités publiques font elles aussi leur possible pour maintenir un bon niveau. Mais pour l'université, la chose est vraie également en Italie, surtout depuis qu'on leur a accordé l'autonomie. L'Etat ne se soucie que de reconnaître la licence délivrée par certaines universités privées et de constituer des commissions nationales pour l'attribution des postes d'enseignants. Ensuite, si l'on sort de la Bocconi, université privée de Milan, tout va bien, si l'on sort d'une université privée à la réputation un peu fragile, ou bien c'est le marché qui vérifiera, ou bien ce seront les différents concours pour la magistrature, pour le titre de procureur, pour l'habilitation à l'enseignement et ainsi de suite. Mais, à la maternelle, dans le primaire et le secondaire, il n'y a ni contrôle par le marché ni concours publics. Un enfant fréquente une école de niveau faible et ne le saura jamais (sinon il ne serait pas culturellement faible), l'autre fréquente des écoles d'excellence et fera partie de la classe dirigeante. Est-ce vraiment démocratique?

Solution: l'Etat reconnaît le droit du secteur privé à intervenir dans l'enseignement élémentaire et secondaire, mais donne un soutien financier sous la forme d'un « bonus » à tous les citoyens, et les catholiques enverront leurs enfants chez les frères scolopes, les laïques intégristes à la communale. En démocratie, les parents ont le droit de décider de l'éducation de leurs enfants. Mais il faut que l'école privée, même excellente, ne fixe pas de taxe supplémentaire par rapport à ce « bonus », sinon il est évident que, pour attirer les parents aisés et cultivés, elle opposera une sorte d'obstacle de façon

que ne viennent pas les enfants d'immigrés ou de chômeurs qui n'ont pas appris dans leur famille un italien décent.

Est-il possible d'imposer à une école privée d'accueillir aussi un enfant noir et culturellement en retard? Si l'école privée devait s'adapter au niveau de ces élèves régulièrement subventionnés par l'Etat, comment pourrait-elle rester une école d'élite?

Mais, même si l'on arrivait à cette situation d'égalité démocratique, nous savons très bien qu'il y a des écoles privées (je pourrais citer le Léon XIII de Milan, ou les jésuites chez qui a étudié, sans subir, à l'évidence, trop de pressions idéologiques, Piero Fassino⁶ qui cherchent à tout prix à maintenir un niveau d'excellence, et des écoles privées, de toutes tendances, qui sont spécialisées dans les diplômes faciles. De mon temps, l'Etat exerçait sur ces écoles un contrôle très fiscal et je me rappelle les difficultés des élèves du privé lors d'un examen d'Etat. Mais alors, s'il doit y avoir ce contrôle, des examens comme la *maturità*⁷ doivent devenir bien plus sévères qu'aujourd'hui, au moins autant qu'ils l'étaient de mon temps, avec une commission extérieure (à l'exception d'un seul examinateur de l'établissement) et un programme complet de trois ans, et avec les rêves angoissés qui nous ont accompagnés toute notre vie. Sinon, il pourrait arriver qu'on ait des générations d'ignorants, certains issus des écoles publiques désormais réservées au sous-prolétariat, et d'autres venus d'écoles privées aux mœurs d'escrocs, pour jeunes riches et paresseux.

Ce n'est pas tout. Admettons que tous ces inconvénients puissent être résolus par une loi qui sauvegarde également les droits des moins fortunés et qu'un petit Sénégalais italianisé puisse fréquenter, grâce au « bonus » de l'Etat, la plus fermée des écoles privées. Mais alors, pour l'égalité devant la loi de tous les citoyens (et de toutes les opinions, de toutes les confessions), chacun aura le droit d'organiser une école privée financée par les « bonus » de l'Etat. Les scolopes, bien sûr, et les jésuites, mais aussi les vaudois, ou une association de laïques qui créerait les lycées Siccardi ou Cavour, ou Ardigò⁸, où l'on formerait les enfants à un sain rationalisme, où l'on mettrait toutes les religions sur le même pied, où on lirait un peu du Coran, un peu de la Bible et un peu des textes bouddhistes et où l'on revisiterait l'histoire de l'Italie dans un esprit laïque. Ou que le parti de la Refondation communiste ouvre des écoles Feuerbach, s'inspirant d'une critique des préjugés religieux, ou que les franc-maçons regroupent des lycées Hiram, où l'on éduquerait les enfants aux principes spirituels et moraux de cette association. De toute façon, c'est l'Etat qui paie et chacune de ces entreprises (éventuellement avec l'aide de quelque sponsor) pourrait faire des

bénéfices.

Et puis nous sommes en démocratie: pourquoi interdire au révérend Moon et à monseigneur Milingo d'ouvrir leur propre lycée, tout comme il existe des écoles steinériennes? Et pourquoi prohiber un collège musulman ou interdire aux membres de diverses sectes sud-américaines de lancer les lycées Oxalà, où sont transmis les principes du syncrétisme afro-brésilien? Qui pourrait protester? Le Vatican, en demandant au gouvernement de rétablir l'autorité souveraine de l'Etat? Mais alors, on est ramenés au point de départ. Et même en admettant qu'on puisse mettre en place un contrôle par lequel l'Etat définit ce qui est ou non acceptable, pourrions-nous exclure une école qui transmettrait à ses élèves un scepticisme total envers les religions et une autre qui défendrait de sains principes fondamentalistes coraniques, à condition qu'elles respectent les heures réglementaires d'italien, d'histoire et de géographie?

Après quoi, nous aurions un pays de citoyens divisés en groupes ethniques et idéologiques, chacun avec sa propre formation, impossible à mettre en contact avec les autres. Mais ce ne serait pas une solution de sain multiculturalisme. Une société multiculturelle doit éduquer ses citoyens à connaître, reconnaître et accepter les différences, non à les ignorer.

Certains ont cité l'exemple de pays étrangers où la liberté de l'éducation régnerait souverainement. Mais on pourrait citer la France comme exemple opposé. Dans ce pays, si vous voulez devenir un grand commis de l'Etat, il vous faut passer par l'ENA ou par l'Ecole normale supérieure de la rue d'Ulm, et si vous voulez arriver à l'Ecole normale, vous devez passer par les grands lycées d'Etat, qui s'appellent Louis-le-Grand, Descartes, Henri-IV. Dans ces lycées, l'Etat se soucie de former ses citoyens à ce qu'on appelle «la République », c'est-à-dire un ensemble de connaissances et de valeurs qui doivent rendre égaux, du moins en théorie, un jeune né à Alger et un autre né en Normandie. Peut-être l'idéologie de « la République » est-elle trop rigide, mais elle ne peut être corrigée par son contraire, les catholiques avec les catholiques, les protestants avec les protestants, les musulmans avec les musulmans, les athées avec les athées et les Témoins de Jéhovah avec les Témoins de Jéhovah.

J'admets que, si on voulait laisser les choses en l'état où les veut aujourd'hui la Constitution, on n'éliminerait pas une certaine dose d'injustice: les riches continueraient à envoyer leurs enfants là où ils le veulent, éventuellement à l'étranger (les plus bêtes parmi les riches, on les enverrait dans une *high school* américaine) et les

pauvres resteraient confiés à l'école de tout le monde. Mais la démocratie, c'est aussi accepter une dose supportable d'injustice pour éviter de plus grandes injustices.

Voilà quelques problèmes qui naissent de l'affirmation, en soi évidente et indolore, selon laquelle les parents devraient pouvoir envoyer leurs enfants à l'école de leur choix. Si l'on n'affronte pas ces questions, le débat risque de se réduire à une bagarre entre catholiques intégristes et laïques bouffeurs de curés, ce qui ne serait pas bien.

1 *La Repubblica*, août 2001.

2 Ecrivain et journaliste non conformiste (Turin, 1893-1975) (N.d.T.).

3 Directeur de *La Repubblica* (N.d.T.).

4 Ex-président de Ferrari (N.d.T.).

5 Forme d'aide attribuée, sous le nom de «bonus», par les pouvoirs publics italiens à diverses catégories de personnes (par exemple, nouveau-nés, travailleurs acceptant de continuer à travailler bien qu'ayant atteint l'âge de la retraite...) (N.d.T.).

6 Secrétaire national des Démocrates de gauche (N.d.T.).

7 Equivalent italien du baccalauréat (N.d.T.).

8 Giuseppe Siccardi (1802-1857) est surtout connu pour avoir fait adopter en 1850 par le Parlement piémontais les lois qui portèrent son nom et qui prévoyaient notamment l'abrogation du for ecclésiastique et des sanctions contre l'inobservance des fêtes religieuses (dont il réduisit le nombre), ce qui annonçait la doctrine de Cavour: « Une libre Eglise dans un libre Etat ». Roberto Ardigò, né en 1828, fut d'abord prêtre puis rompit avec l'Eglise à 50 ans. Il fut l'un des principaux philosophes positivistes italiens. Il se suicida en 1920 (N.d.T.).

SCIENCE, TECHNOLOGIE ET MAGIE¹

Nous croyons vivre ce qu'Isaiah Berlin, qui l'avait décelé à ses débuts, avait défini comme *The Age of Reason*. Les ténèbres médiévales étant terminées, la pensée critique et la pensée scientifique elle-même ayant commencé avec la Renaissance, on estime que nous vivons aujourd'hui un âge dominé par la science.

A vrai dire, cette vision d'une domination désormais absolue de la mentalité scientifique, annoncée avec naïveté par l'*Hymne à Satan* de Carducci et, de façon plus critique, dans le *Manifeste du Parti communiste* de 1848, est défendue par les réactionnaires, les spiritualistes, les *laudatores temporis acti*, plus que par les hommes de science. Ce ne sont pas ces derniers qui peignent des fresques presque dignes de la science-fiction à propos d'un monde qui, oubliant les autres valeurs, ne se fonderait que sur la confiance dans les vérités de la science et le pouvoir de la technologie. Le modèle d'une époque dominée par la science est encore, dans la vision de ses ennemis, celui que proposait triomphalement Carducci dans l'*Hymne à Satan*:

*Au loin ton goupillon,
Prêtre, et tes chants!
Non, prêtre, Satan
Jamais ne retourne en arrière!...
Je te salue, ô Satan, ô rébellion,
Ô force vengeresse de la raison !
Que vers toi s'élèvent
Les encens et les vœux sacrés!
Tu as triomphé du Jéhovah
Des prêtres.*

Si on lit attentivement ce texte de 1863, on voit qu'y sont nommés comme héros sataniques contre la domination de la pensée religieuse les sorcières et les alchimistes, les grands hérétiques et les réformateurs, de Hus à Savonarole et Luther, mais aucun savant, pas même l'Italien Galilée qui aurait dû faire frémir le cœur anticlérical

et républicain de Carducci. Quand on en vient aux temps modernes, le héros, le symbole de la victoire de la raison sur la foi, est le train:

*Magnifique et horrible,
Un monstre s'élance,
Court les océans,
Court les terres:
Flamboyant et fumant
Comme les volcans,
Il franchit les monts,
Il dévore les plaines ;
Il survole les gouffres;
Puis il se cache,
Par des voies profondes,
Dans des antres inconnus
Et en ressort; et, indompté,
De rivage en rivage,
Comme celui d'une tornade,
Il lance son cri.*

C'est-à-dire que, pour Carducci aussi, amoureux des classiques mais pénétré de fureurs encore romantiques, le symbole de la victoire de la raison est un produit de la technologie, pas une idée de la science. C'est pourquoi, sur ce point précisément, une première distinction s'impose, entre la science et la technologie.

Les hommes d'aujourd'hui, non seulement espèrent mais attendent tout de la technologie et ne distinguent pas entre technologie destructrice et technologie productrice. L'enfant qui joue à *Star Wars* sur l'ordinateur, qui se sert du portable comme d'un appendice naturel des trompes d'Eustache ou lance son *chat* sur Internet, vit dans la technologie et ne conçoit pas que puisse exister un monde différent, un monde sans ordinateur et même sans téléphone.

Mais il n'en va pas de même s'agissant de la science. Les mass media confondent l'image de la science avec celle de la technologie et transmettent cette confusion à leurs utilisateurs qui tiennent pour scientifique tout ce qui est technologique, ignorant en effet quelle est la dimension propre de la science, dont la technologie est

certainement une application et une conséquence, mais certes pas la substance première.

La technologie est ce qui donne tout tout de suite, alors que la science procède lentement.

Paul Virilio nous parle de notre époque comme de l'époque dominée, je voudrais dire hypnotisée, par la vitesse; certes, nous vivons à l'époque de la vitesse, les futuristes l'avaient compris en avance; aujourd'hui, nous avons l'habitude d'aller en trois heures et demie d'Europe à New York en Concorde et les troubles du *jet lag* et les diverses panacées à base de mélatonine sont une conséquence de notre vie dans la vitesse. Mieux, nous sommes tellement habitués à la vitesse que nous nous énervons si l'e-mail ne s'ouvre pas tout de suite ou si l'avion a du retard.

Mais cette accoutumance à la technologie n'a rien à voir avec l'habitude de la science. Elle a plutôt quelque chose à voir avec l'éternel recours à la magie.

Qu'est-ce que c'était que la magie, qu'est-ce que cela a été au cours des siècles et qu'est-ce que c'est maintenant encore, même sous des apparences trompeuses? La présomption de pouvoir passer directement d'une cause à un effet par un court-circuit, sans effectuer les passages intermédiaires. Je pique une aiguille dans une statuette de l'ennemi et celui-ci meurt, je prononce une formule et je transforme le fer en or, j'évoque les anges et, par leur intermédiaire, j'envoie un message. L'abbé bénédictin Trithemius a été, au XV^e siècle, l'un des précurseurs de la cryptographie moderne: il élaborait ses systèmes de codification secrète pour instruire les gouvernants et les chefs d'armées, mais, afin de susciter l'intérêt pour ses découvertes et ses formules (aujourd'hui aisément réalisables grâce à un ordinateur, mais, pour son temps, assez géniales), il montrait que sa technique était en fait une opération magique grâce à laquelle on pouvait convoquer les anges qui, en une seconde, portaient au loin, et en secret, nos messages.

La magie ignore la longue chaîne des causes et des effets et, surtout, ne se soucie pas d'établir, par de multiples contrôles, s'il y a un rapport entre cause et effet. D'où la fascination qu'elle exerce, des sociétés primitives à notre radieuse Renaissance, et plus tard, jusqu'à la pléiade de sectes d'occultisme présentes sur Internet.

La confiance, l'espérance en la magie ne s'est absolument pas dissoute avec l'arrivée de la science expérimentale. Le désir de simultanéité entre cause et effet s'est transféré dans la technologie, qui semble fille naturelle de la science. Combien a-t-il fallu peiner

pour passer des premiers ordinateurs du Pentagone, de l'Elea d'Olivetti aussi grand qu'une salle (et l'on raconte qu'il a fallu des mois aux programmeurs d'Ivrea pour amener ce mastodonte à émettre les notes du *Pont de la rivière Kwai* – et ils en étaient très fiers) à notre ordinateur portable où tout a lieu en un instant? La technologie fait tout pour qu'on perde de vue l'enchaînement des causes et des effets.

Les premiers utilisateurs d'ordinateurs composaient en Basic, qui n'était pas le langage de la machine mais en laissait entrevoir le mystère (nous, les premiers utilisateurs de *personal computers*, nous ne connaissions pas le langage informatique mais nous savions que, pour obliger les « puces » à faire un travail déterminé, il fallait leur donner de laborieuses instructions en langage binaire). Windows a masqué même la programmation Basic: l'utilisateur appuie sur un bouton, accomplit le miracle, il se connecte avec un correspondant lointain, il obtient les résultats d'un calcul astronomique, mais il ne sait plus ce qu'il y a là-dedans (et pourtant, il y a quelque chose). L'utilisateur vit la technologie de l'ordinateur comme magie.

Il pourrait paraître étrange que cette mentalité magique survive à notre ère, mais, si nous regardons autour de nous, on voit que partout elle est triomphante. Aujourd'hui, nous assistons au *revival* de sectes sataniques, de rites synchrétistes qu'autrefois les anthropologues culturels allaient étudier dans les *favelas* brésiliennes et qu'aujourd'hui monseigneur Milingo exerce ou exerçait à Rome et non à Salvador de Bahia; même les religions traditionnelles tremblent devant le triomphe de ces rites et doivent composer, en ne parlant pas du mystère de la Sainte Trinité (la discussion théologique est, après tout, proche de la méthode de la science, quoique selon d'autres critères) et en trouvant plus commode de montrer l'action foudroyante du miracle.

La pensée théologique nous parlait du mystère de la Sainte Trinité, mais argumentait et argumente pour montrer que c'est concevable, ou bien que c'est insondable. La pensée du miracle nous montre au contraire le divin, le sacré, qui apparaît, ou qui est révélé par une voix charismatique et les masses sont invitées à se soumettre à cette révélation, et non aux laborieux syllogismes de la théologie.

Or, ce qui apparaît de la science à travers les mass média, ce n'est – je regrette de le dire – que son aspect magique, quand elle transparaît et, quand elle transparaît, c'est parce qu'elle promet une technologie miraculeuse.

Il y a parfois un *pactum sceleris* entre scientifique et mass media qui fait que le scientifique ne peut pas résister à la tentation ou croit de son devoir de communiquer une recherche en cours, parfois aussi dans le but de rassembler des fonds, mais voilà que la recherche est aussitôt diffusée comme découverte – au risque d'une grande déception quand on s'aperçoit que le résultat n'est pas encore prêt.

Des épisodes, nous en connaissons tous, de l'annonce indubitablement prématurée de la fusion froide aux avis continuels de découverte de la panacée contre le cancer. L'affaire Di Bella a été un triomphe de la confiance magique dans le résultat immédiat.

Il est difficile de faire savoir au public que la recherche est faite d'hypothèses, d'expériences de contrôle, de preuves de falsification. Le débat qui oppose la médecine officielle aux médecines alternatives est de ce type : pourquoi le public devrait-il croire à la promesse lointaine de la science quand il a l'impression d'avoir le résultat immédiat de la médecine alternative?

Récemment, le professeur Garattini, dans la revue du CICAP (Comité Italien pour le Contrôle des Affirmations sur le Paranormal), prévenait que lorsqu'on utilise un médicament et qu'on a une guérison en peu de temps, ce n'est pas encore la preuve que ce produit soit efficace. Il reste encore deux explications: que la rémission serait advenue pour des causes naturelles et que le remède n'aurait fonctionné que comme placebo, ou bien que la rémission aurait eu lieu plus tôt et que le médicament l'a retardée. Mais essayez donc de faire comprendre ces deux possibilités au grand public. La réaction sera l'incrédulité parce que la mentalité magique ne voit qu'un processus: le court-circuit toujours triomphant entre la cause présumée et l'effet espéré.

On se rend compte ici de la façon dont il peut arriver, et cela arrive, que l'on annonce des coupes sombres dans le budget de la recherche et que l'opinion publique reste indifférente. Elle aurait été choquée si l'on avait fermé un hôpital ou si le prix des médicaments augmentait, mais elle n'est pas habituée aux saisons longues et coûteuses de la recherche. Tout au plus pense-t-elle que les coupes dans la recherche peuvent amener quelque chercheur spécialiste du nucléaire à émigrer en Amérique (de toute façon, ce sont eux qui ont la bombe atomique), sans se rendre compte que ce sont précisément ces coupes budgétaires qui peuvent retarder la découverte d'un produit plus efficace contre la grippe ou pour la commercialisation d'une automobile électrique; et on n'établit pas non plus de rapport entre ces coupes budgétaires et l'enfant atteint de la maladie bleue ou de la poliomyélite parce que la chaîne des

causes et des effets est longue et non immédiate comme dans l'action magique.

Vous avez sans doute vu cet épisode d'« Urgences» dans lequel le docteur Green annonce à une longue file de patients qu'on ne donnera pas d'antibiotiques à ceux qui sont malades de la grippe parce que ça ne sert à rien. Il en était né une insurrection avec même des accusations de discrimination raciale. Le patient voit un rapport magique entre antibiotique et guérison; les médias lui ont dit que l'antibiotique guérit. Tout se limite à ce court-circuit. Le comprimé d'antibiotique est un produit technologique, reconnaissable en tant que tel. Les recherches sur les causes et les remèdes de la grippe concernent l'université.

J'ai esquissé un tableau inquiétant et décevant, parce qu'il est courant aussi que l'homme de gouvernement lui-même (qui parfois – voir certaines chroniques de la Maison-Blanche - consulte mages et astrologues) pense comme l'homme de la rue et non comme l'homme de laboratoire. J'ai été capable de faire ce tableau parce que c'est une réalité de fait mais je ne suis pas en mesure de trouver des remèdes.

Inutile de demander aux mass média d'abandonner la mentalité magique: ils sont condamnés à la garder, non seulement pour des raisons que nous appellerions aujourd'hui l'Audimat, mais aussi parce que le rapport qu'ils sont contraints d'établir entre cause et effet est de type magique. Il existe et il a existé, c'est vrai, des divulgateurs sérieux, mais même dans ce cas, le titre (à scandale, fatalement) l'emporte toujours sur le contenu de l'article et l'explication même prudente de la façon dont commence une recherche pour un vaccin définitif contre toutes les gripes apparaîtra nécessairement comme l'annonce solennelle que la grippe a été finalement vaincue (par la science? Non, par la technologie triomphante qui aura mis une nouvelle pilule sur le marché).

Comment doit se comporter le scientifique face à la demande pressante de promesses miraculeuses que lui adressent chaque jour les médias? Avec prudence, c'est évident, mais cela ne sert à rien, nous l'avons vu. Et il ne peut pas déclarer le black-out sur toute nouvelle scientifique parce que la recherche, par nature, est publique.

Je crois que nous devrions retourner sur les bancs de l'école. Il revient à l'école et à toutes les initiatives qui peuvent la remplacer, y compris les sites Internet fiables, d'éduquer lentement les jeunes à une juste compréhension des processus scientifiques. C'est la tâche la plus dure parce que le savoir transmis par les écoles se dépose

souvent dans la mémoire comme une suite d'épisodes miraculeux: Mme Curie qui rentre un soir et, à partir d'une tache sur une feuille de papier, découvre la radioactivité, le docteur Fleming qui jette un regard distrait sur de la mousse et découvre la pénicilline, Galilée qui voit osciller une lampe et on dirait que, d'un seul coup, il découvre tout, et même que la terre tourne, en sorte que nous oublions, devant son calvaire légendaire, que lui non plus, n'avait pas découvert *suivant quelle courbe* elle tourne. Comment pouvons-nous attendre de l'école une information scientifique correcte quand, aujourd'hui encore, dans bien des manuels et bien des ouvrages respectables, on peut lire qu'avant Christophe Colomb, les gens croyaient que la terre était plate, alors qu'il s'agit d'un faux historique, puisque déjà les Grecs de l'Antiquité savaient qu'elle était ronde, de même que les sages de Salamanque qui s'opposaient au voyage de Colomb, tout simplement parce qu'ils avaient fait des calculs plus exacts que les siens concernant la dimension réelle de la planète?

Et pourtant, une des missions de l'homme de science, en plus de la recherche sévère, est aussi la vulgarisation éclairée. Nous savons fort bien que, dans notre pays plus qu'ailleurs, le savant juge parfois qu'il n'est pas très valorisant de se consacrer à la vulgarisation, alors qu'Einstein, Heisenberg, jusqu'à l'ami Stephen Jay Gould, qui nous a récemment quittés, ont été des maîtres de la vulgarisation. Et pourtant, si l'on doit imposer une image non magique de la science, nous ne devons pas l'attendre des mass média; ce sont les hommes de science eux-mêmes qui devront la construire peu à peu dans la conscience collective, en commençant par les plus jeunes.

La conclusion polémique de mon intervention est que le prestige présumé dont jouit aujourd'hui le savant est fondé sur de mauvaises raisons et est, en tout cas, contaminé par l'influence conjuguée des deux formes de magie, traditionnelle et technologique, qui fascinent encore l'esprit du plus grand nombre.

Si on ne sort pas de cette spirale de fausses promesses et d'espérances déçues, c'est la science elle-même qui devra parcourir un chemin plus ardu.

Aux siècles du haut Moyen Age, Isidore de Séville, qui est pourtant passé à la postérité pour un grand crédule, auteur d'étymologies aujourd'hui risibles comme *lucus* venant de *non lucendo* et *cadaver* de *caro data vermibus*, avait toutefois—bien que sur la base d'informations imprécises qui lui venaient des temps d'Eratosthène — donné de façon presque exacte et certainement pas fantaisiste la longueur de l'équateur. Mais autour de lui évoluaient

des licornes, des monstres des forêts et, même si les hommes de science savaient que la terre était ronde, les artistes – pour des raisons variées et compréhensibles – la montraient, non seulement au commun des mortels mais aussi aux seigneurs, comme un disque plat avec Jérusalem en son centre, c'est-à-dire qu'ils l'aplatissaient pour des raisons symboliques et pour la commodité de l'exposé, comme le fait encore maintenant l'atlas De Agostini, mais c'était assez pour que la plupart des gens ne comprennent pas bien quelle forme elle avait.

Voilà: après des siècles de lumières, nous en sommes encore au même point qu'Isidore: les journaux parleront de nos colloques scientifiques mais, fatalement, l'image qui en résultera sera encore magique.

Devrions-nous nous en étonner? Nous nous entretenons encore comme aux siècles obscurs, entraînés par des fondamentalismes et des fanatismes incontrôlables, nous proclamons des croisades, des continents entiers meurent de faim et du sida cependant que nos télévisions nous représentent (de façon magique) comme un pays de cocagne, attirant ainsi sur nos plages des désespérés qui accourent vers nos banlieues dévastées comme les navigateurs d'autrefois vers les promesses de l'Eldorado, et vous devriez refuser l'idée que les gens simples ne savent pas encore ce qu'est la science et la confondent soit avec la magie de la Renaissance soit avec le fait que, pour des raisons ignorées, on peut envoyer une déclaration d'amour en Australie au prix d'une communication urbaine et à la vitesse de la foudre?

Il est utile, pour continuer à travailler chacun dans son domaine, de savoir en quel monde nous vivons, d'en tirer les conséquences, de devenir malins comme le serpent et non pas candides comme la colombe, mais au moins généreux comme le pélican, et d'inventer de nouvelles façons de donner quelque chose de vous à ceux qui vous ignorent.

En tout cas, il serait bon que la plupart des scientifiques se défient de ceux qui les honorent comme s'ils étaient la source de la vérité. En effet, ils les tiennent pour des magiciens qui, cependant, s'ils ne produisent pas immédiatement des effets vérifiables, seront considérés comme des bons à rien, tandis que les magiciennes, qui produisent des effets non vérifiables mais qui font de l'effet, seront honorées dans les talk-shows. Et ils ne devraient donc pas y aller, sinon ils seront identifiés à elles.

Permettez-moi d'emprunter à un débat judiciaire et politique une devise: résister, résister, résister. Et bon travail.

¹ Discours prononcé à Rome en novembre 2002, à la Conférence scientifique internationale présidée par Umberto Veronesi et consacrée à l'information scientifique. Publié ensuite dans *La Repubblica*.

II

CHRONIQUES D'UN RÉGIME

POUR QUI SONNE LE GLAS APPEL 2001 À UN RÉFÉRENDUM MORAL¹

Personne n'aimerait se réveiller un matin en découvrant que tous les journaux, *Il Corriere della Sera*, *La Stampa*, *Il Messaggero*, *Il Giornale*, etc., de *L'Unità* au *Manifesto*, hebdomadaires et mensuels compris, de *L'Espresso* à *Novella 2000*, sont passés sous le contrôle du même propriétaire, dont ils refléteraient fatalement les opinions. Nous aurions le sentiment d'être moins libres.

C'est pourtant ce qui se produirait si la coalition de centre-droit - le Pôle qui se dit des Libertés - remportait les élections. Le même patron serait propriétaire de trois chaînes de télévision, et aurait le contrôle politique de trois autres. Or, les six principales chaînes de télévision nationales forment davantage l'opinion publique que tous les journaux pris ensemble. Ce même homme possède déjà des revues et des quotidiens importants, et l'on sait ce qui se passe dans ces cas-là: d'autres journaux s'aligneraient sur les positions gouvernementales, soit par tradition, soit parce que leurs patrons trouveraient un intérêt à nommer des directeurs proches de la nouvelle majorité. Bref, on se trouverait sous un *régime de fait*.

Par *régime de fait*, il faut entendre un phénomène qui se produirait en soi, en admettant même que Berlusconi soit un homme parfaitement correct, que sa richesse ait été acquise de façon irréprochable, que son désir de servir son pays, au besoin contre ses propres intérêts, soit sincère. Imaginons qu'un homme se trouve en mesure de contrôler de fait toutes les sources d'information de son pays; serait-il un saint, il ne pourrait résister à la tentation de gérer cet ensemble selon la logique imposée par son système, et même s'il s'efforçait de résister à une telle tentation, ses collaborateurs se chargeraient d'administrer ce régime de fait. On n'a jamais vu, dans l'histoire d'aucun pays, un journal ou une chaîne de télévision entamer spontanément une campagne contre son propre patron.

Cette situation, désormais connue dans le monde comme l'anomalie italienne, devrait suffire à établir qu'une victoire du Pôle dans notre pays ne reviendrait pas - comme l'affirment de nombreux politologues - à une alternance normale entre la droite et la gauche, relevant de la dialectique démocratique. L'instauration

d'un régime de fait (qui, je le répète, s'instaure au-delà des volontés individuelles) ne relève d'aucune dialectique démocratique.

Afin de comprendre pourquoi la majorité des Italiens ne s'inquiète pas de notre anomalie, il faut d'abord déterminer qui sont les électeurs potentiels du Pôle. Ils se divisent en deux catégories. La première est l'Electorat Motivé, représenté par ceux qui adhèrent au Pôle par conviction. Une conviction identique à celle du militant délirant de la Ligue du Nord qui voudrait mettre les immigrés extracommunautaires – et dans la mesure du possible ceux qui viennent du sud de l'Italie – dans des wagons plombés; à celle de l'adhérent modéré de cette même Ligue qui entend défendre les intérêts particuliers de sa région, pensant qu'elle peut vivre et prospérer derrière un blindage, séparée du reste du monde; à celle de l'ex-fasciste qui, tout en acceptant (peut-être *obtorto collo*) l'ordre démocratique, veut défendre ses valeurs nationalistes et entreprendre une révision radicale de l'histoire du XX^e siècle; à celle de l'entrepreneur qui pense (à juste titre) que les éventuelles défiscalisations promises par le Pôle ne se feraient qu'en faveur des possédants; à celle des personnes qui, ayant eu maille à partir avec la justice, voient dans le Pôle une alliance qui freinera l'indépendance du ministère public, ou encore à celle des contribuables qui ne veulent pas que l'argent de leurs impôts soit dépensé dans les régions les plus défavorisées.

Pour tous ceux-là, l'anomalie et le régime de fait, s'ils ne sont pas vraiment les bienvenus, sont en tout cas un droit d'entrée pas cher leur permettant d'atteindre leurs buts – c'est pourquoi rien ne pourra les détourner de leur choix pris en toute connaissance de cause.

La seconde catégorie, que nous appellerons l'Electorat Fasciné, certainement le plus important, réunit ceux qui n'ont pas une opinion politique bien définie, mais dont le système de valeurs a été façonné par l'éducation insidieuse prodiguée depuis des années par la télévision, et pas seulement par les chaînes de Berlusconi. Ils ont un idéal de bien-être matériel et une vision mythique de la vie qui les apparente à ceux que nous regrouperons sous le terme général de Migrants Albanais. Le Migrant Albanais n'envisagerait même pas de venir en Italie si la télévision ne lui avait montré de l'Italie que *Rome ville ouverte*, *Les Amants diaboliques* ou *Paisà*. Il resterait au contraire le plus loin possible de cette terre infortunée. Il émigre parce que dans l'Italie qu'il connaît, une télévision riche et clinquante distribue généreusement de l'argent à ceux qui savent que le prénom de Garibaldi était Giuseppe, parce que l'Italie qu'il connaît est une Italie du spectacle.

Pour ces électeurs (qui, par ailleurs, selon les statistiques, ne lisent pas beaucoup de journaux, et encore moins de livres), peu importe que s'instaure un régime de fait qui chercherait non pas à diminuer, mais plutôt à augmenter la quantité de spectacle à laquelle ils sont habitués. Il serait donc risible de s'obstiner à vouloir les sensibiliser en leur parlant de conflits d'intérêts. Leur réponse est que Berlusconi peut bien s'occuper de ses propres intérêts, ils s'en moquent, tant qu'il défend les leurs.

Rien ne sert d'expliquer à ces électeurs que Berlusconi modifierait la Constitution, d'abord parce que cette Constitution, ils ne l'ont jamais lue, ensuite parce qu'ils ont entendu dire que la coalition de centre-gauche voulait également la modifier. Et qu'un article de la Constitution soit modifié leur importe peu. Souvenons-nous des dessins satiriques publiés par le journal *Candido* après que l'Assemblée constituante eut promulgué un article sur la protection du paysage italien, en le faisant apparaître comme une étrange et vaine invitation au jardinage. Que cet article anticipe les terribles préoccupations actuelles concernant la sauvegarde de l'environnement échappait non seulement au grand public, mais également à des journalistes bien informés.

Rien ne sert de répéter à grands cris à cet électorat que Berlusconi risque de museler les magistrats, car l'idée de la justice est associée à celle d'une menace et d'une intrusion dans les affaires privées. Ces électeurs affirment avec candeur qu'au moins, un chef de gouvernement déjà riche ne volera pas, car à leurs yeux la corruption se situe à l'échelle de millions ou de centaines de millions de liras, et non pas à celle astronomique de milliers de milliards. Ils pensent (à juste titre) que Berlusconi ne se ferait jamais corrompre par une enveloppe contenant le prix d'un trois-pièces avec salle de bains, ou celui d'une grosse cylindrée, mais pour eux (comme d'ailleurs pour la plupart d'entre nous) la différence entre dix mille et vingt mille milliards est imperceptible.

Qu'un Parlement contrôlé par la nouvelle majorité ait la possibilité de voter une loi qui, par toute une série de causes et d'effets difficilement compréhensibles, puisse rapporter au chef du gouvernement mille milliards de liras, reste étranger à leur notion commune de la propriété, de l'achat, de la vente ou de l'échange. A quoi bon parler à ces électeurs d'*offshore*, alors qu'ils peuvent tout juste espérer passer sur ces plages exotiques une semaine de vacances vol charter compris?

A quoi bon leur parler de *The Economist*, quand ils ignorent le nom et l'orientation politique de bien des journaux italiens, et qu'en

montant dans le train, ils achètent indifféremment une revue de gauche ou de droite du moment qu'ils voient une paire de fesses à la une? Cet électorat est insensible à toute critique, à l'écart de toute préoccupation concernant le régime de fait. Il est le produit de notre société, qui depuis des années exalte les valeurs du succès et de l'argent facile, le produit d'une presse et d'une télévision qui ne sont pas toujours de droite, le produit des défilés de mannequins élancés, des mères qui finissent par retrouver et serrer dans leurs bras leur fils émigré en Australie, des couples enfin reconnus par leurs voisins parce qu'ils ont exhibé leurs crises conjugales devant une caméra de télévision, du Sacré souvent transformé en spectacle, de l'idéologie selon laquelle il suffit de gratter pour gagner. Ajoutons à cela le peu d'intérêt médiatique que suscite la confirmation de ce que les statistiques démontrent, à savoir que la criminalité a diminué, alors qu'on donne largement à voir, avec un luxe de détails morbides, un crime atroce suggérant qu'il pourrait arriver la même chose à tout le monde le lendemain.

Cet Electorat Fasciné sera celui qui fera gagner le Pôle. L'Italie que nous aurons sera celle qu'il aura voulue.

Face à l'Electorat Fasciné et à l'Electorat Motivé de droite, le plus grand danger pour notre pays est cependant constitué par l'Electorat Démotivé de gauche (et l'on donne au mot « gauche » le sens le plus large du terme, du vieux républicain laïque au jeune membre de Refondation communiste, ou au catholique socialement actif qui ne fait plus confiance à la classe politique). C'est l'ensemble de ceux qui n'ignorent rien de ce qui vient d'être dit (et qui n'auraient nul besoin qu'on le leur répète), mais que le gouvernement sortant a déçus; ceux qui, par rapport à leurs espérances, jugent avec tiédeur ce qu'ils ont obtenu, et finissent par se châtrer pour contrarier leur femme. Pour punir ceux qui ne les ont pas contentés, ils feront gagner le régime de fait.

Leur responsabilité morale est énorme, et demain l'Histoire ne condamnera pas les drogués des séries télévisées, qui auront eu la série qu'ils voulaient, elle blâmera ceux qui, lecteurs de livres et de journaux, ne se sont pas encore rendu compte, ou essaient désespérément d'ignorer, que ces élections dans quelques jours ne sont pas des élections ordinaires, mais un Référendum Moral. S'ils refusent cette prise de conscience, ils seront voués au cercle des neutres et des lâches de l'enfer dantesque.

Contre la lâcheté, nous appelons aujourd'hui les indécis et les déçus à répondre à un appel très simple, qui ne les oblige pas à approuver toutes les considérations exprimées dans cet article, mais

seulement la phrase suivante: « Contre l'instauration d'un régime de fait, contre l'idéologie du spectacle, pour sauvegarder dans notre pays le pluralisme de l'information, nous considérons les prochaines élections comme un Référendum Moral auquel personne n'a le droit de se dérober. » Beaucoup verront là un appel à mettre en paix leur conscience et à prendre leurs responsabilités.

Car: «Aucun homme n'est une île... Ne demande jamais pour qui sonne le glas: il sonne pour toi. »

¹ Paru sur le site Internet *Golem l'Indispensable*. puis dans *La Repubblica*, mai 2001.

LA CAMPAGNE DE 2001 ET LES TECHNIQUES DES VÉTÉRANS DU COMMUNISME¹

La campagne électorale de la coalition de centre-droit, dite du Pôle des Libertés, a été si efficace que beaucoup se sont demandé quel était, non pas son secret, mais disons la clé de son système, son modèle. La première idée qui vient à l'esprit, c'est que le Pôle, et Berlusconi en particulier (seul visage qui apparaisse dans la campagne), suit un modèle publicitaire. Il s'appuie, par exemple, sur la diffusion incessante du même symbole, de quelques slogans faciles à mémoriser, et sur un choix de couleurs très judicieux, car très proche de celui de Windows. Les slogans ont le même caractère élémentaire que ceux des produits de grande consommation, à l'image des campagnes publicitaires qui n'attachent aucune importance à la crédibilité qu'on peut leur accorder. Personne ne croit réellement que tous les Italiens ont une cuisine Scavolini (malgré le slogan: «*Scavolini la cucina di tutti gli Italiani* »), ce qui serait d'ailleurs démenti par les statistiques, ou que telle lessive lave plus blanc que les autres (tout le monde sait qu'à partir d'un certain prix, les lessives de toutes les marques lavent plus ou moins de la même façon); et pourtant, au moment d'acheter, on sera plus sensible au produit dont on a mémorisé le slogan. C'est pourquoi il est absolument inutile (ou au mieux, simplement amusant) que les humoristes ou les hommes politiques fassent de l'ironie sur le «président ouvrier» ou sur «des retraites plus justes pour tous»: le slogan ne prétend pas être cru, mais uniquement retenu.

Si le modèle publicitaire fonctionne pour les affiches ou les autres types de communication promotionnelle, il ne saurait être utilisé dans l'arène parlementaire, par exemple, ni dans les médias, à l'approche des échéances électorales. On peut même remarquer une contradiction apparente entre le ton amical de la propagande et l'agressivité de l'action politique, et y déceler une erreur de tactique. Cette lecture me semble pourtant partielle. Si elle explique certains excès, menaces et promesses, elle n'explique pas tous les comportements de cette coalition, qui me semblent plutôt suivre, et de façon très cohérente, un autre modèle. Ce modèle n'est ni fasciste ni consumériste, il reprend les techniques des vétérans du communisme et, sous certains aspects, des soixante-huitards.

Que ceux qui sont en âge de le faire, essaient de se rappeler les tactiques et les stratégies de la propagande communiste de Togliatti. Aussi complexe qu'ait été la réflexion culturelle à l'intérieur du groupe dirigeant, le parti se présentait à l'extérieur avec des slogans simplifiés, efficaces et compréhensibles, répétés à tout propos. En premier lieu les attaques contre l'impérialisme capitaliste, cause de la pauvreté dans le monde, contre le Pacte atlantique considéré comme son bras guerrier, contre le gouvernement, valet des Américains, et contre la police, bras armé du gouvernement. Sans agir au niveau institutionnel, on s'efforçait de mettre en question la légitimité d'une magistrature qui condamnait les grévistes en lutte, mais pas leurs oppresseurs. Ou pour le moins, on établissait une nette distinction entre les bons magistrats – en général des juges de choc qui s'occupaient des droits des masses – et les mauvais qui ne condamnaient pas les illégalités de la classe dirigeante, mais se montraient sévères envers les protestations ouvrières. Il suffit de remplacer l'Amérique par le communisme et ses valets imbéciles, d'avoir à l'esprit les toges rouges, qui enquêtent sur les affaires de Berlusconi, et les « bonnes toges » (appelées à la rescousse chaque fois qu'il faut démontrer que l'accusation était infondée), pour s'apercevoir qu'il s'agit du même schéma.

En deuxième lieu, rappelons les slogans à usage immédiat (bien plus simplistes que le projet politique des communistes) : il suffit de penser aux interventions à la Pajetta², dans les Tribunes politiques, où malgré les subtilités dialectiques de l'orateur, l'idée centrale était tout simplement qu'il fallait « changer les choses ».

En troisième lieu, souvenons-nous de la capacité indubitable des communistes à s'emparer des valeurs communes pour en faire des valeurs partisans: ainsi, la campagne massive pour la paix, l'utilisation de certains termes comme « démocratique » (qui à la fin ne qualifiait plus que les régimes d'Europe de l'Est), la confiscation quarante-huitarde de l'image de Garibaldi. De même qu'aujourd'hui, celui qui crie dans un stade « *Forza Italia!* » ou parle de valeurs libérales et de liberté devient aussitôt un propagandiste du Pôle, à l'époque, quiconque voulait parler de paix et de pacifisme était immédiatement considéré comme un compagnon de route du PC – tout au moins jusqu'à ce que Jean XXIII ne reprenne l'idée de la paix comme une valeur non communiste dans son encyclique *Pacem in terris*.

Autre élément de la propagande et de la politique des vétérans du communisme (aussi bien au Parlement que dans la rue) : une extrême agressivité, ne serait-ce que verbale, qui qualifiait d'antipopulaire toute attitude divergente, tout en dénonçant

l'agressivité permanente des autres à l'égard des partis populaires. Ce comportement est passé par la suite, d'une manière bien plus sanglante, des mouvements insurrectionnels sud-américains (les Tupamaros, par exemple) aux terroristes européens, dont le projet (qui s'est révélé utopique) était de créer des provocations inacceptables pour quelque gouvernement que ce soit, afin qu'il déclenche une répression d'Etat qui serait alors ressentie comme intolérable par les masses. Mais, sans parler des mouvements violents, l'agressivité avec laquelle les radicaux de Panella ont dénoncé le complot des médias à leur encontre est devenue leur arme de choix. Ils ont fini par acquérir une large visibilité médiatique en se plaignant d'être bâillonnés par les médias. C'est en effet une méthode typiquement berlusconienne que de disposer d'un formidable appareil médiatique et de l'utiliser pour se plaindre de la persécution des médias.

Egalement typiques de la propagande communiste traditionnelle : l'appel au sentiment populaire (« des gens », comme on dit aujourd'hui), le recours à des manifestations massives avec chants et drapeaux rouges flottant au vent, la fidélité à la couleur-référence de fond (rouge à l'époque, bleue aujourd'hui), et enfin (si l'on en croit les analyses de la droite) l'occupation plus ou moins rampante des lieux de production culturelle (principalement les maisons d'édition et les hebdomadaires).

Il faudrait développer un discours plus complexe et plus subtil sur la « duplicité » de Togliatti, mais je laisse au lecteur le soin de découvrir par lui-même d'intéressantes analogies.

Alors que je parlais à quelqu'un des analogies en question, on m'a fait remarquer que, malgré son agressivité envers le gouvernement, le PC de l'époque classique avait soutenu plusieurs lois proposées par ses adversaires (de l'article 7 de la Constitution à de nombreuses réformes), tandis que le Pôle semble s'opposer systématiquement, parfois par un abstentionnisme méprisant, aux réformes du gouvernement qu'il pourrait pourtant soutenir en partie. Certes, Togliatti, après s'être rangé à l'idée que, à la suite des accords de Yalta, on ne pouvait (ou ne devait) plus penser à une solution révolutionnaire, avait accepté l'idée d'une longue marche à travers les institutions (dont le chapitre final serait, bien après sa mort, la fusion, ou « consociativisme »). En ce sens, la politique du Pôle ne ressemble pas à celle des vétérans du communisme. Mais voilà que vient se greffer sur le modèle de propagande, sur la stratégie et la tactique de la lutte politique du Pôle, un autre modèle, celui des groupes d'extrême gauche de 68.

De nombreux éléments du modèle soixante-huitard se retrouvent dans le Pôle. Tout d'abord, la désignation d'ennemis beaucoup plus subtils que les Etats-Unis, comme les multinationales, dont ils dénoncent le complot permanent. Ensuite, le refus de toute concession à l'adversaire, en le diabolisant systématiquement, quelles que soient ses propositions, le refus de tout dialogue, de toute confrontation (en n'acceptant jamais d'interviews de journalistes qui, de par leur fonction même, sont des valets du pouvoir). D'où le choix de rester perpétuellement sur l'Aventin, et hors du Parlement. Cette opposition à tout compromis était motivée par la conviction, sans cesse réitérée, de l'imminence de la victoire révolutionnaire. Il s'agissait de scier les nerfs d'une bourgeoisie culpabilisée, en lui annonçant inlassablement une victoire certaine sans aucun prisonnier et avec une attention particulière portée aux listes de proscriptions apparues sur les *dazibaos*. Imitant la technique du catcheur qui pousse des cris féroces pour terroriser son adversaire, on intimidait l'ennemi avec des slogans tels que «fascistes, bourgeois, vous n'en avez plus que pour quelques mois », et «ce n'est qu'un début... », ou on entamait sa crédibilité en criant « Imbécile, imbécile! ». La marche vers la conquête du pouvoir s'accompagnait de l'image triomphale de visages charismatiques, celui du Che, ou ceux de la triade Lénine, Staline, Mao Tsé-Toung.

Ces différents éléments pourraient apparaître comme de simples analogies, toutes les techniques de propagande ayant tendance à se ressembler, mais rappelons-nous combien de transfuges du vieux communisme et des groupes soixante-huitards ont rejoint les rangs du Pôle. Il n'est donc pas déraisonnable de penser que Berlusconi a prêté l'oreille à ces conseillers-là plutôt qu'aux publicitaires et aux responsables des instituts de sondage.

De plus, écouter les experts des rapports avec les masses semble particulièrement intelligent, puisque dans la géographie politique actuelle, le vrai parti de masse est le Pôle. Celui-ci, en effet, a su identifier, dans la désagrégation sociologique des masses telles qu'elles étaient pensées par le marxisme classique, de nouvelles couches populaires qui ne sont plus caractérisées par leurs revenus, mais par une vague appartenance commune à l'univers des valeurs médiatiques, et qui sont donc moins sensibles aux sollicitations idéologiques qu'aux sollicitations populistes. A travers la Ligue du Nord, le Pôle s'adresse à la petite bourgeoisie poujadiste du nord de l'Italie, à travers Alliance nationale aux masses marginalisées du Sud, qui votent depuis cinquante ans pour les monarchistes et les néofascistes, et à travers Forza Italia à la classe laborieuse d'autrefois, qui a accédé en grande partie au niveau de la petite

bourgeoisie, et dont elle partage les craintes: que ses privilèges ne soient menacés par les nouveaux *lumpen*. Un parti qui reprend les mots d'ordre de tous les mouvements populistes peut ainsi répondre à ses exigences : la lutte contre la criminalité, la diminution de la pression fiscale, la défense de l'individu contre les abus de pouvoir de l'Etat et de la capitale – source de tous les maux et notamment de la corruption –, la sévérité et le mépris envers tout comportement déviant.

Il ne faut pas négliger la matrice populiste de certains des arguments avancés par des personnes parfois de condition modeste pour expliquer leur attirance envers Berlusconi (il est riche, donc il n'aura pas besoin de voler; peu m'importe qu'il s'occupe de ses intérêts du moment qu'il s'occupe aussi des miens; un homme qui a su devenir si riche pourra également apporter le bien-être au peuple qu'il gouverne). On remarquera qu'il s'agit là de la persuasion typique du spectateur télé-dépendant (fréquenter des émissions de milliardaire donne de bonnes chances de devenir milliardaire à son tour), mais cette attitude plonge ses racines dans des croyances primitives, et peut-être archétypales. Rappelons-nous le «culte du cargo », phénomène religieux typique des populations océaniques entre le début du colonialisme et la fin de la Seconde Guerre mondiale : le spectacle des Blancs qui arrivaient sur leurs côtes en bateau ou en avion, déchargeant de la nourriture et autres marchandises merveilleuses (uniquement destinées, bien entendu, à l'envahisseur), faisait naître l'attente messianique d'un navire, dans les premiers temps, puis d'un avion cargo plus tard, qui apporterait les mêmes biens aux indigènes.

Identifier ces pulsions profondes dans son propre électorat, c'est ce que fait tout parti de masse qui adopte les mots d'ordre et les techniques offensives classiques. L'un des péchés originels de la gauche actuelle est peut-être de ne pas savoir accepter pleinement l'idée que l'électorat réel d'un parti se voulant réformiste n'est plus constitué de masses populaires, mais de couches émergentes, et de gens qui travaillent dans le tertiaire ou exercent une profession libérale (suffisamment nombreux, si l'on sait que c'est à eux qu'il faut s'adresser, et non pas à une classe ouvrière mythique).

L'une des découvertes de cette campagne électorale pourrait donc être que l'homme politique le plus « communiste » de tous est probablement Berlusconi. En réalité, les tactiques des vétérans du communisme et des soixante-huitards se ressemblent, mais elles servent un programme qui peut également convenir à divers secteurs de la Confindustria (confédération du patronat), comme le programme corporatiste en d'autres temps. Dans tous les cas, *avanti*,

o popolo!

¹ *La Repubblica*, avril 2001.

² Dirigeant du Parti communiste de l'après-guerre aux années soixante-dix.

SUR LE POPULISME MÉDIATIQUE

Se servir du peuple¹

Nous avons lu dans plusieurs journaux étrangers qu'on redoutait le moment où la présidence de l'Europe serait exercée par le Premier ministre italien. Les raisons en sont nombreuses, et nous les connaissons tous, mais si elles paraissent impressionner les citoyens de divers pays (craignant qu'un jour il ne se produise chez eux un phénomène semblable), un pourcentage encore important d'Italiens y reste en revanche indifférent. Le « régime » Berlusconi présente d'autres risques encore, et je veux m'arrêter en particulier sur l'un d'entre eux. Tout d'abord, cessons de diaboliser l'expression « régime », qui fait penser à chaque fois au régime fasciste - car même ceux qui critiquent le plus sévèrement le gouvernement admettent que Berlusconi n'organise pas de Chambre des faisceaux ni de corporations, qu'il n'oblige pas les jeunes gens à mettre des chemises noires, ni les journaux à fermer. « Régime » est un terme neutre qui signifie forme de gouvernement (on parle de pays à régime démocratique, démocrate-chrétien, républicain ou monarchique.)

Que Berlusconi ait une façon de gouverner bien à lui ne fait aucun doute. Parmi les caractéristiques de cette forme de gouvernement, je soulignerais une dangereuse tendance populiste. Je n'utilise pas le terme « populiste » au sens historique (le populisme russe) mais au sens courant; comme on parlait du populisme de Perôn et d'autres dirigeants sud-américains ou africains. Rappelons-nous que Berlusconi, alors qu'il n'était pas encore à l'abri de poursuites judiciaires et essayait d'entamer la crédibilité des magistrats, déclarait qu'en tant qu'élu, il ne voudrait pas être jugé par quelqu'un qui aurait accédé à cette fonction uniquement en passant un concours.

Si l'on prend cette affirmation au sérieux, je ne devrais pas me faire opérer de l'appendicite ou d'une tumeur par un chirurgien, je devrais refuser de confier mes enfants à des professeurs, et m'opposer à toute arrestation par des gendarmes, car ces diverses

personnes exercent leur autorité après avoir passé des concours et non pas à la suite d'élections populaires. Mais Berlusconi opposait précisément sa qualité d'élu du peuple à ceux qui (légitimés par un concours) devaient le juger pour des délits de droit commun, qu'il soit reconnu coupable ou innocent.

En réalité, le « peuple » comme expression d'une seule volonté et de sentiments identiques, telle une force quasi naturelle incarnant la morale et l'Histoire, n'existe pas. Il y a des citoyens aux idées multiples, et le régime démocratique (qui est le pire des régimes à l'exception de tous les autres, comme disait Churchill) consiste à confier le gouvernement d'un pays à ceux qui ont obtenu l'approbation d'une majorité. Non pas l'approbation du peuple, mais d'une majorité, qui dans un système uninominal n'est pas forcément due à un chiffre global, mais à une répartition des voix dans diverses circonscriptions. Les élus représentent les citoyens, de façon proportionnelle, au Parlement. Mais le pays n'est pas seulement constitué par le Parlement. Il existe une infinité de « corps intermédiaires » qui vont des pouvoirs industriels à l'armée, de certaines catégories professionnelles à la presse, etc. Dans la plupart des cas, ce sont des gens qui travaillent après avoir passé des concours, et dont personne n'a jamais mis l'autorité en doute sous prétexte que des experts avaient testé leurs connaissances pour leur permettre d'accéder à ces fonctions. Mieux encore, le concours (à condition qu'il ne soit pas truqué, mais les élections aussi peuvent être truquées) garantit que les représentants des corps intermédiaires sont qualifiés pour exercer leur métier. C'est grâce à des concours que les instituteurs et les professeurs d'histoire sont en droit d'affirmer que lorsque Berlusconi parle de « Romulus et Remulus », il se trompe, et c'est aussi en se fondant sur une autorité acquise par concours que la communauté médicale peut alerter la population sur la nocivité de tel ou tel médicament. Enfin, c'est par cette forme de concours qu'on appelle cooptation que sont légitimés les ministres eux-mêmes (le gouvernement), lesquels ne doivent pas être nécessairement des parlementaires élus, mais sont parfois choisis en raison de leurs compétences.

En appeler au peuple, en revanche, signifie construire une fiction : le peuple en tant que tel n'existant pas, le populiste est celui qui se crée une image virtuelle de la volonté populaire. Mussolini le faisait en rassemblant sur la piazza Venezia à Rome cent ou deux cent mille personnes qui l'acclamaient et, tels des acteurs, jouaient le rôle du peuple. On peut aussi créer l'image du consensus populaire en se servant des sondages, ou en évoquant simplement le fantasme d'un « peuple ». Ainsi, le populiste identifie ses propres

projets à la volonté du peuple et, s'il y parvient (comme c'est souvent le cas), transforme une bonne partie des citoyens, fascinés par une image virtuelle à laquelle ils finissent par s'identifier, en peuple, ce peuple qu'il a lui-même inventé.

Voilà les risques du populisme, que nous avons identifié et redouté lorsqu'il se manifestait dans d'autres pays, mais que, curieusement, nous avons du mal à percevoir lorsqu'il commence à s'imposer chez nous. Certains risques apparaissent peut-être plus clairement aux étrangers qu'aux populations (c'est-à-dire aux citoyens et non au peuple) concernées.

Diaboliser Berlusconi ?²

Si j'achète au kiosque tous les journaux disponibles, je m'aperçois que le front critique ne s'exerce que dans des journaux d'opposition, et en partie dans une presse qui, se voulant d'une certaine manière « indépendante », ne peut taire certains faits scandaleux. Mais il y a les lecteurs qui achètent les autres journaux, et qui restent absolument imperméables à ces critiques. Le risque est donc que l'antiberlusconisme devienne une activité de club, pratiquée par ceux qui sont déjà d'accord. Ainsi, la dénonciation (qui existe) de certains événements ne touche pas ceux de nos concitoyens auxquels nous demanderons de procéder à un examen de conscience sur la façon dont ils ont voté en 2001. C'est pourquoi la réaction de ceux qui, tout en étant dans l'opposition, invitent à cesser le jeu de massacre à l'encontre du Premier ministre, est compréhensible, bien que pas toujours justifiée. Ces critiques virulentes risquent en effet de se transformer en une conversation courtoise et amusée entre les membres d'un même cercle récréatif qui, se trouvant tous d'accord dans leur vertueuse réprobation, se persuadent d'avoir au moins sauvé leur âme.

D'où une première réflexion : le front critique envers le nouveau régime ne touche que le public qui n'a pas besoin de ces critiques.

Examinons de plus près le cas de notre malheureux pays. Chaque jour, on entend des réactions énergiques (provenant heureusement aussi de l'opinion publique d'autres pays européens, peut-être plus encore que du nôtre) contre les tentatives de coup d'Etat rampant de Berlusconi. La question de savoir si Berlusconi instaurait un « régime » est mal posée, le mot « régime » évoquant automatiquement pour nous le régime fasciste, et il est pour le moins honnête d'admettre que Berlusconi n'a pas aboli la liberté de

la presse ni le droit de vote et qu'il n'a pas envoyé les opposants dans le pénitencier de Ventotene.

Mais peut-être n'est-il pas encore clair que, le régime étant une forme de gouvernement en général, Berlusconi instaure jour après jour une forme de gouvernement fondée sur l'identification du parti, du pays et de l'Etat avec une série d'intérêts liés à des entreprises privées. Et cela sans recourir à des opérations policières, ni arrêter de députés, mais en procédant à une occupation progressive des médias les plus importants, ou en essayant de mettre la main - par toute sorte de montages financiers (heureusement pas toujours couronnés de succès) - sur les organes de presse encore indépendants, ou encore en utilisant les moyens adéquats pour obtenir des formes de consensus fondées sur des sollicitations populistes.

Face à ce processus, les affirmations suivantes ont été successivement avancées : (1) Berlusconi est entré en politique dans le seul but de bloquer ou de détourner les procès qui pouvaient le conduire en prison; (2) comme l'a dit un journaliste français, le PDG Berlusconi instaure un pédégisme ; (3) Berlusconi réalise son projet en se prévalant d'un appui électoral indiscutable, qui ôte à ses opposants l'arme du tyrannicide; dans leur rôle d'opposants, ceux-ci doivent donc respecter la volonté de la majorité, c'est-à-dire tenter de convaincre une partie de cette majorité de reconnaître et d'accepter comme vraies les considérations dont nous avons fait état; (4) Berlusconi, s'appuyant sur sa forte base électorale, fait approuver des lois conçues dans son intérêt personnel, et non pas dans celui du pays (voilà en quoi consiste le pédégisme); (5) Berlusconi, pour les raisons exposées ci-dessus, n'agit pas comme un homme d'Etat, ni comme un homme politique traditionnel, mais en vertu d'autres techniques, qui le rendent plus dangereux qu'un *caudillo* de jadis, car ces méthodes semblent conformes aux principes d'un régime démocratique ; (6) à partir de ces observations évidentes et documentées, on peut donc dire que Berlusconi a dépassé la phase du conflit d'intérêts pour réaliser progressivement une *convergence d'intérêts* absolue, puisqu'il fait accepter au pays l'idée que ses intérêts personnels coïncident avec ceux de la communauté nationale.

Il s'agit là certainement d'un régime, d'une forme et d'une conception de gouvernement dont l'efficacité est telle que les inquiétudes de la presse européenne, indépendamment de toute notion de pitié ou d'amour pour l'Italie, naissent simplement de la peur que le pays, comme dans un funeste passé, ne devienne le laboratoire d'expériences qui risqueraient de s'étendre à l'Europe

tout entière.

Le problème, cependant, est qu'à l'étranger aussi, l'opposition à Berlusconi part d'une conviction qui à mon avis est fautive. On considère en effet que, n'étant pas un homme d'Etat, mais un dirigeant d'entreprise qui entend simplement maintenir les équilibres précaires de sa coalition, Berlusconi n'a pas conscience qu'il dit une chose le lundi, et son contraire le mardi. Que par manque d'expérience politique et diplomatique, il est enclin aux gaffes, parle quand il devrait se taire, laisse échapper des déclarations sur lesquelles il est obligé de revenir le lendemain, confond ses propres affaires avec les affaires publiques au point de se permettre des plaisanteries de très mauvais goût sur son épouse devant des ministres étrangers, et ainsi de suite. En ce sens, le personnage de Berlusconi se prête à la satire. Ses adversaires se consolent parfois en pensant qu'il a perdu le sens de la mesure, et espèrent que, sans s'en rendre compte, il court ainsi à sa perte.

Je crois au contraire qu'il faut partir du principe suivant : en tant qu'homme politique d'un genre nouveau, disons postmoderne, Berlusconi met en pratique - justement par ses gestes les plus incompréhensibles - une stratégie complexe, adroite et subtile, qui témoigne d'une excellente maîtrise de soi, de sa grande intelligence opérationnelle (et, sinon d'une intelligence théorique, d'un instinct prodigieux de vendeur).

On est en effet frappé (et malheureusement amusé) par les *techniques de vente* auxquelles Berlusconi a abondamment recours. Il n'est pas nécessaire d'évoquer le fantôme de Vanna Marchi (« reine » du téléachat en Italie il y a quelques années, jusqu'à son arrestation pour fraude et abus de crédulité populaire), qui représentait la caricature de ces méthodes, cependant efficaces auprès d'un public sous-développé. Examinons par exemple la technique d'un vendeur d'automobiles. Il commencera par vous dire que la voiture qu'il vous propose est un vrai bolide, qu'il suffit d'effleurer l'accélérateur pour atteindre les deux cents à l'heure, qu'elle est conçue pour une conduite sportive. Mais dès qu'il saura que vous avez cinq enfants et une belle-mère invalide, il vous démontrera sans aucune transition qu'il s'agit d'une voiture idéale pour conduire en toute sécurité, qu'il est très facile de la maintenir à une vitesse de croisière des plus paisibles, qu'on ne peut trouver mieux pour transporter la famille. Puis, tout à coup il vous annoncera que si vous la prenez tout de suite, il vous fera cadeau des petits tapis dont elle est équipée. Le vendeur ne se soucie pas de la cohérence de son discours ; ce qu'il veut, c'est que parmi tous les thèmes abordés, il y en ait un qui vous touche particulièrement, il sait que vous réagirez à un seul de ses

arguments, et qu'à partir de là, vous oublierez les autres. Le vendeur vous mitraille donc avec tous les arguments possibles, sans s'occuper des contradictions de son discours. Il parle beaucoup, et avec insistance, pour vous empêcher de le contredire.

Berlusconi utilise une technique de vente qui est du même genre mais infiniment plus complexe. Il doit vendre du consensus, mais ne parle pas seul à seul à ses clients. Il lui faut tenir compte de l'opposition, de l'opinion publique - y compris à l'étranger -, des médias (qui ne lui appartiennent pas encore entièrement). Il a alors découvert un moyen de retourner leurs critiques en sa faveur.

Ce moyen consiste à faire des promesses, qui peuvent sembler bonnes, mauvaises ou neutres à ses partisans, mais qui doivent apparaître comme une provocation aux yeux des autres. Et il lui faut produire une provocation par jour, la plus inconcevable et inacceptable possible. Il peut ainsi occuper les premières pages des quotidiens, faire l'ouverture des journaux télévisés, et être toujours au centre de l'attention. La provocation sera telle que l'opposition ne pourra l'ignorer et sera contrainte de réagir énergiquement. Le fait de réussir à obtenir chaque jour une réaction indignée de l'opposition (et même de la part de ceux qui ne sont pas dans l'opposition, mais qui ne peuvent pas laisser passer des propositions qui bouleverseraient les fondements mêmes de la Constitution) permet à Berlusconi de convaincre son électorat qu'il est victime de persécutions (« vous voyez, quoi que je dise, on m'attaque »).

Le victimisme, qui semble contraster avec le triomphalisme des promesses berlusconiennes, est une technique fondamentale. Mais elle est typique de tout les populismes. En attaquant l'Ethiopie, Mussolini s'est attiré des sanctions, dont il s'est ensuite servi pour sa propagande, jouant sur l'idée d'un complot international contre notre pays. Il affirmait la supériorité de la race italienne, et s'efforçait de susciter un nouvel orgueil national en se plaignant du mépris que les autres pays manifestaient à l'égard de l'Italie. Pour justifier la conquête de l'Europe, Hitler soutenait que c'étaient les autres qui privaient le peuple allemand de son espace vital. C'est la tactique du loup avec l'agneau. Elle consiste, pour justifier tout abus de pouvoir, à dénoncer une prétendue injustice dont on serait soi-même l'objet. En définitive, le victimisme est l'un des nombreux moyens dont se sert un régime pour rassembler son front intérieur sur la base du chauvinisme : pour nous exalter, il faut démontrer que les autres nous détestent et veulent nous rogner les ailes. Toute exaltation nationaliste et populiste implique l'entretien d'un état de frustration continu.

Se plaindre quotidiennement d'un complot permet d'apparaître tous les jours dans les médias pour dénoncer l'adversaire. C'est une technique très ancienne, que connaissent bien les enfants : tu pousses un camarade de classe assis devant toi, il t'envoie une boulette de papier, et tu vas te plaindre auprès du professeur.

Autre élément de cette stratégie : pour créer des provocations à la chaîne, il ne faut pas que ce soit toujours toi qui parles. Tu dois laisser la voie libre à tes collaborateurs. Inutile de leur donner des ordres, si tu les as bien choisis, ils s'y mettront tout seuls, ne serait-ce que pour égaler leur chef. Plus ces provocations seront absurdes, mieux cela vaudra.

Peu importe que la provocation aille au-delà du crédible. Si tu affirmes, par exemple, que tu veux abolir l'article de la Constitution protégeant les paysages (par ailleurs les propositions d'augmenter la vitesse à cent cinquante à l'heure, ou les grandioses projets technologiques qui ne tiennent aucun compte des exigences écologiques, ne sont-ils pas la négation même de toute protection de l'environnement?), l'adversaire ne peut rester sans réagir, sinon il perdrait son identité et sa fonction d'opposant, garant de la démocratie. La technique consiste donc à lancer la provocation, à la démentir le lendemain (« vous m'avez mal compris ») et à en lancer immédiatement une autre, de façon à déclencher la réaction de l'opposition sur cette dernière, ce qui renouvellera l'intérêt de l'opinion publique, et fera oublier à tout le monde que la provocation précédente était un simple *flatus vocis*.

Une provocation inacceptable permet en outre d'atteindre deux autres objectifs essentiels. Le premier est qu'en fin de compte, la provocation, aussi excessive soit-elle, constitue toujours un ballon d'essai. Si l'opinion publique n'a pas réagi assez énergiquement, cela signifie que le moment venu, même la voie la plus outrancière pourrait être praticable dans un contexte plus serein. C'est la raison pour laquelle l'opposition est contrainte de réagir, même si elle sait qu'il s'agit d'une pure et simple provocation, car si elle se taisait, elle ouvrirait la porte à d'autres tentatives. L'opposition fait donc ce qu'elle est obligée de faire pour résister au coup d'Etat rampant, mais en agissant de la sorte, elle le renforce, car elle en suit la logique.

Le deuxième objectif de la provocation est ce que j'appellerais l'effet bombe. Comme je l'ai toujours dit, si j'étais un homme de pouvoir empêtré dans des affaires obscures, et si j'apprenais qu'une révélation allait bientôt mettre en lumière mes méfaits dans la presse, je n'aurais plus qu'une solution : je poserais ou ferais poser

une bombe à la gare, dans une banque, ou dans la rue à la sortie de la messe. Ainsi, je serais sûr que pendant au moins une bonne quinzaine de jours, les premières pages des quotidiens, l'ouverture des journaux télévisés seraient consacrées à l'attentat, et que la nouvelle qui m'inquiète, confinée dans les pages intérieures, passerait inaperçue - ou ne toucherait que superficiellement une opinion publique préoccupée par bien d'autres problèmes.

Un cas typique d'effet bombe a été l'insulte de Berlusconi à un député européen allemand, traité de kapo, suivie de celle de Stefani, membre de la Ligue du Nord, qui a qualifié les touristes allemands de chahuteurs éméchés. Gaffe incompréhensible, puisqu'elle provoquait un incident international juste au début de la présidence italienne de l'Europe? Pas du tout. Non seulement (ce qui était un effet collatéral) elle réveillait le chauvinisme latent d'une grande partie de l'opinion publique, mais elle sortait au moment même où la loi Gasparri était discutée au Parlement. Or, cette loi permettait aux chaînes de télévision berlusconiennes Mediaset d'enterrer définitivement la RAI (la télévision publique), tout en multipliant ses dividendes. Mais moi (et qui sait combien d'autres personnes dans le même cas), je ne m'en suis rendu compte que sur l'autoroute, alors que j'écoutais dans ma voiture la radio du Parti radical qui transmettait en direct les débats du Parlement. Les journaux consacraient alors des pages et des pages à la gaffe de Berlusconi, à la question du retour des touristes allemands en Italie, au problème lancinant de savoir si Berlusconi s'était vraiment excusé auprès de Schröder ou pas. L'effet bombe avait fonctionné à la perfection.

Il faudrait relire toutes les premières pages des journaux de ces deux dernières années pour calculer le nombre de fois où ces effets bombe ont été utilisés. Devant l'énormité de certaines déclarations - comme celle affirmant que les magistrats sont des cas psychiatriques -, la question qui se pose est : quelle nouvelle initiative cette bombe essaie-t-elle de faire passer au deuxième plan?

En ce sens, le PDG Berlusconi contrôle et dirige les réactions de ses adversaires, il les embrouille, et finit parfois par les utiliser pour démontrer qu'on veut sa perte, que tout appel à l'opinion publique est un coup bas *ad hominem*.

Enfin, cette stratégie de l'excès crée la confusion dans les médias mêmes qui devraient la critiquer.

Comment s'opposer à cette stratégie? Il y aurait un moyen, mais il

s'apparente à la suggestion de McLuhan, lequel, pour contrer les terroristes (qui se nourrissaient de l'écho médiatique de leurs actions et du malaise qu'elles créaient), proposait le black-out de la presse. Résultat, les médias auraient peut-être cessé d'être le porte-voix des terroristes, mais on serait alors entré dans un régime de censure. Or, c'est justement ce que les terroristes espéraient provoquer.

Il est facile de dire : réagis uniquement sur les cas importants (la loi sur les commissions rogatoires qui durcit les règles de l'entraide internationale, celle qui réduit les peines en cas de faux bilan, la loi Cirami qui permet de dessaisir un juge en cas de soupçons sur son impartialité, la loi Gasparri qui réforme le système audiovisuel, etc.), et si Berlusconi laisse entendre qu'il veut devenir président de la République, mets la nouvelle dans un entrefilet à la sixième page, par simple devoir d'information, sans entrer dans son jeu. Mais qui accepterait un tel pacte? Certainement pas les journaux d'opposition, car ils se retrouveraient immédiatement à droite de la presse « indépendante ». Ni la presse indépendante elle-même, pour la simple raison que ce pacte impliquerait qu'elle prend une position explicite par rapport au gouvernement. Sans compter que cette décision serait inacceptable pour tout média, lequel manquerait à son devoir/ intérêt, qui est de profiter du moindre incident pour produire et vendre des nouvelles, des nouvelles croustillantes et alléchantes. Si Berlusconi insulte un parlementaire européen, on ne peut pas reléguer l'information dans les faits divers ou les entrefilets sur les mœurs du temps, car on perdrait les milliers d'exemplaires que rapporte le battage autour d'un événement savoureux, avec des pages et des pages d'opinions divergentes, d'interprétations, de ragots, d'hypothèses, de réactions mordantes.

S'il est vrai que, Berlusconi menant le jeu, l'opposition doit suivre ses règles, l'opposition devrait reprendre l'initiative en retournant ces règles à son avantage.

Cela ne signifie pas que l'opposition devrait cesser de « diaboliser » Berlusconi. On a vu que si elle ne réagit pas à ses provocations, elle les cautionne d'une certaine manière, et manque ainsi à son devoir institutionnel. Mais cette fonction de réaction critique aux provocations devrait être réservée à une partie des forces d'opposition, qui devrait s'y employer à plein temps, et s'exprimer dans des circuits alternatifs. S'il est vrai que les médias échappant encore au contrôle berlusconien ne touchent que les gens déjà convaincus, et que la plus grande partie de l'opinion publique est exposée à des médias asservis, il ne reste plus qu'à passer par-dessus les médias. A leur façon, les *girotondi* (rondes de protestation autour

de bâtiments symboliques) ont été un élément de cette nouvelle stratégie, mais si un ou deux *girotondi* font grand bruit, on finit par se lasser d'une suite interminable de farandoles. Il est impossible de dire au journal télévisé que ce même journal télévisé a occulté une information. Il faut donc revenir à des tactiques de distribution de tracts, de cassettes vidéo, au théâtre de rue, au tam-tam sur Internet, à une communication sur des écrans mobiles situés à différents endroits de la ville, et à toutes les inventions que la nouvelle imagination virtuelle peut suggérer. Etant donné qu'on ne peut parler à l'électorat mal informé par l'intermédiaire des médias traditionnels, il convient d'en inventer d'autres.

Parallèlement, dans le cadre de l'action plus traditionnelle des partis, des interviews ou de la participation à certains programmes de télévision (mais en surprenant l'adversaire par des déclarations inattendues), l'opposition doit lancer ses *propres* provocations.

Qu'est-ce que j'entends par provocations d'opposition? La capacité de concevoir des plans de gouvernement sur des problèmes auxquels l'opinion publique est sensible, et celle de lancer des idées sur l'organisation future du pays, de telle sorte que les médias soient obligés de leur donner une importance au moins égale aux provocations de Berlusconi.

Dans un esprit purement machiavélique (nous sommes en politique), je pense que, sans renoncer à notre dignité, il serait possible de lancer des idées provocatrices, dont l'écho dépasserait de très loin leurs possibilités de réalisation. Pour prendre un exemple, publier un projet de loi que la gauche au pouvoir voudrait immédiatement faire approuver, selon lequel il serait interdit qu'une seule personne possède plus d'une chaîne de télévision (ou plus d'un journal et une chaîne), constituerait une véritable bombe. Berlusconi serait obligé de réagir, cette fois de façon défensive et non offensive, servant ainsi de porte-voix à ses adversaires. Ce serait lui qui déclarerait l'existence d'un conflit (ou d'une convergence) d'intérêts, et il ne pourrait en attribuer le mythe à la volonté perverse de ses adversaires. Il ne pourrait pas non plus accuser de communisme une loi antimonopole qui viserait à faciliter l'accès à la propriété privée des médias.

Sans se lancer dans des hypothèses de science-fiction, un simple plan de contrôle de l'augmentation des prix due à l'euro toucherait également de près ceux qui ne sont pas sensibles à la question des conflits d'intérêts.

Bref, il s'agirait de lancer continuellement et de façon positive des propositions qui laissent entrevoir à l'opinion publique une autre

façon de gouverner. Des propositions qui mettent la majorité au pied du mur, en l'obligeant à se prononcer pour ou contre. Elle serait ainsi contrainte de discuter et de défendre ses propres projets, de justifier ses propres défaillances et ne pourrait plus se retrancher derrière des accusations générales à l'égard d'une opposition querelleuse. Si vous dites aux gens que le gouvernement n'aurait pas dû faire ceci ou cela, ils ne savent pas forcément si vous avez tort ou raison. En revanche, si vous leur dites ce que vous voudriez faire *vous*, votre idée peut frapper l'imagination et éveiller l'intérêt d'un grand nombre de personnes qui se demanderont peut-être pourquoi la majorité ne le fait pas.

Pour mettre en œuvre une telle stratégie, cependant, il faudrait que l'opposition soit unie, car il est impossible d'élaborer des projets acceptables et séduisants pour les électeurs, si on passe ses journées dans des luttes intestines. On entre là dans un autre univers, l'obstacle insurmontable étant cette tradition séculaire qui a toujours amené les divers courants de gauche à traquer leurs hérésies internes, en faisant passer l'exigence de ces luttes fratricides avant la bataille unie contre l'adversaire.

Pourtant, ce n'est qu'en dépassant cet écueil que l'on peut envisager un sujet politique susceptible d'attirer l'attention des médias par des projets provocateurs, et battre ainsi Berlusconi en utilisant, du moins en partie, ses propres armes. Si l'on n'entre pas dans cette logique, qui peut sembler déplaisante mais qui est la logique de l'univers médiatique dans lequel nous vivons, il ne reste plus qu'à organiser des manifestations contre les métiers à tisser.

Les yeux du Duce³

La semaine dernière, c'était mon anniversaire et, en compagnie des amis intimes qui étaient venus me le souhaiter, j'ai évoqué le jour de ma naissance. Bien que doté d'une excellente mémoire, je ne me souviens pas de ce moment, mais j'ai pu le reconstituer à travers les récits que mes parents m'en ont fait. Il paraît donc que, lorsque le docteur m'eut extrait du ventre de ma mère, il lui présenta l'admirable fruit de ses entrailles, en s'exclamant : - Regardez ces beaux yeux ! On dirait le Duce ! Ma famille n'était ni fasciste ni antifasciste – comme une bonne partie de la petite bourgeoisie italienne, elle considérait la dictature comme une donnée

météorologique - mais sans aucun doute, pour un père et une mère s'entendre dire que le nouveau-né avait les yeux du Duce, c'était quand même une sacrée émotion !

Aujourd'hui, rendu sceptique par les années, j'ai tendance à croire que ce bon gynécologue disait la même chose à chaque mère, à chaque père - et quand je me regarde dans la glace, je me découvre plutôt semblable à un grizzly qu'au Duce, mais peu importe. Mes parents ont été heureux d'apprendre que je ressemblais à Mussolini.

Je me demande ce que pourrait dire de nos jours un gynécologue voulant flatter une femme qui vient d'accoucher. Que le produit de sa gestation ressemble à Berlusconi ? Il se référerait plutôt à des personnalités du showbiz et de la télévision, affirmant que le nourrisson a le regard pénétrant de tel animateur de talk-shows, l'air malin de tel présentateur d'émissions de variétés, le sourire de tel comédien, etc.

Chaque époque a ses mythes. Celle où je suis né avait pour mythe l'Homme d'Etat, celle d'aujourd'hui a pour mythe l'Homme de Télévision. Avec l'aveuglement propre à la culture de gauche, on a interprété l'affirmation de Berlusconi (selon laquelle personne ne lit les journaux, alors que tout le monde regarde la télévision) comme une nouvelle gaffe méprisante. Il n'en était rien : c'était un acte arrogant, mais ce n'était pas une idiotie. Si l'on ajoute tous les tirages des journaux italiens, on atteint un chiffre plutôt dérisoire par rapport au nombre de ceux qui ne regardent que la télévision. En outre, si l'on estime qu'une partie seulement de la presse italienne est encore critique par rapport au gouvernement actuel, tandis que toute la télévision, publique et privée, est devenue la voix du pouvoir, Berlusconi avait sacrément raison. Le problème est le contrôle de la télévision, les journaux peuvent toujours écrire ce qu'ils veulent.

C'est une donnée de fait, et les données de fait sont par nature indépendantes de nos préférences.

Je suis parti de ces prémisses pour suggérer qu'à notre époque, s'il doit y avoir une dictature, ce sera une dictature médiatique et non politique. Cela fait presque cinquante ans qu'on écrit que dans le monde contemporain, à l'exception de quelques pays reculés du Tiers-Monde, pour faire tomber un gouvernement, il n'est plus nécessaire d'aligner des tanks, mais qu'il suffit d'occuper les stations de radio (le dernier à ne pas l'avoir compris est Bush, leader tiers-mondiste qui est arrivé par erreur à gouverner un pays hautement développé). Aujourd'hui, ce théorème est démontré.

La différence entre un régime de type fasciste et un régime médiatique est que sous le régime fasciste, les gens savaient que les journaux et la radio transmettaient uniquement les communiqués du gouvernement, et qu'on n'avait pas le droit d'écouter Radio-Londres sous peine de prison. C'est pourquoi, sous le fascisme, les gens se méfiaient des journaux et de la radio, écoutaient Radio-Londres le plus bas possible, et ne se fiaient qu'aux nouvelles murmurées de bouche à oreille, aux médisances. Dans un régime médiatique où, disons, dix pour cent de la population a accès à la presse d'opposition, alors que le reste reçoit les informations d'une télévision contrôlée, on est persuadé que les divergences sont acceptées (il y a des journaux qui s'expriment contre le gouvernement, la preuve en est que Berlusconi s'en plaint toujours, donc la liberté existe). D'autre part, l'effet réalité produit par l'information télévisée implique que l'on sait et que l'on croit uniquement ce qui est montré sur l'écran (si j'apprends qu'un avion est tombé, l'événement est d'autant plus vrai que je vois les sandales des morts flotter, et peu importe que ce soient éventuellement les sandales d'un désastre précédent, provenant d'images d'archives).

Une télévision contrôlée par le pouvoir ne doit pas nécessairement censurer les informations. Bien sûr, des tentatives de censure de la part des esclaves du pouvoir apparaissent, la plus récente ayant heureusement eu lieu a posteriori (*ex post*, selon l'expression de ceux qui disent *un petit instant* et « *pool* » *position*). Dans ce dernier cas (la fameuse émission d'Enzo Biagi⁴, on a estimé qu'il était inadmissible d'avoir dit du mal du chef du gouvernement à la télévision (oubliant que dans un régime démocratique, dire du mal du chef du gouvernement est un droit et un devoir, sinon on est sous une dictature). Mais ce sont là les épisodes les plus visibles (et qui seraient risibles s'ils n'étaient pas tragiques). Le problème est que l'on peut instaurer un régime médiatique *en positif*, en ayant l'air de tout dire. Tout est dans la façon de le dire.

Si aucune chaîne de télévision ne transmettait ce que Piero Fassino⁵ pense de telle ou telle loi, les spectateurs soupçonneraient que la télévision passe certains sujets sous silence, car on sait qu'une opposition existe quelque part. La télévision d'un régime médiatique use, elle, d'un artifice rhétorique qui se nomme « concession ». Prenons un exemple. Si l'on pose la question : convient-il ou pas d'avoir un chien chez soi ? il y a environ cinquante raisons pour et cinquante contre. Les raisons pour sont que le chien est le meilleur ami de l'homme, qu'il peut aboyer si des voleurs arrivent, qu'il serait adoré des enfants, etc. Les raisons contre sont qu'il faut le sortir tous les jours, qu'il coûte cher en nourriture et en vétérinaire, qu'il n'est

pas facile de l'emmener en voyage... En admettant que l'on veuille prendre le parti des chiens, l'artifice de la concession est le suivant : « Il est vrai que les chiens coûtent cher, qu'ils représentent un esclavage, qu'on ne peut pas les emmener en voyage (et les adversaires des chiens sont conquis par notre honnêteté), mais il ne faut pas oublier qu'on ne peut trouver meilleure compagnie, qu'ils sont adorés des enfants, nous défendent contre les voleurs, etc. » Il s'agirait là d'un discours convaincant en faveur des chiens. Contre les chiens, on pourrait concéder que, c'est vrai, les chiens sont de merveilleux compagnons, qu'ils sont adorés des enfants et montent la garde contre les voleurs, mais il faudrait ajouter les arguments opposés, c'est-à-dire qu'ils représentent un esclavage, des dépenses, une gêne pour les voyages. Il s'agirait là d'un discours convaincant contre les chiens.

Voici comment procède la télévision. Lorsque l'on discute une loi, on l'énonce, puis on donne aussitôt la parole à l'opposition, avec tous ses arguments. Ensuite, interviennent les partisans du gouvernement qui contestent ces objections. L'effet de persuasion est évident : c'est celui qui a parlé le dernier qui a raison. Regardez attentivement tous les journaux télévisés et vous verrez que c'est bien la stratégie employée : il n'arrive jamais qu'après la présentation d'un projet, ce soient les partisans du gouvernement qui parlent les premiers, et que les objections de l'opposition viennent après. C'est toujours le contraire.

Un régime médiatique n'a pas besoin d'envoyer ses adversaires en prison. Il ne les réduit pas au silence en les censurant, mais en faisant entendre leurs raisons *en premier*.

Comment réagir face à un régime médiatique, étant donné que pour réagir, il faudrait justement avoir accès aux médias que ce régime contrôle?

Tant que l'opposition, en Italie, ne saura trouver une solution à ce problème et qu'elle continuera à se délecter de ses conflits internes, Berlusconi sera le grand vainqueur.

Tuez donc les petits oiseaux⁶

Au sujet des caractéristiques du « régime » que Berlusconi est en train d'instaurer de façon lente et progressive, il peut être utile de clarifier certains concepts tels que conservateur, réactionnaire, fasciste, et ainsi de suite. Le réactionnaire considère qu'il y a une

sagesse ancienne, un modèle traditionnel d'ordre social et moral, auquel il faut revenir à tout prix, en s'opposant à toutes les supposées conquêtes du progrès, des idées libéral-démocrates jusqu'aux technologies et aux sciences modernes. Le réactionnaire n'est donc pas un conservateur, mais plutôt un révolutionnaire qui va « en arrière ». Au cours de l'Histoire, il y a eu de grands réactionnaires, dont les théories ne présentaient aucun point commun avec les idéologies fascistes propres au XX^e siècle. Et même, par rapport aux théories réactionnaires classiques, le fascisme était « révolutionnaire-moderniste », il exaltait la vitesse et la technique moderne (voire les futuristes), même s'il a développé ensuite un syncrétisme puéril qui lui était propre.

Le conservateur n'est pas un réactionnaire, encore moins un fasciste. Il suffit de penser à Churchill, par exemple, dont les idées étaient libérales et antitotalitaires.

Le populisme, en revanche, est une forme de régime qui passe par-dessus les médiations parlementaires, pour établir un rapport plébiscitaire immédiat entre le leader charismatique et les foules. Le populisme consiste à en appeler aux opinions et préjugés considérés comme ancrés d'une manière viscérale dans les masses (sentiments qu'on peut qualifier de poujadistes). Ainsi Berlusconi, lorsqu'il fait appel à des sentiments profonds et « sauvages », ou affirme qu'il est juste de frauder le fisc, que les hommes politiques sont tous des voleurs, qu'il faut se méfier de la justice parce que c'est elle qui nous met en prison.

Un conservateur sérieux et responsable n'encouragerait jamais les citoyens à ne pas payer leurs impôts, car cela remettrait en question le système qu'il entend précisément conserver.

Certaines questions soulèvent des prises de position qui vont au-delà des courants politiques, comme la peine de mort. Elle peut être aussi bien défendue que combattue par les conservateurs ; en général, les réactionnaires, attachés aux mythes du sacrifice, de la réparation, du sang comme élément purificateur (voir Joseph de Maistre), s'y déclarent favorables. La peine de mort peut être un bon argument pour un populiste qui joue sur les inquiétudes du citoyen moyen devant des crimes atroces. Les régimes communistes ne l'ont jamais remise en cause.

La question de l'environnement est différente : le thème de la préservation de la Terre Nourricière, même au prix de l'élimination de l'espèce humaine, est ultra-réactionnaire, mais un conservateur

responsable (pas Bush, qui doit répondre aux attentes de puissances industrielles soucieuses d'un développement à tout prix) peut se battre pour la défense de l'environnement autant qu'un révolutionnaire d'extrême gauche.

Un populiste peut être favorable au respect de l'environnement, mais il doit composer avec le « peuple ». Au cours des siècles passés, le monde paysan respectait l'environnement à sa façon, cultivant et déboisant sans se préoccuper des conséquences écologiques. Ce n'est pas que les paysans d'autrefois respectaient mieux le milieu naturel que ceux d'aujourd'hui, c'est qu'à l'époque il y avait tant de bois et de forêts que leur destruction ne posait pas de problème. Une déclaration démagogique telle que « Chacun a le droit de construire sa maisonnette où il le veut, sans être lié par des contraintes écologiques » peut donc remporter un certain succès populaire.

Prenons un autre exemple : les droits des chasseurs. La chasse est une pratique et une passion populaires, qui se fonde sur des sentiments ataviques. La société admettant l'élevage des poulets, des bovins et des porcs pour les tuer et les manger, admet aussi que dans des réserves ad hoc, loin de l'habitat, à des saisons précises, certains aillent tuer, en guise de passe-temps, des espèces comestibles dont la reproduction est préservée. Impossible de revenir sur cette pratique, ou de la limiter, car ce serait toucher aux pulsions ancestrales et aux aspirations du « peuple profond », qui se méfie de toute critique ou réforme des traditions et qui est le bouillon de culture de toutes les dérives poujadistes.

Désertter le Parlement

Au moment où Berlusconi annonçait à la RAI le désengagement présumé de l'Italie en Irak, je me trouvais à Paris pour l'ouverture du Salon du Livre. J'ai donc eu l'occasion de parler de la situation italienne avec des Français, qui ont la particularité de ne jamais comprendre exactement ce qui se passe chez nous - et souvent, avec quelque raison.

Première question : pourquoi votre président du Conseil a-t-il annoncé une décision aussi grave dans une émission de télévision et non pas au Parlement - où il aurait peut-être dû demander un avis ou un accord ? J'ai expliqué que c'est typique du genre de régime médiatico-populiste que Berlusconi instaure : un rapport direct s'établit entre le Chef et le Peuple, à travers des moyens de communication de masse, ce qui prive le Parlement de son autorité

(le chef n'a pas besoin d'aller chercher une approbation à la Chambre, qui n'a donc plus qu'un rôle de notaire).

Les questions se sont multipliées les jours suivants, lorsque, après les sévères réprimandes de Bush et de Blair, Berlusconi a affirmé n'avoir jamais dit qu'il retirerait les troupes italiennes d'Irak. Comment peut-il se contredire ainsi? me demandaient mes interlocuteurs. J'ai expliqué que c'est là tout l'intérêt du populisme médiatique. Si l'on déclare une chose au Parlement, elle est enregistrée dans les archives et on ne peut plus nier l'avoir dite. En faisant sa déclaration à la télévision, en revanche, Berlusconi a aussitôt obtenu le résultat voulu (gagner une certaine popularité dans un but électoral); ensuite, lorsqu'il a affirmé n'avoir jamais rien déclaré de semblable, d'un côté il a tranquilisé Bush et de l'autre, il n'a pas perdu l'approbation qu'il avait obtenue; la nature des mass media veut en effet que ceux à qui ils s'adressent (et qui ne lisent pas les journaux) oublient le lendemain le sens de la déclaration qu'ils ont entendue la veille, et en conservent la simple impression positive laissée par les propos de Berlusconi.

Mais, ont observé mes interlocuteurs, les Italiens ne se rendent pas compte qu'en agissant ainsi, Berlusconi - et l'Italie avec lui - perdent leur crédibilité non seulement aux yeux de Chirac ou de Schröder, mais également de Blair et de Bush? Non, ai-je répondu, seuls s'en aperçoivent les Italiens qui lisent des journaux, or ils ne sont qu'une minorité. Les autres écoutent les informations télévisées, lesquelles ne donnent que les nouvelles qui conviennent à Berlusconi. Voilà ce qu'est le régime du Populisme Médiatique.

Oui au populisme, non à la rue⁸

Au rassemblement international « Pour l'amitié entre les peuples », appelé par le mouvement catholique Communion et Libération à Rimini, le président du Sénat Marcello Pera a mis la population en garde, affirmant que la politique ne se faisait pas « dans la rue », mais dans les endroits consacrés, c'est-à-dire au Parlement. Par ces mots, il exprimait une forte irritation de la majorité à l'égard de certaines manifestations de l'opposition comme les *girotondi* (rondes de protestation).

Bien que respectable, cette opinion contredit cependant l'esprit des démocraties occidentales comportant trois pouvoirs - législatif, exécutif, judiciaire - et dans lesquelles le siège des débats politiques est le Parlement, mais où l'on reconnaît aussi aux citoyens (qui sont

d'ailleurs ceux qui élisent les membres du Parlement) le droit de contrôler les différents pouvoirs de l'Etat, d'en juger l'action, de la stimuler, et enfin de manifester un éventuel mécontentement quant à la conduite des affaires publiques. La voix de l'électorat ne peut se manifester uniquement le jour du vote. Elle doit se faire entendre aussi au Parlement et au gouvernement, transmettre un signal, une sollicitation, entre autres parce que le mécontentement populaire donne des indications utiles pour les élections suivantes (c'est aussi l'utilité des sondages, qui autrement ne seraient qu'une forme de pression illégitime).

Qu'il soit bien clair que cette voix de l'électorat n'a rien à voir avec la « volonté populaire » à laquelle se réfère le populisme. Le populisme est un appel direct au peuple (ou l'interprétation présumée de la volonté populaire) qui vient d'en haut, tandis que les manifestations de rue représentent non pas une vague « vox populi », mais l'expression libre de groupes, partis, associations de citoyens.

Comment se manifeste l'opinion de l'électorat? A travers l'action de différents leaders d'opinion, de journaux, d'associations, de partis, mais également par son action dans la rue. Comprendons-nous bien : si par manifestation de rue, on entend une insurrection de sans-culottes qui détruisent tout, alors il s'agit d'une révolution ou d'émeutes, et c'est très différent. Mais les démocraties connaissent une infinité d'autres manifestations de rue, pacifiques, qui ne sont pas nécessairement totalitaires ou déferlantes, mais de simples témoignages d'opinions ou de revendications.

Il suffit, par exemple, d'aller devant le Parlement anglais, ou dans n'importe quelle ville américaine, pour voir des groupes de citoyens qui brandissent des pancartes et scandent des slogans, essayant ainsi de sensibiliser les passants à leur cause, ou de se rendre à Hyde Park, où des messieurs perchés sur une estrade improvisée haranguent l'assistance. Mais dans les villes italiennes aussi, on trouve des endroits consacrés où les gens se réunissent pour discuter des faits politiques du jour. Parfois, ces manifestations de rue peuvent être imposantes, comme celle de Washington en 1969, contre la guerre du Vietnam, qui a secoué le pays. Elles peuvent être de droite ou de gauche, et l'on se souviendra de la marche des quarante mille à Turin, qui en plein milieu des luttes syndicales exprimait la position des cols-blancs, ou les manifestations de rue des « majorités silencieuses », les défilés des partisans de la coalition de centre-droit et les célébrations celtiques de la Ligue du Nord.

On ne comprend pas pourquoi seules les manifestations syndicales - au motif négligeable sur le plan juridique qu'elles rassemblent des

millions et non pas des centaines de personnes, ou les *girotondi*, parce qu'ils sont pittoresques - devraient être ressenties comme plus antidémocratiques que le comportement de Pannella, qui s'enchaîne ou boit son urine en public.

Certes, dans les manifestations de rue, la quantité compte. Mais « quantité » n'est pas un terme péjoratif, car c'est sur la quantité (à défaut de critères plus sûrs) que se fonde la démocratie, où ce sont les plus nombreux qui gagnent. La rue, lorsqu'elle se comporte de façon non violente, est l'expression de libertés civiques, et nous considérons comme des dictatures les pays dans lesquels ces manifestations sont interdites, ou ne sont que des simulacres, comme les immenses rassemblements de la piazza Venezia, à Rome, sous le fascisme. Ceux-ci étaient discutables, non pas en raison de leur importance, mais parce que toute contre-manifestation de l'opposition était interdite.

Interrogeons-nous à présent sur la nature du Rassemblement de Rimini. Ce n'est pas une séance parlementaire, ni un séminaire de spécialistes. Comme les fêtes communistes de l'Unità, et plus encore, parce que ce meeting a lieu dans le centre même de la ville, c'est une manifestation « de rue » légitime comme les autres, et qui a un impact politique certain.

Or, précisément, où le président du Sénat a-t-il prononcé sa harangue contre la rue ? Dans la rue, lors d'une manifestation qui se déroulait en dehors du Parlement et qui entendait exprimer les opinions d'une partie des citoyens. Et la condamnation de la rue dans la rue, c'est comme si un moraliste sévère, voulant condamner l'exhibitionnisme, se présentait sur le parvis de la cathédrale, ouvrait soudain son imperméable et exhibait son membre en criant « Ne faites jamais ça, compris? »

Comment passer un contrat avec les Romains⁹

En 64 avant J.-C., Marcus Tullius Cicéron, orateur déjà célèbre mais « homme nouveau », car étranger à la noblesse, décide de poser sa candidature comme consul. Son frère Quintus Tullius écrit à son usage un petit manuel, dans lequel il lui donne des conseils pour mener à bien son entreprise¹⁰. Dans son introduction à l'édition italienne, Furio Colombo livre une réflexion polémique sur la « première république ».

Cette république romaine, en effet, ressemble beaucoup à notre

deuxième république, par ses vertus (très rares) et par ses défauts. L'exemple de la Rome antique, pendant plus de deux millénaires, n'a cessé d'exercer une profonde influence sur les visions successives de l'Etat. Comme le rappelle Colombo, ce modèle de la plus ancienne république romaine a inspiré les auteurs des *Federalist Papers*, qui ont tracé les lignes fondamentales de la future Constitution américaine, et qui voyaient en Rome plus qu'en Athènes un exemple encore actuel de démocratie populaire. Avec davantage de réalisme, les néoconservateurs qui entourent Bush s'inspirent de l'image de la Rome impériale, et par ailleurs, une grande partie des débats politiques actuels se réfère aussi bien à l'idée d'Empire qu'à celle de *pax americana*, référence explicite à la *pax romana*.

Sauf que l'image de la compétition électorale qui ressort des vingt petites pages de Quintus est beaucoup moins vertueuse que celle qui avait inspiré les fédéralistes du XVIII^e siècle. Quintus ne conçoit pas du tout un homme politique qui s'adresserait à son électorat en présentant un projet courageux, un homme prêt à argumenter et à proposer de grands desseins. Tout débat d'idées est totalement absent de ce texte; il y est même recommandé de ne pas se compromettre en abordant les problèmes politiques, afin de ne pas se faire d'ennemis. Le candidat rêvé de Quintus doit seulement « paraître » fascinant, rendre des services à certains, en promettre à d'autres, ne jamais dire non à personne, car il suffit de laisser penser qu'on fera quelque chose. Les électeurs ont la mémoire courte, et ils auront vite oublié les anciennes promesses.

La campagne électorale est considérée comme un spectacle purement formel, où les idées et la personnalité du candidat comptent beaucoup moins que la façon dont il apparaît aux autres. Comme l'écrit Quintus, bien que les qualités naturelles aient une certaine importance, le problème est de faire disparaître la nature derrière les apparences.

Par ailleurs, « la flatterie est détestable lorsqu'elle rend quelqu'un pire qu'il n'était, mais... elle est indispensable à un candidat, dont l'attitude, le visage, la façon de s'exprimer, doivent changer à chaque fois pour s'adapter aux pensées et aux désirs de ceux qu'il rencontre ». Naturellement, il faut faire en sorte « que toute ta campagne électorale soit solennelle, brillante, fastueuse, tout en restant populaire... Dès que tu le peux, arrange-toi pour que naissent contre tes adversaires quelques soupçons... de scélératesse, de débauche ou de gaspillage ». De bons conseils, en somme, qui semblent avoir été écrits aujourd'hui, et on voit immédiatement pour qui.

La démocratie ne serait-elle donc que cela?, une forme de conquête de la faveur publique, reposant uniquement sur une mise en scène et une stratégie de la tromperie? La démocratie est sans aucun doute cela aussi, et il ne saurait en être autrement, puisque c'est un système qui impose d'arriver au pouvoir par le consensus, et non par la force et la violence. Mais n'oublions pas que ces conseils pour une campagne électorale entièrement « virtuelle » sont donnés à un moment où la démocratie romaine est déjà en pleine crise. Peu après, César prendra le pouvoir grâce à l'appui de ses légions, établira de fait le principat, et Marcus Tullius Cicéron paiera de sa vie le passage d'un régime fondé sur le consensus à un régime fondé sur le coup d'Etat.

On ne peut donc s'empêcher de penser que la démocratie romaine a commencé à mourir lorsque ses hommes politiques ont compris qu'il n'était pas nécessaire de prendre les programmes au sérieux, mais qu'il suffisait de s'appliquer à paraître sympathique à leurs (comment dire?) téléspectateurs.

1 *L'Espresso*, juillet 2003.

2 *Micromega*, septembre 2003.

3 *La Repubblica*, janvier 2004.

4 Enzo Biagi, journaliste de presse et de la télévision publique estimé, qui présentait depuis 1995 l'émission d'actualité « Il Fatto » sur RAI 1. A la veille des élections, Enzo Biagi a invité le comédien et réalisateur Roberto Benigni, qui n'a pas épargné ses sarcasmes contre Berlusconi. Biagi a aussitôt été accusé par le président du Conseil d'avoir voulu peser sur les élections. Après maintes polémiques, l'émission a disparu de la grille des programmes en juin 2002 (N.d.T.).

5 Secrétaire national des Démocrates de gauche (N.d.T.).

6 *L'Espresso*, mars 2004.

7 *L'Espresso*, mars 2005.

8 *L'Espresso*, août 2002.

9 *L'Espresso*, juillet 2004.

10 Quintus Tullius Cicéron, *Manuel de campagne électorale*, trad. et présenté par Jean-Yves Boriaud, Arléa, Paris, 1996.

LES ÉTRANGERS ET NOUS

Ordures et bananes¹

Certains journaux étrangers ont publié des articles exprimant des doutes sur les aptitudes du candidat numéro un du Pôle des Libertés (coalition de centre-droit) à gouverner son pays. Que le candidat numéro un ait traité ces journaux d'ordures, est dû à un mouvement d'irritation bien compréhensible. D'ailleurs il est d'usage dans notre pays, lorsqu'une dame refuse nos attentions, de la qualifier de femme de petite vertu.

D'autres voix, cependant, se sont fait entendre, qui considéraient l'ingérence de la presse étrangère dans nos affaires nationales déplacée. Le sénateur Agnelli, par exemple, aurait déclaré que les journaux étrangers se sont adressés à notre électorat comme si nous étions une république bananière.

Le sénateur Agnelli n'est pas seulement un lecteur attentif de journaux, il entretient avec la presse des relations plus profondes. Il lui est donc probablement arrivé de lire au fil des ans dans la presse italienne (y compris dans son journal *La Stampa*) des articles peu complaisants sur les comportements de Clinton, les gaffes diplomatiques de Bush, les scandales touchant des proches de Mitterrand, le cas Tapie, le pouvoir exorbitant de Bill Gates, la conduite pas toujours irréprochable des membres de la famille royale britannique, la politique de Sharon, ainsi que des jugements extrêmement sévères sur Milosevic ou Haider.

Il me semble que dans aucun de ces cas (à l'exception des deux derniers peut-être), les étrangers n'ont fait de remontrances formelles, jugeant « indues » ces interférences dans leurs affaires nationales, et s'ils l'avaient fait (tout en se permettant des critiques à notre égard), alors nous aurions pu en effet nous considérer comme une république bananière. Pourquoi les journaux italiens peuvent-ils donc (à juste titre) exprimer des jugements sur la politique des autres pays, alors que les journaux des autres pays ne pourraient faire la même chose avec nous?

En suivant ce genre de raisonnement, on en arrive à penser que si un magistrat nous accuse, il est l'agent d'un complot, alors que s'il nous acquitte (ou juge que le délit est prescrit), il est vertueux et intègre. Comme si quelqu'un disait (et nous pourrions en arriver là) que *The Economist* est une ordure à cause de sa position très critique envers le candidat du Pôle des Libertés, et que *The Times* au contraire est un journal modèle en raison de son indulgence à son égard. Où en arriverions-nous si nous tombions dans une telle barbarie?

La littérature et la politique sont deux choses différentes, mais je n'ai jamais entendu parler d'un écrivain (aussi irritable soit-il) qui, après avoir été éreinté par le supplément littéraire du *New York Times*, ait traité cette respectable publication d'ordure, ou ait affirmé avoir été victime d'un complot démocratico-plouto-judaïque. Car nous aurions alors considéré que son ego était atteint d'éléphantiasis.

Certes, il y a des pays où l'on interdit la vente des journaux étrangers qui disent du mal de leur gouvernement, et où les journaux locaux censurent toute référence à ces accusations. Mais on les définit comme des pays totalitaires, et certains d'entre eux sont bel et bien des républiques bananières.

Soit dit en passant, pourquoi être si méprisant envers les républiques bananières? Elles ont des gouvernements avec lesquels il doit être très facile de traiter, si l'on se réfère aux respectables personnalités qui entretiennent avec elles des relations commerciales très lucratives et transfèrent leur capitaux sur leurs rivages.

Ramer à contre-courant²

Après les élections de 2002, certains journaux étrangers ont dénoncé notre président du Conseil, notamment lorsqu'il lançait des affirmations imprudentes sur la supériorité occidentale, ou avançait certaines lois qui ont induit ces journalistes - barbares puisqu'ils parlent des langues étranges et inconnues - à soupçonner le nouveau gouvernement de poursuivre des intérêts privés à travers des actes officiels. Les réactions ont été extrêmement vives, la ligne suivie par Berlusconi et certains de ses porte-parole étant plus ou moins la suivante : ces journaux sont de gauche, influencés par des hommes de la gauche italienne qui les incitent à écrire des articles diffamatoires contre notre pays.

C'est ainsi que s'est dessinée l'image, obstinément divulguée, des principaux ténors de l'opposition appelant des directeurs de journaux - éventuellement conservateurs - en Espagne, en France et en Grande-Bretagne, pour les inviter à écrire des articles contre M. Berlusconi. Ces journalistes se mettraient au garde-à-vous, diraient oui mon capitaine, tremperaient leur plume dans le venin, et hop, s'en prendraient au pauvre homme qu'il conviendrait de diaboliser (et qui l'a été en effet).

Cette « fable » révèle une vision assez mafieuse de la presse internationale. Mais c'est seulement aujourd'hui que nous voyons à quel point elle correspond à l'idée que se fait Berlusconi de ses rapports avec les médias - car aujourd'hui, le chef du gouvernement ordonne clairement au conseil d'administration et au directeur de la RAI de licencier les journalistes, disons, réticents à le porter aux nues.

Essayons, cependant, de nous montrer indulgents. Admettons que le complot dénoncé par Berlusconi ait existé et qu'il existe encore, que chaque correspondant étranger en Italie soit plus ou moins sous la coupe de la gauche. Dans ce cas, si l'opposition a ce pouvoir sur les quotidiens du monde entier, et de toute obédience politique, ne conviendrait-il pas, pour le prestige international de l'Italie, de la remettre immédiatement au pouvoir?

Mais il y a pire encore. Au-delà des jugements formulés, il est apparu que Jospin et Chirac, au cours de leur campagne électorale, ont choisi Berlusconi et la situation italienne comme terme négatif de comparaison. Autrement dit, pour obtenir des voix, ils ont promis de ne pas suivre les traces de Berlusconi : « Attention, je suis quelqu'un de bien, je ne ferai jamais dans mon pays ce que Berlusconi fait en Italie », semblaient-ils promettre.

Ce procédé n'est pas nouveau. De nombreux hommes politiques ont mené leur campagne électorale en assurant qu'ils ne feraient pas comme les dirigeants de l'Union soviétique, ou comme Haider, qu'ils n'étaient pas nazis, ni staliniens, qu'ils n'avaient pas d'aspirations autoritaires, qu'ils ne voulaient pas que leur pays s'abaisse au niveau de ceux d'Amin Dada, François Duvalier, Saddam Hussein, etc. Que Jospin, socialiste, ex-trotskiste - et protestant de surcroît - choisisse Berlusconi comme exemple négatif n'est pas une surprise. Jospin appartient (du point de vue des partis gouvernementaux) à une internationale communiste. Mais cette fois, c'est Chirac, le représentant peut-être le plus typique de la droite européenne (après Thatcher), qui entre dans la ronde. Chirac dit aux siens : «

Votez à droite parce que nous ne ferons pas comme Berlusconi. »

L'idée que des membres de l'opposition aient pris leur téléphone pour suggérer à Chirac de faire leur jeu, n'est donc plus défendable. C'est du délire, comme on dit aujourd'hui.

Il me vient alors un doute, qui, je l'espère, viendra aussi à de nombreux partisans du Pôle des Libertés. Notre président du Conseil ne ferait-il pas exactement et inlassablement tout ce qu'un président, quelle que soit sa couleur politique, ne devrait pas faire? Chacun de nous, chef d'entreprise, commerçant ou écrivain, essaie d'agir de son mieux pour que l'Italie apparaisse sous son meilleur jour à l'étranger. Pourquoi le président du Conseil rame-t-il à contre-courant?

*Il y a loin des paroles aux actes*³

Les Américains viennent de provoquer un grand débat en annonçant que l'Italie participerait avec eux à la guerre en Irak. Ici, en Italie, tout le monde est tombé des nues, y compris le président du Conseil, qui a tenté d'apporter quelques nuances (puisque ce genre de décision doit être pris au Parlement). Coup d'éclat de Bush pour forcer la main à l'Italie? Pas du tout. La question relève de l'anthropologie culturelle.

Il est très difficile de définir les Américains : certains descendent des vieux pionniers anglo-saxons et protestants, d'autres sont juifs, italiens, irlandais, polonais, portoricains, etc. Ce qui fait pourtant des Etats-Unis une nation, c'est que tous ont assimilé un principe fondamental qui crée au moment opportun une identification patriotique. Ce principe est très simple : voilà un pays qui me donne de quoi vivre et qui me permet même, si j'en suis capable, de devenir riche. Je dois donc accepter ses règles de vie en société. Je n'ai pas dit « respecter ses lois », parce que, aux Etats-Unis aussi, il existe des hors-la-loi, des gangsters, des financiers véreux et des laissés-pour-compte, des marginaux, des clochards, des gens qui vivent dans des caves. Mais eux aussi, même s'ils essaient de se tirer d'affaire en violant la loi, s'efforcent d'observer les règles de la vie en société.

Ainsi, par exemple, au guichet de la gare ou au supermarché, ils font la queue sans histoires. On respecte la file d'attente, même si la personne qui se trouve devant les autres occupe l'employé ou le vendeur pendant une heure. Elle a tous les droits, les gens

bougonnent mais ne protestent pas. Je me rappelle un jour où mon avion en provenance du Middle West était arrivé en retard à l'aéroport La Guardia de New York. J'avais tout juste le temps de sauter dans un taxi pour me rendre à l'aéroport Kennedy et m'envoler vers l'Italie. Il y avait une queue monstrueuse à la station de taxis, et j'ai vu que je n'y arriverais jamais. En désespoir de cause, je suis allé voir les premiers dans la file d'attente et j'ai dit : « Messieurs-dames, j'ai très peu de temps pour arriver à Kennedy et m'envoler vers l'Europe pour des raisons très urgentes. Seriez-vous assez aimables pour me laisser passer le premier? » Je n'ai jamais vu de visages aussi stupéfaits de ma vie : c'était la première fois que ça leur arrivait. Ils sont restés ébahis et m'ont fait un geste m'autorisant à passer. Ils ont dû penser que ma maison était en train de brûler, avec mes enfants à l'intérieur. J'ai pris le premier taxi, en remerciant, et je me suis rendu compte que j'avais commis presque un sacrilège et que personne n'avait osé protester. La file d'attente, là-bas, est quelque chose de sacré.

Une autre règle fondamentale veut que l'on dise toujours la vérité, et qu'en premier lieu, on suppose que ce que vous dites est vrai. Si vous êtes convié quelque part, et que vous répondez que vous êtes occupé, ceux qui vous ont invité s'excusent et ne vous demandent plus rien. En revanche, il serait inconcevable d'accepter, et ensuite de ne pas y aller. On ne ment pas à l'inspecteur du fisc - vous vous rappellerez peut-être qu'Al Capone est allé en prison non pas à cause du massacre de la Saint-Valentin, mais parce qu'il avait menti au fisc, et que Nixon a perdu son poste parce qu'il avait raconté un mensonge.

Cette confiance des Américains (à nos yeux naïve) a des aspects grotesques. Un jour, en Amérique, j'avais perdu ma carte de crédit et, comme je ne savais pas où m'adresser, un de mes amis, qui résidait aux Etats-Unis et était expert en la matière, a pris les choses en main, se mettant en contact avec le service adéquat. Mais l'employée qui avait répondu au téléphone lui a demandé s'il était Mister Eco : elle ne pouvait donner suite au remplacement de ma carte que si Mister Eco lui parlait en personne. Mon ami m'a passé le téléphone, j'ai assuré être Mister Eco *in person*. L'employée m'a cru et j'ai obtenu une nouvelle carte dans la journée. Naturellement, n'importe qui aurait pu se faire passer pour moi au téléphone, mais c'était inconcevable, et cette femme n'a pas pensé un seul instant que j'aurais pu lui mentir.

On comprend mieux ce qui s'est passé avec Bush. Notre président du Conseil, comme d'habitude généreux en promesses, lui a sans doute dit en dialecte milanais : « Ne t'inquiète pas, *ghe pensi mi* (je

m'en occupe), vous avez notre appui. » Et Bush y a cru. Non pas que lui-même ne sache mentir lorsqu'il parle à ses concitoyens, mais il s'agit alors de communication de masse calquée sur les principes publicitaires, et dans la publicité, on a le droit de mentir. Lorsqu'il s'agit d'engagements réciproques, ou face à l'autorité, en revanche, on ne peut pas. Bush ne sait pas que chez nous, on dit par politesse « appelle-moi et voyons-nous » ou « viens donc dîner un de ces jours à la maison », même si nous n'avons aucune envie de revoir l'interlocuteur en question. Berlusconi a promis quelque chose et Bush a cru qu'il parlait sérieusement, alors que notre président du Conseil prononçait des paroles en l'air, en partant du principe que *verba volant*.

Voilà pourquoi je disais qu'il s'agit d'anthropologie culturelle. En politique aussi, on devrait savoir qu'à l'étranger, il existe des règles différentes des nôtres.

C'est le Texas, mon pote !⁴

Un sondage est paru en Amérique sur les cent meilleures répliques de l'histoire du cinéma (ou celles dont les gens se souviennent le mieux). Naturellement, cette enquête ne concerne que le cinéma américain. C'est la réplique « *Frankly, my dear, I don't give a damn* » (« Franchement, ma chère, c'est le cadet de mes soucis ») qui a gagné - dite par Clark Gable à Vivien Leigh à la fin d'*Autant en emporte le vent*. Je ne peux que m'en réjouir, de même que j'approuve la présence dans cette liste de certaines répliques de *Casablanca* et d'une phrase de *Yankee Doodle Dandy* (*La Parade de la gloire*) où un James Cagney des grands jours conclut le spectacle en présentant sa sympathique famille : « *My mother thanks you. My father thanks you. My sister thanks you. And I thank you.* » Ça n'a l'air de rien, mais ceux qui s'en souviennent se sentiront parcourus d'un délicieux frisson en pensant à ce film culte.

Je suis frappé par deux absences. Tout d'abord, celle d'un film intitulé *Deadline USA* (*Bas les masques*), sur la liberté de la presse. A la fin, répondant au téléphone à quelqu'un qui cherche à l'intimider par des menaces pour l'empêcher de publier une information, Humphrey Bogart fait entendre le bruit des rotatives et répond : « *That's the power of the press, baby, the power of the press. And there's nothing you can do about it.* » (« C'est le pouvoir de la presse, mon pote, le pouvoir de la presse. Et tu ne peux rien faire contre ça. ») Trop redondant, peut-être, pour que les Américains s'en

souviennent. Pour nous (le film est arrivé en Italie dans les années cinquante), cette réplique avait été une bonne leçon de démocratie et je prie chaque jour pour qu'on puisse la prononcer encore longtemps dans notre pays.

Deuxièmement, étant donné que j'ai un faible pour *Casablanca*, je brûle d'indignation en constatant l'absence d'une autre citation, sans doute oubliée parce qu'il ne s'agit pas d'une simple réplique, mais d'un dialogue. Au Rick's Café Américain, Bogart répond aux jérémiades d'Yvonne, une fille de mœurs légères avec laquelle il s'est à l'évidence accordé une parenthèse érotique sans lendemain : « Où étais-tu hier soir? - Ça fait si longtemps, je ne m'en souviens pas. - Je te vois, ce soir? - Je ne fais jamais de projets à si long terme. » (Par amour de la philologie, voici la version originale : « *Where were you last night? - That's so long ago, I don't remember. - Will I see you tonight? - I never make plans that far ahead.* ») Je trouve ce dialogue sublime et je n'ai pas besoin d'expliquer pourquoi, car celui qui ne le comprend pas, on ne peut pas le rééduquer (ce qui précède est une anacoluthie).

Mais les répliques de cinéma sont-elles uniquement « historiques »? Peu après l'échec du référendum sur les embryons et la fécondation hétérologue, je voyageais à travers les Etats-Unis, lorsque j'ai appris que le ministre des Affaires européennes, Rocco Buttiglione, pour exprimer sa satisfaction, aurait prononcé la phrase suivante (l'a-t-il vraiment dite? C'est en tout cas ce qu'affirme le *New York Times* - c'est la presse, mon pote, et tu peux rien faire contre ça) : « L'Italie a montré qu'elle ressemblait davantage au Texas qu'au Massachusetts. » Mes amis américains (même les Texans) écarquillaient les yeux, affirmant que ce devait être une plaisanterie, que ce monsieur inconnu d'eux avait voulu exprimer son mépris à l'égard de son propre pays. Non, leur répondais-je, il parlait sérieusement, pour dire que l'Italie s'améliore.

J'ai alors repensé à une réplique mémorable. Milan, années cinquante, Università Statale, lors d'un colloque où s'affrontaient philosophes analytiques et idéalistes, laïques et catholiques. L'un des derniers porte-drapeaux de l'idéalisme déclinant prononçait un éloge extrêmement rhétorique sur le Moi (« ce moi qui en se médiatisant se fait et en se faisant produit l'Histoire, etc. »), lorsque soudain, dans le public, un idéaliste de service se leva en s'écriant : « Vive le Moi ! » L'orateur pâlit. La voix et la lèvre tremblante, il dit : « Monsieur, si vous avez l'intention de vous gausser de choses auxquelles j'ai consacré toute ma vie... » Et l'autre, la voix brisée : « Non, non, je parlais sérieusement! » Alors l'orateur s'exclama : « S'il en est ainsi, dans mes bras, mon cher ! » Tous deux s'étreignirent

alors sur l'estrade devant la salle écroulée de rire.

Voilà, l'histoire de Buttiglione m'a paru être du même acabit. J'imagine qu'on pourrait me demander ce qu'il y a de mal à ressembler davantage au Texas qu'au Massachussets. Encore une fois, je ne pense pas qu'il soit opportun de répondre, car celui qui ne comprend pas, on ne peut pas le rééduquer.

¹ *L'Espresso*, mai 2001.

² *L'Espresso*, mai 2002.

³ *L'Espresso*, février 2003.

⁴ *L'Espresso*, juillet 2005.

RÉVISER

Quelques souvenirs de mon enfance fasciste¹

Nous sommes en plein débat sur les compromissions de plusieurs éminents intellectuels antifascistes avec le régime mussolinien. Certains sautent sur l'occasion pour affirmer « il n'y avait donc pas de héros », d'autres discutent posément, en distinguant ceux qui ont su affronter l'exil de ceux qui se seraient salis en cédant à quelques accommodements. Ces discussions purement éthiques ne tiennent pas compte de certains détails sociologiques. Etant né en 1932, j'ai grandi sous le fascisme jusqu'à mes treize ans. Pas assez longtemps pour en être un acteur à part entière, mais suffisamment pour comprendre beaucoup de choses - vu qu'à l'époque, on parvenait tout seul, vers dix ans, et malgré les légendes familiales, à comprendre que les enfants naissent du ventre de leur mère.

On respirait alors un air de consensus diffus et nonchalant autour du régime. J'entendais parler de personnages de longue tradition libérale qui, le lendemain de la marche sur Rome, avaient déclaré avec un geste d'impuissance : « Peut-être que pour finir, cet homme saura remettre un peu d'ordre dans ce pays. » A l'école, on me parlait de la « révolution fasciste », mais ensuite, il m'est apparu évident que le fascisme n'était pas arrivé brusquement, la nuit, comme les tanks à Budapest ou à Prague, mais qu'il s'était installé de façon lente et insidieuse.

Lorsqu'un cousin de mon père, fervent socialiste, passait nous voir certains soirs d'été, ma mère se hâtait de fermer les fenêtres, de peur que quelqu'un n'entende les énormités qu'il proférait, car chez les autres parents, on disait qu'après tout, l'« Homme » au pouvoir avait peut-être de bonnes intentions, qu'il était simplement « mal entouré ». Par ailleurs, tout contestataire qu'il fût, je pense que si ce cousin avait eu besoin d'activer quelque procédure en cours pour sa retraite, il n'aurait pas hésité à écrire une lettre obséquieuse aux autorités compétentes - les opposants au fascisme faisaient aussi ce genre de choses.

Certains ont choisi l'exil, parfois en travaillant comme maçons à l'étranger. Mais s'ils n'étaient pas nombreux, ce n'était pas faute d'esprits intègres. Il y a quelque temps, nous avons vu des jeunes d'une vingtaine d'années qui, de peur d'être arrêtés, quittaient Rome pour le Val d'Aoste, donnaient un million de lires à un contrebandier, et passaient ainsi la frontière. On peut alors se demander pourquoi tous ces antifascistes qui ont enduré des années de relégation, n'ont pas agi de la même façon. C'est que l'Italie de l'époque était un pays provincial, que le fait même d'aller de Rome à Aoste n'était pas facile, qu'ils n'avaient pas un million en poche (ou l'équivalent), que bien peu d'entre eux savaient parler une langue étrangère, qu'ils n'avaient jamais voyagé et n'avaient pas d'amis de l'autre côté des Alpes, enfin qu'ils ne pouvaient pas téléphoner à Zurich avec quelques pièces d'une cabine au coin de la rue, pour demander à quelqu'un de venir les attendre à la frontière.

Si l'on subissait la relégation, ce n'était pas parce qu'on ne voulait pas s'enfuir, mais parce que la fuite était une entreprise titanesque. Les opposants aussi vivaient la dictature comme un destin, un climat politique et social où il était fatal de trouver des arrangements avec les institutions; ils considéraient qu'un minimum de duplicité était le tribut nécessaire (et légitime) à payer pour survivre.

C'est comme si, aujourd'hui, on découvrait qu'une personne qui a passé dix ans dans un goulag stalinien avait présenté au soviet local des demandes de bourse d'étude avant son arrestation. Elle l'aura fait sans aucun doute, car dans la Russie de Staline, il n'était même pas imaginable d'agir autrement. Les comportements éthiques aussi doivent être évalués en fonction du cadre dans lequel on évolue.

Les occultations évidentes²

C'est une discussion qui dure depuis longtemps, mais il est clair qu'avec la droite au pouvoir, elle reprend de plus belle, car l'Histoire est réécrite par les vainqueurs, comme on l'a toujours dit à juste titre. Il ne se passe donc pas un seul jour sans que quelqu'un nous invite à redécouvrir des épisodes de l'histoire de ces soixante dernières années, qui auraient été soigneusement cachés par la culture dominante. Un historien a toujours le devoir de reconsidérer ne serait-ce que la bataille de Poitiers, pour révéler éventuellement que ce fut un épisode moins décisif que ne l'avaient laissé penser ses pairs autrefois. En revanche, s'il prétendait que la culture dominante

nous a dissimulé cette bataille, nous dirions qu'il exagère.

En 1945, à la fin de la guerre, j'avais treize ans et demi. Assez grand pour avoir connu la dictature, pour m'être jeté dans un fossé afin d'éviter un tir croisé entre les fascistes et les partisans, pour savoir qu'il y avait eu les Nageurs de combat de la *Decima Mas* - souvent considérés comme de braves garçons un peu idéalistes - et les miliciens des Brigades noires qu'on essayait d'éviter -, qu'il y avait eu des partisans badogliens avec un foulard bleu, et des partisans garibaldiens avec un foulard rouge.

Le reste, je l'ai appris plus tard : la bombe atomique sur Hiroshima, la découverte des camps d'extermination nazis, l'enfermement des membres de la République de Salò à Coltano (puis, assez rapidement, leur libération), le meurtre du philosophe compromis avec le fascisme, Giovanni Gentile, l'exécution des sept frères Cervi, tous résistants, fusillés par les Allemands, l'arrestation d'Ezra Pound pour collaboration, et, à la fin des hostilités, le passage de certains partisans dans le banditisme.

Comme j'étais un garçon assez éveillé qui lisait les quotidiens et les hebdomadaires, j'ai très vite découvert l'épisode glorieux de l'île grecque de Céphalonie (où, en 1943, des soldats allemands ont massacré une garnison italienne), le massacre des *Foibe istriane*³, les répressions stalinienne. Plus tard, en lisant les lettres des condamnés à mort de la Résistance, j'ai appris qu'il y avait eu parmi eux des marxistes convaincus, des monarchistes qui mouraient pour le roi, des catholiques, etc. Que par la suite, l'historiographie marxiste ait accentué fortement le rôle des communistes dans la lutte de libération est apparu évident à tous. Mais la « mythification » de la Résistance a été un processus très lent, développé (pas seulement par les marxistes) pour légitimer l'Etat démocratique, étant donné que tout le monde savait instinctivement ce qu'un historien comme De Felice a ensuite rationalisé, c'est-à-dire qu'en fait le pays, dans son ensemble, avait accepté le régime fasciste.

Après la Libération, il y a eu des épurations, mais en quelques mois, des milliers et des milliers de personnes qui avaient été fascistes, sans avoir toutefois jamais tué qui que ce soit, ont été réintégrées dans leur fonction. L'ossature bureaucratique du pays était donc toujours constituée de personnes passablement nostalgiques, dont un bon nombre, même si elles plaisaient, murmuraient que ça se passait mieux quand c'était pire. En 1946, un an après la chute du fascisme, j'ai vu les premières affiches néofascistes du Mouvement Social Italien apparaître sur les murs. Dans les années de l'immédiat après-guerre, un très grand nombre

de gens ne lisaient pas de quotidien communiste comme *L'Unità*, mais deux journaux très à droite comme *Il Borghese* et *Candido*. A la télévision, on n'a réellement commencé à parler de la résistance qu'à partir du moment où le président Giuseppe Saragat (nous sommes déjà dans les années soixante) a décidé de terminer ses discours par « vive l'Italie, vive la République ! » - ce qui passait presque pour une provocation.

Il est clair que si j'ai appris tant de choses «occultées» quand j'étais petit, c'est parce qu'on en parlait abondamment. A moins qu'à cet âge je n'aie été le seul Italien au courant de certaines informations cachées?

L'hégémonie de la gauche⁴

Au début des années soixante-dix, Marisa Bonazzi avait organisé à Reggio Emilia une exposition critique consacrée aux livres scolaires utilisés dans les écoles primaires de l'époque. L'exposition montrait les pages de ces livres agrandies et commentées. En 1972, nous avons publié un livre, Marisa Bonazzi et moi, intitulé *I pàmpini bugiardi*, où le commentaire des textes incriminés se limitait pratiquement à de petits titres ironiques, ou à de brèves introductions aux différents thèmes traités (les pauvres, le travail, la patrie, les races, l'éducation civique, l'histoire, la science, l'argent, etc.). Le reste était suffisamment parlant. Il en ressortait l'image d'une édition scolaire qui ne se bornait pas à répéter les clichés des livres de lecture et des manuels fascistes, mais se montrait encore plus arriérée, liée à des stéréotypes archaïques, aussi datés que le monument à Victor-Emmanuel ou les plus plates imitations de D'Annunzio.

Je citerai simplement deux exemples (c'est moi qui souligne certaines phrases). L'un est un portrait de Nazario Sauro (qui, tout en étant encore citoyen autrichien, était passé dans l'armée italienne et ensuite, capturé, avait été condamné pour haute trahison), où le modèle des bustes mussoliniens est évident : « Dans ce corps robuste plein de sang vif et prompt, dans cette tête puissante et massive, dans ces yeux si résolus, s'est transmis un peu de l'esprit immortel qui plane sur les champs, sur les monts, sur les mers d'Italie, et qui la rend belle et forte *à la différence des autres patries*. » Le deuxième texte était un chapitre sur le 2 juin, expliquant que la fête de la République n'est rien de plus qu'une parade militaire : « C'est un fleuve de fer, d'uniformes, d'armes et de soldats alignés dans un

ordre parfait... Passent les gigantesques chars, *les engins à chenilles qui peuvent même transporter des troupes à travers le nuage d'une explosion atomique*, les grands canons, les rapides et fulgurantes troupes d'assaut... »

Il est évident que des textes expliquant à des enfants innocents que nos engins à chenilles pouvaient traverser allègrement les joyeux nuages d'une explosion atomique étaient mensongers. Notre petit livre a connu un certain succès, et a modestement contribué, avec d'autres interventions critiques, au dépoussiérage des textes scolaires. Aucune autorité n'est intervenue, aucune commission de censure n'a été instituée. Comme cela se produit généralement en matière de culture, une libre critique a suscité un changement d'optique et de nouvelles initiatives.

Je crois que c'est ainsi qu'il faut procéder dans un pays civilisé. Je n'ai pas l'intention de me prononcer sur les livres qui ont déchaîné les critiques de Storace⁵, car je ne les connais pas. Je suis prêt à admettre qu'ils contiennent des passages contestables et dans un pays libre, les opinions contestables, justement, se contestent, du moment qu'on opère une nette distinction entre contestation et censure. S'il y a un scandale, il éclate tout seul. Naturellement, pour qu'une critique soit efficace, il faut que son auteur ait l'autorité morale et culturelle nécessaire : mais c'est une décoration qu'on gagne sur le terrain.

Je n'affirme rien qui n'ait déjà été dit, en rappelant qu'un texte scolaire, aussi mauvais soit-il, interagit avec l'autorité de l'enseignant et avec les informations que reçoivent les enfants (surtout aujourd'hui) par bien d'autres moyens. Au lycée, nous avions comme manuel de philosophie le livre sérieux mais illisible de Lamanna, d'inspiration idéaliste. Giacomo Marino, mon professeur de philosophie, était catholique (et il fut un grand maître, qui nous expliquait même qui était Freud, nous incitant à lire pour le comprendre *La Guérison par l'esprit* de Stefan Zweig). Giacomo Marino n'aimait pas le livre de Lamanna, et il nous donnait sa version de l'histoire de la philosophie. Devenu à mon tour philosophe de profession, c'est à lui que je dois une bonne partie de mes connaissances dans ce domaine.

Un jour, j'ai demandé à ce professeur quelle bonne revue culturelle je pourrais lire, en dehors de la *Fiera letteraria* (qui était d'obédience catholique, mais parlait de tout). Il m'a conseillé une autre revue sérieuse et catholique, *Humanitas*. Et cela me ramène au problème de l'hégémonie culturelle de la gauche.

Aujourd'hui, à en croire les journaux et les discours politiques, un

jeune qui, comme c'est souvent le cas, sait peu de chose sur l'Italie du passé, serait convaincu que, de 1946 jusqu'aux scandales politico-financiers récents, l'Italie a été gouvernée par les partis de gauche. Possédant tous les leviers de commande, ces partis de gauche auraient instauré leur hégémonie culturelle, dont les effets néfastes seraient encore sensibles aujourd'hui. Je dois révéler à ces jeunes que pendant cette période, notre pays a été gouverné par la Démocratie chrétienne qui tenait d'une main de fer le ministère de l'Education nationale, qu'il existait de florissantes maisons d'édition catholiques (et même une maison d'édition de la Démocratie chrétienne elle-même), que les éditions Rizzoli étaient d'inspiration conservatrice, que les prestigieuses maisons d'édition Mondadori, Bompiani, Garzanti, etc., n'étaient pas de gauche, que les éditions scolaires n'étaient pas dirigées par des membres du Parti communiste, que les grands hebdomadaires comme *La Domenica del Corriere*, *Epoca*, *Oggi*, *Tempo*, n'étaient pas plus marxistes que les grands quotidiens, à l'exception de *L'Unità* (uniquement achetée par ceux qui votaient communiste), et qu'en fin de compte (si l'on fait abstraction des maisons d'édition du Parti communiste, comme l'*Universale del Canguro*, dont les livres ne circulaient qu'aux fêtes de l'Unità) le seul éditeur de gauche était Einaudi - qui a publié, par ailleurs, en 1948 le premier livre sur le matérialisme dialectique soviétique, mais écrit par un jésuite. Feltrinelli, fondé un peu plus tard, s'est fait un nom en publiant *Le Guépard* et *Le Docteur Jivago*, lesquels ne me paraissent pas être des exemples éclatants d'hégémonie marxiste.

Ce que l'on appelle aujourd'hui hâtivement culture de gauche était en vérité une culture laïque, libérale, influencée par le Parti d'Action (libéral-socialiste, démocrate et républicain). L'université était gouvernée par deux groupes principaux qui se partageaient les postes - les laïques et les catholiques - et parmi les laïques, on trouvait de tout, même quelques rares chercheurs marxistes.

Comment une hégémonie de la culture laïque s'est-elle établie, puisqu'il y a eu progressivement hégémonie? Pourquoi la Démocratie chrétienne au pouvoir ne l'a-t-elle pas freinée, et pourquoi n'a-t-elle pas réussi à opposer le charme de Diego Fabbri à celui de Bertolt Brecht?

Il ne suffit pas d'affirmer, comme certains l'ont fait, que le parti alors au pouvoir exerçait une grande et sereine tolérance. Ce n'est pas entièrement faux, mais dans les années cinquante, je me rappelle qu'à la RAI, certaines personnes se voyaient refuser un contrat de travail définitif, au motif explicite qu'elles étaient communistes. Il faudrait relire dans les journaux de l'époque les

polémiques, les manifestations d'intolérance et d'étroitesse d'esprit, qui sembleraient inacceptables aujourd'hui. On pourrait dire, cependant, que le parti au pouvoir avait pris une décision : laissez-nous le contrôle de l'économie, des entreprises publiques, de l'organisation scolaire, la radio et la télévision, et nous ne mettrons pas trop le nez dans la culture.

Mais cette explication aussi est insuffisante. Pourquoi, vu que l'école ne l'imposait pas et même l'ignorait, un jeune se mettait-il à lire Gramsci plutôt que Maritain (ou plus exactement, pourquoi les jeunes catholiques de l'époque lisaient-ils en même temps Maritain, Gramsci et le libéral Gobetti ?) ? Pourquoi, lorsque la revue des jeunes démocrates-chrétiens en rupture de ban, *Terza Generazione*, a tenté le rapprochement Gramsci-Gioberti, leur proposition n'a-t-elle pas eu de succès ? Pourquoi l'infortuné Vincenzo Gioberti, qui prônait un christianisme ouvert et progressiste, est-il resté sur les étagères des bibliothèques (alors que ses thèses étaient loin d'être sottes) ? Pourquoi les jeunes catholiques d'alors, marqués par le personnalisme de Mounier et les écrits de Chenu ou Congar, étaient-ils également fascinés par la revue laïque *Il Mondo* de Pannunzio ?

C'est que l'esprit souffle là où il veut. La philosophie catholique des années cinquante et soixante se divisait - à quelques très rares exceptions près, par exemple les existentialistes chrétiens - entre les néothomistes et les spiritualistes influencés par Gentile, et elle en restait là, tandis que la philosophie laïque mettait en circulation non pas tant Marx (comme si tout le monde à l'époque se jetait sur les *Grundrisse* !) mais le néopositivisme logique, l'existentialisme, Heidegger, Sartre ou Jaspers, la phénoménologie, Wittgenstein, Dewey. Et ces textes étaient lus par les catholiques aussi. Je sais qu'il s'agit de grossières généralisations, car ce sont des maîtres catholiques comme Pareyson et Guzzo, et pas seulement Abbagnano (qui était laïque, mais certainement pas marxiste et même pas de gauche), qui m'ont fait découvrir beaucoup de ces champions de la pensée laïque. Sans compter que des textes fondamentaux de cette pensée ont été publiés également dans des collections dirigées par des spécialistes d'inspiration catholique (les éditions Armando, par exemple). Je veux dire par là que cette culture laïque a certainement établi une hégémonie, en séduisant enseignants et étudiants. Lorsque des hégémonies de ce genre s'instaurent, elle ne se détruisent pas à coups de décrets.

Ce que l'on peut reprocher à la Démocratie chrétienne, c'est de ne pas avoir accordé suffisamment d'importance à la circulation des idées, d'avoir pensé qu'il était plus important de contrôler le journal télévisé que les petites revues d'avant-garde - de sorte qu'après plus

de vingt-cinq ans d'hégémonie politique et de contrôle de la télévision, elle s'est retrouvée face à la génération des soixante-huitards. Elle a alors adopté ce qu'on pourrait appeler une technique de la patience : « Assieds-toi sur la berge du fleuve et attends que passe le cadavre de ton ennemi, en deux décennies la moitié de ces révolutionnaires finira dans les mouvements catholiques de droite ou chez Berlusconi. » Et c'est ce qui s'est passé.

On pourra dire que la culture de gauche est devenue hégémonique grâce à une politique insistante de chantages idéologiques (si tu ne penses pas comme nous, tu es dépassé, quelle honte de s'occuper d'art en oubliant le rapport entre base économique et superstructure!). C'est vrai. Le Parti communiste, à la différence de la Démocratie chrétienne, s'est beaucoup engagé dans la bataille culturelle. Mais les belles polémiques libérales de Norberto Bobbio suffisent à montrer qu'il était tout à fait possible de résister à ce chantage permanent. Et quand on lisait dans les revues marxistes *Rinascita* ou *Il Contemporaneo* des tirades sur le réalisme socialiste, des articles qui allaient jusqu'à condamner le roman *Metello* de Pratolini et *Senso* de Visconti, on était bien sûr passionné, mais personne, en dehors des communistes inscrits au Parti (et peut-être même pas eux), ne prenait ces diktats au sérieux. Tous les gens cultivés pensaient que Jdanov avait une bûche en guise de cerveau.

En outre, si ma reconstitution est exacte, la fameuse hégémonie des gauches s'est peu à peu instaurée, justement à la période historique où, de la Hongrie à la Tchécoslovaquie, le stalinisme, le réalisme socialiste, le *Diamat* entraient en crise, touchant également la conscience des militants socialo-communistes. Il ne s'agissait donc pas d'hégémonie marxiste, ou pas seulement, mais en grande partie de l'hégémonie d'une pensée critique.

Et par quel processus, par quel complot, ceux qui ont été influencés par cette pensée critique (qu'ils aient été laïques ou catholiques) sont-ils entrés peu à peu dans les maisons d'édition, à la RAI, dans les journaux? Peut-on expliquer cette hégémonie par la politique du consociativisme, grâce à laquelle la Démocratie chrétienne a essayé, et avec succès, de compromettre l'opposition en lui confiant la responsabilité de certains secteurs en sous-main? Peut-on l'expliquer par l'opportunisme de certains intellectuels qui se sont précipités à gauche quand il leur semblait voir des occasions favorables dans le *sottogoverno consociativo* - un système qui partageait les postes et les fauteuils entre différents groupes de pression liés aux différents partis de l'échiquier politique -, de même qu'à présent ils se précipitent à droite pour les mêmes raisons ? Je ne le crois pas.

Je pense plutôt que dans la seconde moitié du siècle, cette culture critique a été plus sensible à l'esprit du temps, qu'elle a joué quelques cartes gagnantes, et a produit (en partant du bas, et non du sommet, par un mouvement spontané, et non par des alliances entre partis qui allaient des communistes aux républicains, des libéraux aux socialistes et aux catholiques progressistes) des cadres - ou opérateurs culturels - efficaces.

Je comprends que Storace soit agacé par des auteurs de livres d'histoire qui ne pensent pas comme lui. Je me demande simplement pourquoi il estime ne pas avoir en main les instruments de contrôle culturel (et les cadres influents) qui lui permettraient d'établir l'hégémonie de « sa » pensée. Pourtant désormais, si on ne l'a pas encore compris, l'hégémonie culturelle est de son côté. Les auteurs classiques de droite ont le soutien des pages culturelles des journaux, l'histoire contemporaine est revue à tout moment, lorsque l'on regarde les catalogues des maisons d'édition, on y voit partout non seulement les plus grands auteurs de la pensée conservatrice, mais une multitude de livres qui s'inspirent de ce même occultisme réactionnaire dont se sont inspirés les pères spirituels de Storace.

Si l'on pouvait évaluer l'hégémonie culturelle en termes de poids, j'aurais l'impression que la culture dominante d'aujourd'hui est mystique, traditionaliste, néospiritualiste, new age, révisionniste. Il me semble que la télévision consacre beaucoup plus d'espace au pape qu'à Giordano Bruno, à Fatima qu'au massacre nazi de Marzabotto, à Padre Pio qu'à Rosa Luxemburg. Dans les mass media, il circule désormais plus de templiers que de partisans.

Comment se fait-il qu'avec autant de maisons d'édition, de pages culturelles, d'hebdomadaires de droite, Storace ait encore autant d'ennemis autour de lui? Est-il possible que, l'orthodoxie marxiste ayant été liquidée par l'Histoire, les derniers marxistes se soient retranchés dans les collèges et les lycées? Dans ce cas, ils auraient tous été embauchés par Luigi Berlinguer, au cours des quelques mois où il a été chargé de l'Education nationale, qui a pourtant été fermement contrôlée par les démocrates-chrétiens pendant cinquante ans?

Pourquoi Berlusconi, qui a repris à son compte les préoccupations de Storace, avec le pouvoir médiatique qu'il possède, succombe-t-il à la fascination de l'hégémonie de la gauche, en publiant chaque année dans d'élégantes éditions à son nom le *Manifeste du Parti communiste*, et des textes proto-communistes tels que *La Cité du Soleil* de Campanella et *La Nouvelle Atlantide* de Bacon? Pour faire bonne figure face à une culture laïque qu'il estime, malgré tout?

Pourquoi ne publie-t-il pas son propre livre critique sur le contenu des manuels scolaires, ses propres « *pàmpini bugiardi* » ? Nous le lirions tous, en essayant d'y trouver des stimulations critiques. Car c'est à travers les livres que s'établit une hégémonie culturelle.

1 *L'Espresso*, juin 2000.

2 *L'Espresso*, mai 2001.

3 En 1943, le général communiste yougoslave Tito avait fait tuer et jeter dans des fosses naturelles (*foibe*) de nombreux Italiens résidant en Istrie, pour éliminer leur présence de cette région (N.d.T.).

4 *La Repubblica*, novembre 2000.

5 Membre éminent d'Alliance Nationale.

ALLAIT-ON MIEUX QUAND ÇA ALLAIT PLUS MAL ?₁

Je ne voudrais pas voler au journaliste et écrivain Michele Serra son métier de satiriste aux vertus salutaires, mais j'ai pensé à certaines situations qu'il pourrait fort bien développer. Prenons quelques exemples : un dénommé Giuseppe Brambilla fait une scène à son fils de douze ans, parce qu'il est rentré chez lui après minuit et le garçon, qui souffre manifestement de troubles psychiques, va se pendre au grenier. Le père est condamné pour instigation au suicide. Adeodato Trapizzoni, buteur de la Fulgor, chargé des tirs au but à la fin d'un match, expédie le ballon au fond des filets, surprenant le gardien de la Senectus et détruisant ainsi sa réputation de dernier rempart inattaquable. Le gardien de but en meurt de désespoir, et la Fédération italienne de football fait passer une loi selon laquelle désormais, quiconque tire dans les buts doit le faire avec délicatesse, en avertissant d'abord le gardien, et en lui indiquant l'angle de tir qu'il prévoit (un peu comme le personnage de Petrolini² qui, lors d'un duel, protestait contre son adversaire parce qu'il bougeait tout le temps et qu'il ne pouvait l'atteindre). Le docteur Ippocrati annonce à monsieur Dolenzi qu'il a un cancer à la prostate. Celui-ci en perd la tête, rentre chez lui, tue sa femme et ses sept enfants, puis se jette par la fenêtre. Une loi gouvernementale établit alors que dorénavant, les médecins devront s'abstenir de communiquer un diagnostic qui puisse heurter la sensibilité de leurs patients.

Ce seraient là des histoires paradoxales, où l'on ne tiendrait aucun compte de situations conflictuelles qui ne permettent pas de prendre des gants, de situations dans lesquelles il est légitime de polémiquer, de critiquer, d'élever la voix (ou de taper du pied), de dire les choses telles qu'elles sont, au risque de heurter autrui. Le débat politique, par exemple, est « polémique » au sens étymologique du terme, au point qu'on le définit par des métaphores guerrières ou sportives (attaque de l'opposition contre le gouvernement et vice versa, affrontement sur le terrain, lutte politique). Et heureusement.

Car si les choses ne se passaient pas ainsi, on serait soumis à une dictature ou à une démocratie imparfaite, dans lesquelles la critique est interdite et où les journaux qui ne prennent pas de gants à

l'égard du gouvernement sont condamnés à disparaître. Une démocratie imparfaite ne fera jamais incendier le siège d'un journal d'opposition et n'enverra pas son directeur aux oubliettes. Il lui suffira de répandre le sentiment que toute critique un peu virulente du pouvoir risque d'armer la main d'un fanatique. Une dictature moyenne interdira les journaux d'opposition sous prétexte qu'un fanatique aura attenté à la vie du chef du gouvernement, identifiant opposition et incitation au crime. Une dictature parfaitement organisée se chargera elle-même de mettre en scène l'attentat, pour pouvoir ensuite anéantir l'opposition.

La tentation de jouer à ce jeu peut parfois naître de l'élaboration d'un scénario post mortem. Les parents d'un homme qui meurt de chagrin parce qu'il a été licencié sont tentés de dire que le responsable de cette mort est son chef de bureau. Ainsi, lorsque l'économiste et conseiller au ministère du Travail, Marco Biagi, a été assassiné par les nouvelles Brigades rouges, quelqu'un a rappelé que Cofferati³ avait prononcé des paroles sévères contre son projet. Cofferati, a-t-on dit, a contribué à répandre une atmosphère haineuse contre Biagi. Ce n'était pas vrai, Cofferati avait parlé alors que Biagi était vivant, et il avait tout à fait le droit d'exprimer son désaccord. Mais si je comprends les réactions émotives qui ont suivi cet assassinat, ce qui me préoccupe, en revanche, c'est qu'on puisse me dire : « Ne me critique pas, parce que si après, quelqu'un me fait du mal, ce sera ta faute ! » Il s'agit d'un véritable chantage (qui en plus, à mon avis, porte malheur). Quelle misère si l'on ne pouvait plus attaquer un adversaire politique par crainte qu'un fou, donnant à ce désaccord une interprétation paranoïaque, ne réagisse violemment !

Pour toutes ces raisons et bien d'autres encore, le climat qui s'est créé autour du débat qui oppose *L'Unità* à Giuliano Ferrara⁴ est particulièrement inquiétant. *L'Unità* a attaqué Ferrara parce que ce dernier avait dîné en compagnie de Berlusconi (ce qui ne constituait pas une nouvelle bouleversante) et Ferrara a répondu qu'en agissant ainsi, on armait contre lui la main d'éventuels terroristes. Ce message a été entendu, et certains ont affirmé que *L'Unità* ne devrait plus avoir le droit d'exister. Je pense que ceux qui se lancent dans ce genre de polémique prennent une grave responsabilité politique. Je continue à espérer que de tels comportements n'entraîneront pas de conséquences nuisibles et n'auront pas à être évoqués dans les livres d'histoire de demain.

Je me contenterai simplement de rappeler qu'entre les années quarante et soixante, *L'Unità* (alors journal officiel du Parti communiste) n'était certes pas un bulletin paroissial. Il s'en prenait

avec violence au gouvernement démocrate-chrétien et était alors présenté par Guareschi ⁵ comme l'organe de monstres sanguinaires. Mais aucun des hommes au pouvoir à l'époque, pourtant si critiqués, n'a jamais prétendu interdire le journal. Allait-on mieux quand ça allait plus mal?

¹ *L'Espresso*, novembre 2003.

² Auteur de revues de cabaret du début du XX^e siècle.

³ Secrétaire général de la confédération syndicale CGIL.

⁴ Directeur du journal berlusconien *Il Foglio*.

⁵ Giovanni Guareschi : auteur du *Petit Monde de Don Camillo*.

LA RÉVOLTE CONTRE LA LOI

Bombardons les juges de pièces de monnaie¹

Dix ans ont passé depuis le début de l'opération Mains propres et j'essaie de me rappeler l'atmosphère générale de l'époque. Il me revient des souvenirs de grande exaltation populaire. Les gens, de droite comme de gauche, les gens en général (à l'exception de ceux qui allaient avoir un procès), étaient contents que l'on découvre finalement le pot aux roses, que l'on dise clairement que certains avaient volé, que l'on traîne sur le banc des accusés ceux qui, par définition, étaient considérés comme intouchables.

Ce n'était pas exactement comme le 25 juillet 1943 (où des milliers et des milliers d'Italiens qui avaient porté le Duce aux nues jusqu'à la veille encore, montaient sur les statues pour les décapiter ou les faisaient tomber en tirant sur de longues cordes), cette fois - et cela personne ne l'aura oublié - la foule attendait les puissants, qui sortaient de leurs anciens quartiers généraux, pour les bombarder de pièces de monnaie, jouissant avec leur sagesse populaire de la chute souvent brutale de qui est monté trop haut. Il n'y avait rien là de très étonnant : nous assistions à un mélange de saine indignation populaire et de jouissance malsaine devant l'humiliation du puissant qui a tout perdu. Les choses rentraient, pourrait-on dire, dans la norme historique.

Aujourd'hui, dix ans plus tard, nous assistons à un phénomène étrange. Ce qui est étrange, ce n'est pas que certaines personnes menacées par les enquêtes des magistrats aient réussi à entrer au gouvernement pour les contrôler, en utilisant avec obstination l'arme de la délégitimation. Que cela puisse ou doive arriver était dans l'ordre des choses : en fin de compte, le rêve de tout accusé n'est pas seulement de pouvoir prouver son innocence, mais également de démontrer que ceux qui l'accusent le font par parti pris. Ce qui frappe, c'est plutôt l'opinion diffuse, manifestée parfois simplement sous forme de réticence, que cette magistrature (acclamée dix ans plus tôt, au point qu'à l'université le nombre des

inscriptions en droit avait soudain augmenté et que c'est tout juste si on ne distribuait pas des images pieuses du juge Di Pietro sur le parvis des églises) a un peu exagéré et qu'il serait temps qu'elle cesse de nous casser les pieds. Si les gens ne le disent pas ouvertement, en définitive, ils votent pour ceux qui, eux, le disent.

Ce sentiment est difficilement compréhensible si l'on pense que ceux qui l'éprouvent au fond d'eux-mêmes seraient toujours prêts à condamner le directeur de l'hôpital surpris à se faire graisser la patte. Que s'est-il donc passé? Ce qui s'est passé, je l'ai déjà dénoncé pendant ces années-là, mais à l'époque, je me faisais taper sur les doigts par nombre de vertueux collègues qui se demandaient comment je pouvais être si indulgent à l'égard des « fripouilles ». C'est que les coupables d'alors (et même les présumés coupables qui se sont ensuite révélés innocents) ont non seulement subi des procès, comme il se doit, mais également des détentions préventives souvent trop longues, ont été cloués au pilori télévisé devant toute la nation, malmenés par des procureurs sarcastiques, figés sur leur chaise comme témoins promis à l'inculpation ou déjà inculpés, parfois la bave aux lèvres, parfois incapables de réprimer les mouvements nerveux de leurs mains dans lesquelles ils auraient volontiers enfoui leur visage.

Cette pratique avait commencé par la retransmission de procès dans différents petits tribunaux d'instance, où des malheureux ayant signé un chèque sans provision étaient couverts de honte devant des millions et des millions de téléspectateurs – et il ne suffit pas de dire qu'on leur avait demandé l'autorisation de les filmer et qu'ils l'avaient donnée, car il faut aussi protéger les sots contre leur propre vanité, de même qu'il faut protéger les suicidaires (qui, par définition, veulent mourir) contre leur volonté. Le spectacle était passé des tribunaux d'instance à la correctionnelle, du petit voyou ou du pauvre type de province à l'homme de pouvoir. Et avant même de savoir si celui-ci serait ensuite reconnu coupable, les masses télé-visionnaires jouissaient déjà de son humiliation et de sa disgrâce. Ce fut un mal, un mal pour ceux qui, ensuite, se sont révélés être innocents, un mal aussi pour ceux qui ne l'étaient pas, car ils payaient plus cher que ne l'imposait le code pénal.

Je crois, avec le temps, que c'est la terreur (ou la honte) de cette humiliation qui a éloigné les gens de la justice. Une justice qui avait peut-être bien fait, pensait-on, mais qui avait aussi déclenché un mécanisme dans lequel, qui sait, nous pourrions un jour être entraînés nous aussi, moi, toi, lui... Ce pouvoir de clouer au pilori a rendu peu à peu les juges suspects. Ce n'est pas nous qui leur retirerons leur légitimité, pensent peut-être les gens aujourd'hui,

mais si quelqu'un le fait, ne l'en empêchons pas. Comme si l'on disait : ne donnons pas de voitures trop rapides aux gendarmes car, demain, ils pourraient nous rattraper.

Quelques projets de réforme révolutionnaire²

Bien que, pour ne pas effrayer la maman de Berlusconi, la nouvelle majorité se déclare réformiste, en fait, elle est révolutionnaire. Il est vrai que la révolution est définie par le dictionnaire comme « un profond bouleversement de l'ordre politique et social, tendant à changer radicalement les gouvernements, les institutions, les rapports économiques et sociaux », mais également comme un mouvement « violent ». Il faut s'entendre sur les mots. Pour être violent, il n'est pas nécessaire d'étriper quelqu'un et de lui manger le cœur. Également violent est celui qui arriverait le premier à mon parasol sur la plage, s'assiérait en dessous, refuserait de s'en aller et me dirait que si je continue à lui casser les pieds, je suis un sale communiste.

S'il faut donc faire la révolution, qu'elle soit bien faite ! Il suffit de comprendre ce que le pays attend, et il attend sans aucun doute de payer moins d'impôts - pas nécessairement par décret mais en encourageant l'initiative individuelle et la flexibilité dans la déclaration des revenus -, il attend qu'on ne soit pas poursuivi pour faux bilan, qu'on puisse rouler à cent cinquante à l'heure sur l'autoroute, qu'on ne soit pas importuné par les agents de la circulation quand on se gare en double file, etc. Je propose donc une série de mesures législatives, dans l'intérêt de tous les citoyens et pas seulement d'une partie d'entre eux.

SUSPICION LÉGITIME. Pourquoi devrais-je être jugé par quelqu'un qui m'est antipathique? La loi devrait faire en sorte qu'un citoyen musulman puisse récuser un juge chrétien, un athée un juge croyant et vice versa, un homosexuel un juge hétérosexuel et réciproquement. Il est évident qu'on pourrait récuser un juge qui lit un journal différent du sien, ou un juge qui louche (on ne sait jamais qui il regarde et cela gêne l'accusé). L'accusé devrait pouvoir rester serein, et non pas subir un jugement comme s'il se trouvait devant Minos. Il faudrait même garantir à chaque citoyen un juge de confiance, de même qu'il a droit à un médecin de confiance, ou à l'avocat de son choix. Cette mesure profiterait également aux magistrats, qui pourraient être plus nombreux, aussi nombreux même que les médecins, et obtenir des compensations financières

variables en fonction des revenus de l'assisté. Les pauvres pourraient avoir un juge remboursé par la sécurité sociale.

INTRODUCTION DE DROGUE DANS LES MINISTÈRES³. Si j'entre dans une gendarmerie avec un paquet de cocaïne, c'est, selon toute vraisemblance, pour le remettre au commissaire afin qu'il mène une enquête. Dans un ministère, une institution publique (même les gendarmes dépendent d'un ministère), la présomption d'innocence devrait également prévaloir. Tant qu'on ne surprend pas le fournisseur de drogue, ainsi que le ministre et tous les sous-secrétaires nus dans la salle de réunion, hébétés et accouplés avec d'impudentes courtisanes, en proférant d'horribles jurons, on doit présumer que l'introduction de la cocaïne a eu lieu pour des raisons d'utilité publique. Toute drogue livrée dans un bureau ministériel, et qui n'en est plus sortie, soustrait de ce fait à la libre circulation une substance nuisible.

INSULTES AUX DÉFUNTS. Apparemment, une sentence récente a établi que traiter de con ou d'épithètes analogues quelqu'un qui nous a dépassé de façon incorrecte ou qui nous a pris une place de parking au moment où nous allions nous garer, n'est pas considéré comme un délit, car désormais même les enfants ou les prêtres parlent ainsi – beaucoup de prêtres américains, surtout, irrités par les résistances inexplicables de certains enfants. On ne voit donc pas pourquoi on ne pourrait pas dire d'un défunt, quelle que soit la façon dont il est décédé, que c'était un emmerdeur. La vague de moralisme qui a soulevé le pays, à l'occasion d'une récente et supposée gaffe du ministre de l'Intérieur Scajola, alors qu'il parlait d'une victime du terrorisme (le professeur Marco Biagi), a certainement été excessive⁴. Etant donné que seuls comptent les rites et leur observance, je propose d'élaborer un règlement liturgique selon lequel, lorsqu'il s'adresse au défunt, l'officiant commencerait par ces mots : « notre cher emmerdeur », et la chose entrerait alors dans la normalité.

LE SACRIFICE RITUEL DU PRÉSIDENT. Dans un certain nombre de sociétés primitives, il était d'usage de conduire le monarque, lorsqu'il atteignait un certain âge, au cœur d'une forêt et de le sacrifier aux dieux. Les monarques le savaient et s'y résignaient. Dans les projets de réforme constitutionnelle, il faudrait prévoir que le Premier ministre en exercice, à l'approche de l'échéance du mandat présidentiel, annonce, en s'y prenant suffisamment à l'avance, non seulement le nom du successeur du président de la République, mais également une profonde modification de ses fonctions. On comprendra l'utilité d'une telle loi qui maintiendrait tout président de la République « en campagne », attentif à s'attirer

la faveur du gouvernement, afin de retarder le moment du sacrifice dans la forêt. Cette loi garantirait également une fructueuse identité de points de vue entre le président du Conseil et celui de la République.

Contra Custodes⁵

Autrefois, lorsqu'un agent de police arrêtaient quelqu'un pour lui dresser une contravention, celui que nous appellerons l'Accusé pouvait élaborer trois stratégies face au Gardien de la Loi. Un : il avouait ses torts et payait. Deux : il tentait de se justifier, essayant de prouver au Gardien qu'il n'était pas en faute. Trois : si c'était un imbécile, il haussait le ton : « Vous ne savez pas qui je suis ! » (et le Gardien n'avait que deux possibilités : répondre qu'il s'en fichait complètement et lui dresser sa contravention, ou bien avoir peur et dire : « Excusez-moi, je vous en prie, passez donc, docteur, maître, monsieur le député, etc. »).

Aujourd'hui, il semble que l'Accusé ait une quatrième option, de plus en plus fréquente, qui est de dire : « Vous ne savez pas qui vous êtes ! » en expliquant au Gardien terrorisé qu'il/elle est un sale communiste à la solde de l'or de Moscou – non pas des Russes actuels qui sont tous de braves gens, à commencer par Poutine (ex-KGB, excellent ami de Berlusconi), mais du Moscou d'avant, qui agit encore comme centre de pouvoir secret dans une caverne d'Afghanistan, avec Ben Laden et peut-être l'internationale juive aussi, car on sait bien qu'ils sont tous pareils, même s'il vaut mieux ne pas le dire à haute voix.

En bref, aujourd'hui, la première ressource de l'Accusé n'est pas de prouver son innocence et de demander respectueusement sur quelles preuves se fonde l'accusation, mais de mettre immédiatement le Gardien en accusation, qu'il s'agisse d'un agent de police ou du président de la Cour de cassation.

A la lumière de mes suggestions de lois révolutionnaires, et surtout de celle qui permettrait à chaque inculpé d'avoir un juge de confiance, je pense que mes propositions de modifications législatives pourraient se résumer en un seul principe : le citoyen doit avant tout avoir le droit de délégitimer non seulement celui qui l'accuse, mais également celui qui enquête sur lui.

Les procureurs généraux de Bologne ont ouvert une enquête sur certains fonctionnaires de l'Etat, y compris un préfet, pour

déterminer leurs responsabilités dans l'affaire Marco Biagi, lequel n'avait pas obtenu l'escorte qu'il avait demandée et à laquelle il avait droit. Ces fonctionnaires pourraient être inculpés de complicité d'homicide par imprudence. Il n'est pas dit qu'ils seront accusés de quoi que ce soit, une enquête est simplement ouverte, et il se peut que les magistrats aient commis un excès de zèle : personne n'est parfait. Mais la première réaction de certains membres ou proches de la majorité (Cossiga - ancien président de la République -, Carlo Giovanardi - ministre des Relations avec le Parlement -, Gaetano Pecorella - député Forza Italia, etc.) a été d'attaquer les magistrats - et dans le climat actuel, il est évident qu'on essaie ainsi de les délégitimer, de les présenter comme des personnes à la solde de l'opposition qui agissent contre le bien de l'Etat.

Ce scénario n'est pas nouveau. Mais il y a mieux encore. Il est de notoriété publique (le fait a été prouvé) que quelqu'un introduisait de la cocaïne dans un ministère. Je viens d'ailleurs de suggérer que l'on dépénalise ce supposé délit, qui doit au contraire être considéré comme un effort louable d'empêcher la drogue de circuler à l'extérieur. Mais les gendarmes ont remis au tribunal un rapport dans lequel, selon eux, la cocaïne a été effectivement remise au vice-ministre de l'Economie, Gianfranco Micciché. Les gendarmes aussi peuvent se tromper, et la réaction prévisible d'un vice-ministre qui se sent injustement accusé, devrait être : « Prouvez-le ! » ou bien il devrait exhiber un alibi en béton (démontrant par exemple qu'il n'a jamais mis les pieds au ministère). Or, quelle a été la réaction de M. Micciché ? Il a affirmé qu'« à l'intérieur de certains corps de la police, des éléments dévoyés visent des objectifs différents de ceux que leur contrat d'honneur avec l'Arme des Carabiniers leur enjoint de poursuivre ». Magnifique exemple de délégitimation des Gardiens de l'ordre qui, premièrement, ne sont pas des hommes d'honneur (et on sait ce que signifie cette expression lorsqu'elle est employée par un Sicilien) et, deuxièmement, sont évidemment à la solde de Moscou. Les gendarmes aussi ? Oui. Ne s'agissait-il pas seulement des magistrats ? Cela dépend, si ce sont les magistrats qui vous accusent, ce sont eux qu'il faut délégitimer, mais si ce sont les gendarmes, c'est à eux de subir le même sort. Ne fallait-il donc pas défendre les carabiniers à Gênes⁶ ? Si, bien sûr, parce que, à Gênes, ils n'étaient pas contre vous. Ils le sont à Rome et donc vous les délégitimez à Rome parce que vous ne pouvez plus leur faire confiance.

On voit ainsi que mes suggestions ne sont pas des idées en l'air. Il faut que chaque citoyen ait droit au *fumus persecutionis* et que l'on

remplace l'*habeas corpus* par le *custos est porcus*. Que l'on n'affirme plus seulement *in dubio pro reo*, mais plutôt *semper contra Custodes*. Naturellement, il faudra également demander quelques adaptations au Vatican : pour sauvegarder la dignité et la nature insoupçonnables des Anges Gardiens, il faudra désormais les appeler Anges Avocaillons.

Des troupes de maintien de l'ordre à Ricky Memphis⁷

C'était en 1952, je crois. Etudiant à Turin, je traversais la place San Carlo pour me rendre à l'université, lorsque je tombai sur un meeting. Ce n'était pas la révolution, simplement des ouvriers portant pancartes et drapeaux, mais à l'évidence, la manifestation n'avait pas été autorisée. Au premier abord, je ne m'en étais pas aperçu, car je passais sous les arcades, mais soudain, j'ai vu la foule se disperser et les fourgons verts des troupes de maintien de l'ordre de l'époque (celles du terrible ministre de l'Intérieur Scelba) commencer leur carrousel. J'avais vingt ans, j'appartenais à la Jeunesse catholique, j'étais déjà sensible aux problèmes sociaux, mais dans la rue, les drapeaux rouges étaient trop nombreux pour que je me sente impliqué dans les événements, et j'ai essayé d'accélérer le pas sous les arcades pour tourner le plus vite possible.

Cependant les cars de police arrivaient dans ma direction, et désormais, le problème était d'assurer ma sécurité personnelle. Je me mis à courir, mais je m'aperçus que j'étais suivi par un fourgon d'où se penchaient des policiers qui matraquaient à tour de bras. Je me blottis alors contre la paroi extérieure de l'un des piliers de la galerie, mais un fourgon passa tout près et un policier me flanqua un terrible coup de matraque, en atteignant heureusement le coin du pilier, à cinq centimètres de ma tête. S'il s'était penché un peu plus, je me serais retrouvé à l'hôpital.

J'ai réussi à me sortir de cette pagaille, mais je me rappellerai toujours ce policier. Petit, mal habillé (à l'époque ils n'étaient pas aussi élégants qu'aujourd'hui, ils portaient des uniformes taillés dans une étoffe grossière de couleur verdâtre), un visage d'ouvrier agricole méridional, hâve et buriné, l'air méchant, indifférent à ceux qu'il frappait. Il frappait, c'est tout. On le payait pour ça et il n'en demandait pas plus.

Quelques années plus tard, je reconnaîtrai mon policier de l'époque dans la description qu'en fit Pasolini dans sa mémorable diatribe contre les étudiants (policiers prolétaires contre la jeunesse

de gauche des beaux quartiers). C'est ainsi qu'était la police de l'époque. En y réfléchissant, elle rappelait les soldats américains qui combattent aujourd'hui en Irak. De pauvres gens qui, pour échapper à la misère, s'étaient engagés et faisaient ce qu'on leur disait, parce qu'ils ne savaient rien faire d'autre.

A l'époque, je n'avais pas tellement songé au drame social à l'origine de l'enrôlement dans la police du ministre Scelba, et l'image de ce policier déchaîné a peut-être influencé mes choix politiques ultérieurs.

Aujourd'hui, tous les soirs, je peux voir un téléfilm sur les forces de l'ordre (et s'il n'est pas italien, c'est un gendarme français, comme l'adjudant-chef Florent dans « Une femme d'honneur », qui fait aussi bien l'affaire). Je suis avec un immense plaisir toutes les histoires de gendarmes, de brigades d'interventions spéciales, de maréchaux des carabiniers, de commissaires, d'inspecteurs, de tout ce qu'on peut trouver dans le genre, – et j'avoue que dans l'ensemble les scénarios sont bons, les histoires répétitives, comme il se doit dans toute série policière qui se respecte, les interprètes sympathiques, et qu'il est agréable de passer ainsi le temps de neuf heures à onze heures (une fois couché, on lit Homère).

Aujourd'hui, les policiers, les carabiniers, les agents de la brigade financière sont sympathiques, aimables, humains, obsédés par de pathétiques problèmes familiaux, parfois même ils sont homosexuels, bref, pour l'imaginaire italien, ce sont des personnages positifs (au point que lorsque dans la réalité ils frappent trop fort et sans raison, comme à Gênes, le pays proteste, oubliant qu'au temps où Scelba était chargé du maintien de l'ordre, c'était la règle et non pas l'exception).

Que signifient ces téléfilms sur les forces de l'ordre? Seraient-ils issus d'un projet pervers de services dévoyés qui, par le truchement d'un gouvernement de droite, voudraient promouvoir les vertus des ennemis du peuple? Pas du tout. Ces séries télévisées voient le jour parce que ce ne sont plus seulement les pauvres bougres du sud profond de l'Italie qui s'enrôlent, que l'entraînement est devenu plus rigoureux, les uniformes plus élégants, et qu'en fin de compte les policiers et les gendarmes sont plus instruits qu'avant, qu'ils lisent les journaux, ont des opinions politiques variées. En outre, ce qui a changé, c'est la fonction sociale des forces de l'ordre : on n'apprend plus aux élèves à matraquer les communistes, mais à protéger les citoyens (il faut dire qu'avec le nombre d'ouvriers qui votent pour le centre-droit, il ne reste plus grand monde à matraquer).

Et ce qui est différent, surtout, c'est le climat général, car pendant

les années de plomb les partis de gauche se sont clairement rangés du côté de l'Etat et n'ont donc plus criminalisé les forces de l'ordre. A présent, par une étonnante ironie de l'histoire, c'est plutôt le centre-droit qui criminalise les juges et les procureurs. Ceux-là mêmes qui, dans les téléfilms des différentes versions du maréchal Rocca, sous une apparence un peu bourrue et suffisante, se révèlent en définitive charmants et plein d'humanité. Ainsi, la télévision travaille contre les attaques que Berlusconi lance contre la magistrature.

Peu à peu, les téléspectateurs voient les carabiniers et la police comme des forces de gauche – qui curieusement se retrouvent sur les ondes sous l'égide d'un gouvernement de droite.

Vous rendez-vous compte de l'importance des changements qui sont intervenus en moins de cinquante ans?

1 *L'Espresso*, février 2002.

2 *L'Espresso*, mars 2002.

3 D'après les carabiniers, un fournisseur de drogue, Alessandro Martello, lié au vice-ministre de l'Economie Gianfranco Micciché, aurait introduit 20 grammes de cocaïne dans les bureaux du ministère. Voir aussi l'article suivante, « Contra Custodes ». (N.d.T.)

4 Marco Biagi, économiste, conseiller au gouvernement Berlusconi, a été assassiné par les Brigades rouges. Se sachant menacé, il avait demandé à plusieurs reprises au gouvernement des gardes du corps qui lui avaient été refusés. Interrogé sur ce refus, le ministre de l'Intérieur, Scajola, avait répondu : « C'était un emmerdeur », en précisant que ce pauvre Biagi quémandait toujours une faveur. Après le scandale suscité par ces paroles, Scajola avait dû démissionner. (N.d.T.)

5 *L'Espresso*, août 2002.

6 De sanglants incidents s'étaient déroulés en marge du sommet des chefs d'Etat des pays les plus industrialisés, au cours desquels les carabiniers s'étaient distingués par leur brutalité (N.d.T.).

7 *L'Espresso*, juin 2005.

LES PÂTES CUNEGONDA₁

En principe, il n'est pas anticonstitutionnel que la coalition ayant obtenu la majorité au Parlement procède à l'occupation de différents services administratifs et organismes, dont la RAI. C'est ce qu'on appelle le *spoil system*, également utilisé dans d'autres pays. Il est vrai que les vainqueurs pourraient se montrer beaux joueurs, et tenir compte d'une minorité qui représente presque la moitié des électeurs, mais la bonne éducation et la sensibilité démocratique sont une chose, l'absence de scrupules dans l'exercice d'une force électorale obtenue légalement en est une autre. Par ailleurs, nous avons eu pendant des années une radio-télévision entièrement contrôlée par la Démocratie chrétienne, où l'on allait jusqu'à mesurer chaque centimètre de peau féminine exposée aux regards, et le pays s'en est très bien sorti. Cette télévision qu'on pourrait appeler « de régime » a même produit la génération la plus contestataire du siècle.

Le seul inconvénient aujourd'hui, c'est que le chef du gouvernement possède les autres télévisions privées et que le *spoil system* aboutit à un monopole presque total de l'information. Voilà le fait nouveau, nouveau par rapport aux usages des autres pays démocratiques et aux constitutions qui ont été écrites à une époque où de tels phénomènes étaient imprévisibles. Ce fait nouveau, et absolument scandaleux, exige une riposte nouvelle de la part de l'électorat non consentant. On a vu que les *girotondi* ainsi que les manifestations de rue ne sont pas très efficaces en l'occurrence : ou plutôt, si ces méthodes servent à renforcer le sentiment d'identité d'une opposition désarmée, il faut (à supposer que cette identité soit réelle) aller plus loin – car le gouvernement se fiche complètement des *girotondi*, et ce n'est pas cela qui fera changer d'avis l'électorat des partis au pouvoir. Quel moyen de protestation efficace reste-t-il donc à cette moitié d'Italiens qui ne se sentent pas représentés par le nouveau système télévisuel?

Ces téléspectateurs sont très nombreux et quelques millions d'entre eux ont déjà manifesté leur désaccord, mais d'autres encore seraient prêts à l'exprimer s'ils voyaient une façon efficace de le faire. Refuser de regarder la télévision et d'écouter la radio? Trop grand sacrifice, car tout d'abord il est légitime d'avoir envie de

regarder un beau film le soir, et il n'est pas dans mes habitudes de demander quelles sont les idées du patron d'une salle de cinéma; ensuite, il est utile de connaître les opinions des partis au gouvernement, ainsi que leur façon de donner les nouvelles, et même s'il y avait une émission sur la Résistance diffusée par Mediaset, faite uniquement par des personnes dont je ne partage pas du tout les opinions, j'aurais le droit de savoir ce qu'elles pensent et ce qu'elles disent; et enfin, même si les Italiens qui sont dans l'opposition et qui représentent pratiquement la moitié des électeurs arrêtaient de regarder la télévision, cela ne ferait pas changer l'attitude du gouvernement ni l'opinion de son électorat.

De quelle force réelle la partie de l'Italie qui n'accepte pas le monopole télévisuel dispose-t-elle? D'une puissante force économique. Il suffirait que ceux qui n'acceptent pas ce monopole décident de pénaliser Mediaset en refusant d'acheter toutes les marchandises dont la publicité passe sur ces chaînes.

Difficile? Non, il suffit d'avoir une feuille de papier près de sa télécommande et d'y noter le nom des produits en question. On vous recommande les filets de poisson Aldebaran? Eh bien, au supermarché, on n'achètera que les filets de poisson Andromeda. On fait la publicité du médicament Bub à l'acide acétylsalicylique? Chez le pharmacien, on choisira une préparation générique qui contient également de l'acide acétylsalicylique, et qui coûte moins cher. L'éventail des produits est tel que cela ne demanderait aucun sacrifice, seulement un peu d'attention, pour acheter le détergent Meraviglioso et les pâtes Radegonda (qui ne sont pas promues sur Mediaset) au lieu du détergent Stupefacente et des pâtes Cunegonda.

A mon avis, si cette décision était prise, ne serait-ce que par quelques millions d'Italiens, et qu'ils s'y tenaient, au bout de quelques mois certaines industries constateraient une baisse de leurs ventes et agiraient en conséquence. On n'a rien sans rien, un effort est nécessaire, si vous n'êtes pas d'accord avec le monopole de l'information, démontrez-le de façon active.

Installez des tables dans la rue pour recueillir les signatures de gens qui s'engagent, non pas à manifester une seule fois sur la voie publique, mais à ne plus manger de pâtes Cunegonda. Ce n'est pas un si grand effort! On peut très bien y parvenir, il suffit de vouloir exprimer de façon absolument légale son désaccord et de pénaliser ceux qui autrement ne nous écouterait pas. A un gouvernement-entreprise, on ne répond pas par des idées, ni par des drapeaux, mais en visant son point faible, l'argent. En outre, si ce

gouvernement-entreprise se montrait sensible à cette protestation, ses électeurs s'apercevraient à leur tour qu'il s'agit précisément d'un gouvernement-entreprise, dont la survie ne peut être assurée que si son chef continue à gagner de l'argent. Face à une nouvelle situation économique, il faut de nouvelles formes de riposte politique. Ce serait là une véritable opposition.

Apostille scatologique²

Mon article sur *Les pâtes Cunegonda* a donné naissance à un mouvement dit *Pasta Cunegonda* (<http://web.cheapnet.it/cunegonda>), dont certains journaux ont parlé. Un jour, je reçois au journal *La Repubblica* un pli, dont l'enveloppe portait le cachet de Caramagna, riante localité du nord de l'Italie.

J'ouvre, et je trouve d'abord la photocopie d'un journal local dans lequel on annonçait mon initiative, avec une note écrite à la main dans la marge : « Ce que tu fais à autrui, attends-toi à ce qu'autrui... » (on remarquera la savante subtilité des points de suspension). Suit une signature-gribouillis illisible : bref, un message anonyme. Ce que tu fais à autrui, attends-toi à ce qu'autrui... ? Inquiet, je m'attends surtout à trouver une bonne dose d'anthrax au fond de l'enveloppe. Pas du tout, il y a un exemplaire d'un de mes vieux livres, *La definizione dell'arte*, publié aux éditions Mursia en 1968, puis, comme l'atteste cet exemplaire, en 1978 chez Garzanti. Sur la couverture, il est écrit « merde » au feutre rouge, souligné deux fois.

J'ouvre et je vois que de la première page à la quatrième de couverture, sur 308 pages, le mot « merde » apparaît régulièrement, toujours en rouge et souligné - mais uniquement sur les pages impaires - il n'apparaît donc pas sur 308, mais sur 154 pages, ou plutôt sur 156, car il y a deux « merde » de plus sur la dernière de couverture, recto-verso. Ainsi, ce monsieur (que par pure galanterie je suppose ne pas être une femme) a eu le raisonnement suivant : « Tu as fait quelque chose que je n'approuve pas ? Je vais donc te décocher une de ces flèches qui anéantissent l'adversaire. » Comme le vicomte de Valvert qui, lorsqu'il défie Cyrano en faisant allusion à son nez, et croyant être le premier à avoir trouvé un sarcasme sublime, dit : « Attendez, je vais lui lancer un de ces traits !... Vous... vous avez un nez... heu... un nez... très grand. » Mais du nez à l'organe de la défécation, il y a une certaine distance, et de toute évidence, mon correspondant voulait être plus malin que le vicomte de Valvert (qui, lui, s'expose directement, affronte le duel, et reçoit

un coup d'épée de Cyrano à la fin de la ballade que celui-ci a improvisée). En outre, pour montrer du courage en disant « merde », selon l'enseignement de Cambronne, il suffit de le dire une fois, et à visage découvert. Cent cinquante-six fois, du fond d'un cabinet de Caramagna, ce n'est pas du courage, mais une incroyable servilité.

J'essaie de comprendre la psychologie et l'origine sociale de mon correspondant. Pour la psychologie, point n'est besoin d'une séance de psychanalyse, et je laisse au lecteur le soin d'imaginer lui-même. Pour l'origine sociale, je me demande si mon correspondant avait déjà ce livre chez lui, s'il l'a acheté exprès, ou s'il l'a volé. S'il avait déjà ce livre chez lui, même en imaginant qu'il ait appartenu à ses enfants, cela signifie qu'il s'agit d'une personne ayant un certain statut social, ce qui rend l'affaire encore plus intrigante. S'il l'a volé, on peut admettre que ce soit aussi une forme de lutte politique, mais autrefois ceux qui volaient les livres étaient d'extrême gauche, et je ne crois pas que ce soit le cas. Reste l'hypothèse qu'il l'ait acheté, c'est-à-dire qu'il ait dépensé une certaine somme, sans compter les frais d'envoi, pour se payer cette satisfaction. Il aura calculé que cela ne contribuerait pas à mon bien-être personnel, vu le malheureux pourcentage que touche un auteur sur un livre de poche, mais n'aura pas pris en compte les importantes rentrées d'argent que me vaudra l'écriture de cet article.

On pourrait penser que ce message émane d'un collègue soucieux de montrer à quel point il désapprouve ma pensée. Mais non, car dans ce cas, il aurait signé, de peur que son travail de copiste ne soit pas pris en compte pour son avancement.

Que dire? Ce n'est pas tant la manifestation d'un déclin dans les usages de la polémique qui ressort de ce message - il y en a de pires - que la rage impuissante et infantile qu'il traduit, ou les conclusions qu'on peut en tirer quant au niveau d'un certain électorat. Je me plais à penser que mon correspondant aurait voulu envoyer un message analogue à l'arbitre de foot qui nous a fait perdre contre la Corée du Sud, et je l'imagine fulminant de dépit en s'apercevant que celui-ci n'est l'auteur ni d'un recueil de poèmes, ni d'un traité de métaphysique, ni d'un livre de physique nucléaire.

Sur le plan littéraire, je rangerais ce défoulement épistolaire dans un genre nouveau, qui n'est ni le trash-art, ni la merd-art, car le regretté Piero Manzoni aussi remplissait des petites boîtes d'excréments, mais il les adressait à la postérité, après les avoir scellées. Le monsieur dont nous parlons voulait, lui, que même virtuellement, ce soit moi qui sente le parfum de son geste. Il s'agit donc, je suppose, d'un geste à la D'Annunzio : « J'ai ce que j'ai

donné. »

¹ *La Repubblica*, avril 2002.

² *L'Espresso*, juin 2002.

CHRONIQUES DU BAS-EMPIRE¹

Lorsque cette chronique sera publiée, la discussion sur la déclaration du président du Conseil lors d'une rencontre officielle et internationale au sujet de ses prétendus problèmes de famille se sera probablement calmée et je dois dire que la presse, toutes tendances politiques confondues, s'est comportée en l'occurrence avec une discrétion exemplaire, enregistrant et commentant cette déclaration le premier jour, mais sans retourner le couteau dans la plaie. Ce n'est donc pas par mauvais goût que je reviens sur cet épisode après un certain temps, mais parce que dans les années à venir, il faudra l'étudier dans les cours de sciences de la communication, et que les droits de la réflexion scientifique sont souverains.

Ainsi donc, et j'espère que depuis presque deux semaines tout le monde l'aura oublié, alors qu'il recevait le Premier ministre d'un gouvernement étranger, notre président du Conseil a fait certaines déclarations qui concernaient une relation supposée (dans le sens où elle était l'objet de murmures et de bavardages) de sa propre épouse avec un autre monsieur, qualifiant celle-ci de « pauvre femme ».

Dès le lendemain, à la lecture des journaux, on en déduisait deux interprétations possibles. La première était que notre président du Conseil se trouvait dans un tel état d'exaspération qu'il se serait défoulé en faisant cette sortie très intime dans un endroit public. La seconde était que ce Grand Communicateur qu'est Berlusconi, sachant que circulait une rumeur embarrassante pour lui, l'aurait rendue publique pour y couper court, et en aurait fait un objet de plaisanterie pour tous, afin de lui enlever toute saveur d'interdit.

Il est clair que dans le premier cas, sa façon de traiter son épouse de « pauvre femme » aurait été une offense pour elle, tandis que dans le second, cela aurait été vexant pour le troisième personnage présumé (la pauvre petite, est-il sous-entendu, si c'était vrai... mais il est évident que ça ne l'est pas, puisque j'en ris).

Si la première interprétation, que j'aurais tendance à exclure, était exacte, ce cas relèverait plutôt de la compétence d'un psychiatre que de celle d'un politologue. Admettons donc que la seconde soit la bonne. C'est justement celle qui devrait donner matière à réflexion non seulement dans les séminaires de sciences de la communication,

mais également dans les séminaires d'histoire.

Le Grand Communicateur semble en effet avoir ignoré le principe bien connu qu'un démenti est une nouvelle que l'on donne deux fois. Et encore, si ce n'était que deux fois ! Moi, par exemple, (peut-être en raison de mes nombreux voyages, et dans des pays qui ne sont pas obsédés par ce qui se passe chez nous) je n'avais jamais entendu parler de ces ragots - qui circulaient probablement dans certains cercles politiques, chez certains intellectuels, certains invités aux croisières de la Costa Smeralda. En voyant large, cela fait mille, deux mille personnes tout au plus. Après l'intervention publique du président du Conseil, compte tenu de l'existence de l'Union européenne, l'insinuation a été communiquée à quelques centaines de millions de personnes. Pour un Grand Communicateur, cela ne me paraît pas être un coup de maître.

Tant pis, nous conseillerons à nos étudiants de ne pas se comporter ainsi, car la publicité d'un dentifrice qui commencerait par « en dépit de ceux qui affirment que le dentifrice donne le cancer... » ferait naître chez les acheteurs des doutes qui provoqueraient l'écroulement des ventes de cet indispensable accessoire. Nous expliquerons donc que de temps en temps, comme Homère, Berlusconi somnole, lui aussi. C'est l'âge.

Mais la seconde interprétation est importante sur le plan de l'historiographie. D'habitude, un homme politique s'efforce de séparer ses problèmes domestiques des problèmes de l'Etat. Clinton, surpris le slip à la main, fait tout son possible pour prendre les choses à la légère et convoque même sa femme afin qu'elle déclare à la télévision qu'il s'agit là d'un épisode sans importance. Mussolini était ce qu'il était, mais il résolvait ses problèmes avec son épouse entre quatre murs, il n'allait pas en discuter piazza Venezia. Et s'il a envoyé autant de gens mourir en Russie, c'était pour essayer de réaliser ses rêves de gloire, et non pas pour faire plaisir à sa maîtresse, Claretta Petacci.

A quel moment une fusion aussi complète entre le pouvoir politique et les affaires personnelles s'est-elle réalisée dans l'Histoire? Sous l'Empire romain, lorsque l'empereur devient le maître absolu de l'Etat, qu'il n'est plus contrôlé par le sénat, qu'il s'appuie uniquement sur sa garde prétorienne. C'est alors qu'il chasse sa mère à coups de pied, nomme son cheval sénateur, oblige les courtisans qui n'apprécient pas ses vers à se tailler les veines...

C'est ce qui se produit lorsqu'il se crée non pas un conflit d'intérêts, mais une identité d'intérêts absolue entre sa propre vie (avec ses intérêts privés) et l'Etat. Cette identité absolue préfigure

un régime, au moins dans l'imagination de son démiurge, qui n'a rien à voir avec les régimes d'autres époques, mais qui rappelle les rituels du Bas-Empire. On se souvient d'ailleurs comment (selon Dumas), au début de la monarchie absolue, pour déjouer les plans de Milady dans l'affaire des bijoux de la reine (sa maîtresse), Lord Buckingham avait fait fermer les ports et déclarer la guerre à la France. Voilà ce qui arrive, lorsqu'il y a collusion d'intérêts.

¹ *L'Espresso*, octobre 2002.

III

RETOUR AU GRAND JEU

ENTRE WATSON ET LAWRENCE D'ARABIE

J'ai déjà entendu cette histoire quelque part

Il est évident que les autorités militaires britanniques et américaines ne laissent pas filtrer beaucoup de nouvelles sur ce qui se passe en Afghanistan, mais il suffit d'être un lecteur attentif pour en savoir un peu plus. *La Stampa*, par exemple, avait déjà traité le 20 septembre dernier le sujet dont il est question ici, bien avant que le théâtre des opérations se déplace vers Kandahar.

L'homme dont je veux parler s'enrôle comme médecin officier dans ce corps d'armée d'élite qu'est le Fifth Northumberland Fusiliers, mais il est ensuite transféré au Royal Berkshire et doit alors affronter les féroces Afghans du nord-ouest de Kandahar, dans les environs de Mundabad. Là, survient un incident dû à une erreur des services de renseignement : les Anglais sont informés que les Afghans sont moins nombreux et moins bien armés qu'ils ne le supposaient. Les Anglais attaquent et se font massacrer, quarante pour cent d'entre eux tout au moins, au col du Khushk-i-Nakhud (les cols de montagne, dans ce pays, sont terribles et, comme le disent les reporters, les Afghans n'ont pas l'habitude de faire de prisonniers).

Notre homme est atteint à l'épaule par une balle de fusil Jezail, un modèle dépassé, mais meurtrier. Cette balle lui casse l'os et lui coupe l'artère sous-clavière. L'officier est sauvé in extremis par son valeureux aide de camp. Il est rapatrié à Londres, et l'anecdote qui suit montre à quel point le souvenir de cette tragédie est encore présent à l'esprit de tous.

Lorsqu'il rencontre la personne avec laquelle il va partager un appartement, celle-ci lui dit : « A ce que je vois, vous étiez en Afghanistan. » Un peu plus tard, l'officier demande à cette personne de lui expliquer comment elle le sait et celle-ci lui expose son raisonnement : « Cet homme a quelque chose à la fois d'un médecin et d'un militaire. Il revient des tropiques, car il a le visage foncé, mais ce n'est pas son teint d'origine, car il a les poignets clairs. Il a

dû affronter privations et maladies, comme l'indique son visage émacié. En outre, il a été blessé au bras gauche. Il le tient dans une position raide et peu naturelle. Dans quel pays des tropiques un médecin de l'armée britannique peut-il avoir été obligé de subir de telles privations et avoir reçu une balle dans le bras? De toute évidence, en Afghanistan. »

La conversation se passe à Baker Street, le médecin est le docteur Watson, et son interlocuteur est Sherlock Holmes. Watson a été blessé à la bataille de Maiwand, le 27 juillet 1880. A Londres, le journal *The Graphic* donne cette information le 7 août (à l'époque les nouvelles arrivaient en retard). Nous le savons dès les premiers chapitres de *La Tache écarlate*.

Watson reste marqué par cette expérience. Dans la nouvelle *Le Mystère de Val Boscombe*, il affirme que l'expérience afghane l'avait habitué à être un voyageur prompt et infatigable. Mais lorsque, dans *Le Signe des quatre*, Holmes lui offre de la cocaïne (dosage à sept pour cent), Watson affirme qu'après la campagne afghane, son corps ne supporte plus de nouvelles expériences. Peu après, il se rappelle qu'il aimait bien rester assis, à s'occuper de son bras blessé, lequel souffrait de chaque variation de température. Dans *Le Rituel des Musgrave*, Watson livre quelques réflexions sur les traces profondes que la campagne d'Afghanistan a laissées en lui.

En fait, Watson voudrait toujours parler de cette campagne, mais en général, les gens ne l'écoutent pas. Dans *Les Propriétaires de Reigate*, il a du mal à convaincre Holmes de rendre visite avec lui à un compagnon d'armes, le colonel Hayter. Dans *The Naval Treaty*, il tente vainement d'intéresser à ses aventures afghanes un certain Phelps, personnage plaintif et nerveux; dans *Le Signe des quatre*, il s'obstine à parler de cette guerre à Miss Morstan, mais il ne parvient à éveiller sa curiosité qu'une seule fois. Les anciens combattants, surtout s'ils ont été blessés, sont ennuyés.

Pourtant, le souvenir de l'Afghanistan est toujours présent. Dans *La Maison vide*, en parlant de Moriarty - le grand ennemi de Holmes -, on tombe sur la fiche d'un colonel Moran, « le deuxième homme le plus dangereux de Londres », qui a servi à Kaboul. On retrouve également des échos de la guerre afghane dans *Le Tordu*.

Enfin, aussi bien dans *L'Aventure de la boîte en carton* que dans *Le Pensionnaire en traitement*, Holmes élève au rang de chef-d'œuvre ce qu'il appelle à tort la déduction (car il s'agit d'une *abduction* comme l'explique Pierce).

Alors qu'ils sont tranquillement installés dans leur appartement,

Holmes dit soudain : « Vous avez raison, Watson, il me semble que c'est la façon la plus ridicule de résoudre un différend. » Watson acquiesce, mais se demande alors comment Holmes a pu deviner ce qu'il était en train de penser. C'est que, suivant un simple mouvement des yeux de Watson vers différents endroits de la pièce, Holmes réussit à reconstituer exactement le cours des pensées de son ami. Comprenant que celui-ci se rappelait divers épisodes particulièrement terribles de la guerre, et voyant qu'il touchait son ancienne blessure, il en déduit que Watson songeait avec mélancolie que la guerre est décidément la façon la plus absurde de résoudre les questions internationales.

Elémentaire, mon cher Watson. Que Blair n'ait pas informé Bush de ces détails, reste un mystère.

Se documenter, d'abord²

L'un des livres les plus fascinants sur le Japon est *Le Chrysanthème et le Sabre*, de Ruth Benedict. Il a été publié en 1946, donc après la guerre, mais Benedict y reprenait et y développait une recherche qui lui avait été commandée en 1944, en plein conflit, par le service des informations militaires du gouvernement américain. La raison en est évidente, dit l'auteur elle-même dans son introduction à la version imprimée de l'ouvrage : il s'agissait de terminer la guerre et ensuite (si tout se passait bien) de gérer une longue occupation, face à une civilisation dont les Américains ne savaient pas grand-chose. Ils voyaient seulement qu'ils avaient face à eux une nation d'un haut niveau militaire et technologique, mais qui n'appartenait pas à la culture occidentale. Qui étaient les Japonais, comment fallait-il se conduire avec eux, si l'on s'attachait à comprendre « comment se comporteraient les Japonais et non pas comment nous nous comporterions nous-mêmes à leur place » ? Sans pouvoir se rendre au Japon, en s'aidant simplement d'ouvrages d'anthropologie parus précédemment, de la littérature et du cinéma japonais, et surtout de la collaboration de Nippo-Américains, Ruth Benedict a réussi à composer une fresque fascinante. Il est possible qu'elle n'ait pas toujours tout saisi, mais il est certain qu'elle a contribué à faire comprendre *sine ira et studio* la façon de vivre et de penser des Japonais.

La légende veut que, réfléchissant à l'endroit où lancer la première bombe atomique, le commandement militaire ait pensé à Kyoto - ce qui aurait montré que ses responsables n'avaient pas lu

Ruth Benedict, car cela aurait eu le même effet que lancer une bombe atomique sur le Vatican pour occuper Rome. Mais la bombe n'a pas été larguée sur Kyoto, ce qui signifie que certains membres du haut commandement avaient lu ce livre. Je ne dis pas que lancer les bombes sur Hiroshima et Nagasaki ait été la meilleure façon de plaire aux Japonais, mais il est certain que les rapports de l'après-guerre entre les deux pays ont été établis avec intelligence, comme l'a prouvé l'Histoire.

Je conçois que l'Amérique de Roosevelt à Truman était différente de celle de Bush, mais je me demande si la pression sur l'Irak a été précédée d'études d'anthropologie culturelle aussi pénétrantes et approfondies. Je sais bien qu'il suffit d'aller dans une bibliothèque de Harvard ou de lire quelques-uns des excellents essais qui sortent aujourd'hui dans plusieurs revues américaines pour voir que les bons connaisseurs du monde islamique ne manquent pas aux Etats-Unis, mais le problème est de savoir ce que Bush et les siens ont lu de ces essais.

Par exemple, face aux réactions irritées et scandalisées de la Maison-Blanche chaque fois que Saddam change de tactique (il dit d'abord ne pas avoir de missiles, puis qu'il les a détruits, ensuite qu'il les détruira, qu'il n'en avait que deux ou trois, etc.), je me demande si le haut commandement a jamais lu *Les Mille et Une Nuits*, qui sont pourtant très proches de Bagdad et de ses califes. Il me semble assez évident que la technique de Saddam est celle de Shéhérazade, qui raconte chaque nuit une histoire différente à son seigneur, et parvient ainsi à passer deux ans et neuf mois sans se faire couper la tête.

Face à une technique dilatoire qui a des racines culturelles aussi profondes, il y a deux issues. L'une est de ne pas jouer le jeu, d'empêcher Shéhérazade de raconter ses histoires et de lui trancher tout de suite la tête. A l'heure où j'écris ces lignes, je ne sais pas encore si c'est la méthode que Bush a finalement choisie. Mais même dans ce cas, on peut se demander si le fait d'interrompre brusquement un récit ne donne pas lieu à d'autres formes de temporisations, qui entraînent l'Histoire dans une autre direction et pour mille autres nuits.

La seconde solution serait d'opposer à la technique dilatoire de Shéhérazade une technique diamétralement opposée. En décidant de procéder ainsi (admettons que Condoleezza Rice ait lu les histoires du temps des califes), il serait alors possible d'opposer à chaque histoire de Saddam-Shéhérazade une autre histoire, comportant une surenchère de menaces, pour voir qui craquerait le

premier.

Je crains qu'une carence en études anthropologiques ne soit également l'une des causes de l'impatience de Bush à l'égard de la prudence de nombreux pays européens, lorsqu'il ne tient aucun compte du fait que ces derniers ont connu des formes de cohabitation pacifique et de conflit armé avec le monde islamique pendant mille cinq cents ans environ, et qu'ils en ont donc une connaissance approfondie. La France, l'Allemagne, la Russie, pourraient être les Ruth Benedict du moment, qui savent plus de choses sur le monde arabe que ceux qui, douloureusement frappés par le terrorisme fondamentaliste, n'en voient qu'un seul aspect.

Qu'on ne me dise pas que lorsque l'on est en guerre, on ne peut pas écouter les anthropologues culturels. Rome s'est opposée aux Germains, mais elle a eu besoin d'un Tacite pour les comprendre. Que les conflits entre les civilisations se mènent non seulement en fabriquant des canons, mais également en finançant la recherche scientifique, ce pays devrait pourtant le comprendre, lui qui parvenait à s'assurer la collaboration des meilleurs cerveaux de la physique, tandis que Hitler essayait de les envoyer dans des camps d'extermination.

Pour faire la guerre, il faut de la culture³

Je remarquais que Bush n'a pas eu une Ruth Benedict pour l'aider à comprendre la mentalité d'un peuple qu'il fallait d'abord vaincre, puis aider à passer à un régime démocratique. Plus le conflit irakien se prolonge, plus cette observation se confirme.

Un des motifs de stupéfaction des hauts commandements britannique et américain (lesquels admettent aujourd'hui que ce qui devait être une guerre éclair se transforme en une entreprise plus longue et plus coûteuse) a été de voir démentie leur conviction qu'après avoir riposté à l'attaque, des divisions entières se rendraient, les généraux feraient cause commune avec les troupes alliées, et les Irakiens des villes se rebelleraient contre leur tyran. Cela ne s'est pas produit, et il est absurde d'affirmer que si les soldats et le peuple n'osent pas se révolter, c'est par peur de la répression de leur gouvernement : si on suit ce raisonnement, les Italiens n'auraient jamais fait de résistance, car les Allemands pendaient les partisans, or c'est justement la répression qui a poussé beaucoup de gens à prendre le maquis.

Il leur a manifestement échappé un principe que l'Histoire (qui donne parfois de vraies leçons de vie) aurait dû nous apprendre : les dictatures produisent un consensus, et c'est sur ce consensus qu'elles s'appuient. En Italie, on a tenté en vain de résister à l'affirmation de l'historien Renzo De Felice selon laquelle le fascisme n'était pas le fait de quelques fanatiques qui tenaient quarante millions de dissidents sous sa botte, mais que s'il a duré vingt ans, c'est justement parce que d'une certaine façon, il existait un consensus diffus. Peut-être ce consensus était-il nourri d'indolence plus que d'enthousiasme, mais il existait.

Le second enseignement de l'Histoire est que dans une dictature, même s'il existe des formes de dissension, lorsqu'un conflit frontal éclate avec un ennemi étranger, il se produit une sorte d'identification à la nation. Hitler était un dictateur féroce, tous les Allemands n'étaient pas nazis, mais les soldats allemands se sont battus jusqu'à la fin. Staline était un dictateur haïssable, les citoyens soviétiques ne se sentaient pas tous communistes, mais ils ont résisté aux troupes allemandes et italiennes jusqu'à leurs dernières forces, et ils ont fini par gagner. Même les Italiens, qui après 1943 allaient fêter les débarquements des Alliés, ou rejoignaient le maquis, se sont comportés vaillamment à El-Alamein.

Était-il si difficile de comprendre que l'attaque d'une armée étrangère, au moins pendant un certain temps, déterminerait une cohésion du front intérieur? Pourtant, je le répète, il n'était même pas nécessaire de déranger les grands professeurs de Harvard ou de Columbia. Il suffisait de prendre au hasard l'université la plus reculée de l'Ouest, pour y trouver deux ou trois jeunes assistants d'histoire et d'anthropologie culturelle prêts à expliquer ces vérités élémentaires.

Je ne crois pas que la guerre produise de culture, même si parfois les astuces de la raison (comme aurait dit Hegel) sont bizarres : les Romains font la guerre à la Grèce en pensant peut-être la latiniser, alors que c'est la Grèce vaincue qui fait la conquête culturelle de son fier vainqueur. Le plus souvent, la guerre entraîne un retour à la barbarie. Mais si elle ne produit pas de culture, elle doit au moins partir de réflexions culturelles antérieures.

Il y avait certainement une réflexion culturelle derrière les entreprises de Jules César et, au moins jusqu'à l'Empire, Napoléon bougeait ses pions en Europe en sachant qu'il existait des attentes diffuses dans les différents pays où il conduisait ses armées de la révolution. J'imagine que Garibaldi avait des idées sur la faiblesse des troupes des Bourbons et sur l'appui qu'il pouvait trouver dans

certaines couches de la société sicilienne, bien qu'en définitive, ni lui ni Cavour n'aient prévu que le Sud envahi deviendrait le théâtre d'une forte résistance sanfédiste (catholique et fidèle à la cause bourbonnienne) et d'un refus populaire manifesté par le brigandage.

En revanche, le pauvre Pisacane avait fait un mauvais calcul, lui qui fut massacré par ceux dont il attendait un accueil enthousiaste⁴. Et c'est probablement, puisque l'on parle de nouveau du 7^e de Cavalerie, un certain manque d'information sur la psychologie indienne qui a été à l'origine de la tragédie du général Custer.

Il serait intéressant (cela a sans doute été déjà fait, mais je ne suis pas expert en la matière) de voir quelles guerres ont été menées en tenant compte des contributions de la culture, et lesquelles ont été au contraire minées dès le début par l'ignorance.

Il semble à peu près certain que les armées se sont lancées dans le conflit irakien sans avoir consulté les universités, en raison d'une méfiance ancestrale des droites américaines à l'égard des « têtes d'œuf » ou, comme disait le vice-président de Nixon, Spiro Agnew, des « snobs efféminés ».

Il est vraiment dommage que le pays le plus puissant du monde dépense autant d'argent pour faire étudier ses meilleurs cerveaux, et qu'ensuite il ne les écoute pas.

On peut gagner en ayant tort⁵

En guerre, on devient manichéen, la guerre fait perdre la raison - tout cela, il y a longtemps qu'on le sait. Mais il est certain qu'à l'occasion du conflit en Irak, nous avons assisté à des démonstrations qu'il faudrait attribuer à la mauvaise foi - si elles n'avaient été dues en fait, selon toute probabilité, à l'exaspération collective.

On a commencé par dire que ceux qui étaient contre la guerre étaient pour Saddam, comme si une personne discutant de l'opportunité de donner un certain médicament à un malade était du côté de la maladie.

Personne n'a jamais nié que Saddam était un dictateur impitoyable, la question était de savoir si, en le chassant de cette façon violente, on ne risquait pas de jeter le bébé avec l'eau du bain. Puis, on a dit que ceux qui étaient contre la politique de Bush étaient d'un antiaméricanisme viscéral, comme si ceux qui étaient

contre la politique de Berlusconi détestaient l'Italie. Ce serait plutôt le contraire.

Enfin, même si tout le monde n'a pas eu ce toupet, certains ont insinué que les militants pour la paix appuyaient les dictatures, le terrorisme, et pourquoi pas la traite des blanches. Ne nous y attardons pas... Mais les syndromes les plus intéressants sont apparus au lendemain de la « victoire » (au moins formelle) en Irak. « Vous voyez, a-t-on commencé à déclarer triomphalement sur tous les écrans de télévision, que ceux qui parlaient de paix avaient tort. »

Bel argument! Qui a dit que ceux qui gagnent une guerre avaient raison de la faire? Hannibal a vaincu les Romains à Cannes parce qu'il avait des éléphants, qui étaient les missiles intelligents de l'époque, mais avait-il eu raison de franchir les Alpes pour envahir la péninsule ? Ensuite, il a été vaincu par les Romains à Zama, et il n'est pas prouvé que ces derniers aient eu raison d'éliminer complètement le pôle Carthage au lieu d'essayer de trouver un équilibre entre les différentes forces présentes en Méditerranée. Enfin, les Romains ont-ils eu raison de le pourchasser entre la Syrie et la Bithynie, jusqu'à ce qu'il soit contraint de s'empoisonner? Pas sûr.

Et puis, pourquoi insister sur ce « Vous voyez qu'ils ont gagné » ? comme si ceux qui critiquaient cette guerre doutaient d'une victoire des Anglo-Américains. Quelqu'un croyait peut-être que les Irakiens les auraient rejetés à la mer? Même Saddam n'y croyait pas, et il parlait surtout pour redonner du courage aux siens. Le problème était plutôt de savoir si les Occidentaux gagneraient en deux jours ou en deux mois. Etant donné que chaque jour de guerre supplémentaire coûte la vie à beaucoup de gens, il vaut mieux gagner en vingt jours qu'en soixante.

Ce que les railleurs du petit écran auraient dû déclarer, c'est : « Vous avez vu, vous qui disiez que la guerre n'éliminerait pas le terrorisme, eh bien, elle l'a fait. » Or, c'est la seule chose qu'ils ne puissent affirmer, puisque rien ne prouve que ce soit vrai. Ceux qui critiquaient la guerre, en dehors de toute considération morale et civile sur le concept de guerre préventive, soutenaient qu'un conflit en Irak augmenterait probablement la tension terroriste dans le monde, au lieu de la diminuer, car il pousserait de nombreux musulmans jusqu'alors modérés à détester l'Occident, et susciterait de nouvelles adhésions à la guerre sainte.

Eh bien, à ce jour, le seul résultat tangible de cette guerre a été l'afflux de brigades volontaires de kamikazes en puissance, d'Egypte,

de Syrie, d'Arabie Saoudite, vers les tranchées de Bagdad. Symptômes plutôt inquiétants. En admettant même que ceux qui considéraient cette guerre comme nuisible aient eu tort, cela n'a pas encore été prouvé par les événements, d'autant plus que des haines ethniques et religieuses particulièrement difficiles à gérer, et très dangereuses pour l'équilibre du Moyen-Orient, semblent se déchaîner là-bas. Comme je le rappelais dans ma chronique précédente, les dictatures produisent aussi un consensus, et ce consensus se renforce, au moins au début, face à une armée étrangère perçue comme un envahisseur.

Puis l'armée s'est désagrégée et les foules (mais combien, en vérité?) sont allées fêter les Occidentaux. Quelqu'un m'a alors écrit : « Tu vois? » Tu vois quoi? Je rappelais qu'avant le 8 septembre (date de l'armistice avec les Alliés), le fascisme avait pu compter sur le consentement implicite des pauvres diables qui s'étaient battus à El-Alamein ou en Russie. Ensuite, devant la défaite, les foules se sont mises à déboulonner les statues du Duce, et en Italie, tout le monde est devenu antifasciste. Mais trois mois plus tard, une partie des Italiens se regroupaient de nouveau autour des emblèmes fascistes, prêts à fusiller les partisans.

En Italie, pour dénouer cette situation, il a fallu presque deux ans. Et en Irak? Avec ce qui se passe aujourd'hui entre les différentes factions qui veulent diriger le pays sans que les Occidentaux s'en mêlent, il me semble que le consensus sur lequel s'appuyait Saddam a disparu, mais - à la différence de l'Italie de l'époque - ce qui n'a pas disparu, c'est un sentiment de méfiance et d'exaspération à l'égard de l'étranger.

Chroniques du Grand Jeu⁶

Un des livres les plus passionnants que j'ai lus cet été, est *The Great Game* de Peter Hopkirk⁷. Il ne faut pas se laisser décourager par le fait que ce volume comporte plus de six cents pages. Je ne dirais pas qu'on le lit d'une seule traite, mais on peut le savourer chaque soir, comme un grand roman d'aventures, peuplé de personnages historiques extraordinaires, dont nous ignorions totalement l'existence.

Ce livre reconstitue l'enchevêtrement de jeux d'espionnage, d'agressions, de guerres et de guérillas qui se sont déroulés entre

agents ou militaires russes d'un côté, anglais de l'autre, sur la ligne de faite qui sépare l'Inde de l'Afghanistan. Une région où régnaient les potentats ouzbeks et circassiens, depuis le Caucase jusqu'au Tibet et au Turkestan chinois. Vous aurez peut-être l'impression d'y reconnaître les petites cartes qui ont paru en première page des journaux ces dernières années, et vous n'aurez pas tort. On s'aperçoit aussi que le Kipling de *Kim* n'a rien inventé, qu'il a tout au plus merveilleusement bien synthétisé une histoire commencée à l'époque napoléonienne pour finir (?) au début du XX^e siècle. Une histoire d'officiers ambitieux et d'aventuriers sans scrupules qui se déguisaient en marchands arméniens ou en pèlerins, traversaient des déserts et des montagnes inexplorés - les Russes pour trouver des moyens d'expansion vers l'Inde, les Anglais pour sauvegarder leur empire colonial et créer à leurs frontières une série d'Etats tampons avec émirs, khans et roitelets fantoches. Une histoire de pièges, de décapitations, d'assassinats dans les palais royaux.

Ce qui frappe surtout, c'est qu'en plein XIX^e siècle, alors que l'on pensait avoir désormais tracé la carte de toute la terre, les Européens aient été si ignorants de la géographie de ces régions, des cols, de la navigabilité des fleuves, et qu'ils aient dû se fier au travail d'espions et de géographes itinérants qui leur décrivaient de vive voix ou esquissaient grossièrement ce qu'ils étaient parvenus à voir. On découvre également que les monarques ou petits sultans de royaumes fabuleux (Boukhara, Samarcande, Chiva ou encore Chitral) étaient engagés dans un jeu parfois mortel avec l'Angleterre et la Russie, mais qu'ils n'avaient que des notions très vagues de ces deux puissances. Ils croyaient même parfois que c'étaient des tribus voisines, au point qu'un jour, un de ces roitelets demanda avec hauteur à l'envoyé anglais si la reine Victoria possédait vingt canons, comme lui. Après quoi, on lit des histoires de massacres épouvantables, comme celui de seize mille Anglais, civils et militaires, femmes et enfants, dans les montagnes d'Afghanistan (qu'ils croyaient avoir pacifiées), tout simplement parce qu'un général inepte et ambitieux n'avait pas bien évalué les difficultés du terrain, les divisions tribales, les subtilités de l'art oriental de la tromperie. Tous ces émirs apparaissent déloyaux, traîtres (et ils l'étaient), comme si les envoyés russes ou anglais avaient été différents et n'avaient pas essayé de s'en faire des amis pour les tromper par la suite.

L'impression immédiate que l'on éprouve est que Bush et Poutine devraient lire ce livre pour comprendre qu'il y a des régions dans le monde où même l'armée la plus puissante et la mieux organisée ne peut rien faire contre des tribus qui connaissent le moindre sentier.

Il suffit de lire les romans de Beppe Fenoglio sur la Résistance italienne pour voir que les partisans connaissaient mieux les collines que les Allemands, venus de l'extérieur. On pourrait objecter que les choses ont beaucoup changé depuis cette époque, que les Grands Jeux ne se font plus en cachette, et qu'aujourd'hui, pour dissiper les brumes de l'ignorance sur des territoires difficiles d'accès, il suffit de partir à la guerre avec un atlas sous le bras. Faux. En lisant ce livre, on a l'impression que dans ce monde que nous croyons globalisé (dans celui, entendons-nous bien, de la Fin de l'Histoire), il subsiste d'énormes poches d'ignorance réciproque.

Les bandes d'Irakiens qui enlèvent aujourd'hui les journalistes savent que l'Angleterre possède plus de vingt canons, mais leurs exigences montrent qu'ils ont des idées très vagues sur les réalités européennes : il leur arrive d'enlever un journaliste de gauche pour exercer un chantage sur un gouvernement de droite, ils ne se rendent pas compte qu'en menaçant la France, ils peuvent attirer en Irak un pays qui n'y était pas entré, ils ont montré à la télévision des otages italiens en exigeant qu'il y ait des manifestations pour la paix en Italie, sans savoir qu'il y en avait déjà eu, ils ont enlevé deux pacifistes en mettant dans l'embarras tous ceux qui souhaitent le départ des Occidentaux, en somme ils essaient d'avoir une influence sur les politiques occidentales sans avoir apparemment les idées claires sur les lignes de fracture qui existent en Occident.

Et nous? Essayez de demander, je ne dis pas à votre concierge, mais à un universitaire (en dehors, bien sûr, des spécialistes de la civilisation arabe) quelle est la différence entre les chiites et les sunnites, et vous verrez qu'il en sait moins que l'émir de Boukhara il y a cent ans sur les dimensions de l'Empire britannique. Et ne lui demandez pas où se trouve l'imam qui a disparu, car vous risqueriez de vous entendre dire que la meilleure chose à faire serait de vous mettre en relation avec « Perdu de vue ». En pleine mondialisation, il y a de quoi avoir la chair de poule, tant les connaissances sont encore confuses. Et nous mesurons mieux l'étendue de notre ignorance, en découvrant avec effroi dans le livre de Hopkirk combien l'Asie et l'Europe, au temps du Grand Jeu déjà, savaient peu de choses l'une de l'autre.

1 *L'Espresso*, décembre 2001

2 *L'Espresso*, avril 2003.

3 *L'Espresso*, avril 2003.

4 Carlo Pisacane (1818-1857). Ecrivain et patriote. En 1857, il s'empara d'un navire, libéra 300 prisonniers politiques et débarqua à Capri, dans la région de Naples, avec l'intention de soulever la population. Ce fut un échec, et traqué, il se donna la mort pour éviter d'être arrêté (N.d.T.).

5 *L'Espresso*, avril 2003.

6 *L'Espresso*, septembre 2004.

7 Peter Hopkirk, *The Great Game - On Secret Service in High Asia*, Londres, Oxford University Press, 1990.

LES PAROLES SONT DES PIERRES

Guerre de mots¹

Que la tragédie des Tours jumelles ait eu un poids symbolique, tout le monde l'a dit. Si les avions détournés s'étaient écrasés en provoquant le même nombre de victimes, et peut-être même davantage, sur deux gratte-ciel de l'Oklahoma, le monde n'aurait pas reçu le même choc. Ainsi donc les symboles pèsent, tout comme les mots avec lesquels nous essayons de définir (ou de provoquer) les événements.

Tout d'abord, le sens du mot « guerre » n'est pas clair. On peut dire cependant que ce mot retrouve les significations qu'il avait au XIX^e siècle. Nous pensons que les événements ont été anticipés par des films-catastrophe, alors qu'ils nous ont été racontés par des films beaucoup plus anciens mettant en scène des officiers anglais à casque colonial et d'insaisissables Afghans qui leur tiraient dessus du haut des rochers.

Mais au début, s'agissait-il de guerre ou d'acte terroriste? Quelqu'un a dit que les Tours jumelles étaient assurées pour des milliards et des milliards de dollars, y compris contre les actes terroristes, mais qu'elles ne l'étaient pas contre les actes de guerre. Donc, selon les termes employés par Bush, ou bien c'étaient les grandes compagnies d'assurances qui en tiraient avantage ou bien c'étaient les entreprises sinistrées. C'est peut-être la raison pour laquelle Bush parle tantôt de guerre, tantôt de terrorisme, peut-être ne sait-il pas bien qui favoriser.

Mais s'il s'agit d'une guerre, doit-elle être comprise comme une « croisade » ? Bush a laissé échapper le mot et cela a provoqué une levée de boucliers. Bush était une des rares personnes à ne pas savoir que les croisades étaient une « guerre sainte » des chrétiens (qui en avaient pris l'initiative eux-mêmes) contre le monde musulman (qui a fini d'ailleurs par rejeter les envahisseurs à la mer).

Bush s'est rattrapé, mais ensuite, il a parlé de Justice Infinie, ce qui a été encore pire. Si les paroles ont un poids, sans qu'il soit pour autant nécessaire de faire gouverner le monde par les philosophes (les résultats obtenus par Platon à cet égard ont été désastreux), il faudrait quand même envoyer au gouvernement des messieurs plus savants en histoire et en géographie.

Même le mot « arabe » demanderait réflexion. De nombreux musulmans ne sont pas arabes (et certains Arabes ne sont pas musulmans mais chrétiens), sans parler des musulmans qui ne sont pas fondamentalistes, et encore moins terroristes. De nombreux immigrés extracommunautaires ne sont ni arabes ni musulmans, et l'on trouve parmi eux des délinquants à la peau blanche et de religion catholique. Mais les symboles comptent et dans les avions, les passagers frémissent en voyant monter un monsieur moustachu au teint basané. En Amérique, on a tué un homme coiffé d'un turban (considéré comme un signe incontestable d'islamisme), alors que c'était un sikh (ni arabe, ni musulman). Bonté divine, relisons au moins les romans d'aventures de Salgari !

La liste des paroles ambiguës ne s'arrête pas là, et nous connaissons bien les mots dangereux employés par Ben Laden. Tous ensemble, ils pourraient produire d'autres victimes innocentes.

Ceux qui « comprennent » Ben Laden²

Nous vivons vraiment une triste époque. Et pas seulement à cause des événements tragiques qui se produisent, mais parce que la situation exigerait une grande subtilité, or ce n'est pas la subtilité qui semble caractériser cette époque. Autour de nous, on avance à coups de sabre. Ben Laden a même renoncé à la distinction qu'il avait faite au départ (un Occident méchant constitué d'Américains et d'Israéliens, et les autres, que jusqu'alors il ne nommait pas). Il parle maintenant d'affrontement avec les « chrétiens » en général (qui à ses yeux comprennent évidemment aussi les Juifs, les laïques, les ex-matérialistes soviétiques, et peut-être même les Chinois).

Mais, en ce qui concerne les mots, ce n'est pas mieux chez nous. Si vous traitez Ben Laden de brigand, on vous répondra que vous voulez tuer les enfants de Kaboul, et si vous souhaitez qu'à Kaboul les enfants ne meurent pas, on vous qualifiera de partisan de Ben Laden. Pourtant, la seule façon de ne pas faire son jeu est de refuser les croisades manichéennes et de cultiver cette profonde sagesse que notre culture nous a transmise, à savoir la capacité d'opérer des

distinctions.

Il y a quelques semaines est paru un sondage selon lequel une grande partie de la gauche « avait compris » Ben Laden. Pas possible ! Les gens qui ont répondu ainsi approuvaient donc la destruction des Tours jumelles? Je ne le pense pas. Il me semble plutôt que, de quelque façon qu'ait été posée la question, dans des moments pareils, les gens n'arrivent pas bien à faire la différence, par exemple, entre *expliquer*, *comprendre*, *justifier* et *partager*.

Erika est une jeune fille accusée d'avoir poignardé sa mère et son petit frère. Peut-on *expliquer* cet événement? Bien sûr, et c'est ce que devraient faire les psychologues et les psychiatres. Peut-on comprendre Erika? Si on m'explique qu'elle a été prise d'une crise de folie, je peux la comprendre, car avec la folie, on ne raisonne pas. Peut-on la *justifier*? Bien sûr que non, il faut qu'un tribunal condamne son geste d'une manière ou d'une autre et l'empêche de nuire. Peut-on *partager* ce qu'elle a fait, dans le sens où nous le ferions nous aussi? En dehors de ces fous qui lui envoient de messages de solidarité, j'espère vraiment que non.

Une nouvelle polémique a éclaté sur la compréhension manifestée à l'égard de ceux qui ont adhéré à la République de Salo. Peut-on *expliquer* historiquement pourquoi ils ont opéré ce choix? Bien sûr, et des explications ont été données. Peut-on comprendre pourquoi beaucoup de gens ont agi de la sorte? On peut très bien le comprendre et comprendre non seulement ceux qui l'ont fait de bonne foi, mais aussi ceux qui l'ont fait par désespoir ou par intérêt. Peut-on *justifier* ce choix sur le plan historique? Non, en tout cas pas si l'on se fonde sur les valeurs du monde démocratique. On comprend les personnes, mais on ne justifie pas leur choix. Peut-on le *partager*? Moi, en 1943, je n'avais que onze ans et je me demande souvent ce que j'aurais fait si j'en avais eu vingt, mais au moins, avec la sagesse de l'après-coup, j'espère que je ne l'aurais pas partagé.

Peut-on *expliquer* le massacre de la Saint-Barthélemy, perpétré par les catholiques contre les protestants? Certainement, et quantité de livres en expliquent les raisons. Peut-on *comprendre* ceux qui en sont responsables et qui croyaient peut-être gagner ainsi le paradis? En étudiant la psychologie du XVI^e siècle, le climat sanglant des guerres de religion, et beaucoup d'autres choses, c'est possible. Peut-on *justifier* ce massacre? De notre point de vue d'hommes modernes, évidemment pas, et on peut encore moins le partager, dans la mesure où toute personne de bon sens jugerait aujourd'hui cet acte criminel.

Tout paraît si simple. On peut expliquer l'action de Ben Laden, en partie, comme il l'a fait lui-même dans son premier message, par la frustration du monde musulman depuis la chute de l'Empire ottoman, et en partie par des intérêts politiques et économiques (l'action de Ben Laden viserait à mettre la main sur le pétrole saoudien). Peut-on comprendre ses partisans? Oui, si l'on tient compte de l'éducation qu'ils ont reçue, de la frustration dont on parlait, et de bien d'autres raisons. Peut-on justifier leurs actes? Evidemment pas, on les condamne et on espère que Ben Laden sera mis hors d'état de nuire.

Remarquons que, si l'on ne parvient pas à expliquer le geste de Ben Laden et à comprendre pourquoi des centaines ou des milliers de volontaires partent du Pakistan pour le rejoindre, on se trouve en difficulté lorsque l'on veut s'opposer à lui et comprendre ce qu'il faudrait faire concrètement pour neutraliser le danger qu'il représente. En somme, justement parce qu'on ne *justifie* pas et qu'on ne *partage* pas le fondamentalisme musulman, il faut l'*expliquer*, et *comprendre* les mobiles, les raisons et les pulsions qui le déterminent.

Lorsque quelqu'un affirme « comprendre » le geste de Ben Laden, que veut-il dire exactement? Qu'il l'explique, qu'il le comprend, qu'il le justifie, ou qu'il le partage?

Tant que nous ne reviendrons pas à un état d'esprit qui permette et encourage les distinctions, nous serons comme Ben Laden, ou comme il veut que nous soyons.

Fondamentalisme, intégrisme, nazisme³

Depuis quelque temps, on parle beaucoup de fondamentalisme musulman. Au point que l'on oublie qu'il existe un fondamentalisme chrétien, surtout en Amérique. Mais, dira-t-on, les fondamentalistes chrétiens font du spectacle le dimanche à la télévision, alors que les fondamentalistes musulmans détruisent les Tours jumelles, et ce sont donc eux qui nous préoccupent.

Mais agissent-ils ainsi en tant que fondamentalistes? Ou parce qu'ils sont intégristes? Ou parce qu'ils sont terroristes? Et, de même qu'il y a des musulmans qui ne sont pas arabes et des Arabes qui ne sont pas musulmans, existe-t-il des fondamentalistes qui ne soient pas terroristes? Ou qui ne soient pas intégristes? D'habitude, on considère les concepts de fondamentalisme et d'intégrisme comme

étant étroitement liés, et comme deux formes d'intolérance. Ce qui nous induit à penser que tous les fondamentalismes sont intégristes et donc intolérants, et par conséquent terroristes. Mais même si c'était vrai, il n'en découlerait pas que tous les intolérants sont fondamentalistes et intégristes, ni que tous les terroristes sont fondamentalistes (les Brigades rouges et les terroristes basques ne l'étaient pas).

Sur le plan historique, le fondamentalisme est lié à l'interprétation d'un livre sacré. Le fondamentalisme protestant des Etats-Unis au XIX^e siècle (qui survit aujourd'hui encore) se caractérise par l'interprétation des Ecritures à la lettre, surtout en ce qui concerne les notions de cosmologie. Cela explique leur refus de toute forme d'éducation qui risquerait de miner la confiance dans le texte biblique, comme cela se produit avec le darwinisme. De la même façon, le fondamentalisme musulman est lié à une lecture littérale du livre sacré.

Le fondamentalisme est-il nécessairement intolérant? On peut imaginer une secte fondamentaliste qui établirait que ses propres élus ont le privilège de posséder la juste interprétation du livre sacré, sans pour autant soutenir aucune forme de prosélytisme ni obliger les autres à partager ces croyances, ou à lutter pour instaurer une société politique fondée sur elles.

En revanche, on entend par intégrisme une position religieuse et politique selon laquelle nos propres principes religieux doivent devenir à la fois modèle de vie politique et source des lois de l'Etat.

Si le fondamentalisme est en général conservateur, il existe des intégrismes qui se veulent progressistes et révolutionnaires. Il existe des mouvements catholiques intégristes qui ne sont pas fondamentalistes, qui se battent pour une société qui s'inspire totalement des principes religieux, sans pour autant imposer une interprétation littérale des Ecritures, et qui pourraient éventuellement aller jusqu'à accepter une théologie à la Teilhard de Chardin. Mais il existe aussi des formes extrêmes d'intégrisme qui donnent lieu à des régimes théocratiques, et qui peuvent se greffer sur le fondamentalisme. Tel est, semble-t-il, le régime des talibans, avec ses écoles coraniques.

Toute forme d'intégrisme contient une certaine dose d'intolérance à l'égard de ceux qui ne partagent pas les mêmes idées, mais cette dose atteint un niveau maximum dans les fondamentalismes et les intégrismes théocratiques. Un régime théocratique est fatalement totalitaire, mais tous les régimes totalitaires ne sont pas théocratiques (si ce n'est dans le sens où ils remplacent une religion

par une philosophie dominante, comme le nazisme ou le communisme soviétique).

Et le racisme? Aussi curieux que cela puisse paraître, une grande partie de l'intégrisme islamique, bien qu'antioccidental et antisémite, ne peut se définir comme raciste au sens nazi du terme, car il déteste une seule race (les Juifs) ou un Etat qui ne représente pas une race (les Etats-Unis), mais il ne se présente pas en race élue et accepte comme élus les adeptes de sa propre religion, même s'ils sont de race différente.

Le racisme nazi était certainement totalitaire, mais il n'y avait rien de fondamentaliste dans la doctrine de la race (il substituait au livre sacré la pseudo-science aryenne).

Et l'intolérance? Se réduit-elle à ces différences et à ces parentés entre fondamentalisme, intégrisme, racisme, théocratie et totalitarisme? Il y a eu des formes d'intolérance non racistes (comme la persécution des hérétiques ou l'intolérance des dictatures envers leurs opposants), il existe des formes de racisme qui ne sont pas intolérantes (« je n'ai rien contre les Noirs, du moment qu'ils travaillent et qu'ils restent à leur place, ils peuvent vivre parmi nous, mais je ne voudrais pas que ma fille épouse l'un d'eux »), enfin il y a des formes d'intolérance et de racisme diffus même chez des gens que l'on ne considérerait ni comme fondamentalistes, ni comme intégristes - nous en avons la preuve en ce moment.

Fondamentalisme, intégrisme, racisme pseudo-scientifique sont des positions théoriques qui présupposent une Doctrine.

L'intolérance et le racisme populaires existent avant toute doctrine. Ils ont des racines biologiques, ils se manifestent chez les animaux pour des questions de territoire, ils se fondent sur des réactions émotives (nous ne supportons pas ceux qui sont différents de nous).

On pourra dire que ces quelques notes n'ont pas contribué à éclaircir les idées, mais plutôt à les confondre. Pourtant, ce n'est pas moi qui confonds les idées, ce sont les idées sur lesquelles nous discutons qui sont confuses. Et pour mieux en débattre, il convient de comprendre qu'elles le sont.

Guerre civile, résistance et terrorisme⁴

Eugenio Scalfari concluait son dernier article dans *L'Espresso* par

ces mots : « Il est interdit de parler de résistance irakienne sans passer pour un factieux ou pour un imbécile. » On dira : il exagère, comme d'habitude. Pourtant, le même jour, dans *Il Corriere della Sera*, Angelo Panebianco écrivait : « les " résistants " comme les appellent certains Occidentaux irresponsables... » Un observateur débarqué de la planète Mars dirait qu'en Italie, alors que dans le monde entier on coupe des têtes et on fait sauter des trains et des hôtels, nous jouons sur les mots.

Le Martien dirait que les mots n'ont pas beaucoup d'importance, ayant lu dans Shakespeare qu'une rose sera toujours une rose, quel que soit le nom qu'on lui donne. Pourtant, en général, il n'est pas anodin d'utiliser un mot à la place d'un autre. Il est clair que ceux qui parlent de résistance irakienne entendent soutenir ce qu'ils considèrent comme une guerre du peuple. D'autres, à l'opposé, semblent sous-entendre que donner le nom de résistants à ces égorgeurs revient à salir notre Résistance (avec une majuscule). Le plus curieux, c'est qu'une grande partie de ceux qui trouvent scandaleux d'utiliser le terme *résistance* sont justement ceux qui depuis longtemps essaient de délégitimer notre Résistance, en décrivant les partisans comme une bande d'égorgeurs. Passons... Le problème est qu'on oublie que le mot *résistance* est un terme technique qui n'implique pas de jugement moral.

Tout d'abord, il y a une *guerre civile*, qui se produit lorsque les citoyens parlent la même langue et se tirent dessus. La révolte vendéenne était une guerre civile, de même que la guerre d'Espagne, ou notre Résistance, car il y avait des Italiens des deux côtés. Sauf que notre guerre civile a également été un mouvement de *résistance*, puisque ce terme indique le soulèvement d'une partie des citoyens d'un pays contre une puissance occupante. Imaginons qu'après les débarquements alliés en Sicile ou à Anzio, des bandes d'Italiens se soient formées pour attaquer les Alliés, on aurait parlé de résistance, même de la part de ceux qui estimaient que les Alliés étaient les « bons ». Le banditisme du Sud de l'Italie a également été une forme de résistance en faveur des Bourbons, sauf que les Piémontais (les « bons ») ont éliminé tous les « méchants » (qui ne sont restés dans la mémoire collective que comme des brigands). D'ailleurs, les Allemands appelaient « bandits » les partisans.

La guerre civile atteint rarement les dimensions de batailles rangées (quoique cela se soit produit en Espagne) et en général il s'agit de *guerres de bandes*. Or, la guerre de bandes est également un mouvement de résistance, fait d'attaques et de retraites très rapides. Parfois, dans ce type de conflit, s'infiltrèrent également les « seigneurs de la guerre », avec leurs bandes privées, et parfois même des

bandes dépourvues d'idéologie qui profitent du désordre.

Or, la guerre en Irak a les allures d'une guerre civile (des Irakiens tuent d'autres Irakiens) et d'un mouvement de résistance, auxquels s'ajoutent toutes sortes de bandes. Ces bandes agissent contre des étrangers, et peu importe que ces étrangers paraissent avoir tort ou raison, ou même qu'ils aient été appelés et bien accueillis par une partie des citoyens. Si une fraction de la population locale combat contre des troupes d'occupation étrangères, il y a résistance, quoi qu'on dise.

Enfin, reste le terrorisme, qui a une autre nature, d'autres buts et une autre stratégie. En Italie, il a existé et il existe encore un terrorisme sans qu'il y ait ni résistance, ni guerre civile, et il existe en Irak un terrorisme à mi-chemin entre bandes de résistants et formations armées relevant de la guerre civile. Dans les guerres civiles et dans les mouvements de résistance, on sait (plus ou moins) qui est l'ennemi et où il se trouve, mais on ne peut pas le savoir avec le terrorisme : le terroriste peut aussi bien être le monsieur à côté de nous dans le train. C'est pourquoi les guerres civiles et les résistances se combattent par des affrontements directs ou des rafles, tandis que pour lutter contre le terrorisme, on a recours aux services secrets.

Les guerres civiles et les résistances se combattent sur place, alors que le terrorisme peut être combattu ailleurs, là où les activistes ont leurs sanctuaires et leurs refuges.

La tragédie de l'Irak est que là-bas, il y a de tout, et il peut arriver qu'un groupe de résistants utilise des moyens terroristes - ou que les terroristes, qui ne se contentent certes pas de chasser les étrangers, se présentent comme des résistants. Cela complique les choses, mais se refuser à utiliser les termes techniques adéquats les complique encore davantage. Supposons que, considérant *Hold-up* comme un bon film, où les méchants aussi étaient sympathiques, quelqu'un refuse d'appeler hold-up ou attaque à main armée l'assaut d'une banque et préfère parler de vol à la tire. Pour lutter contre un vol à la tire, cependant, il suffit de faire patrouiller quelques policiers en civil dans les gares et les lieux touristiques, étant donné que les petits professionnels sont en général déjà connus des services de police. Pour se défendre contre les hold-up de banques, en revanche, il faut de coûteux systèmes électroniques et des patrouilles d'intervention rapide contre des ennemis inconnus. Ainsi, le fait de ne pas choisir le bon terme conduit à ne pas choisir la bonne solution.

Penser que l'on peut vaincre un ennemi terroriste en organisant

des rafles, comme on le fait habituellement contre les mouvements de résistance, est un vœu pieux, mais penser vaincre ceux qui mènent des actions de guérilla avec les moyens que l'on devrait employer contre les terroristes est tout aussi absurde.

Il faudrait donc utiliser les termes techniques adéquats lorsque cela est nécessaire, sans céder aux passions ni aux chantages.

¹ *L'Espresso*, octobre 2001.

² *L'Espresso*, novembre 2001.

³ *L'Espresso*, octobre 2001.

⁴ *L'Espresso*, octobre 2004.

RETOUR AUX ANNÉES SOIXANTE-DIX¹

On éprouve un certain embarras à réfléchir (et encore plus à écrire) sur le retour du terrorisme. On a l'impression de recopier mot pour mot des articles écrits dans les années soixante-dix. Autrement dit, si l'on ne peut pas dire que rien n'a bougé dans le pays depuis cette décennie, on peut être sûr, en revanche, que rien n'a bougé dans la logique du terrorisme. C'est la nouvelle situation dans laquelle il resurgit qui peut éventuellement nous induire à le relire d'une façon un peu différente.

On dit que l'acte terroriste vise la déstabilisation, mais l'expression est vague, car le type de déstabilisation que peut rechercher un terrorisme « noir », un terrorisme des « services secrets dévoyés » et un terrorisme « rouge » n'est pas le même. Je suppose, jusqu'à preuve du contraire, que l'assassinat de l'économiste et conseiller au ministère du Travail Marco Biagi est l'œuvre, sinon des véritables Brigades rouges, du moins d'une organisation aux principes et aux méthodes analogues, et c'est en ce sens que j'emploierai désormais dans ce cas le terme de « terrorisme ».

Quel est le but habituel d'un acte terroriste? Etant donné que l'organisation terroriste suit une utopie insurrectionnelle, elle vise tout d'abord à empêcher un accord entre l'opposition et le gouvernement, quelle que soit sa nature, qu'il ait été conclu, comme à l'époque de Moro, après un patient travail de maillage parlementaire ou à la suite d'une confrontation directe - grève ou autres manifestations qui incitent le gouvernement à revoir certaines de ses décisions. En deuxième lieu, elle cherche à inciter le gouvernement à mener une répression hystérique, ressentie comme antidémocratique, intolérable et dictatoriale par les citoyens, déclenchant ainsi l'insurrection d'une vaste couche de « prolétaires ou sous-prolétaires désespérés », qui n'attendaient qu'une ultime provocation pour se lancer dans une action révolutionnaire.

Parfois un projet terroriste réussit, le cas le plus récent étant celui de l'attentat contre les Tours jumelles. Ben Laden savait qu'il existait dans le monde des millions de fondamentalistes musulmans qui attendaient pour se soulever la preuve que l'ennemi occidental pouvait « être touché au cœur ». Et c'est ce qui s'est passé au

Pakistan, en Palestine et ailleurs. La riposte américaine en Afghanistan n'a pas affaibli mais renforcé cette mouvance. Cependant, pour que le projet réussisse, il faut que cette population « désespérée » et potentiellement violente existe, je veux dire qu'elle existe en tant que réalité sociale.

L'échec non seulement des Brigades rouges en Italie, mais de nombreux mouvements d'Amérique latine, vient de ce qu'ils ont échafaudé tous leurs projets sur l'existence supposée d'une partie violente et désespérée de la population qui représenterait non pas quelques dizaines ou centaines de personnes, mais des millions. En Amérique latine, la plupart de ces mouvements ont réussi à pousser certains gouvernements à une répression féroce, mais ils ne sont pas parvenus à soulever une partie de la population manifestement beaucoup plus réduite que prévu. En Italie, les forces politiques et le monde du travail dans son ensemble ont réagi avec mesure et, bien que certains dispositifs de prévention et de répression aient pu paraître contestables, il n'y a pas eu la dictature que les Brigades rouges attendaient. C'est pourquoi elles ont perdu le premier round (et nous pensions tous qu'elles avaient abandonné leur projet).

La défaite des Brigades rouges a convaincu tout le monde qu'en fin de compte, elle n'étaient pas parvenues à déstabiliser quoi que ce soit. Mais on n'a pas suffisamment réfléchi au fait qu'elles ont servi, en revanche, d'élément « stabilisateur », car un pays où toutes les forces politiques se sont engagées à défendre l'Etat contre le terrorisme a induit l'opposition à se montrer moins agressive et à se tourner vers ce qu'on a appelé le consociativisme. Les Brigades rouges ont donc agi comme mouvement *stabilisateur* ou, si l'on veut, conservateur. Peu importe qu'elles l'aient fait par erreur - une erreur politique colossale - ou qu'elles aient été manœuvrées par ceux qui avaient intérêt à obtenir ces résultats. Lorsque le terrorisme perd, non seulement il ne fait pas la révolution, mais il favorise le conservatisme, ou le ralentissement des processus de changement.

Ce qui frappe dans la dernière entreprise terroriste, du moins à première vue, c'est que d'habitude les terroristes tuaient pour empêcher un accord (le cas Moro, par exemple) tandis que cette fois, il semble qu'ils aient agi pour empêcher un désaccord - beaucoup de gens pensent en effet qu'après l'assassinat de Marco Biagi, l'opposition devrait atténuer, adoucir, domestiquer sa contestation, et que les syndicats devraient remettre la grève générale à plus tard.

Si l'on suivait cette logique naïve des *cui prodest*, on en viendrait à

penser qu'un sicaire du gouvernement a mis son casque, est monté sur sa moto, et est allé tirer sur Marco Biagi. Ce qui non seulement paraît excessif même à ceux qui diabolisent le plus le gouvernement, mais nous induirait à penser que les nouvelles Brigades rouges n'existent pas et ne sont donc pas un problème.

Le fait est que le nouveau terrorisme espère comme toujours avoir l'appui de millions de partisans dans un milieu révolutionnaire potentiel (qui n'existe pas), mais surtout, il voit le désarroi et la désagrégation de la gauche comme un excellent élément de mécontentement parmi les membres de cette mouvance fanstasmatique. Les rondes de protestation (les *girotondi* - qui sont le fait, comme on le sait, de distingués quinquagénaires pacifiques et démocrates par vocation), puis la réponse qu'ont essayé de donner les partis d'opposition, ainsi que la recomposition des forces syndicales étaient en train de rétablir dans le pays un excellent équilibre entre le gouvernement et l'opposition. Une grève générale n'est pas une révolution armée, mais simplement une initiative très énergique afin d'arriver à modifier une plate-forme d'accord. Ainsi, encore une fois, bien qu'apparemment il semble empêcher la manifestation d'un désaccord, l'attentat contre Marco Biagi à Bologne vise à éviter un accord (même s'il est conflictuel et âprement disputé). Et il vise surtout à empêcher, au cas où l'opposition syndicale modifierait la ligne gouvernementale, que ne se renforce le véritable ennemi, c'est-à-dire l'opposition démocratique et réformiste.

Ainsi, au cas où le terrorisme atteindrait son premier objectif (affaiblir la protestation syndicale), il obtiendrait cette fois encore ce qu'il a toujours obtenu (qu'il le veuille ou non) : la stabilisation, le maintien du *statu quo*.

La première chose que doivent faire opposition et syndicats, c'est donc de ne pas céder au chantage terroriste. La confrontation démocratique doit se poursuivre, sous les formes les plus agressives consenties par la loi, comme justement la grève et la manifestation de rue, car ceux qui cèdent font exactement ce que voulaient les terroristes.

Mais parallèlement, le gouvernement (si je peux me permettre de lui donner des conseils) devrait résister à la tentation à laquelle l'expose un attentat terroriste : se déplacer sur le terrain d'une répression inacceptable. La répression antidémocratique peut se réincarner, prendre des formes subtiles, et aujourd'hui, elle ne comporte pas nécessairement l'occupation des places principales par des tanks. Lorsque l'on entend à la télévision l'homme fort du

gouvernement suggérer de différentes façons (parfois avec mesure, parfois par de vagues allusions, ou encore sur un ton d'évidence indiscutable) que ceux qui ont armé (moralement, est-il bien précisé) le bras des terroristes sont ceux qui d'une manière ou d'une autre ont mis le gouvernement en accusation, ceux qui ont signé des appels en faveur de la ris-poste syndicale, et ceux qui reprochent à Berlusconi le conflit d'intérêts ou la promulgation de lois extrêmement contestables et contestées même au-delà de nos frontières - cet homme énonce un dangereux principe politique.

Ce principe est le suivant : étant donné que les terroristes existent, quiconque attaque le gouvernement encourage leur action. Conclusion : il est potentiellement criminel d'attaquer le gouvernement. Le corollaire de ce corollaire est la négation de tout principe démocratique, le chantage adressé à la libre critique de la presse, à toute action de l'opposition, à toute manifestation de désaccord. Il ne s'agit certes pas de l'abolition du Parlement ni de la liberté de la presse (je ne suis pas de ceux qui parlent de nouveau fascisme), mais de quelque chose de pire. C'est la possibilité d'exercer un chantage moral et de désigner à la réprobation des citoyens ceux qui manifestent leur désaccord (non violent) avec le gouvernement, et d'assimiler d'éventuelles violences verbales - courantes dans les polémiques enflammées, mais légitimes - à la violence armée.

Si l'on en arrivait à ce résultat, la démocratie risquerait d'être vidée de son sens. On aurait une nouvelle forme de censure : le silence ou la réticence, par peur d'un lynchage médiatique. C'est donc à cette terrible tentation que les hommes du gouvernement doivent « résister, résister, résister ».

L'opposition, en revanche, doit « continuer, continuer, continuer », sous toutes les formes permises par la Constitution. Sinon, et pour la première fois, les terroristes gagneraient vraiment sur les deux fronts.

¹ *La Repubblica*, mars 2002.

KAMIKAZES ET ASSASSINS¹

Il y a quelques années, avant le 11 Septembre, cette question circulait sur Internet, parmi d'autres jeux : pourquoi les kamikazes (ceux du Japon) portaient-ils un casque - autrement dit, pourquoi des personnes qui allaient s'écraser sur un porte-avions se protégeaient-elles la tête? Les kamikazes portaient-ils vraiment un casque ? Ne se mettaient-ils pas un bandeau rituel autour du front? De toute façon, les réponses suggérées par le bon sens sont que le casque servait également à voler sans être assourdi par le moteur, à se défendre d'attaques éventuelles avant de pouvoir commencer leur descente mortelle en piqué. Mais surtout, à mon avis, les kamikazes étaient habitués à observer des rituels, des règles, et si les manuels disaient qu'on devait monter dans un avion avec un casque, ils obéissaient.

Plaisanterie à part, cette question trahissait l'embarras que chacun de nous éprouve face à ceux qui renoncent froidement à la vie pour tuer d'autres personnes.

Depuis le 11 Septembre, nous pensons (à juste titre) aux nouveaux kamikazes comme à un produit du monde musulman. Cela mène beaucoup de gens à l'équation fondamentalisme-islam, et permet au ministre des Réformes institutionnelles Calderoli de déclarer qu'il ne s'agit pas d'un conflit de civilisations, puisque « les autres » n'ont pas de civilisation.

Les historiens nous disent qu'au Moyen Age, une variante hérétique de l'islamisme pratiquait l'homicide politique en envoyant un sicaire frapper l'ennemi, tout en sachant qu'il ne reviendrait pas vivant. Et selon la légende, pour qu'il reste sous l'emprise de ses commanditaires, le kamikaze de l'époque devait absorber une bonne dose de haschich (d'où la secte des Assassins). Il est vrai que les informateurs occidentaux, à partir de Marco Polo, ont quelque peu exagéré l'affaire, mais sur le phénomène des Assassins d'Alamut, il existe également des études sérieuses qu'il faudrait peut-être relire.

En ce moment, cependant, je trouve sur Internet un vaste débat autour du livre de Robert Pape, *Dying to Win : The Strategic Logic of Suicide Terrorism*, qui, à partir d'une riche documentation statistique, présente deux thèses fondamentales. La première est que le

terrorisme suicide naît uniquement dans les territoires occupés, en réaction à l'occupation (thèse peut-être discutable, mais Pape montre comment le terrorisme suicide se serait arrêté au Liban, par exemple, dès la fin de l'occupation). La seconde est que le terrorisme suicide n'est pas seulement un phénomène musulman et Pape cite les Tigres tamouls du Sri Lanka, ainsi que vingt-sept terroristes suicide au Liban qui n'étaient pas islamistes, mais laïques, communistes ou socialistes.

Il n'y a pas eu que des kamikazes japonais ou musulmans. Les anarchistes italo-américains qui avaient payé à Bresci son voyage, pour qu'il aille tirer sur Humbert I^{er}, lui avaient acheté un aller simple. Bresci savait bien qu'il ne reviendrait pas vivant de son entreprise. Aux premiers siècles du christianisme, les circoncellions attaquaient les passants pour avoir le privilège du martyr, et plus tard, les cathares pratiquèrent le suicide rituel de l'*endura*. Enfin, il suffit de penser aux diverses sectes d'aujourd'hui (toutes dans le monde occidental), dont on apprend de temps en temps qu'elles ont choisi le suicide de masse (et je souhaiterais que des anthropologues nous parlent d'autres formes de suicide « offensif » pratiqué par d'autres groupes ethniques au cours des siècles).

En résumé, l'Histoire et le monde ont été et sont peuplés de gens qui, par religion, idéologie, ou pour quelque autre motif (certainement aidés en cela par une structure psychologique adéquate, ou soumis à des formes de suggestion très élaborées), ont été et sont prêts à mourir pour tuer.

Il faut donc se demander si le vrai problème, qui devrait susciter l'attention et l'étude de ceux qui sont chargés de notre sécurité, ne concerne pas seulement le phénomène de l'islamisme fondamentaliste, mais l'aspect psychologique du suicide offensif en général. Il n'est pas facile de convaincre quelqu'un de sacrifier sa vie, et l'instinct de conservation est commun à tous, musulmans, bouddhistes, chrétiens, communistes et idolâtres. Pour surmonter cet instinct, il ne suffit pas de haïr son ennemi. Il faudrait mieux comprendre la personnalité du kamikaze potentiel. Je veux dire qu'il ne suffit pas de fréquenter une mosquée où un imam endiablé prêche la guerre sainte pour devenir kamikaze, et il ne suffit peut-être pas de fermer cette mosquée pour assoupir la pulsion de mort latente chez certains sujets - lesquels continueraient à circuler librement.

Comment identifier ces sujets, par quel genre d'enquête et de surveillance, sans que cela devienne un cauchemar pour chaque citoyen? Difficile à dire. Mais il faut peut-être travailler également

dans cette direction et nous demander si cette pulsion ne commence pas à devenir une maladie du monde contemporain (comme le sida ou l'obésité) qui pourrait se manifester aussi dans d'autres groupes humains, pas nécessairement musulmans.

¹ *L'Espresso*, août 2005.

IV

LE RETOUR AUX CROISADES

GUERRES SAINTES, PASSION ET RAISON¹

Le fait que notre ancien président du Conseil ait prononcé des paroles inopportunes sur la supériorité de la culture occidentale pourrait être un fait secondaire. Il est secondaire que quelqu'un dise une chose qu'il considère juste mais à un moment inopportun, et il est secondaire que quelqu'un croie à une chose injuste ou erronée, car le monde est plein de gens qui croient à des choses injustes et fausses, même si c'est un monsieur qui s'appelle Ben Laden, qui est peut-être plus riche que notre président du Conseil et qui a étudié dans de meilleures universités que lui.

Ce qui n'est pas secondaire, et qui doit préoccuper un peu tout le monde, hommes politiques, leaders religieux, éducateurs, c'est que certaines expressions, voire des articles entiers et passionnés qui les ont en quelque sorte légitimées, deviennent matière à discussion générale, occupent l'esprit des jeunes gens et, parfois, les conduisent à des conclusions dictées par l'émotion du moment. Je me préoccupe des jeunes gens, car pour ce qui est des vieux, leur tête ne change plus.

Toutes les guerres de religion qui ont ensanglanté le monde pendant des siècles sont nées d'adhésions passionnelles à des oppositions simplistes : Nous et les Autres, bons et méchants, Blancs et Noirs. Si la culture occidentale s'est montrée féconde (non seulement depuis les Lumières, mais aussi auparavant, quand le franciscain Roger Bacon invitait à apprendre les langues étrangères, parce que même les infidèles ont quelque chose à nous apprendre), c'est aussi parce qu'elle s'est efforcée de « dénouer », par la recherche et l'esprit critique, les simplifications fâcheuses.

Naturellement, elle ne l'a pas toujours fait. A l'histoire de la culture occidentale appartiennent aussi Hitler, qui brûlait les livres, condamnait l'art « dégénéré », tuait ceux qui pour lui appartenaient à des races inférieures, ou encore le fascisme qui à l'école m'enseignait à réciter : « Dieu maudisse les Anglais » parce qu'ils étaient « le peuple aux cinq repas » et donc des gloutons, inférieurs à l'Italien, frugal et spartiate.

Mais ce sont les aspects les meilleurs de notre culture dont il faut discuter avec les jeunes, et de toutes couleurs, si nous ne voulons

pas que s'écroulent d'autres tours, à l'avenir.

Un élément de confusion est que l'on ne réussit pas toujours à saisir la différence entre l'identification à sa propre culture, la compréhension de ceux qui ont d'autres racines et le fait de juger ce qui est bien ou mal. Pour ce qui est des racines, si l'on me demandait si je préférerais passer ma retraite dans le Montferrat (où j'ai vécu mon enfance et mon adolescence), ou dans le cadre majestueux des Abruzzes, ou sur les douces collines de la région de Sienna, je choisirais le Montferrat. Mais cela n'implique pas que je juge d'autres régions de l'Italie inférieures au Piémont.

Donc, si par ces paroles (prononcées pour les Occidentaux mais censurées pour les Arabes) l'ancien président du Conseil voulait dire qu'il préfère vivre dans son village d'Arcore plutôt qu'à Kaboul, et se faire soigner dans un hôpital milanais plutôt que dans un dispensaire de Bagdad, je serais prêt à partager son opinion (Arcore mis à part). Et cela, même si l'on me disait qu'à Bagdad on a ouvert l'hôpital le mieux équipé du monde : à Milan, je me sentirais davantage chez moi, et cela jouerait aussi sur mes capacités de récupération.

Les racines peuvent même être plus vastes que simplement régionales ou nationales. Je préférerais vivre à Limoges, par exemple, plutôt qu'à Moscou. Mais comment, Moscou n'est-elle pas une très belle ville ? Assurément, mais à Limoges je comprends la langue.

En somme, chacun s'identifie à la culture dans laquelle il a grandi, et les cas de transplantation totale, qui pourtant existent, sont une minorité. Lawrence d'Arabie s'habillait exactement comme les Arabes, mais à la fin il est rentré chez lui.

Venons-en maintenant à la confrontation des civilisations, puisque tel est le sujet. L'Occident, même si ce fut souvent pour des raisons d'expansion économique, a été curieux des autres civilisations. Souvent, il les a liquidées avec mépris : les Grecs appelaient barbares, c'est-à-dire balbutiants, ceux qui ne parlaient pas leur langue (c'était donc comme s'ils ne parlaient pas). Mais des Grecs plus évolués comme les stoïciens (peut-être parce que certains d'entre eux étaient d'origine phénicienne) se sont bien vite aperçus que les barbares utilisaient des paroles différentes des leurs, mais qui se référaient aux mêmes concepts. Marco Polo a essayé de décrire avec un énorme respect les us et coutumes chinois ; les grands maîtres de la théologie chrétienne du Moyen Âge essayaient

de se faire traduire les textes de philosophes, de médecins et d'astrologues arabes, les hommes de la Renaissance ont même exagéré dans leurs tentatives pour récupérer des sagesse orientales perdues, des Chaldéens aux Egyptiens, Montesquieu a tenté de comprendre comment un Persan pouvait juger les Français, et des anthropologues modernes ont effectué leurs premières recherches sur les rapports des Salésiens, qui allaient bien chez les Bororos pour les convertir, si possible, mais aussi afin de comprendre quelles étaient leurs manières de penser et de vivre. Ils se souvenaient peut-être que les missionnaires de jadis, ne comprenant pas les civilisations amérindiennes, en avaient encouragé l'extermination.

J'ai mentionné les anthropologues. Je ne dis rien de neuf en rappelant que, depuis le milieu du XIX^e siècle, l'anthropologie culturelle s'est développée comme une tentative pour guérir le remords de l'Occident à l'égard des Autres, et spécialement de ces Autres qui étaient définis comme des sauvages, des sociétés sans histoire, des peuples primitifs. Avec les sauvages, l'Occident n'avait pas été tendre : il les avait « découverts », il avait tenté de les évangéliser, il les avait exploités, en avait réduit un grand nombre en esclavage, avec l'aide des Arabes, car les navires des esclaves, débarqués à La Nouvelle-Orléans par des gentilshommes raffinés d'origine française, avaient été chargés sur les côtes africaines par des trafiquants musulmans.

L'anthropologie culturelle (qui pouvait prospérer grâce à l'expansion coloniale) cherchait à racheter les péchés du colonialisme en montrant que ces cultures « Autres » étaient précisément des cultures, avec leurs croyances, leurs rites, leurs habitudes parfaitement raisonnables dans le contexte où elles s'étaient développées et absolument organiques; autrement dit, elles se fondaient sur une logique interne qui leur était propre. La tâche de l'anthropologue culturel était de démontrer qu'il existait des logiques différentes de celles des Occidentaux, qu'il fallait les prendre au sérieux, et non pas les mépriser et les réprimer.

Ce qui ne voulait pas dire que les anthropologues, une fois expliquée la logique des Autres, avaient décidé de vivre comme eux : au contraire, sauf dans de rares cas, après avoir achevé leur travail de plusieurs années outre-mer, ils s'en retournaient passer une sereine vieillesse dans le Devonshire ou en Picardie. Toutefois, en lisant leurs livres, on pourrait penser que l'anthropologie culturelle soutenait une position relativiste et affirmait qu'une culture en vaut une autre. Il ne me semble pas que ce soit le cas.

Tant que les Autres restaient chez eux, il fallait respecter leur manière de vivre : voilà, tout au plus, ce que nous disait l'anthropologue.

La vraie leçon à tirer de l'anthropologie culturelle est plutôt que, pour affirmer qu'une culture est supérieure à une autre, il faut fixer des paramètres. C'est une chose de définir ce qu'est une culture, et une autre de dire sur la base de quels paramètres nous la jugeons. Une culture peut être décrite de façon à peu près objective : ces personnes se comportent de telle façon, elles croient aux esprits ou en une divinité unique qui pénètre d'elle-même toute la nature, s'unissent en clans parentaux selon telles règles, estiment qu'il est beau de se percer le nez avec des anneaux (ce pourrait être une description de la culture des jeunes en Occident), considèrent comme impure la viande de porc, se font circoncire, élèvent des chiens pour les mettre à la casserole les jours de fête.

Evidemment, l'anthropologue sait que l'objectivité est toujours menacée par un grand nombre de facteurs. L'année dernière, je suis allé en pays dogon et j'ai demandé à un gamin s'il était musulman. Il m'a répondu, en français : « Non, je suis animiste. » Or, croyez-moi, un animiste ne se définit pas comme animiste, à moins d'être diplômé de l'Ecole des hautes études. Cet enfant parlait donc de sa propre culture comme les anthropologues l'avaient définie pour lui.

Les anthropologues africains me racontaient que, lorsque arrivait un anthropologue européen, les Dogons, désormais tout à fait rodés, lui racontaient ce qu'avait écrit bien des années auparavant un anthropologue, Griaule. Cependant, du moins aux dires de nos amis africains cultivés, ses informateurs indigènes lui avaient raconté des choses passablement incohérentes, qu'il avait ensuite réunies en un système fascinant, mais d'une authenticité douteuse. Toutefois, après avoir fait la part de tous les malentendus possibles à propos d'une culture Autre, on peut obtenir une description assez « neutre ».

Les paramètres de jugement sont autre chose ; ils dépendent de nos racines, de nos préférences, de nos habitudes, de nos passions, d'un système de valeurs qui nous est propre. Exemple. Considérons-nous que la prolongation de la durée moyenne de vie de quarante à quatre-vingts ans soit une valeur ? Personnellement, je le pense, alors que de nombreux mystiques pourraient me dire que, entre un bambocheur qui vit quatre-vingts ans et saint Louis de Gonzague qui meurt à vingt-trois, c'est le second qui a eu une vie plus pleine. Mais admettons que l'allongement de la vie soit une valeur : dans ce

cas, la médecine et la science occidentales sont certainement supérieures à de nombreux autres savoirs et pratiques médicales.

Croyons-nous que le développement technologique, l'expansion des relations commerciales, la rapidité des transports soient une valeur? C'est ce que pensent beaucoup de gens, et ils ont le droit de juger supérieure notre civilisation technologique. Mais, précisément à l'intérieur du monde occidental, il y a ceux qui considèrent comme une valeur primordiale une vie en harmonie avec un milieu non pollué, et sont donc prêts à renoncer aux avions, aux autos, aux réfrigérateurs pour tresser des paniers et se déplacer à pied de village en village, afin d'éviter le trou dans la couche d'ozone. Ainsi, pour dire qu'une culture est meilleure qu'une autre, il ne suffit pas de la décrire (comme fait l'anthropologue), mais il est nécessaire de se référer à un système de valeurs auquel nous estimons ne pas pouvoir renoncer. C'est seulement dans cette mesure que nous pouvons dire que notre culture, *pour nous*, est meilleure.

Ces temps-ci, on a assisté à plusieurs sortes de défense de cultures différentes, sur la base de paramètres discutables. Avant-hier, justement, je lisais une lettre adressée à un grand quotidien dans laquelle on demandait de façon sarcastique pourquoi les prix Nobel n'étaient attribués qu'aux Occidentaux, et non aux Orientaux. En dehors du fait qu'il s'agissait d'un ignorant qui ne savait pas combien de prix Nobel ont récompensé des personnes à la peau noire et de grands auteurs musulmans, sans compter le prix Nobel de physique attribué à un Pakistanais qui s'appelle Abdus Salam, affirmer que les récompenses scientifiques vont naturellement à des gens qui travaillent dans l'univers de la science occidentale, c'est comme découvrir l'eau chaude, car personne n'a jamais mis en doute que la science et la technologie occidentales sont aujourd'hui à l'avant-garde. A l'avant-garde de quoi? De la science et de la technologie.

Dans quelle mesure le paramètre du développement technologique est-il absolu? Le Pakistan possède la bombe atomique, et pas l'Italie. Sommes-nous donc une civilisation inférieure? Vaut-il mieux vivre à Islamabad qu'à Arcore?

Les partisans du dialogue nous invitent au respect du monde islamique en rappelant qu'il a donné des hommes comme Avicenne (né à Boukhara, non loin de l'Afghanistan) ou Averroès - et c'est dommage qu'on cite toujours ces deux-là, comme si c'étaient les seuls, et qu'on ne parle pas de Al-Kindi, Avenpace, Avicébron, Ibn Tufayil, ou de ce grand historien du XIV^e siècle que fut Ibn

Khaldoun, que l'Occident considère précisément comme l'initiateur des sciences sociales. Ils nous rappellent que les Arabes d'Espagne pratiquaient la géographie, l'astronomie, les mathématiques et la médecine, alors que dans le monde chrétien on était beaucoup plus en retard. Toutes choses fort justes, mais peu probantes, parce que avec un tel raisonnement, on devrait dire que Vinci, noble commune de Toscane, est supérieure à New York, car c'est là qu'est né Léonard alors qu'à Manhattan, quatre Indiens assis par terre attendraient encore plus de cent cinquante ans l'arrivée des Hollandais, qui leur achèteraient la totalité de la presqu'île pour vingt-quatre dollars. Et aujourd'hui, sans vouloir offenser personne, le centre du monde est New York et non pas Vinci. Les choses changent. Il ne suffit pas de rappeler que les Arabes d'Espagne étaient très tolérants à l'égard des chrétiens et des juifs, alors que chez nous on attaquait les ghettos, ou que Saladin, quand il a reconquis Jérusalem, fut plus miséricordieux avec les chrétiens que ces derniers ne l'avaient été avec les Sarrasins quand ils avaient conquis Jérusalem. Toutes choses exactes, mais dans le monde islamique il y a aujourd'hui des régimes fondamentalistes et théocratiques qui ne tolèrent pas les chrétiens, et Ben Laden n'a guère été miséricordieux à l'égard de New York. La Bactriane a été un carrefour de grandes civilisations, mais aujourd'hui les talibans tirent au canon contre les bouddhas. En revanche, les Français ont fait le massacre de la Saint-Barthélemy, mais cela n'autorise personne à dire que ce sont aujourd'hui des barbares.

N'allons pas déranger l'Histoire, car c'est une arme à double tranchant. Les Turcs empalaient (et ce n'est pas bien), mais les Byzantins orthodoxes arrachaient les yeux de leurs parents dangereux, les catholiques brûlèrent Giordano Bruno; les pirates sarrasins n'étaient pas des tendres, mais les corsaires de Sa Majesté britannique, avec leurs papiers en règle, mettaient à feu et à sang les colonies espagnoles des Caraïbes. Ben Laden et Saddam Hussein sont des ennemis féroces de la civilisation occidentale, mais à l'intérieur de la civilisation occidentale, nous avons eu des gens qui s'appelaient Hitler ou Staline (ce dernier était si méchant qu'on l'a toujours défini comme un Oriental, même s'il avait fait ses études au séminaire et lu Karl Marx).

Non, le problème des paramètres ne se pose pas en termes historiques, mais dans une perspective contemporaine. Car l'un des aspects louables des cultures occidentales (libres et pluralistes - valeurs auxquelles nous estimons qu'il est impossible de renoncer), c'est qu'elles se sont aperçues depuis bien longtemps que la même personne peut être amenée à manœuvrer des paramètres différents

et contradictoires, sur des questions diverses. Par exemple, on considère l'allongement de la durée de vie comme un bien et la pollution atmosphérique comme un mal, mais nous savons que, pour avoir les grands laboratoires où l'on étudie la durée de vie, il est nécessaire de disposer d'un système de communications et de consommer une énergie qui ensuite, de son côté, produit la pollution. La culture occidentale est capable d'exposer au grand jour ses propres contradictions. Elle ne les résout peut-être pas, mais elle sait qu'elles existent, et elle le dit. Tout le débat autour de l'acceptation ou du refus de la mondialisation se trouve là, sauf pour les casseurs : comment accepter une part de mondialisation positive tout en évitant les risques et les injustices de la mondialisation perverse? Comment peut-on allonger la durée de vie même pour les millions d'Africains qui meurent du sida (et en même temps allonger aussi la nôtre), sans accepter une économie planétaire qui fait mourir de faim les malades du sida et nous fait, à nous, absorber des aliments pollués ?

Mais c'est précisément cette critique des valeurs poursuivie et encouragée par l'Occident qui nous fait comprendre à quel point la question des valeurs est délicate. Est-il juste et civique de protéger le secret bancaire? Un très grand nombre de gens pense que oui. Mais si ce secret bancaire permet aux terroristes de garder leur argent à la City de Londres ? Alors, la défense de la *privacy* est-elle une valeur positive ou douteuse ? Nous remettons tout continuellement en question. Le monde occidental permet par exemple à ses citoyens de réfuter les avantages du développement technologique et de devenir bouddhistes ou de s'en aller vivre dans des communautés où l'on n'utilise pas les pneumatiques, même pour les charrettes à chevaux. L'école doit nous apprendre à analyser et à discuter les valeurs sur lesquelles s'appuient nos affirmations passionnelles.

Le problème que l'anthropologie culturelle n'a pas résolu est de savoir ce qu'on fait quand un membre d'une culture dont nous avons appris à respecter les principes vient vivre chez nous. En réalité, la majeure partie des réactions racistes en Occident n'est pas due au fait que des animistes vivent au Mali (il suffit qu'ils restent chez eux, dit en effet la Ligue du Nord), mais que les animistes viennent vivre chez nous. Et laissons là les animistes, ou ceux qui veulent prier en direction de La Mecque, mais qu'en est-il s'ils veulent porter le *tchador*, s'ils veulent exciser leurs filles, si (comme cela arrive pour certaines sectes occidentales) ils refusent les transfusions de sang pour leurs enfants malades, si le dernier mangeur d'hommes de La

Nouvelle-Guinée (en admettant qu'il existe encore) veut émigrer chez nous et se faire un jeune homme en rôti tous les dimanches ?

Sur les mangeurs d'hommes, nous sommes tous d'accord, on les met en prison (surtout parce qu'ils ne sont pas légion), mais sur les jeunes filles qui vont à l'école avec un *tchador*, je ne vois pas pourquoi en faire une tragédie, si c'est ce qui leur plaît. Sur l'excision, le débat au contraire est ouvert (il y a même des gens assez tolérants pour suggérer de la faire exécuter par les unités sanitaires locales, de sorte que l'hygiène soit sauve), mais que dire par exemple aux femmes musulmanes qui demandent à être photographiées sur leur passeport avec la *burka* ? Nous avons des lois, identiques pour tous, qui établissent des critères pour l'identification des citoyens, et je ne crois pas qu'on puisse y déroger. Pour ma part, quand j'ai visité une mosquée, j'ai retiré mes souliers, parce que je respectais les lois et les usages du pays dont j'étais l'hôte. Que penser des photos avec le voile ? Je crois que dans ces cas on peut négocier. Au fond, les photos des passeports sont toujours infidèles et elles sont purement fonctionnelles ; on n'a qu'à étudier des cartes magnétiques qui réagissent à l'empreinte du pouce, et que ceux qui préfèrent ce traitement privilégié paient le supplément de prix éventuel. Et puis, si ces femmes fréquentent nos écoles, elles pourraient en venir à connaître des droits qu'elles ne croyaient pas avoir, de même que beaucoup d'Occidentales sont allées dans les écoles coraniques et ont librement décidé de devenir musulmanes.

Réfléchir sur nos valeurs signifie également décider que nous ne sommes pas prêts à tout tolérer et que certaines choses, pour nous, sont intolérables.

L'Occident a consacré des fonds et de l'énergie à étudier les us et coutumes des Autres, mais personne n'a véritablement autorisé les Autres à étudier les us et coutumes de l'Occident, sinon dans des écoles tenues outre-mer par des Blancs, ou en accordant aux Autres les plus riches d'aller étudier à Oxford ou à Paris - et on voit ce qui se passe : ils font des études à Oxford puis s'en retournent chez eux organiser des mouvements fondamentalistes, parce qu'ils se sentent liés à leurs compatriotes qui n'ont pas la possibilité de faire ces études (l'histoire, du reste, n'est pas nouvelle ; pour l'indépendance de l'Inde se sont battus des intellectuels qui avaient fait leurs études en Angleterre).

D'anciens voyageurs arabes et chinois avaient étudié certains aspects des pays où se couche le soleil, mais nous en savons assez

peu. Combien d'anthropologues africains ou chinois sont-ils venus étudier l'Occident pour le raconter, non seulement à leurs concitoyens, mais à nous aussi, je veux dire : pour nous raconter comment eux nous voient? Il existe depuis quelques années une organisation internationale appelée Transculture qui se bat pour une « anthropologie alternative ». Elle a conduit des chercheurs africains qui n'étaient jamais allés en Occident à décrire la province française et la société bolognaise, et je vous assure que lorsque nous, Européens, avons lu que deux choses les ont particulièrement étonnés : que les Européens promènent leurs chiens et qu'ils se mettent nus au bord de la mer - eh bien, le regard réciproque a commencé à fonctionner et des discussions intéressantes en ont découlé. En ce moment, pour clore un colloque qui se tiendra à Bruxelles à la fin de l'année [2001], trois Chinois, un philosophe, un anthropologue et un artiste, sont en train de terminer leur voyage de Marco Polo à l'envers, à ceci près qu'au lieu de se limiter à écrire leur *Million*, ils enregistrent et ils filment. Je ne sais pas ce que leurs observations pourront expliquer aux Chinois, mais je sais bien ce qu'elles pourront nous expliquer, à nous.

Imaginez que des fundamentalistes musulmans soient invités à mener des études sur le fondamentalisme chrétien (cette fois, les catholiques ne sont pas concernés, il s'agit de protestants américains, plus fanatiques qu'un ayatollah, qui essaient de chasser des écoles toute référence à Darwin). Eh bien, je crois que l'étude anthropologique du fondamentalisme des Autres peut servir à mieux comprendre la nature du nôtre. Qu'ils viennent étudier notre conception de la guerre sainte (je pourrais leur conseiller bien des textes intéressants, et même récents) et peut-être verront-ils d'un œil plus critique l'idée de guerre sainte qu'on a chez eux. Au fond, nous autres Occidentaux avons réfléchi sur les limites de notre façon de penser précisément en décrivant *la pensée sauvage*.

Une des valeurs dont la civilisation occidentale parle beaucoup est l'acceptation des différences. Théoriquement, nous sommes tous d'accord : il est politiquement correct de dire en public de quelqu'un qu'il est gay, mais ensuite on dit chez soi en ricanant que c'est un pédé. Comment fait-on pour enseigner l'acceptation de la différence? L'Académie universelle des cultures a mis en ligne un site où l'on est en train d'élaborer des matériaux sur divers thèmes (couleur, religion, us et coutumes et ainsi de suite) pour les éducateurs de tout pays désireux d'enseigner à leurs élèves comment accepter ceux qui sont différents d'eux. Avant tout, on a décidé de ne pas mentir aux enfants en affirmant que nous sommes tous

semblables. Les enfants s'aperçoivent très bien que certains voisins ou camarades de classe ne sont pas comme eux : ils ont une couleur de peau différente, des yeux en amande, les cheveux plus frisés ou plus lisses, ils mangent des choses étranges, ils ne font pas leur première communion. Et il ne suffit pas de leur dire qu'ils sont tous des enfants de Dieu parce que même les animaux sont des enfants de Dieu, et pourtant les enfants n'ont jamais vu une chèvre grimper en chaire pour leur enseigner l'orthographe.

Il faut donc dire aux enfants que les êtres humains sont très différents entre eux, et bien expliquer en quoi, pour leur montrer ensuite que ces différences peuvent être une source de richesse. L'instituteur d'une ville italienne devrait aider ses élèves italiens à comprendre pourquoi d'autres enfants prient une divinité différente, et jouent une musique qui ne ressemble pas au rock. Naturellement, un éducateur chinois doit faire de même avec des enfants chinois vivant auprès d'une communauté chrétienne. L'étape suivante consistera à montrer qu'il y a des points communs entre notre musique et la leur, et que leur Dieu recommande lui aussi certaines choses qui sont bonnes.

Objection possible : nous ferons cela à Florence, mais le feront-ils aussi à Kaboul? Objection parfaitement étrangère aux valeurs de la civilisation occidentale. Nous sommes une civilisation pluraliste parce que nous acceptons que, chez nous, soient élevées des mosquées, et nous ne pouvons pas y renoncer seulement parce que à Kaboul on met en prison des propagandistes chrétiens. Si nous le faisons, nous deviendrions nous aussi des talibans. Le paramètre de la tolérance des différences est certainement l'un des plus forts et des moins discutables, et nous jugeons que notre culture fait montre de maturité parce qu'elle sait tolérer les différences, et que sont des barbares ceux qui appartiennent aussi à notre culture et ne les tolèrent pas. Point à la ligne. Autrement, ce serait comme décider que, si dans une certaine région du monde il y a encore des cannibales, eh bien, nous irons les manger, et comme ça ils apprendront.

Nous espérons que, dans la mesure où nous autorisons les mosquées chez nous, il y aura un jour chez eux des églises chrétiennes ou qu'on ne bombarde pas leurs bouddhas. Et cela, si nous croyons à nos valeurs.

Grande est la confusion sous le ciel. Ces temps-ci, il arrive bien des choses curieuses. Il semble que la défense des valeurs de l'Occident soit devenue un cri de ralliement pour la droite, tandis

que la gauche est comme d'habitude pro-islamiste. Or, à part le fait qu'il y a une droite et un catholicisme intégriste nettement tiers-mondistes, pro-arabes et ainsi de suite, on ne tient pas compte d'un phénomène historique qui est en train de surgir sous les yeux de tous.

La défense des valeurs de la science, du développement technologique et de la culture occidentale moderne en général, a toujours été une caractéristique des franges laïques et progressistes. Mais c'est aussi à une idéologie du progrès technologique et scientifique que se sont référés tous les régimes communistes. Le *Manifeste* de 1848 s'ouvre sur un éloge sans passion de l'expansion bourgeoise; Marx ne dit pas qu'il faut renverser la vapeur et passer au mode de production asiatique; il dit seulement que les prolétaires doivent s'emparer de ces valeurs et de ces réussites.

Au contraire, cela a toujours été la pensée réactionnaire (au sens le plus noble du terme), au moins à partir du refus de la Révolution française, qui s'est opposée à l'idéologie laïque du progrès en prônant le retour aux valeurs de la Tradition. Seuls certains groupes néonazis se réfèrent à une idée mythique de l'Occident et seraient prêts à égorger tous les musulmans à Stonehenge. Les plus sérieux des penseurs de la Tradition (parmi lesquels on trouve aussi beaucoup d'électeurs d'Alleanza Nazionale) se sont toujours tournés, non seulement vers les rites et les mythes des peuples primitifs, mais aussi vers la leçon bouddhiste ou même précisément vers l'islam, comme une source toujours actuelle de spiritualité alternative. Ils ont toujours été là pour nous rappeler que nous ne sommes pas supérieurs mais, au contraire, desséchés par l'idéologie du progrès, et que nous devons aller à la recherche de la vérité parmi les mystiques soufis et les derviches tourneurs. Ce n'est pas moi qui dis tout cela, mais eux, et depuis toujours. Il suffit de faire un saut dans une librairie et de chercher dans les bons rayons.

En ce sens, à droite, une curieuse fracture est en train de s'ouvrir. Mais peut-être est-ce seulement le signe que dans les moments de grand désarroi (et nous en vivons certainement un), personne ne sait plus à quel saint se vouer.

Or, c'est justement dans les moments de désarroi qu'il faut savoir utiliser l'arme de l'analyse et faire la critique de nos superstitions comme de celles des autres. J'espère que l'on discute de ces choses dans les écoles, et pas seulement dans les conférences de presse.

NÉGOCIER DANS UNE SOCIÉTÉ MULTIETHNIQUE¹

Le principe fondamental qui règle - ou qui devrait régler - les affaires humaines, si l'on veut éviter les conflits, les incompréhensions ou d'inutiles utopies, c'est le principe de négociation. Le modèle de la négociation est celui du bazar oriental : le vendeur demande dix, vous voudriez donner trois au maximum et vous proposez trois, l'autre relance à neuf, vous montez à quatre, il descend à huit, vous allez jusqu'à offrir cinq et il descend à sept. Finalement on se met d'accord sur six, vous avez l'impression d'avoir gagné parce que vous avez augmenté de trois seulement et que l'autre a baissé de quatre, mais le vendeur est également satisfait parce qu'il savait que la marchandise valait cinq. Mais à la fin, si vous étiez intéressé par cette marchandise et si lui était intéressé à la vendre, vous êtes assez satisfaits l'un et l'autre.

Le principe de négociation ne gouverne pas seulement l'économie de marché, les conflits syndicaux et (quand les choses vont bien) les affaires internationales, il est à la base même de la vie culturelle. Il y a négociation pour une bonne traduction (en traduisant, vous perdez inévitablement quelque chose du texte original, mais vous pouvez élaborer des solutions de récupération) et même pour le commerce que nous faisons des mots, en ce sens que vous et moi, nous pouvons attribuer à un même terme des significations diverses, mais que, si l'on doit arriver à une communication satisfaisante, on se met d'accord sur un noyau de signification commune sur la base duquel on peut parvenir à s'entendre. Pour certains, il pleut seulement quand l'eau tombe à seaux, pour d'autres, dès qu'on perçoit quelques gouttelettes sur le dos de la main; mais quand le problème est de savoir si l'on va ou non à la plage, on peut se mettre d'accord sur cette dose de pluie qui fait la différence entre aller ou ne pas aller à la mer. Un principe de négociation vaut aussi pour l'interprétation d'un texte (qu'il s'agisse d'un poème ou d'un document ancien) car, pour ce que l'on peut en dire, nous avons devant nous ce texte et non pas un autre, et un texte, lui aussi, est un fait. De même que l'on ne peut changer le fait qu'aujourd'hui il pleut, on ne peut changer le fait que *Les Fiancés* commencent par « Cette partie du lac de Côme... » et que si l'on écrit (ou si l'on

comprend) Garde au lieu de Côme, on change de roman.

Si, comme le disent certains, il n'y avait en ce monde pas de faits, mais seulement des interprétations, on ne pourrait pas négocier, parce qu'il n'y aurait aucun critère pour décider si mon interprétation est meilleure que la vôtre. On peut confronter et discuter des interprétations précisément parce qu'on les met en face des faits qu'elles veulent interpréter.

Les gazettes racontent qu'un ecclésiastique mal informé m'aurait récemment compté au nombre des Mauvais Maîtres, parce que je soutiendrais qu'il n'existe pas de faits, mais uniquement des interprétations. Ce n'est pas le Mauvais Maître qui fait problème (d'une manière luciférienne, je voudrais l'être, mais croissant en âge et en sagesse, je me découvre tout au plus un Très Mauvais Elève), mais le fait est que dans un grand nombre de mes écrits j'ai soutenu exactement le contraire, c'est-à-dire que nos interprétations se heurtent continuellement contre le socle dur des faits, et les faits (même s'ils sont souvent difficiles à interpréter) sont là, solides et envahissants, qui défient les interprétations insoutenables.

Je me rends compte que j'ai fait un trop long détour pour revenir à mon concept de négociation, mais il me semble qu'il était nécessaire. On négocie parce que, si chacun s'en tenait à sa propre interprétation des faits, on pourrait discuter à l'infini. On négocie pour amener nos interprétations divergentes à un point de convergence, même partiel, tel qu'il soit possible d'affronter ensemble un Fait, c'est-à-dire quelque chose qui est là et dont il est difficile de se débarrasser.

Tout ce discours (qui conduit ensuite au principe selon lequel il faut raisonnablement tenir compte de l'inévitable) a pour origine la décision, prise par un lycée milanais, d'instituer, sur la demande de parents immigrés, une classe composée uniquement d'élèves musulmans. Le cas paraît étrange, parce qu'il faudrait peu de chose, si l'on est raisonnable, pour mettre une moitié des élèves musulmans dans une classe et une moitié dans l'autre, en favorisant l'intégration avec des camarades d'une autre culture, et permettre à leurs camarades en question de comprendre et d'accepter des gens d'une culture différente. C'est ce que nous voudrions tous si nous vivions dans le meilleur des mondes possibles. C'est toutefois un Fait que le monde où nous vivons n'est pas le meilleur de ceux que nous pourrions désirer, même si, pour certains théologiens et philosophes, Dieu lui-même ne pouvait en concevoir de meilleur, et que nous devrions donc nous contenter de celui-ci.

Il m'arrive souvent d'être à cent pour cent d'accord avec ce

qu'écrivait mon ami Claudio Magris (allons, pour ne pas me compromettre ni le mettre dans l'embarras, disons quatre-vingt-dix-neuf virgule quatre-vingt-dix-neuf), mais je voudrais avancer quelques objections à son article paru dans le *Corriere della Sera* de lundi dernier. Son raisonnement, en termes de Devoir Etre, est impeccable. En rappelant que la décision a été déterminée par le fait que les parents des élèves ont posé en substance un dilemme (ou bien on fait comme ça, ou bien nous ne les envoyons pas en classe), Magris commente que « cette requête de s'enfermer dans un ghetto, qui aurait pu être avancée par un raciste pétri de haine antimusulmane, est une offense à tout le monde, même et en premier lieu à l'islam, qui risque ainsi, encore une fois, d'être identifié avec ses dégénérationes les plus basses... Pourquoi doit-il être terrible, scandaleux, répugnant pour eux d'avoir un camarade – ou une compagne - de classe, catholique, vaudois, juif ou encore ni baptisé ni circoncis?... Le pluralisme – sel de la vie, de la démocratie et de la culture - ne consiste pas en une série de mondes fermés sur eux-mêmes et ignorants les uns des autres, mais bien dans la rencontre, dans le dialogue et dans la confrontation... »

Je suis naturellement disposé à contresigner ces observations ; d'ailleurs, depuis quelques années, avec quelques amis et collaborateurs, je m'efforce d'alimenter un site Internet où l'on donne des conseils à des enseignants de toutes races et de tous pays, afin d'amener leurs élèves à la compréhension mutuelle et à l'acceptation de la différence (on peut trouver le site sur Kataweb ou auprès de l'Académie universelle des cultures) - et, naturellement, pour se comprendre et s'accepter réciproquement, il est nécessaire de vivre ensemble. Il faudrait certainement faire comprendre cela aussi à ces parents qui ont réclamé pour leurs enfants l'autoségrégation mais, ne connaissant pas la situation spécifique, je ne sais pas dans quelle mesure ces personnes sont perméables à l'argumentation de Magris, que je fais mienne.

Le seul point de l'article de Magris sur lequel je fais une objection est l'affirmation que cette demande était « irrecevable », qu'elle « n'aurait pas même dû être prise en considération, et qu'il aurait fallu la jeter à la corbeille ». Peut-on prêter l'oreille à une demande qui, sur le principe, offense nos convictions? Ces convictions qui sont les nôtres concernent le Devoir Etre (un être qui, dans la mesure où il n'existe pas encore, est toujours au-delà, et pour cette raison suscite un débat infini et d'infinies interprétations). Mais le débat sur le Devoir Etre, dans ce cas précis, se heurte à un Fait, qui, comme tous les Faits, ne doit pas être discuté. En face d'un fait tel qu'une éruption volcanique ou une avalanche, on ne prononce pas de

jugements de valeur, on cherche des solutions.

Le Fait en présence duquel nous nous trouvons est qu'une communauté de parents (à ce qu'il semble, des Egyptiens) a dit à l'école : ou bien c'est comme ça, ou les enfants n'iront pas en classe. Je ne sais pas si l'alternative est de les envoyer étudier en Egypte, de ne pas leur faire faire d'études, ou de leur fournir une éducation exclusivement musulmane, sous forme privée. En écartant la première possibilité (qui éventuellement pourrait plaire à la Ligue du Nord : nous nous débarrassons de ces morveux, et nous les renvoyons chez eux - version adoucie du fameux « il vaut mieux les tuer tant qu'ils sont petits »), la seconde serait condamnable parce qu'elle priverait ces jeunes du droit à une éducation complète (fût-ce par la faute de leurs parents et non pas de l'Etat).

Reste, évidente, la troisième solution, qui a le triple désavantage d'être totalement orientée vers le ghetto, d'empêcher ces jeunes de connaître la culture du pays qui les accueille et, probablement, de favoriser un isolement fondamentaliste. En outre, on ne parle pas ici d'éducation élémentaire, que des parents volontaires, en se réunissant, pourraient fournir, mais d'éducation au niveau du lycée, donc plus complexe. A moins d'instituer des écoles coraniques alignées sur l'école publique, chose possible puisqu'il existe des écoles privées catholiques mais qui, à mon avis, n'est pas souhaitable, ne serait-ce que parce qu'elles représentent une autre forme de ghettoïsation.

Si les faits et les alternatives sont bien ceux-là, alors on peut comprendre la décision du lycée milanais, résultat d'une négociation raisonnable. Etant donné que si l'on répond par la négative, les élèves iraient ailleurs, ou nulle part, on accepte la requête même si on n'est pas d'accord sur le principe, et l'on choisit le moindre mal, en espérant qu'il s'agit là d'une solution transitoire. Les élèves resteront en classe seuls entre eux (ce qui est une perte pour eux aussi) mais, en revanche, ils recevront la même instruction qu'un élève italien, et pourront mieux se familiariser avec notre langue et même avec notre histoire. Etant donné que ce ne sont pas des enfants mais des lycéens, ils pourraient raisonner avec leur propre tête et faire les comparaisons nécessaires, et même rechercher de façon autonome un contact avec leurs contemporains italiens (ou chinois, ou philippins). Personne ne nous dit qu'ils voient les choses exactement comme leurs parents.

En outre, étant donné qu'il s'agit d'un lycée où l'on étudie quantité de matières et de doctrines, si les enseignants sont capables et délicats, les élèves pourront apprendre que dans notre pays il y a

certaines croyances, certaines coutumes, certaines opinions partagées par le plus grand nombre, mais il ne serait pas mal non plus de leur conseiller de lire certaines pages du Coran, par exemple celle où il est dit : « Nous croyons en Dieu, et en ce qu'il nous a révélé, et en ce qu'il a révélé à Abraham, à Ismaël, à Isaac, à Jacob, aux Tribus, et à ce qui a été dit à Moïse et à Jésus, et à ce qui a été donné aux prophètes du Seigneur : nous ne faisons aucune différence entre eux... Ceux qui pratiquent l'hébraïsme, les chrétiens, les sabéens, et quiconque a cru en Dieu et au Dernier Jour et accompli des œuvres de bien, aura sa récompense auprès du Seigneur... Rivalisez donc dans les œuvres de bien... Tous vous retourneront à Dieu, qui vous informera alors sur ce à propos de quoi vous divergez... Et ne disputez pas avec les Peuples du Livre sinon de la manière la plus courtoise, excepté ceux d'entre eux qui agissent injustement, et dites : " Nous croyons en ce qu'on a fait descendre sur nous et en ce qu'on a fait descendre sur vous : votre Dieu et notre Dieu sont un. " »

Comment et que pourront penser ces élèves après quelques années de vie, séparée certes mais pourtant toujours dans le cadre de la culture qui les reçoit, nous ne le savons pas, pour la raison évidente que l'avenir est entre les mains d'Allah. Mais le résultat sera probablement plus intéressant que s'ils avaient vécu dans une école privée et doublement ghettoïsée.

Tous, nous aspirons à un mieux, mais nous avons appris que parfois le mieux est l'ennemi du bien, et que donc, en négociant, on doit choisir le moins pire. Et qui sait combien de négociations de ce genre il faudra faire dans l'avenir pour éviter le sang dans une société multiethnique. Accepter le moins pire, en espérant qu'il ne devienne pas une coutume, n'exclut pas que l'on doive se battre pour réaliser le mieux, même si, à l'évidence, le mieux, n'étant pas un fait, mais au contraire une fin, demeure objet de multiples interprétations.

¹ *La Repubblica*, juillet 2004.

LA PRISE DE JÉRUSALEM CHRONIQUE EN DIRECT₁

14 juillet, matin. Allô les studios, vous m'entendez? Voilà, je vous reçois très bien. OK. Ici Jérusalem, en direct du mont Sion, juste en dehors des remparts. Aux premières lueurs de l'aube, l'attaque de la ville a été lancée. Du point où je me trouve, je domine le carré approximatif des murs d'enceinte : vers l'est, l'ancienne esplanade du Temple, où se trouve la Coupole du Rocher, au nord-ouest, la Porte d'Hérode, au nord-est, hors les murs, le Jardin des Oliviers, au sud-ouest la Tour de David. Non seulement les murailles sont formidables, mais vers l'orient elles donnent à pic sur la vallée du Cédron, et à l'occident vers une autre vallée. Donc les troupes de l'alliance chrétienne peuvent attaquer uniquement par le sud-ouest et au septentrion.

Maintenant que le soleil s'est levé, j'aperçois parfaitement les grandes tours de bois, les mangonneaux et les catapultes qui essaient de passer par-dessus le fossé qui les sépare des murailles. Vous vous rappelez tous à quel point le problème des machines de siège a été crucial. La ville était déjà encerclée depuis le 7 juin, et le 12, en prêtant l'oreille aux déclarations d'un ermite exalté qui prophétisait l'imminence de la victoire, on avait tenté un premier assaut. Cela avait été un désastre et on s'était aperçu que l'armée chrétienne ne disposait pas de moyens suffisants pour escalader les murailles. Les chefs militaires le savaient bien, mais dans cette guerre interviennent des pressions diverses. Les nobles et les chevaliers savent qu'une guerre se fait aussi au moyen de trêves et d'accords avec l'ennemi, et surtout avec du calme. Mais à la suite de l'armée, il vient une foule immense de pèlerins, de déshérités poussés par des pulsions mystiques et assoiffés de saccages. Ce sont les mêmes qui, passant le long du Rhin et du Danube, ont mis à feu et à sang les ghettos juifs. Ce sont des gens dangereux, difficiles à contrôler.

Je crois que c'est la raison principale de l'échec du 12 juin. Et c'est pourquoi il ne s'est rien passé depuis un mois. Une inaction véritable, parce que Iftikhar al-Dawla, qui gouverne Jérusalem, avait fait empoisonner les puits extérieurs (en revanche la ville possède un excellent réseau de citernes), les chrétiens- surtout ceux

qui étaient accablés par de lourdes armures - ne supportaient pas la chaleur infernale de la saison et parvenaient avec peine à se procurer une eau fétide. La seule eau bonne à boire se trouvait au sud, trop près des murs ennemis. Et au cours de toute cette période, il fallait trouver du bois et des instruments adaptés à la construction de machines de siège. Mais ici, dans les environs, les collines sont nues, et pour le bois, il fallait aller loin. Quant aux instruments, ce n'est qu'à la mi-juin que sont arrivées au port de Jaffa des galères génoises, et quatre vaisseaux anglais avec des cordes, des clous, des boulons et tout le nécessaire pour une charpenterie de guerre. Ainsi, c'est seulement maintenant que nous sommes en mesure d'attaquer avec un ensemble d'armements d'un haut niveau technique.

Voilà, en ce moment, je vois se diriger vers les murailles trois énormes tours, à trois étages. Elles fourmillent d'hommes en armes, et chacune peut faire tomber sur les murailles un pont-levis. Le problème, ce sera d'arriver devant les murs, et donc de combler le fossé. A découvert, sous le tir des ennemis. Un sale boulot, qui va coûter de lourdes pertes. C'est la guerre.

Combien sont-ils, de notre côté ? Cela va vous paraître impossible, mais je ne suis pas arrivé à l'établir. L'alliance chrétienne est composée d'armées différentes, avec des chefs de guerre différents qui, souvent, luttent pour une position de prestige, et qui peuvent fausser les données. Et puis il y a la foule des pèlerins. Certains ont parlé de cinquante mille personnes en tout. Mais je crois que c'est une évaluation par excès. L'estimation la plus généreuse parle de douze mille hommes d'armes et de mille trois cents cavaliers; la plus avare, de mille cavaliers et cinq mille hommes d'armes. Les Maures, pour ce qui est des troupes d'élite, sont quelques milliers d'Arabes et de Soudanais, mais il y a aussi les habitants, tous prêts à combattre. En plus, Iftikhar a eu une idée géniale, il a fait sortir de la ville tous les chrétiens, qui maintenant doivent être nourris par nos troupes; ainsi, il ne s'est pas seulement débarrassé de bouches à nourrir, mais aussi de saboteurs éventuels. Il a gardé les juifs, peut-être en échange d'une forte rançon, parce que s'il les avait fait sortir, nos pèlerins les auraient taillés en pièces.

Beaucoup de nos auditeurs auront désormais accepté l'idée que cette expédition est menée pour restituer les Lieux Saints au culte, et ils s'étonneront que des chrétiens aient pu vivre tranquillement à Jérusalem, et même y établir leurs églises; d'autre part, vous vous rappellerez que l'alliance chrétienne a récemment occupé Bethléem sur la demande de la communauté chrétienne locale, signe qu'il en existait une. En effet, nous sommes en train de découvrir peu à peu qu'en terre sarrasine, les chrétiens et leur culte étaient, bien ou mal,

tolérés, comme pour les juifs. C'est ainsi que nous assiégeons une ville d'infidèles pour permettre aux chrétiens de la visiter, et que le premier résultat que nous obtenons, c'est que les chrétiens qui y habitent en soient chassés. Ce n'est pas le seul aspect paradoxal de cette guerre, qui pour certains se fonde sur un principe (les Lieux Saints aux chrétiens) ; pour d'autres, elle est une occasion de conquêtes, et pour d'autres encore, Dieu sait ce qu'elle est, peut-être une sorte de grande fête cruelle...

Mes informateurs me disent que l'attaque est plus intéressante au nord-ouest, à la Porte d'Hérode. Je monte sur un mulet et j'essaie de me rendre de l'autre côté de l'enceinte. A vous les studios, je coupe.

14 juillet, soir. Allô, les studios, vous m'entendez? Bon, j'y vais. J'ai mis quelques heures pour arriver à proximité de la Porte d'Hérode : il fallait que je me tienne assez loin des murs, parce qu'il pleuvait des pierres sans arrêt. Je passais à travers les fumées des incendies. Des flammes dans la nuit. Fascinant, et terrible. Les Maures connaissent la technique byzantine du feu grégeois, et ils font pleuvoir sans cesse des boules enflammées sur les tours. Voilà, maintenant il faut que je m'éloigne, il y a une sortie des Maures qui tentent d'incendier nos machines... Une tour a pris feu, nos hommes essaient de se sauver en sautant à terre, mais ils sont flagellés par les flèches ennemies. La partie supérieure de la tour s'est écroulée par terre en répandant des nuages d'étincelles, mais heureusement elle a enseveli les Maures qui étaient en train de rentrer dans les remparts et elle a mis le feu aux battants de la porte. Mais pourquoi les nôtres ne tournent-ils pas tous les béliers dans cette direction? Quelqu'un me dit que les autres machines aussi ont été atteintes par le feu grégeois, pour aujourd'hui la partie est perdue, il va falloir passer la nuit à réparer les machines. A vous les studios, je coupe.

15 juillet, matin. Je ne vous entends pas bien... non, voilà, je vous reçois, OK. Il paraît que nous avons réussi à réparer la plus grande partie de nos machines, l'attaque a repris, une grêle de pierres se déverse sur les murs, nos béliers ont désormais passé le fossé. Le système antique de la couverture en tortue est valable, mais pas infailible, beaucoup de nos vaillants soldats tombent sous les coups qui pleuvent d'en haut, mais ils sont immédiatement remplacés, nos machines sont en train de faire trembler Jérusalem jusque dans ses fondations...

De ma nouvelle position je vois parfaitement Godefroy de Bouillon qui du haut d'une tour commande l'assaut définitif. Voilà, les premiers chrétiens sont en train de sauter sur les murs, on me dit

ici que ce sont Litold et Gilbert de Tournai, Godefroy et les autres les suivent, les Maures tombent sous leurs coups, il y en a quelques-uns qui sautent des murs et qui se fracassent au sol. La Porte d'Hérode s'est écroulée - non, peut-être est-ce qu'elle a été ouverte de l'intérieur par les hommes qui ont grimpé sur les glacis, maintenant, les hommes de l'alliance chrétienne font irruption dans la ville, à pied et à cheval !

On me dit que vers la Porte de Sion la bataille fait encore rage... un moment, voilà les dernières nouvelles, il paraît que les Provençaux de Raymond de Saint-Gilles ont pu faire une percée à la Porte de Sion. Raymond a pris d'assaut la Tour de David et il a capturé Iftikhar avec sa garnison, lui accordant la vie sauve contre une rançon. Il l'a fait aussitôt accompagner à Ascalon qui est encore aux mains des Sarrasins. L'ennemi est en déroute, victoire! C'est un moment historique, il est, c'est admirable, il est trois heures de l'après-midi, l'heure de la Passion de Notre Seigneur !!! Magique coïncidence !!! J'essaie maintenant de me glisser dans la masse de nos troupes qui se précipitent dans la ville, et je vous assure que ce n'est pas facile, je risque d'être renversé par les chevaux!... Vous m'entendez? Je ne vous entends pas, mais je continue...

Je suis, moi aussi, à l'intérieur des murs de Jérusalem. Je me trouve en train d'escalader des montagnes de cadavres à la peau sombre, et pourtant il ne devrait plus y avoir eu de résistance après la percée. J'interviewe un sergent qui semble retourner vers le camp chrétien, couvert de sang, les mains chargées d'étoffes précieuses. « De la résistance ? Pas du tout, dès que nous sommes entrés, ces maudits ont pris leurs jambes à leur cou et ils se sont barricadés dans la mosquée du Rocher. Mais le grand Tancred de Hauteville les a surpris avant qu'ils puissent organiser la défense, et ils se sont rendus. Tancred a hissé son étendard sur la mosquée, pour les mettre sous sa protection. » Je lui demande alors ce que signifient tous ces cadavres : « Mon bonhomme, d'où est-ce que tu sors? Ici on est en train de conquérir une ville, et une ville d'infidèles, de surcroît. Et donc on tue tout le monde, jeunes et vieux, hommes, femmes et enfants. C'est la règle, non? » Je lui demande : « Et ceux qui sont protégés par Tancred? » Il fait un geste, et je ne sais pas ce qu'il signifie : « Vous savez : les seigneurs ont leurs lubies. »

Je ne réussis pas encore à avancer, maintenant je suis débordé par une foule de Maures de tous âges qui s'enfuient dans toutes les directions, poursuivis par les nôtres... Excusez-moi, j'ai la voix qui tremble en rapportant ce que je vois en ce moment, mais les hommes de l'alliance chrétienne sont en train d'égorger tout le monde sans pitié ; oh mon Dieu, il y en a qui frappent les enfants

contre les murs pour leur fracasser la tête... Et ce ne sont pas seulement les hommes armés, qui pourraient calmer la tension du combat, mais je vois aussi des bandes de pèlerins qui s'acharnent sur les blessés... Un moment... Il m'arrive des nouvelles de la synagogue, où les juifs restés dans la ville s'étaient claquemurés. On y a mis le feu, et toute la communauté hébraïque de Jérusalem a péri dans l'incendie. Je vois un vieux moine qui pleure : « C'est vrai, c'étaient d'infâmes juifs, mais pourquoi les jeter maintenant dans les flammes, puisque les flammes de l'enfer les attendaient? Oh, nos chrétiens sont devenus des bêtes folles, ils n'obéissent même plus à leurs capitaines. »

Allô? Vous ne m'entendez pas? C'est forcé, avec tous les édifices qui crépitent, ils sont la proie des flammes, et s'écroulent de partout, et il y a les cris des gens qui sont passés au fil de l'épée. Seigneur Jésus, je n'y tiens plus, on se parlera demain. A vous les studios, je coupe.

16 juillet. Allô, les studios? Il me reste peu de choses à dire. Il y a des fois où l'on a honte de faire un reportage... Tancredé avait garanti la vie sauve aux Maures de la mosquée, mais un autre groupe de forcenés (des Flamands, dit-on, mais je n'en suis pas sûr) n'a pas respecté ses ordres, et là aussi il y a eu un massacre. Certains des chevaliers vont jusqu'à accuser de trahison Raymond de Saint-Gilles, parce qu'il a sauvé la vie d'Iftikhar. Ici, ils ont tous l'air d'être fous, le sang leur monte à la tête. Je suis en train de parler avec Raymond d'Aguilers : « Autour de la mosquée, le sang arrive jusqu'aux genoux. Tancredé est furieux, il se sent déshonoré parce qu'il a manqué de parole, mais ce n'est pas sa faute. Je ne crois pas qu'il existe encore un Maure ou un juif en vie à Jérusalem. » Je lui demande une estimation, combien de victimes en tout? Il indique soixante-dix mille morts, mais je crois qu'il exagère - il est bouleversé. Pour ce que j'ai réussi à savoir, après l'expulsion des chrétiens, il restait quelques milliers d'hommes de garnison, et cinquante mille habitants. Le bruit circule que certains ont réussi à s'enfuir par des brèches dans les murailles. Dans l'ensemble je dirais qu'au cours de ces deux journées quarante mille personnes ont été tuées. Peut-être qu'un jour on dira qu'il y en avait moins, et qu'en deux jours on ne peut pas faire un carnage de cette ampleur. Mais autour de moi il y a une étendue de cadavres et la puanteur, sous le soleil, est désormais horrible.

Un moine avec qui j'ai parlé ce matin m'a fait remarquer que ce massacre équivalait à une défaite. Si l'on doit constituer sur ces terres

un royaume chrétien, il faudrait pouvoir compter sur l'acceptation des habitants musulmans et sur la tolérance des royaumes voisins. Avec ce massacre, on a creusé un sillon de haine entre les Maures et les chrétiens, qui durera des années, des siècles peut-être. La conquête de Jérusalem n'est pas la fin, c'est le début d'une très longue guerre.

Halte. Je viens tout juste d'apprendre qu'hier, pendant le massacre, Tancrede de Hauteville, Robert de Flandres, Gaston de Béarn, Raymond de Toulouse, Robert de Normandie et tous les autres capitaines se sont rendus en grand cortège pour suspendre dévotement leurs armes dans le Saint Sépulcre et pour l'adorer, en accomplissant leurs vœux - pour reprendre les mots de Godefroy de Bouillon. Il paraît que cela a été une cérémonie très émouvante, au cours de laquelle tous se sentaient meilleurs.

Je m'excuse d'avoir manqué le scoop. Mais au milieu de ce carnage, je ne retrouvais plus la bonne route. Ici Jérusalem délivrée, à vous les studios.

¹ *La Repubblica*, juillet 1999, à l'occasion du millénaire de la prise de Jérusalem.

MISS, FONDAMENTALISTES ET LÉPREUX¹

Quand ce numéro de *L'Espresso* sera dans les kiosques, il est possible que la majeure partie des lecteurs aura oublié les événements nigériens, ses deux cents morts et plus, tués à cause du concours de Miss Monde. Et ce serait une bonne raison de plus pour en parler.

Ou bien la situation se sera aggravée, même après que le concours a été déplacé à Londres; il est clair en effet que l'arrivée des Miss au Nigeria n'a été qu'un prétexte pour déclencher des tensions ou pour encourager des projets subversifs d'une tout autre portée : de fait, on ne comprend pas pourquoi, pour protester contre un concours de beauté, on devait tuer les chrétiens et brûler les églises, étant donné que ce n'était pas aux évêques que l'on pouvait en imputer l'initiative. Mais si les choses avaient continué, ce serait une raison de plus pour réfléchir sur le prétexte qui a conduit à cette horrible réaction fondamentaliste.

Wole Soyinka, le prix Nobel qui au Nigeria a dû subir jusqu'à la prison pour avoir tenté de défendre les libertés fondamentales dans son infortuné pays, a écrit un article (publié dans *La Repubblica*) où, au cours de réflexions éclairantes sur les conflits nigériens, il disait (en synthèse) qu'il n'éprouvait aucune sympathie pour les concours des diverses Miss nationales ou mondiales, mais que, devant la rage des fondamentalistes musulmans, il sentait qu'il lui fallait défendre les droits du corps et de la beauté. Je crois que si j'étais nigérien, je serais du même avis, mais le fait est que je ne le suis pas, et je voudrais considérer la chose de notre point de vue à nous.

Il est certainement injustifiable que, pour réagir dans un esprit de bigoterie contre un concours qui montre des jeunes filles en costume de bain, on tue deux cents personnes et plus, qui d'ailleurs n'ont rien à voir dans cette histoire. Et il est évident que, si l'on considère les choses de cette façon, nous sommes tous dans le même camp que les jeunes filles. Pourtant j'estime que les organisateurs de Miss Monde, en choisissant le Nigeria, ont bel et bien commis une canaillerie. Non pas tant parce qu'ils pouvaient ou devaient prévoir ces réactions, mais parce que organiser une foire aux vanités (qui du reste coûte une somme suffisante pour nourrir plusieurs tribus pendant un mois) dans un pays sous-développé comme le Nigeria,

alors que les enfants meurent de faim et que les femmes adultères sont condamnées à la lapidation, c'est la même chose que de faire de la publicité pour des cassettes pornographiques et des films comiques dans un hospice pour non-voyants, ou d'aller offrir des produits de beauté dans une léproserie, accompagnés d'images publicitaires de Naomi Campbell.

Et qu'on ne vienne pas dire qu'un concours de beauté est une manière de faire changer des us et coutumes ancestraux, parce que ces incitations fonctionnent éventuellement à doses homéopathiques et non pas avec des provocations aussi ostentatoires.

L'épisode, en dehors du fait qu'il s'agit d'une malhonnêteté évidemment commise à des fins publicitaires et avec un cynisme absolu, nous intéresse de près, et en ce moment précis, parce qu'il a quelque chose à voir avec cet ensemble de problèmes appelé mondialisation. Je suis de ceux qui pensent que sur dix phénomènes de mondialisation, cinq au moins peuvent avoir des issues positives, mais que, s'il y a un aspect négatif de la mondialisation, c'est précisément d'imposer violemment des modèles occidentaux à des pays sous-développés pour les pousser à des consommations et des espoirs que ces pays ne peuvent se permettre. En somme, si je vous présente les Miss en costume de bain, c'est pour stimuler l'acquisition de costumes de bain occidentaux, cousus éventuellement par des enfants affamés à Hong Kong, afin qu'ils soient achetés, même au Nigeria, par des gens qui ne meurent pas de faim, mais qui ont de l'argent à dépenser parce qu'ils en font sur le dos de ceux qui meurent de faim, et qui collaborent avec les Occidentaux pour les exploiter et les maintenir dans une condition précoloniale.

C'est pourquoi il ne m'aurait pas déplu que les plus combatifs des antimondialistes se fussent donné rendez-vous au Nigeria pendant le concours, en se partageant entre militants en tenues blanches et casseurs violents. Les tenues blanches auraient dû, de façon pacifique (mais avec quelque énergie), botter le cul des organisateurs du concours, les mettre en caleçon (comme leurs Miss), les enduire de miel, les couvrir de plumes d'autruche ou d'autres volatiles disponibles sur place, et les faire défiler dans les rues en les conspuant. Et les casseurs auraient dû affronter les fondamentalistes locaux, complices du colonialisme occidental, à qui il convient parfaitement que les gens là-bas demeurent sous-développés, et consacrer toute leur capacité combative à les empêcher d'accomplir leurs massacres - et alors tous (pour une fois, et pour une fois seulement) nous aurions peut-être applaudi ces guerriers de la paix, parce que même si vous êtes violent, vous

devez avoir le courage de vous mesurer avec des adversaires dignes de vous.

Et les aspirantes Miss? Peut-être que, convaincues par la frange la plus douce des antimondialistes, elles auraient pu (pour une fois) être recyclées pour tortiller leur mignon postérieur en allant (habillées) dans les villages, distribuer des boîtes de conserve de viande et des morceaux de savon, plus quelques antibiotiques et des briques de lait. Nous les aurions vraiment trouvées très belles.

¹ *L'Espresso*, décembre 2002.

QUE FAIRE DES PRÉ-ADAMITES ?¹

Dès le début de cette rubrique, voici une vingtaine d'années, j'avais dit que je n'y parlerais pas nécessairement de sujets d'actualité, autrement dit que, si un soir il m'arrivait de relire un chant de *L'Iliade*, je considérerais comme d'actualité les réflexions que cela aurait suscité en moi. Et voici que, tandis que des bruits de guerre bouleversent le monde, j'ai déniché dans un catalogue de livres anciens un petit volume que je cherchais depuis longtemps et que je pensais introuvable. Introuvable parce que, comme nous le verrons, cette œuvre avait été condamnée au bûcher, et que l'auteur avait, lui aussi, risqué les flammes; et j'imagine que tant lui que son éditeur s'étaient hâtés de faire disparaître les exemplaires qui restaient en leur possession. Je l'ai trouvé pour une somme quasi dérisoire, non parce que l'antiquaire n'en connaissait pas la rareté, mais parce qu'il s'agit d'un opuscule de petites dimensions, dépourvu de tout agrément graphique et typographique et que personne (à l'exception de quelques chercheurs) ne meurt d'envie de ranger sur ses rayonnages.

Il s'agit du recueil de deux petits traités, *Prae Adamitae* et *Systhema theologicum ex praeadamitarum hypothesi*, publié par un protestant, Isaac de la Peyrère. Que disait donc d'extraordinaire cet auteur, pour être ensuite contraint, afin de sauver sa peau, de se faire catholique et de se soumettre au pape ?

C'était une époque où fleurissaient les travaux sur une langue mère à l'origine de toute civilisation, habituellement identifiée à l'hébreu d'Adam. Mais en même temps, un siècle et demi après la découverte de l'Amérique, il arrivait des nouvelles toujours plus riches sur ces populations lointaines, pour ne rien dire des résultats de nouvelles expéditions et de voyages, toujours plus fréquents, dans d'autres pays exotiques, la Chine comprise. Et, dans les milieux « libertins », prenait forme peu à peu une hypothèse attribuée à Epicure (lettre à Hérodote), reprise ensuite par Lucrèce, selon laquelle les noms n'avaient pas été imposés une fois pour toutes à l'origine du monde et dans une langue privilégiée, mais qu'ils dépendaient de la variété avec laquelle les diverses races humaines avaient réagi à leurs propres expériences, éminemment singulières. C'est ainsi que des races différentes avaient donné naissance, en des

époques et selon des modalités différentes, à différentes familles de langues (et de culture).

Et voici qu'apparaît la proposition d'Isaac de la Peyrère, qui dans son livre, interprétant de façon certainement discutable certains textes bibliques (parce qu'il lui fallait bien trouver des points d'appui orthodoxes à sa thèse, passablement hétérodoxe), avance l'idée d'une polygenèse des peuples et des races. La Peyrère se rend compte que les chronologies bibliques, avec leurs quelque six mille ans, étaient trop restreintes par rapport aux chronologies des Chaldéens, des Aztèques, des Incas et des Chinois, particulièrement en ce qui concernait leurs récits sur les origines du monde. Il aurait donc existé une humanité préadamite. Mais, s'il en était ainsi, cette civilisation (qu'il identifiait à celle des Gentils, mais qui pouvait être identifiée à d'autres races) ne pouvait avoir été touchée par le péché originel, et tant le péché que le déluge ne concernaient donc qu'Adam et ses descendants en terre hébraïque.

D'autre part, l'hypothèse était déjà apparue dans des milieux musulmans et, en travaillant à partir du Coran, au X^e siècle, Al-Maqdisi avait fait allusion à l'existence d'autres êtres sur la terre, avant Adam.

On conçoit combien cette proposition pouvait paraître hérétique. Elle mettait en question le déluge universel : si dans l'Arche n'avaient été sauvés que les membres de la famille de Noé, le cataclysme aurait dû détruire toutes les autres lignées, alors que les nouvelles évidences ethnologiques montraient que celles-ci avaient continué à prospérer; mais elle mettait également en doute le caractère central, pour l'histoire humaine, de la Passion du Christ. Seule une petite partie de l'humanité avait commis le péché originel et avait donc besoin, pour son salut, d'être rachetée. En somme, six mille ans d'histoire sainte étaient réduits à un petit incident méditerranéen. Vous parlez d'un bûcher...

Il faut noter qu'on pourrait donner de la thèse de la Peyrère une interprétation raciste, en pensant que ses pré-adamites étaient des populations supérieures par rapport à la race judaïque. En effet, il campait sur des positions opposées, d'un grand intérêt et d'une grande ouverture œcuménique par rapport à la tradition hébraïque. Simplement, il était en train d'accomplir une singulière opération anti-ethnocentrique, en essayant de démontrer que l'univers entier, et la civilisation, ce n'est pas seulement « nous », mais aussi « les autres », lesquels avaient même plus d'histoire que la civilisation judéo-chrétienne.

Et voici que le caractère fortuit de ma petite redécouverte se

révèle, sinon moins fortuit, du moins plus providentiel que je ne le croyais au début, aujourd'hui où, de nouveau, nous nous laissons aveugler par l'idée d'une croisade contre des gens qui (pensons-nous) ont moins d'histoire et de titres de noblesse que nous.

Pour ce qui est de ses démonstrations, la Peyrère avait presque tout faux, mais quant à l'esprit d'ouverture sur des civilisations différentes, le pauvre persécuté et son opuscule si malmené ont encore de quoi nous faire méditer.

¹ *L'Espresso*, avril 2003.

V

LA SOMME ET LE RESTE

LES RACINES DE L'EUROPE¹

Les chroniques estivales ont été animées par la discussion sur l'opportunité de citer, dans une Constitution européenne, les origines chrétiennes du continent. Ceux qui exigent cette mention s'appuient sur le fait, indubitable, que l'Europe est née d'une culture chrétienne, avant même la chute de l'Empire romain, et au moins depuis les temps de l'édit de Constantin. De même qu'on ne peut concevoir le monde oriental sans le bouddhisme, on ne peut concevoir l'Europe sans tenir compte du rôle de l'Eglise, des divers rois très-chrétiens, de la théologie scolastique ou de l'action et de l'exemple de ses grands saints.

Ceux qui s'opposent à cette citation tiennent compte des principes laïques sur lesquels se fondent les démocraties modernes. Ceux qui la veulent rappellent que la laïcité est une conquête européenne fort récente, héritage de la Révolution française : rien à voir avec les racines qui plongent dans le monachisme ou le franciscanisme. Ceux qui s'y opposent pensent surtout à l'Europe de demain, qui se prépare fatalement à devenir un continent multiethnique, et où une citation explicite des racines chrétiennes pourrait à la fois bloquer le processus d'assimilation des nouveaux venus, et réduire d'autres traditions et d'autres croyances (qui pourraient cependant prendre une dimension considérable) à des cultures et à des cultes minoritaires, à peine tolérés.

Comme on le voit, ce n'est pas là seulement une guerre de religion, parce qu'elle implique un projet politique, une vision anthropologique, et la décision de savoir s'il faut désigner la physionomie des peuples européens sur la base de leur passé ou sur celle de leur futur.

Occupons-nous du passé. L'Europe s'est-elle développée seulement sur la base de la culture chrétienne ? Je ne pense pas aux enrichissements dont la culture chrétienne a tiré avantage au cours de siècles, à commencer par les mathématiques indiennes, la médecine arabe ou même les contacts avec l'Orient le plus éloigné, et pas seulement depuis l'époque de Marco Polo, mais depuis celle d'Alexandre le Grand. Toute culture assimile des éléments de cultures voisines ou éloignées, mais elle se caractérise ensuite par la façon dont elle les assimile. Il ne suffit pas de dire que nous devons

le zéro aux Indiens ou aux Arabes si c'est en Europe que, par la suite, on a affirmé pour la première fois que la nature est écrite en caractères mathématiques. C'est que nous sommes en train d'oublier la civilisation gréco-romaine.

L'Europe a assimilé la culture gréco-romaine tant sur le plan du droit que sur celui de la pensée philosophique, et même sur celui des croyances populaires. Le christianisme a englobé, souvent avec une grande désinvolture, des rites et des mythes païens et des formes de polythéisme qui survivent dans la religiosité populaire. Ce n'est pas uniquement le monde de la Renaissance qui s'est peuplé de Vénus et d'Apollons, et qui est allé redécouvrir le monde classique, ses ruines et ses manuscrits. Le Moyen Age chrétien a construit sa théologie sur la pensée d'Aristote, redécouverte à travers les Arabes, et s'il ignorait en grande partie Platon, il n'ignorait pas le néoplatonisme, qui a grandement influencé les Pères de l'Eglise. Et l'on ne pourrait concevoir Augustin, le plus grand des penseurs chrétiens, sans l'assimilation de la lignée platonicienne. La notion même d'empire, au nom de laquelle s'est produit l'affrontement millénaire entre les Etats européens, et entre les Etats et l'Eglise, est d'origine romaine. L'Europe chrétienne a choisi le latin de Rome comme langue des rites sacrés, de la pensée religieuse, du droit, des controverses universitaires.

D'autre part, on ne saurait concevoir une tradition chrétienne sans le monothéisme judaïque. Le texte sur lequel s'est fondée la culture européenne, le premier texte que le premier imprimeur a eu l'idée de publier, le texte dont la traduction par Luther a pratiquement fondé la langue allemande, le texte capital du monde protestant, c'est la Bible. L'Europe chrétienne est née et a grandi en chantant les psaumes, en récitant les prophètes, en méditant sur Job ou sur Abraham. Le monothéisme hébraïque a même été le seul élément conjonctif qui a permis un dialogue entre monothéisme chrétien et monothéisme musulman.

Mais les choses ne s'arrêtent pas là. En fait, la culture grecque, au moins depuis le temps de Pythagore, ne serait pas pensable sans tenir compte de la culture égyptienne, et c'est de l'enseignement des Egyptiens ou des Chaldéens que s'est inspiré le plus typique des phénomènes culturels européens, je veux dire la Renaissance, tandis que l'imaginaire européen, depuis les premiers déchiffrages des obélisques jusqu'à Champollion, du style Empire aux rêveries *New Age*, éminemment modernes et très occidentales, s'est nourri de Néfertiti, du mystère des pyramides, des malédictions du pharaon et

des scarabées d'or.

Je ne jugerais pas inopportune, dans une Constitution, une référence aux racines gréco-romaines et judéo-chrétiennes de notre continent, jointe à l'affirmation que, précisément en vertu de ces racines, et de même que Rome a ouvert son panthéon à des dieux de toutes races et placé sur le trône impérial des hommes à la peau noire (et il ne faut pas oublier que saint Augustin était africain), le continent est ouvert à l'intégration de tout autre apport culturel et ethnique, en considérant cette disposition à l'ouverture précisément comme l'une de ses caractéristiques culturelles les plus profondes.

¹ *L'Espresso*, septembre 2003.

LE CRUCIFIX, LES US ET COUTUMES¹

Il y a quelques années, et en partie dans ce journal, parlant de la vague migratoire qui est en train de transformer notre continent (migrations de masse, et non pas simple immigration épisodique), j'écrivais qu'en trente ans l'Europe deviendrait un continent coloré, avec toutes les mutations, les adaptations, les conciliations et les affrontements qui en découleraient, et je signalais que la transition ne serait pas indolore. La polémique qui s'est ouverte à propos du crucifix dans les écoles est un épisode de cette transition conflictuelle, comme l'est du reste la polémique française sur le *tchador*.

Le caractère douloureux de la transition est que dans son déroulement ne s'élèveront pas seulement des problèmes politiques, juridiques et même religieux : c'est qu'entreront en jeu des pulsions passionnelles, sur lesquelles on ne légifère pas plus qu'on ne discute. Le cas du crucifix dans les écoles est l'un d'eux, tant il est vrai que dans les réactions contradictoires qu'il suscite, il rassemble des personnes qui ont des opinions différentes, qu'elles soient croyantes ou non croyantes.

Des questions passionnelles, on ne discute pas : ce serait comme essayer d'expliquer à un amant, au bord du suicide parce qu'il ou elle a été abandonné(e), que la vie est belle, qu'il y a au monde bien d'autres personnes aimables, que le/la partenaire infidèle, au fond, n'avait pas toutes les vertus que l'amant lui attribuait. Peine perdue, celui-ci (ou celle-ci) souffre, et il n'y a rien à dire.

Les questions juridiques sont négligeables. Dans l'Italie d'autrefois, le décret royal qui imposait le crucifix dans les écoles imposait aussi le portrait du roi. Donc, si nous nous en tenions aux décrets royaux, nous devrions remettre dans les salles de classe le portrait de Victor-Emmanuel III (Humbert n'ayant pas été formellement couronné). Tout nouveau décret de la République qui éliminerait le crucifix pour des raisons de laïcité de l'Etat se heurterait à une large partie de l'opinion.

La République française interdit l'exhibition de symboles religieux dans les écoles de l'Etat : ni crucifix, ni *tchador*, si le *tchador* est un symbole religieux. C'est une position rationnellement acceptable,

juridiquement irréprochable. Mais la France moderne est née d'une révolution laïque, au contraire d'Andorre, qui, curieusement, est co-gouvernée par le président français et par l'évêque d'Urgel. En Italie, Togliatti² a fait voter les siens pour l'article 7 de la Constitution. L'école française est rigoureusement laïque et toutefois certains des grands courants du catholicisme moderne ont fleuri précisément dans la France républicaine, à droite comme à gauche, de Charles Péguy et Léon Bloy à Maritain et Mounier, pour arriver jusqu'aux prêtres-ouvriers et, si Fatima est au Portugal, Lourdes est en France. On voit donc que, même en éliminant les symboles religieux des écoles, la vitalité des sentiments religieux n'est pas pour autant entamée. Dans nos universités, il n'y a pas de crucifix dans les amphithéâtres, mais bon nombre d'étudiants adhèrent au mouvement Communion et Libération. En revanche, au moins deux générations d'Italiens ont passé leur enfance dans des classes où il y avait un crucifix entre les portraits du roi et du Duce, et sur les trente élèves de chaque classe, certains sont devenus athées, d'autres ont participé à la Résistance, d'autres encore, et je crois que c'est la majorité, ont voté pour la République. Ce sont là des anecdotes, si vous voulez, mais de portée historique, et elle nous apprennent que l'exhibition de symboles sacrés dans les écoles ne détermine pas l'évolution spirituelle des élèves.

On pourrait donc dire que la question est sans importance, même d'un point de vue religieux. Evidemment, la question est importante pour le principe, parce que le crucifix dans la salle de classe rappelle que nous sommes un pays de tradition chrétienne et catholique, et donc la réaction des milieux ecclésiastiques est compréhensible. Et pourtant, ces mêmes considérations se heurtent à des observations d'un ordre que je dirais sociologique. Le crucifix, cet emblème classique de la civilisation européenne, s'est fâcheusement laïcisé, et ce n'est pas d'hier. Des crucifix outrageusement incrustés de pierres précieuses se sont posés sur le décolleté de pécheresses et de courtisanes, et tout le monde se souvient du cardinal Lambertini qui, voyant une croix sur le sein florissant d'une belle dame, faisait des observations salaces sur la douceur de ce calvaire. On voit porter des chaînettes avec des croix par des jeunes filles qui se promènent le nombril à l'air et vêtues de jupes à hauteur de l'aîne. Le saccage que notre société a fait du crucifix est vraiment outrageux, mais personne ne s'en est particulièrement ému. Nos villes fourmillent de croix, pas seulement sur les clochers, et nous les acceptons comme un élément du paysage urbain. Et je ne crois pas que ce soit pour des questions de laïcité que, sur les routes nationales, on est en train de remplacer les croisements par des giratoires.

Enfin, je rappelle que, de même que le croissant (symbole musulman) apparaît sur les drapeaux de l'Algérie, de la Libye, des Maldives, de la Malaisie, de la Mauritanie, du Pakistan, de Singapour, de la Turquie et de la Tunisie (et pourtant on parle de l'entrée en Europe d'une Turquie formellement laïque, mais qui porte un symbole religieux sur son drapeau), des croix et des symboles cruciformes se trouvent sur les drapeaux de pays éminemment laïques comme la Suède, la Norvège, la Suisse, la Nouvelle-Zélande, Malte, l'Islande, la Grèce, la Finlande, le Danemark, l'Australie, la Grande-Bretagne et ainsi de suite. Beaucoup de villes italiennes, même de gauche, ont une croix dans leurs armes, et personne n'a jamais protesté. Ce seraient autant de bonnes raisons pour rendre acceptable le crucifix dans les écoles mais, comme on le voit, elles ne touchent nullement le sentiment religieux. Il est atroce de le dire à un croyant, mais la croix est devenue un symbole séculier et universel.

Naturellement, on pourrait suggérer de mettre dans les écoles une croix toute nue, comme il arrive d'en trouver jusque dans le bureau d'un archevêque, pour éviter le renvoi trop évident à une religion spécifique, mais je comprends que pour le moment la chose serait entendue comme une abdication.

Le problème est ailleurs, et j'en reviens aux effets passionnels. Il existe en ce monde des us et coutumes, plus enracinés que les croyances ou que les révoltes contre toute croyance, et les us et coutumes doivent être respectés. Pour cette raison, une athée, si elle visite une église chrétienne, est priée de ne pas exhiber des tenues provocantes; autrement, elle n'a qu'à se limiter à visiter les musées. Je suis l'être le moins superstitieux du monde et j'adore passer sous les échelles, mais je connais des amis tout à fait laïques, voire anticléricaux, qui sont superstitieux, et qui se trouvent mal si l'on renverse le sel à table. C'est pour moi une affaire qui concerne leur psychologue (ou leur exorciste personnel) mais, si je dois inviter des gens à dîner et que je m'aperçois que nous sommes treize, je m'arrange pour porter le nombre à quatorze, ou bien j'en mets onze à table, et deux sur un guéridon à côté. Ma préoccupation me fait sourire, mais je respecte la sensibilité, les us et coutumes des autres.

Les réactions peinées ou dépitées que l'on a entendues ces derniers temps, même de la part de personnes agnostiques, nous disent que la croix est un fait d'anthropologie culturelle, et que son profil est ancré dans la sensibilité commune. Ainsi, si un musulman veut vivre en Italie, au-delà de tout principe religieux, et à condition que sa religiosité soit respectée, il doit accepter les us et coutumes du pays dont il est l'hôte.

Si je visite un pays musulman, je bois de l'alcool uniquement dans les endroits prévus (comme les hôtels pour Européens) et je ne vais pas provoquer les gens du cru en éclusant un flacon de whisky devant une mosquée. Et si un *monsignore* est invité à faire une conférence en milieu musulman, il accepte de parler dans une salle décorée avec des versets du Coran.

L'intégration d'une Europe toujours davantage peuplée d'extracommunautaires doit se faire sur la base d'une tolérance réciproque. Et j'en profite pour faire une objection à mon amie Elisabetta Rasy qui, récemment, dans le supplément *Sette* du *Corriere della Sera*, remarquait que « tolérance » lui semblait une expression raciste. Je rappelle que Locke avait écrit une épître sur la tolérance, et Voltaire un petit traité sur la tolérance. On peut aujourd'hui imaginer que « tolérer » soit utilisé *aussi* dans un sens péjoratif (je te tolère même si je te considère comme inférieur à moi, et précisément parce que je suis supérieur), mais le concept de tolérance a une histoire en propre et une dignité philosophique, et il renvoie à la compréhension mutuelle entre gens différents.

L'éducation des jeunes dans les écoles de l'avenir ne doit pas se fonder sur l'occultation des différences, mais sur des techniques pédagogiques qui conduisent à comprendre et à accepter les différences. Et depuis longtemps on répète que dans les écoles, il serait bon qu'à côté du cours de religion (non pas en alternative pour ceux qui ne sont pas catholiques) on institue au moins une heure hebdomadaire d'histoire des religions, de sorte qu'un élève catholique lui aussi puisse comprendre ce que dit le Coran, ou ce que pensent les bouddhistes, et que les juifs, les musulmans ou les bouddhistes (mais aussi les catholiques eux-mêmes) comprennent d'où est née la Bible, et ce qu'elle dit.

Ceci est donc une invitation aux intolérants fondamentalistes : comprenez et acceptez les us et coutumes du pays qui vous reçoit. Et une invitation à ceux qui reçoivent : faites en sorte que vos us et coutumes ne reviennent pas à imposer vos croyances.

Mais il faut aussi respecter les zones d'ombre qui, pour beaucoup, sont rassurantes et accueillantes, et qui échappent aux lumières de la raison.

¹ *La Repubblica*, octobre 2003.

² Secrétaire général du Parti communiste italien après la Seconde Guerre mondiale (N.d.T.).

SUR L'ÂME DES EMBRYONS¹

Dans les discussions qui se multiplient ces temps-ci au sujet de la dignité de l'embryon, on voit s'opposer des opinions divergentes. Mais on ne cite jamais un débat séculaire, qui a vu s'engager quelques-unes des figures les plus importantes de la théologie chrétienne. Le débat est très ancien, et naît avec Origène, qui estimait que Dieu avait créé dès l'origine les âmes humaines. L'opinion avait été aussitôt réfutée, en référence également à une expression de la Genèse (II, 7), selon laquelle « le Seigneur forma l'homme avec la poussière du sol et lui inspira dans les narines un souffle de vie, et l'homme devint âme vivante ». Donc, dans la Bible, Dieu crée d'abord le corps, et puis il lui insuffle l'âme. Mais cette position soulevait des problèmes à propos de la transmission du péché originel. Ainsi Tertullien avait-il soutenu que l'âme du géniteur se « traduisait » de père en fils à travers le sperme. Position qui fut aussitôt jugée hérétique, parce qu'elle présupposait une origine matérielle de l'âme.

Celui qui s'était trouvé embarrassé, c'était saint Augustin, car il devait débattre avec les pélagiens qui niaient la transmission du péché originel. Il soutient donc d'une part la doctrine créationniste (contre le traducianisme corporel) et, de l'autre, il admet une sorte de traducianisme spirituel. Mais tous les commentateurs jugent sa position passablement contournée. Saint Thomas d'Aquin sera fermement créationniste, et résoudra la question de la faute originelle de façon très élégante. Le péché originel se transmet avec le sperme comme une infection naturelle (*Summa theologica*, I-II, 81,1) mais cela n'a rien à voir avec la traduction de l'âme rationnelle. L'âme est créée parce qu'elle ne peut dépendre de la matière corporelle.

Rappelons que, pour Thomas, les végétaux ont une âme végétative, qui dans les animaux est absorbée par l'âme sensitive tandis que, chez les êtres humains, ces deux fonctions sont absorbées par l'âme rationnelle, à laquelle l'homme doit d'être doté d'intelligence - et, ajouterai-je, qui en fait une personne, dans la mesure où la personne était, par tradition antique, « substance individuée d'une nature rationnelle ».

Thomas a une vision très biologique de la formation du fœtus :

Dieu introduit l'âme seulement lorsque le fœtus acquiert, graduellement, d'abord l'âme végétative puis l'âme sensitive. C'est seulement à ce stade, dans un corps déjà formé, qu'est créée l'âme rationnelle (*Summa*, I, 90). L'embryon ne possède que l'âme sensitive (*Summa*, I, 76,2 et I, 118,2). Dans la *Summa contra gentiles* (II, 89), on répète qu'il y a un ordre, une gradation dans la génération « à cause des formes intermédiaires dont est doté le fœtus depuis l'origine et jusqu'à sa forme finale ».

A quel stade de la formation du fœtus est infusée cette âme intellectuelle qui en fait une personne humaine à part entière? La doctrine traditionnelle était très prudente sur ce point. Dans le commentaire de Pietro Caramello à l'édition léonine des œuvres de Thomas, tandis que l'on reconnaît que la doctrine thomiste soutient que l'âme est introduite dans l'ovule fécondé lorsqu'il est « désormais muni d'une organisation suffisante », on note que « selon des auteurs récents » il y a déjà « en acte un début de vie organique dans l'ovule fécondé ». Mais il s'agit d'une note très prudente, parce qu'un début de vie organique peut se référer également à l'âme végétative et à l'âme sensitive.

Enfin, dans le Supplément à la *Summa theologiae* (80,4), il est dit que les embryons ne participeront pas à la résurrection de la chair à moins qu'une âme rationnelle n'ait été introduite en eux. Autrement dit, après le Jugement universel, quand les morts ressusciteront afin que notre chair elle-même participe à la gloire céleste (quand, déjà selon Augustin, revivront, dans la plénitude d'une beauté et d'une complétude adulte, non seulement les mort-nés, mais sous une forme humainement parfaite, même les erreurs de la nature, les mutilés, les êtres conçus sans bras ou sans yeux), les embryons ne ressusciteront pas. L'âme rationnelle n'avait pas été infusée en eux et, pour cette raison, ce ne sont pas des êtres humains.

On pourrait certainement dire que l'Eglise, souvent de façon lente et souterraine, a modifié tant de ses positions au cours de son histoire qu'elle pourrait avoir changé celle-là aussi. Mais il est singulier qu'on se trouve ici en présence du désaveu tacite, non pas d'une autorité quelconque, mais de l'Autorité par excellence, de la colonne portante de la théologie catholique.

Les réflexions auxquelles donne lieu ce débat conduisent à des conclusions curieuses. Nous savons que, pendant longtemps, l'Eglise catholique elle-même a résisté à la théorie de l'évolution, non pas tant parce qu'elle contredisait le récit biblique des sept jours de la création, mais parce qu'elle effaçait le saut radical, la différence miraculeuse entre les formes de vie pré-humaines et l'apparition de

l'Homme, qu'elle annulait la différence entre le singe, qui est une bête brute, et l'homme, qui a reçu une âme rationnelle.

Alors, la bataille assurément néofondamentaliste sur la prétendue défense de la vie, selon laquelle l'embryon est déjà un être humain dans la mesure où il pourrait le devenir dans le futur, semble conduire les croyants les plus rigoureux sur la même frontière que les vieux matérialistes évolutionnistes d'autrefois : il n'y a pas de fracture (telle que définie par saint Thomas) dans le cours de l'évolution des végétaux aux animaux et aux hommes, la vie a toujours la même valeur. Et, comme l'écrivait récemment Giovanni Sartori dans le *Corriere della Sera*, il y a de quoi se demander si l'on ne fait pas une certaine confusion entre la défense de la vie et la défense de la vie humaine, parce que défendre à tout prix la vie où qu'elle se manifeste, et quelle que soit la forme dans laquelle elle se manifeste, conduirait à définir comme homicide non seulement le fait de répandre son sperme à des fins non fécondantes, mais aussi celui de manger des poulets et de tuer des moustiques, sans parler du respect dû aux végétaux.

Conclusion : les positions néofondamentalistes catholiques actuelles sont non seulement d'origine protestante (ce qui serait bien le moins) mais elles conduisent à un aplatissement du christianisme sur des positions à la fois matérialistes et panthéistes, et sur ces formes de panpsychisme oriental à cause desquelles certains gourous circulent avec une gaze sur la bouche pour éviter de tuer des micro-organismes en respirant.

Je ne suis pas en train de prononcer des jugements de valeur à propos d'une question certainement très délicate. Je me borne à relever une curiosité historico-culturelle, un curieux renversement de positions. Cela doit être l'influence du *New Age*.

¹ *L'Espresso*, septembre 2000 et mars 2005.

LE HASARD ET LE DESSEIN INTELLIGENT¹

On croyait que c'était une vieille histoire, enterrée (ou limitée à la *Bible Belt* américaine, la région des Etats les plus rétrogrades et isolés du monde, arc-boutés sur leur fondamentalisme sauvage, que seul Bush réussit à prendre au sérieux, probablement par calcul électoral), mais voici que reviennent les polémiques sur le darwinisme – et elles ont été jusqu'à effleurer les projets de réforme de notre enseignement, je veux dire de l'école italienne et catholique.

J'insiste sur « catholique » parce que le fondamentalisme chrétien naît dans des milieux protestants et qu'il est caractérisé par la décision d'interpréter littéralement les Ecritures. Mais pour qu'il y ait interprétation littérale des Ecritures, il faut que les Ecritures puissent être librement interprétées par le croyant, et cela est typique du protestantisme. Il ne peut y avoir de fondamentalisme catholique - et c'est sur ce point que s'est livrée la bataille entre Réforme et Contre-Réforme - parce que, pour les catholiques, l'interprétation des Ecritures passe par la médiation de l'Eglise.

Or, déjà chez les Pères de l'Eglise et même auparavant, avec Philon d'Alexandrie, s'était développée une herméneutique plus douce, comme celle de saint Augustin, lequel était prêt à admettre que la Bible parlait souvent par métaphores et allégories, et qu'il se pouvait fort bien que les sept jours de la Création aient duré en réalité sept millénaires. Et l'Eglise a fondamentalement accepté cette position herméneutique.

Une fois admis que les sept jours de la Création sont un récit poétique qui peut être interprété au-delà de la lettre, il faut noter que la Genèse semble donner raison à Darwin : d'abord, il se produit une sorte de big bang avec l'explosion de la Lumière, puis les planètes prennent forme et sur la terre adviennent de grands bouleversements géologiques (les terres se séparent des mers), puis apparaissent les végétaux, les fruits et les semences, enfin les eaux commencent à grouiller d'êtres vivants (c'est de l'eau que la vie commence à surgir), les oiseaux prennent leur envol, et c'est seulement ensuite qu'apparaissent les mammifères (imprécise est la position généalogique des reptiles, mais on ne peut pas trop en demander à la Genèse).

C'est seulement à la fin et au point culminant de ce processus (et après les grands singes anthropomorphes, je suppose) que l'homme apparaît. L'homme qui – ne l'oublions pas - n'est pas créé de rien, mais à partir de la boue, c'est-à-dire à partir d'une matière précédente. On ne saurait être plus évolutionniste (même si c'est dans une tonalité hautement épique).

Qu'est-ce donc que la théologie catholique a toujours prétendu pour éviter de s'identifier à un évolutionnisme matérialiste? Non seulement que tout cela est l'œuvre de Dieu, cela se conçoit, mais que, dans l'échelle de l'évolution, il s'est produit un saut qualitatif, quand Dieu a insufflé à un organisme vivant une âme rationnelle immortelle. Et c'est sur cet aspect seulement que se fonde la bataille entre matérialisme et spiritualisme.

Un aspect intéressant du débat qui se déroule aux Etats-Unis pour réintroduire la doctrine créationniste dans les écoles, à côté de l'« hypothèse » darwinienne (n'oublions pas que, au cours de son procès, Galilée s'en serait tiré en admettant qu'il avait fait une hypothèse et non une découverte), c'est que, pour éviter d'avoir l'air d'opposer une croyance religieuse à une théorie scientifique, on ne parle pas tant de création divine que d'un « dessein intelligent ».

En d'autres termes, sous-entend-on, nous ne voulons pas vous imposer la présence embarrassante d'un Yahvé barbu et anthropomorphe, nous voulons seulement que vous acceptiez que, s'il y a eu développement évolutif, celui-ci ne s'est pas produit au hasard mais selon un plan, un projet, et que ce projet ne peut que dépendre d'une quelconque forme d'Esprit (ce qui revient à dire que l'idée de « dessein intelligent » pourrait même admettre un Dieu panthéiste au lieu d'un Dieu transcendant).

Ce qui me paraît curieux, c'est que l'on ne considère pas qu'un dessein intelligent n'exclut pas un processus fortuit comme celui de Darwin, qui se produit pour ainsi dire par tentatives et par erreurs, de sorte que seuls survivent les individus qui s'adaptent le mieux au milieu, dans la lutte pour la vie.

Pensons à l'idée la plus noble que nous ayons de dessein intelligent, c'est-à-dire à la création artistique. C'est Michel-Ange qui nous dit dans un sonnet célèbre que l'artiste, quand il se trouve en présence du bloc de marbre, n'a pas en tête dès le début l'idée de la statue qui en sortira, mais qu'il procède précisément par tentatives, en interrogeant les résistances de la matière, en essayant de rejeter l'« excédent » pour faire peu à peu sortir la statue de la gangue de

matière qui l'emprisonnait. Mais que la statue s'y trouvât, et que ce fût précisément Moïse ou un Prisonnier, c'est ce que l'artiste découvre seulement à la fin de ce processus, fait de tentatives continuelles.

Un dessein intelligent peut donc se manifester même à travers une série d'acceptations et de refus de ce qu'offre le hasard. Naturellement, il faut décider si ce qui vient d'abord est le Dessein, qui choisit et refuse, ou le Hasard, qui, acceptant et refusant, se manifeste comme la seule forme d'Intelligence - ce qui reviendrait à dire que c'est le Hasard qui se fait Dieu.

Ce n'est pas une mince question, et ce n'est pas ici que nous pouvons la résoudre. Simplement, elle est, philosophiquement et théologiquement, un peu plus complexe que ne la présentent les fondamentalistes.

¹ *L'Espresso*, novembre 2005.

TOUCHE PAS À MON FILS !¹

Eh bien oui, redoutant une série de questions, et afin de résoudre l'affaire une fois pour toutes, je suis allé voir *La Passion* de Mel Gibson. Et même, à l'avance, dans un pays étranger (où on l'avait interdit aux mineurs); de toute façon, on y parle araméen et au mieux on comprend les Romains qui hurlent « *I!* » pour dire « Fous le camp ! ».

Je dois dire tout de suite que ce film, techniquement fort bien fait, n'est pas (comme on en a souvent discuté à tort et à travers ces dernières semaines) une expression d'antisémitisme ni celle d'un fondamentalisme chrétien, obsédé par une mystique du sacrifice sanglant. C'est seulement un *splatter*, un film qui entend gagner beaucoup d'argent en offrant aux spectateurs une telle quantité de sang et de violence qu'il ferait passer *Pulp Fiction* pour un dessin animé destiné aux enfants des écoles maternelles.

A la rigueur, il exploite, comme les dessins animés à la Tom & Jerry, la leçon d'une aventure où les personnages sont écrabouillés par des rouleaux compresseurs et réduits à l'état de CD, tombent d'un gratte-ciel et se brisent en mille petits morceaux, se font aplatis derrière une porte. Avec beaucoup de sang en plus, des hectolitres de sang, évidemment transportés sur le plateau en camions-citernes et récoltés en mettant au travail les vampires de toute la Transylvanie.

Ce n'est pas un film religieux. A propos de Jésus, il sous-entend avec désinvolture ce qu'on a appris pour la première communion, en donnant pour acquis qu'il était bon. Ses rapports avec le Père sont hystériques et absolument laïques, ce pourraient être les rapports de Charlie Manson avec Satan, mais Satan lui-même apparaît çà et là, de biais, travesti en petit pédé et, devant un tel déversement de globules rouges, il finit lui aussi par se trouver mal. D'autre part l'image la moins convaincante est le tableau final de la résurrection, là aussi plutôt tiré d'une planche d'anatomie que de la *Summa theologica*.

Ce film n'a rien de la sublime réticence des Evangiles, il met en scène tout ce qu'ils taisent afin de laisser les fidèles à la méditation silencieuse du plus grand sacrifice de l'Histoire et, là où les

Évangiles se limitent à dire que Jésus a été flagellé (trois mots chez Matthieu, Marc et Jean, aucun chez Luc), Gibson le fait d'abord frapper avec des verges, puis avec des courroies munies de pointes de fer, enfin avec des merlins, jusqu'à ce qu'il ait été réduit, aux yeux de son public, à de la viande broyée jusqu'au spasme, c'est-à-dire à un hamburger mal cuit.

La haine de Gibson pour le Nazaréen doit être indicible ; qui sait quelles anciennes répressions il épanche sur son corps toujours plus sanguinolent, et c'est encore une chance que la philologie le lui ait interdit, autrement il lui aurait fait appliquer des électrodes aux testicules, avec un clystère de pétrole par-dessus le marché. C'est ainsi, selon certains, que l'on devrait éprouver un frisson salutaire devant le mystère du Salut. C'est possible.

Un film antisémite? Certainement, si l'on voulait faire un *splatter* sur le modèle des westerns, les rôles devaient être clairs : le bon contre les méchants, et les méchants devaient être si méchants qu'on ne saurait l'être davantage. Mais si les prêtres du Temple sont très méchants, les Romains sont encore plus méchants, genre Pat Hibulaire quand il cloue Mickey sur la chaise de torture en ricanant.

Bien sûr, Gibson aurait dû penser qu'en représentant les Romains comme des méchants (Asterix nous l'avait d'ailleurs déjà dit), on ne risque pas un incendie du Capitole, tandis qu'avec les Juifs, par les temps qui courent, il faudrait agir avec plus de précautions. Mais on ne peut pas demander à quelqu'un qui fait un *splatter* de prendre trop de gants. Encore heureux qu'il ait eu quelques réticences et qu'il ait montré trois Juifs et trois Romains presque bons, saisis tout à coup d'un doute (ils regardent le public comme pour dire : « Mais est-ce que nous ne sommes pas en train d'exagérer? »), et toutefois leur perplexité même sert à accentuer l'impression que tout, dans ce film, est insoutenable, si vous n'avez pas déjà vomi en voyant ce qui gicle de la plaie au côté de Jésus.

Gibson saisit au vol l'idée que Jésus doit avoir souffert, et de même que Poe pensait que la chose la plus romantiquement émouvante est la mort d'une belle femme, il devine que le *splatter* le plus rentable est celui où l'on met le Fils de Dieu dans un hachoir à viande. Il y réussit très bien et je dois dire que, quand Jésus est mort et qu'il a fini de nous faire souffrir (ou jouir), que l'ouragan se déchaîne, que la terre tremble et que le voile du Temple se déchire, on éprouve une certaine émotion parce que à ce moment, ne serait-ce que sous une forme météorologique, on entrevoit un souffle de cette transcendance qui fait dramatiquement défaut au film.

Oui, à ce moment-là, le Père fait entendre sa voix. Mais le

spectateur doté de bon sens (et, j'espère, le croyant) s'aperçoit qu'en l'occurrence, c'est contre Mel Gibson que le Père s'est mis en rogne.

Codicille

Cette rubrique a suscité sur le site Internet de *L'Espresso* un très large débat. Comme on pouvait le penser, il y avait des gens pour et des gens contre. Mais parmi les très nombreux contre (et en laissant de côté ceux qui allaient jusqu'à m'accuser d'avoir été la *longa manus* du lobby juif), la plupart estimaient que j'avais ironisé sur la Passion du Christ (du Christ historique) et non sur la Passion de Gibson.

Ce qui revient à dire que, pour eux, il était impossible de faire une distinction entre le Christ du film et celui des Evangiles. Ils n'estimaient pas avoir vu un acteur qui représentait Jésus, mais bien Jésus en chair et en os.

Voir une représentation comme la Chose Même, c'est l'une des formes modernes de l'idolâtrie.

En tout cas je suis reconnaissant à ce lecteur qui a écrit : « Cher Umberto, je ne te pardonnerai jamais de m'avoir raconté la fin du film. »

¹ *L'Espresso*, avril 2004.

QUI NE CROIT PLUS EN DIEU CROIT À TOUT¹

Croire à l'Année Zéro²

La fin de l'an 2000 approche et, dans les journaux et même dans la conversation courante, on accepte désormais comme une évidence l'idée que le troisième millénaire commence une seconde seulement après minuit le 31 décembre 2000.

Rien n'est plus labile que la mémoire des mass média, et peut-être beaucoup de lecteurs ne se souviennent-ils plus des diatribes furibondes de l'an dernier. Une immense organisation commerciale, qui allait des agences de voyages aux restaurants et aux producteurs de champagne, avait décidé que le deuxième millénaire s'achevait avec le 31 décembre 1999 et que l'an 2000 était le premier du troisième. Totalement inutiles avaient été les argumentations de mathématiciens qui rappelaient que, si l'on commence à compter à partir de un, les chiffres avec un zéro final ferment (et n'ouvrent pas) les dizaines, les centaines et ainsi de suite. Armando Torno dans le *Corriere* a récemment reconstitué toute cette histoire, mais il a reconnu que la fascination du double zéro a toujours été telle que, par exemple, elle a convaincu bien des gens de fêter le début du xx^e siècle avec le déclenchement de la première seconde de 1900 - contre le bon sens et l'arithmétique.

Soit : la force du double zéro l'emporte sur le bon sens, il est naturel que la société de consommation ait spéculé là-dessus, que tous aient été heureux de fêter le début du troisième millénaire à la fin de 1999, et que maintenant ils attendent le prochain jour de l'an avec la même excitation modérée que tous les autres jours de l'an.

Les gens sont ainsi faits. Et pourtant je me rappelle qu'en 1999, pour avoir signalé dans *L'Espresso* qu'on n'était pas encore aux portes du troisième millénaire, j'ai été enseveli sous des monceaux de lettres avec des calculs très compliqués voulant démontrer que le millénaire commençait un an plus tôt, en allant chercher Denys le Mineur et en présupposant (sans même s'en rendre compte) un étrange calendrier universel où aurait existé une Année Zéro (ce

pour quoi, conséquence logiquement inévitable, à douze mois de sa naissance, Jésus aurait eu zéro an révolu). Et parmi ceux qui m'ont écrit, il n'y avait pas seulement des gogos, les futurs adeptes de Big Brother, les consommateurs de *panettoni*, mais aussi d'excellents chercheurs, philosophes, linguistes, herméneutes, aphoristes, philologues romans, entomologistes et archéologues.

Comment des personnes aussi sages, et contre toute évidence, ont-elles pu vouloir de tout leur coeur que le millénaire commence avec l'an 2000, même s'ils ne portaient pas pour les mers du Sud ou les îles Aléoutiennes, de façon à célébrer un double jour de l'an en vingt-quatre heures?

J'essaie de le comprendre en me rappelant que, quand j'étais petit et que je rêvais sur les pages de Salgari ou d'autres auteurs à propos de merveilles de l'an 2000, je me demandais : « Mais est-ce que j'arriverai à voir l'an 2000? » Je faisais mes calculs, je découvrais qu'il me faudrait arriver à soixante-huit ans et je me disais : « Je n'y arriverai pas, personne ne vit si vieux. » Et puis je me rappelais que j'avais connu des gens de soixante-dix ans (et j'avais entendu dire que « le milieu du chemin de notre vie », c'était trente-cinq ans), raison pour laquelle j'en tirais la conclusion que peut-être, si tout allait bien, j'y arriverais quand même. Et j'avoue que l'an dernier, vers l'automne, je craignais qu'un soudain accident de voiture, un infarctus, un homicide par imprudence, involontaire ou délibéré, ne vienne arrêter, à quelques semaines du but, ma marche triomphale vers le troisième millénaire.

J'ai nourri des craintes prudentes jusqu'à vingt-trois heures quarante-cinq, le 31 décembre dernier, puis je me suis assis, le dos au mur, évitant même de me mettre à la fenêtre d'où l'on voyait un menaçant big bang de feux d'artifice, j'ai attendu patiemment la sonnerie fatale, et c'est alors seulement que je me suis livré à des libations déraisonnables, parce que désormais, et même si je mourais tout de suite après, j'y étais arrivé.

Voici l'explication. Pour des raisons numérologiques, au moins pour ceux des générations les plus vétustes, survivre à l'an 2000, c'était gagner une course contre la mort. Et donc il allait de soi de faire tout son possible pour anticiper le passage de la ligne. Geste matois (encore qu'inconscient) mais, afin de vaincre la mort, on fait cela, et bien d'autres choses encore, et, dans *Le Septième Sceau* on tentait même une partie d'échecs désespérée.

Qu'est-ce qui est irritant dans l'esprit *New Age*? Ce n'est pas tellement la croyance à l'influence des astres, parce que beaucoup de gens y ont cru. Ni qu'on estime que Stonehenge est un prodige de magie astrale. Il est vrai qu'à une époque où certains avaient déjà inventé le cadran solaire, il n'était après tout pas si incroyable que d'autres aient orienté des pierres selon le lever et le coucher du soleil, mais cela fait toujours de l'effet quand on découvre qu'ils regardaient le soleil mieux que nous. Non, ce qui irrite dans l'esprit *New Age*, c'est le syncrétisme. Et le syncrétisme (à l'état sauvage) ne consiste pas à croire à une chose, mais à croire à toutes, même si elles sont contradictoires.

Le risque du syncrétisme est toujours aux aguets, et voici que je le retrouve dans le *Corriere della Sera* du 23 février 2001, dans deux articles de Cesare Medail, imprimés côte à côte sur la même page. Il faut noter que, pris séparément, les deux articles sont corrects. L'un d'eux part d'un livre de Michael White, *Newton*, publié chez Rizzoli. Ce livre fait dans le sensationnalisme, il présente comme des informations inédites des choses déjà bien connues des chercheurs, il se trompe en citant les titres de livres célèbres, fait croire que Cornelius Agrippa et Johannes Valentin Andreae écrivaient en anglais, prête foi à la légende selon laquelle saint Thomas s'occupait d'alchimie, mais il raconte de façon captivante que le père de la physique moderne, Newton, avait non seulement de forts intérêts qu'aujourd'hui nous définirions comme ésotériques, mais qu'il était arrivé à ses grandes découvertes physico-mathématiques précisément parce qu'il croyait que le monde était gouverné par des forces occultes. Exact.

Dans une petite colonne sur le côté, Medail parle de l'intérêt renouvelé pour les anciens livres d'alchimie, et il cite comme exemple du retour de ces thèmes certains volumes des Edizioni Mediterranee, qui depuis des années publient des livres répondant aux attentes de ceux qui, aujourd'hui encore, croient à l'alchimie (preuve en est qu'ils reprennent ce vieux fou de Fulcanelli). Ces éditions publient aussi des livres de chercheurs sérieux, à l'occasion, mais c'est ainsi que fonctionne le syncrétisme : le fait est que, mis avec les autres, les livres sérieux, eux aussi, semblent confirmer ce que disent les moins sérieux.

Quelle est l'impression de syncrétisme qui naît du rapprochement des deux articles? C'est que, puisque les occultistes ont inspiré la recherche scientifique de Newton, ils disaient donc bien quelque chose qui peut sérieusement nous intéresser, nous aussi,

aujourd'hui. Et c'est là un court-circuit qui peut séduire le lecteur ingénu.

La découverte de l'Amérique a été inspirée par la conviction qu'en naviguant vers le couchant on arriverait aux Indes. Une bonne découverte faite pour de mauvaises raisons est un cas de *serendipity*. Mais le fait que Colomb soit arrivé en Amérique n'est pas la preuve qu'on pouvait facilement dénicher l'Orient en passant par le Couchant. Au contraire, la découverte de Colomb enseigne que pour arriver aux Indes, on va plus vite en passant par l'autre côté. L'exploration portugaise de l'Afrique a été déclenchée par l'idée qu'en Ethiopie se trouvait le royaume fabuleux du très puissant Prêtre Jean. On a cru pouvoir l'identifier avec l'Abyssinie mais, ce faisant, nous avons constaté que le Prêtre Jean n'y était pas (et que ce qu'on avait trouvé en Ethiopie était si peu puissant qu'il avait pu être conquis plus tard par le maréchal Badoglio). Et l'on peut dire la même chose pour le mythe de la Terre Australe. Il a poussé à découvrir l'Australie, mais servi en même temps à convaincre qu'il n'existait pas de terre qui aurait dû recouvrir toute la calotte Sud de la planète.

Deux choses ne peuvent pas toujours être vraies en même temps. Grâce aux alchimistes, Newton nous a précisément démontré que les alchimistes n'avaient pas raison. Ce qui n'exclut pas qu'ils continuent à fasciner aussi bien Medail que moi-même, et bien d'autres encore. Mais je suis aussi fasciné par Fantômas, Mickey et Mandrake, et pourtant je sais fort bien qu'ils n'existent pas.

Croire au Père Amorth⁴

Sur Harry Potter, j'avais écrit une chronique, il y a presque deux ans. A l'époque avaient déjà paru les trois premières histoires, et le monde anglo-saxon avait été agité par des discussions pour savoir s'il était anti-éducatif de raconter aux enfants ces histoires de magie qui auraient pu les conduire à prendre au sérieux beaucoup de délires occultistes. Maintenant que, avec le film, Harry Potter est en train de devenir un phénomène vraiment mondial, il m'est arrivé de voir à la télévision un débat où d'un côté apparaissait le mage Otelma, très heureux de cette publicité en faveur de gens comme lui (au fait, il se présentait avec une tenue tellement «mage» que même Ed Wood n'aurait pas osé le faire dans un de ses films d'horreur), et de l'autre, un célèbre exorciste comme le Père Amorth (*nomen omen*) pour lequel les histoires de Potter véhiculent des idées diaboliques.

Pour nous comprendre, alors que la majorité des autres personnes sensées présentes à l'émission estimaient que magie blanche et magie noire étaient des sornettes (à la rigueur, ce sont ceux qui y croient qui sont à prendre au sérieux), le Père exorciste pour sa part prenait au sérieux toute forme de magie (blanche, noire et peut-être même à pois), en tant qu'oeuvre du Malin.

Si tel est le climat, je crois que je dois recommencer à briser une lance en faveur de Harry Potter. Ces histoires sont bien des histoires de magiciens et de sorciers, et il est évident qu'elles ont du succès parce que les enfants ont toujours aimé les fées, les nains, les dragons et les nécromanciens, et pourtant personne n'a jamais pensé que Blanche-Neige était le fruit d'un complot de Satan; mais elles ont obtenu le succès qu'elles obtiennent encore parce que la romancière (je ne sais si c'est l'effet d'un calcul très élaboré ou d'un prodigieux instinct) a su remettre en scène quelques situations narratives archétypales.

Harry Potter est le fils de deux sorciers très gentils, tués par les forces du mal, mais au début il ne le savait pas, et il vivait comme un orphelin mal toléré par des oncles et tantes tyranniques et mesquins. Puis sa nature et sa vocation lui ont été révélées, et il est allé faire ses études dans un collège pour jeunes sorciers des deux sexes, où il lui arrive des aventures mirobolantes. Et voici le premier schéma classique : prenez un être jeune et tendre, faites-lui en voir de toutes les couleurs, révélez-lui enfin qu'il est un descendant de noble race, promis à un destin radieux, et immédiatement vous avez non seulement le Vilain Petit Canard et Cendrillon, mais aussi Oliver Twist et le Rémi de Sans famille. En outre le collège de Howgarts, où Harry va apprendre à faire des potions magiques, ressemble à bien d'autres *colleges* anglais où l'on joue à l'un de ces sports anglo-saxons qui fascinent les lecteurs d'outre-Manche parce qu'ils en devinent les règles, et les continentaux parce qu'ils ne les comprendront jamais.

Une autre situation archétypale est celle des *Garçons de la rue Paul*, mais il y a aussi quelque chose du *Journal de Jean la Bourrasque*, avec les petits élèves qui se réunissent en conciliabules contre des professeurs excentriques (voire pervers). Il faut ajouter que les enfants jouent à califourchon sur des balais volants, et voilà que nous retrouvons Mary Poppins et Peter Pan. Enfin, Howgarts semble être l'un de ces châteaux mystérieux dont nous lisions l'évocation dans une collection de l'éditeur Salani (le même qui publie Harry Potter en italien), où un groupe bien organisé de garçons en culottes courtes et de filles aux longs cheveux d'or, démasquant les manœuvres d'un intendant malhonnête, d'un oncle

corrompu, d'une bande de malfaiteurs, découvrirait à la fin un trésor, un document perdu, une crypte pleine de secrets.

Si dans Harry Potter apparaissent des enchantements à donner le frisson et des animaux effrayants (l'histoire s'adresse quand même toujours à des enfants qui ont grandi avec les monstres de Rambaldi et les dessins animés japonais), ces enfants luttent pour de bonnes causes comme *Les Trois Boy-scouts* et écoutent des éducateurs vertueux, de sorte que (toutes choses égales par ailleurs) ils frôlent les bons sentiments du Livre *Cœur* de De Amicis.

Pensons-nous vraiment que, lisant des histoires de magie, les enfants, une fois devenus adultes, croiront aux sorcières (et c'est ce que pensent comme un seul homme, encore qu'avec des sentiments opposés, le mage Otelma et le Père Amorth) ? Nous avons tous éprouvé un effroi salutaire devant les ogres et les loups-garous mais, devenus grands, nous avons appris à craindre, non pas les pommes empoisonnées, mais le trou de la couche d'ozone. Petits, nous avons tous cru que les enfants naissaient dans les choux, mais cela ne nous a pas empêchés, une fois adultes, d'adopter un système plus approprié (et plus agréable) pour les produire.

Le vrai problème n'est pas représenté par les enfants, qui naissent en croyant au Chat et au Renard de *Pinocchio*, mais apprennent ensuite à s'intéresser à bien d'autres et moins imaginaires escrocs; le problème préoccupant est celui des grands, peut-être de ceux qui, enfants, ne lisaient pas d'histoires de magie, et que les émissions télévisées incitent souvent à consulter ceux qui lisent dans le marc de café, les manipulateurs de tarots, les célébrants de messes noires, les devins, les jongleurs de guéridons, les prestidigitateurs d'ectoplasmes, les révélateurs du mystère de Toutankhamon. Puis à la fin, à force de croire aux magiciens, ils en reviennent à croire à Pinocchio.

Croire aux médiums⁵

Si votre situation économique ne vous satisfait pas et que vous voulez changer de métier, l'activité de voyant est l'une des plus rentables et (contrairement à ce que vous pouvez penser) l'une des plus faciles. Il suffit de disposer d'une certaine charge de sympathie, d'une capacité minimale de compréhension d'autrui et d'un peu de culot. Mais même en l'absence de ces dons, il y a toujours les statistiques qui travaillent pour vous.

Essayez de faire cette expérience : approchez une personne quelconque, même choisie au hasard (mais cela aide certainement si la personne est disposée à vérifier vos capacités paranormales). Regardez-la dans les yeux et dites-lui : « Je sens que quelqu'un est en train de penser intensément à vous, c'est quelqu'un que vous ne voyez pas depuis des années, mais que jadis vous avez beaucoup aimé, en souffrant parce que vous n'étiez pas payé de retour... Maintenant, cette personne commence à se rendre compte de toute la souffrance qu'elle vous a infligée, et elle se repent, même si elle comprend qu'il est trop tard... » Peut-il exister une personne au monde, qui, à moins d'être un enfant, n'a pas eu par le passé un amour malheureux, ou en tout cas insuffisamment partagé? Et voilà que votre sujet sera le premier à vous aider et à collaborer, vous disant qu'elle a identifié la personne dont vous captez si clairement la pensée.

Vous pouvez aussi dire à quelqu'un : « Il y a une personne qui vous sous-estime, et qui parle mal de vous à droite et à gauche, mais elle le fait par envie. » Il est très improbable que votre sujet vous réponde qu'il est très admiré de tous et qu'il n'a vraiment pas idée de qui il peut s'agir. Il sera plutôt prêt à l'identifier immédiatement et à admirer vos capacités de perception extrasensorielles.

Ou bien déclarez que vous pouvez voir auprès de vos sujets les fantômes de leurs chers disparus. Approchez une personne d'un certain âge, et dites-lui que vous voyez auprès d'elle l'ombre d'une personne âgée, morte d'une maladie de cœur. Tout individu vivant a eu deux parents et quatre grands-parents, et aussi, si vous avez un peu de chance, un oncle, un parrain ou une marraine très chers. Si le sujet a un certain âge, il est très facile que ces chères personnes soient déjà mortes, et sur un minimum de six défunts, il devrait bien y en avoir un qui soit mort d'insuffisance cardiaque. Si vous n'avez vraiment pas de chance, et comme vous aurez eu la bonne idée d'aborder le sujet parmi d'autres, également intéressés par vos facultés paranormales, dites que vous vous êtes peut-être trompé et que celui que vous voyez n'est peut-être pas un parent de votre interlocuteur, mais de quelqu'un d'autre qui est près de lui. Il est presque certain qu'une personne parmi les présents commencera à dire qu'il s'agit de son père ou de sa mère, et à ce stade vous êtes tranquille, vous pouvez parler de la chaleur qui émane de cette ombre, de l'amour qu'elle éprouve pour celui ou celle qui est désormais prêt (ou prête) à toutes vos séductions...

Les lecteurs attentifs auront identifié les techniques de certains personnages très charismatiques qui apparaissent aussi dans des émissions télévisées. Rien n'est plus facile que de convaincre un

parent qui vient de perdre son enfant ou quelqu'un qui pleure encore la mort de sa mère, ou de son mari, que cette bonne âme ne s'est pas dissoute dans le néant et qu'elle envoie de messages de l'au-delà. Je le répète, faire semblant d'être un médium est facile. La douleur et la crédulité des autres travaillent pour vous.

A moins, naturellement, que ne se trouve dans les parages quelque membre du CICAP, le Comité italien pour le contrôle des affirmations sur le paranormal, dont vous pouvez obtenir des informations sur le site www.cicap.org, ou en lisant la revue *Scienza & Paranormale*. Les chercheurs du CICAP vont à la chasse de phénomènes qui se prétendent paranormaux (des poltergeist à la lévitation, des phénomènes médiumniques aux cercles dans les champs de blé, des ovnis à la rhabdomancie, sans négliger les fantômes, prémonitions, déformations de fourchettes par la force mentale, lectures de tarots, madones qui pleurent, saints avec des stigmates, etc.), et ils en démontent le mécanisme, en révèlent le truc, expliquent scientifiquement ce qui apparaît comme miraculeux, refont souvent l'expérience pour démontrer que si l'on connaît les trinquages, on peut devenir mage.

Deux fidèles du CICAP sont Massimo Polidoro et Luigi Garlaschelli, qui publient conjointement (mais en réunissant aussi des textes d'autres collaborateurs du CICAP) *Enquêteurs de l'occulte : Dix années de recherche sur le paranormal* (Rome, Awerbi), livre dans lequel (si vous n'êtes pas de ceux qui pleurent quand on leur révèle que le Père Noël n'existe pas) vous lirez beaucoup d'histoires divertissantes.

Mais j'hésite à parler de divertissement. Le fait que le CICAP doive se donner tant de mal signifie que la crédulité est plus courante qu'on ne le pense, et il doit circuler en tout et pour tout quelques milliers d'exemplaires de ce livre, tandis que, lorsque la médium Rosemary Altea apparaît à la télévision en jouant sur la douleur d'autrui, la chose est suivie par des millions et des millions de personnes. A qui peut-on reprocher de désinformer ainsi les gens? L'audimat est l'audimat.

Croire aux Templiers⁶

Faites naître un ordre monastique et chevaleresque, rendez-le extraordinairement puissant tant sur le plan militaire qu'économique. Trouvez un roi qui veut se débarrasser de ce qui est désormais devenu un Etat dans l'Etat. Identifiez les inquisiteurs qui

conviennent, capables de recueillir des ragots divers et de les composer en une terrible mosaïque : un complot, des crimes immondes, d'innommables hérésies, de la corruption et une bonne dose d'homosexualité. Arrêtez et torturez les suspects. Ceux qui reconnaissent et se repentent auront la vie sauve, ceux qui se déclarent innocents finiront sur le gibet. Les premiers à légitimer la construction inquisitoriale seront les victimes, particulièrement si elles sont innocentes. Enfin, confisquez les immenses biens de l'Ordre. C'est cela, fondamentalement, que nous enseigne le procès intenté aux Templiers par Philippe le Bel.

Puis vient l'histoire du mythe templier. Imaginez que beaucoup de gens ont été secoués par ce projet et que, outre le fait d'en ressentir l'injustice, ce qui fut même le cas de Dante, ils ont été fascinés par les doctrines secrètes attribuées aux Templiers, et frappés par le fait que la majeure partie des Templiers n'a pas péri sur le bûcher, mais qu'à la dissolution de l'Ordre, ils se sont comme évanouis. A l'interprétation sceptique (avec la peur qu'ils avaient éprouvée, ils ont essayé de se refaire une vie ailleurs, en silence), on peut opposer l'interprétation occultiste et romanesque : ils sont entrés dans la clandestinité, et y sont restés actifs pendant sept siècles. Ils sont encore parmi nous.

Rien de plus facile que de trouver un livre sur les Templiers. L'unique inconvénient est que dans quatre-vingt-dix pour cent des cas (non : quatre-vingt-dix-neuf) il s'agit de fariboles, parce que aucun argument n'a jamais davantage inspiré les plumitifs de toutes les époques et de tous les pays que l'aventure des Templiers. Et ça repart avec la renaissance continuelle des Templiers, avec leur présence constante dans les coulisses de l'Histoire, entre sectes gnostiques, confréries sataniques, spirites, ordres pythagoriciens, rose-croix, francs-maçons illuminés et Prieuré de Sion. Parfois l'imposture est à tel point poussée, comme dans le cas du *Saint Graal* de Baigent, Leigh et Lincoln, que l'évidente et cynique mauvaise foi des auteurs permet, du moins au lecteur doté de bon sens, de lire l'œuvre comme un amusant exemple d'histoire-fiction.

C'est ce qui est en train de se produire avec le *Da Vinci Code*, qui pompe et réélabore toute la littérature précédente. Mais faisons attention, parce que ensuite des milliers de lecteurs crédules s'en vont visiter le théâtre d'une autre imposture historique, le village de Rennes-le-Château.

La seule façon de déterminer si un livre sur les Templiers est sérieux est de vérifier s'il s'achève bien en 1314, date à laquelle leur Grand Maître a été brûlé sur le bûcher. Parmi les livres qui

s'arrêtent à cette date, était sorti en 1991 chez Einaudi *I Templari* de Peter Partner. Les éditions Il Mulino publient maintenant *I Templari* de Barbara Fraie, une chercheuse qui a consacré des années de travail et d'autres ouvrages à cette question. L'ouvrage a moins de deux cents pages, et qui se lisent avec plaisir. La bibliographie (sérieuse) est très riche. Barbara Fraie ne se formalise pas trop de certains aspects postérieurs du mythe templier, et elle en voit même avec une certaine sympathie certains développements romanesques (auxquels elle ne consacre toutefois que deux brèves pages de conclusion), mais suffisamment pour qu'ils puissent susciter de nouvelles recherches sérieuses sur bien des aspects encore obscurs de la « vraie » histoire des Templiers.

Par exemple : y a-t-il vraiment un rapport entre les Templiers et le culte du Graal? On ne peut pas l'exclure, étant donné que même un de leurs contemporains, Wolfram von Eschenbach, fabulait sur ce point. Mais je remarquerais que les poètes sont autorisés à fabuler (voyez Horace), et un chercheur du prochain millénaire qui trouverait un film d'aujourd'hui attribuant à un certain Indiana Jones la découverte de l'Arche d'Alliance n'aurait pas de raisons sérieuses de tirer de cette amusante invention quelques conclusions historiquement correctes.

Quant au fait que, toutefois, cette vieille histoire n'est pas encore très claire, Barbara Fraie fait allusion à certaines de ses découvertes récentes dans les archives vaticanes, qui conduiraient à considérer d'une façon nouvelle le rôle de l'Eglise au cours du procès. Mais, ce qui attristera ceux qui, aujourd'hui encore, exhibent parfois une carte de visite de Templiers, elle rappelle que Clément V, au moment de la suspension de l'Ordre, avait mis hors la loi toute tentative de le reconstituer sans l'accord pontifical, lançant même une excommunication contre quiconque utiliserait le nom et les signes distinctifs du Temple.

D'autre part, en 1780, Joseph de Maistre utilisait des arguments de ce genre pour liquider les néo-templiers. L'ordre des Templiers existait en tant qu'il était reconnu par l'Eglise et par les divers Etats européens, et, comme tel, il avait été formellement dissous au début du XIV^e siècle. Point. Depuis ce moment, étant donné que personne n'en possède plus le copyright, chacun a le droit de le fonder à nouveau, de la même façon que quiconque peut se déclarer grand prêtre d'Isis et Osiris, ce qui ne fait ni chaud ni froid au gouvernement égyptien.

Croire à Dan Brown⁷

Chaque jour, je tombe sur un nouveau commentaire au *Da Vinci Code* de Dan Brown. Je ne parle que des livres en italien, parce que je ne serais pas en mesure de fournir une bibliographie de tout ce qui paraît dans le monde. Rien qu'en Italie, je pourrais citer José Antonio Ullate Fabo, *Contro il Codice Da Vinci* (Sperling), Bart Ehrmann, *La verità sul Codice Da Vinci* (Mondadori), Darrell L. Bock, *Il Codice Da Vinci, Verità e menzogne* (Armenia), Andrea Tornielli, « Inchiesta sulla Risurrezione » (*Il Giornale*), *I segreti del Codice* (Sperling), mais j'en oublie sans doute. D'autre part, si vous voulez une information à jour sur tous les articles en question, allez sur le site de l'Opus Dei. Vous pouvez vous y fier, même si vous êtes athée. Eventuellement, comme nous le verrons, on peut se demander pourquoi le monde catholique se donne tant de mal pour démolir le livre de Dan Brown, mais quand, du côté catholique, on vous explique que toutes les informations qu'il contient sont fausses, vous pouvez le croire.

Entendons-nous. Le *Da Vinci Code* est un roman, et comme tel il a le droit d'inventer ce qu'il veut. Après tout, il est écrit avec habileté et se lit d'une traite. Et peu importe que l'auteur nous dise au début que ce qu'il raconte est une vérité historique. Allons donc : le lecteur est habitué à ces invocations narratives à la vérité, elles font partie du jeu de la fiction. Les problèmes commencent quand on s'aperçoit que de très nombreux lecteurs occasionnels ont véritablement cru à cette affirmation, de même qu'au théâtre des marionnettes siciliennes, les spectateurs insultaient Ganelon de Mayence.

Pour démystifier l'historicité présumée du *Code*, il suffirait d'un article assez bref (et on en a écrit d'excellents) qui dirait deux choses. La première, c'est que toute l'affaire de Jésus qui épouse Marie-Madeleine, de son voyage en France, de la fondation de la dynastie mérovingienne et du Prieuré de Sion est une camelote qui circulait depuis des dizaines d'années dans une pléthore de livres et d'opuscules pour les dévots des sciences occultes, de ceux de Gérard de Sède sur Rennes-le-Château au *Saint Graal* de Baigent, Leigh et Lincoln.

Or, le fait que tout ce matériel contenait des kyrielles de fariboles a été dit et démontré depuis longtemps. En outre il semble que Baigent, Leigh et Lincoln ont menacé (ou réellement entrepris) une action légale contre Brown, pour plagiat. Mais comment? Si j'écris

une biographie de Napoléon (en racontant des événements réels), je ne peux pas ensuite dénoncer pour plagiat quelqu'un qui écrit une autre biographie de Napoléon, fût-elle romancée, en racontant les mêmes événements historiques. Si je le fais, c'est alors que je déplore le vol d'une invention tout à fait originale de ma part (ou imagination, ou baliverne, comme on voudra).

La seconde chose, c'est que Brown parsème son livre de nombreuses erreurs historiques, comme celle d'aller chercher sur Jésus des informations (que l'Eglise aurait censurées) dans les manuscrits de la mer Morte - lesquels ne parlent pas du tout de Jésus mais de questions hébraïques, comme les Esséniens. Brown confond les manuscrits de la mer Morte avec ceux de Nag Hamadi.

Or il arrive que la majeure partie des livres qui paraissent sur l'affaire Brown, même et surtout ceux qui sont bien faits (par exemple celui, très documenté, qui est sorti chez Laffont, *Enquête sur le Da Vinci Code*, d'Etchegoin et Lenoir), afin de pouvoir occuper la quantité de pages nécessaire pour faire un livre, racontent tout ce que Brown a pillé, dans les moindres détails. Ainsi, ces livres, d'une manière en quelque sorte perverse, et bien qu'ils soient écrits pour dénoncer des choses fausses, contribuent-ils à faire circuler inlassablement tout ce matériel occulte. De telle façon que (en assumant l'intéressante hypothèse - sérieusement avancée par certains - selon laquelle le *Code* est un complot satanique) chacune de ses réfutations en reproduit les insinuations, auxquelles elle sert de porte-voix. En tant que complot, c'est assez réussi, il n'y a pas à dire.

Pourquoi, même quand on le réfute, le *Code* s'auto-reproduit-il? Parce que les gens sont assoiffés de mystères (et de complots); et il suffit qu'on leur offre la possibilité d'en connaître un de plus (et même au moment où on leur dit que c'était seulement l'invention de quelques rusés personnages) pour que tout le monde se mette à y croire.

Je crois que c'est là ce qui préoccupe l'Eglise. La croyance au *Code* (et à un Jésus différent) est un symptôme de déchristianisation. Quand les gens ne croient plus en Dieu, disait Chesterton, ce n'est pas qu'ils ne croient plus à rien, mais qu'ils croient à tout. Même aux mass media.

Je sais que je n'exprime là qu'une impression, mais j'ai été frappé par l'image d'un jeune imbécile, sur la piazza San Pietro, alors qu'une foule immense attendait la nouvelle de la mort du pape, et qui, portable à l'oreille et visage souriant, faisait des petits signes de la main à la caméra. Pourquoi était-il là (comme tant d'autres, alors

que peut-être des millions de vrais croyants restaient chez eux pour prier) ? Dans son attente d'un surnaturel médiatique, n'était-il pas prêt, lui, à croire que Jésus avait épousé Marie-Madeleine et qu'il était uni à Jean Cocteau par le lien mystique et dynastique du Prieuré de Sion?

Croire à la Tradition⁸

Beaucoup de lecteurs ne savent pas ce que sont au juste les trous noirs, et franchement je ne réussis moi aussi qu'à les imaginer comme ce brochet de *Yellow Submarine*, qui dévorait tout ce qui l'entourait et, à la fin, se dévorait lui-même. Mais pour saisir le sens de l'information dont je m'inspire, il n'est pas nécessaire d'en savoir davantage, sauf à comprendre qu'il s'agit de l'un des problèmes les plus controversés et passionnants de l'astrophysique contemporaine.

Or on vient d'apprendre par la presse que le célèbre physicien Stephen Hawking (moins connu peut-être du grand public pour ses découvertes que pour la force et la détermination avec lesquelles il a travaillé toute sa vie et ce, malgré une terrible maladie qui aurait réduit un autre que lui à l'état de végétal) a fait une déclaration rien de moins que sensationnelle. Il estime avoir commis une erreur en énonçant dans les années soixante sa théorie des trous noirs, et il se prépare à apparaître devant une commission de scientifiques pour proposer les corrections qui s'imposent.

Pour quelqu'un qui pratique les sciences, ce comportement ne semble en rien exceptionnel, sinon à cause de la réputation de Hawking, mais je considère que cet épisode devrait être porté à l'attention des jeunes de toutes les écoles non fondamentalistes ni confessionnelles, afin de réfléchir aux principes de la science moderne.

Les moyens de communication de masse font souvent le procès de la science, considérée comme responsable de l'orgueil luciférien avec lequel l'humanité avance vers sa possible destruction, et ainsi ils confondent évidemment la science avec la technologie. Ce n'est pas la science qui est responsable des armements atomiques, du trou de la couche d'ozone, de la fonte des glaciers et ainsi de suite : la science est au contraire encore celle qui est capable de nous avertir des risques que nous courons quand, utilisant éventuellement ses principes, nous confions notre sort à des technologies irresponsables.

Mais, dans les condamnations que l'on entend ou qu'on lit souvent à propos des idéologies du progrès (ou de ce qu'on appelle l'esprit des lumières), on identifie souvent l'esprit de la science avec celui de certaines philosophies idéalistes du XIX^e siècle, pour lesquelles l'Histoire progresse toujours vers le mieux et vers la réalisation triomphante d'elle-même, de l'Esprit ou de quelque autre moteur propulsif avançant toujours vers des Fins Optimales. Et au fond, au moins dans ma génération, combien des personnes demeuraient-elles toujours sceptiques en lisant de manuels de philosophie d'inspiration idéaliste, dont il ressortait que tout penseur qui venait « après » avait mieux compris (ou encore « vérifié ») le peu qui avait été découvert par ceux qui venaient « avant » (ce qui revenait à dire qu'Aristote était plus intelligent que Platon)?

C'est contre cette conception de l'Histoire que s'insurgeait Leopardi quand il ironisait sur « les destins magnifiques et progressifs ».

Inversement, et en particulier ces derniers temps, pour soutenir tant d'idéologies en crise, on flirte toujours davantage avec ce qu'on appelle la pensée de la Tradition, selon laquelle il n'est pas vrai que, au cours de l'Histoire, nous nous approchons toujours davantage de la Vérité, mais que c'est bien le contraire qui se produit : tout ce qu'il y avait à comprendre, les anciennes civilisations, désormais disparues, l'avaient compris, et c'est seulement en revenant humblement à ce trésor traditionnel et immuable que nous pourrions nous réconcilier avec nous-mêmes et avec notre destin.

Dans les versions les plus ouvertement occultistes de la pensée traditionnelle, la Vérité était celle que cultivaient des civilisations dont nous avons perdu le souvenir, celle de l'Atlantide engloutie par la mer, de la race hyperboréenne d'aryens parfaitement purs vivant sur une calotte polaire éternellement tempérée, des sages d'une Inde perdue, et d'autres amabilités indémontrables et permettant donc à des philosophes de quatre sous et à des auteurs de romans-feuilletons de mijoter toujours la même bouillie hermétique, pour le divertissement des foules estivales et des charlatans.

Mais la science moderne n'est pas celle qui croit que le Nouveau a toujours raison. Au contraire, elle se fonde sur le principe du « faillibilisme » (déjà énoncé par Peirce, repris par Popper et bien d'autres théoriciens) selon lequel la science progresse en se corrigeant continuellement elle-même, en falsifiant ses hypothèses, par *tentatives et erreurs*, en admettant ses propres fautes et en considérant qu'une expérience ratée n'est pas une faillite, mais qu'elle a autant de valeur qu'une expérience réussie, parce qu'elle

prouve qu'une certaine voie que l'on était en train d'emprunter était erronée et qu'il fallait soit la corriger, soit même recommencer à zéro.

C'est d'ailleurs ce que soutenait voici des siècles *l'Accademia del Cimento* dont la devise était « En prouvant et en réprouvant » – et réprouver ne voulait pas dire essayer de nouveau, ce qui serait bien le moins, mais repousser (au sens de la réprobation) ce qui ne pouvait être soutenu à la lumière du bon sens et de l'expérience.

Cette manière de penser s'oppose, comme je le disais, à tout fondamentalisme, à toute interprétation littérale des textes sacrés – eux aussi toujours susceptibles d'être relus –, à toute assurance dogmatique quant à ses propres idées. Telle est la bonne « philosophie », au sens quotidien et socratique du terme, que l'école devrait enseigner.

Croire au Troisième Secret⁹

En lisant, ces jours derniers, le document de Sœur Lucia sur le troisième secret de Fatima, j'avais une sensation de *déjà lu*. Puis j'ai compris : ce texte que la bonne religieuse écrit non pas comme une gamine analphabète, mais en 1944, une fois devenue adulte, est tissé de citations parfaitement reconnaissables de l'Apocalypse de saint Jean.

Donc Lucia voit un ange avec une épée de feu qui semble vouloir incendier le monde. L'Apocalypse parle d'anges qui répandent le feu dans le monde, par exemple en VIII, 5, à propos de l'ange de la deuxième trompette. Il est vrai que cet ange n'a pas une épée flamboyante, mais nous verrons par la suite d'où vient peut-être l'épée (mis à part le fait que, en ce qui concerne les archanges tenant des épées enflammées, l'iconographie traditionnelle est assez riche).

Puis Lucia voit la lumière divine comme dans un miroir : ici la suggestion vient non pas de l'Apocalypse, mais de la première Epître de saint Paul aux Corinthiens (les choses célestes, nous les voyons maintenant per speculum, et c'est seulement après que nous les verrons en face).

Après quoi voici un évêque vêtu de blanc : il est seul, tandis que dans l'Apocalypse, des serviteurs du Seigneur, tout en blanc et voués au martyre, apparaissent à diverses reprises (en VI, 11, en VII, 9, et en VII, 14), mais patience.

Ensuite on voit des évêques et des prêtres grimper une montagne escarpée, et nous en sommes à Apocalypse VI, 15, où se trouvent les puissants de la terre qui se cachent entre les cavernes et les rochers d'un mont. Puis le Saint-Père arrive dans une ville « à moitié en ruines » et il rencontre sur son chemin les âmes de cadavres : la ville est mentionnée en XI, 8, cadavres compris, tandis qu'elle s'écroule et tombe en ruines en XI, 13 et encore, sous la forme de Babylone, en XVIII, 19.

Avançons : l'évêque et un grand nombre de fidèles sont tués par des soldats avec des flèches et des armes à feu et si, pour ce qui est des armes à feu, Soeur Lucia innove, des massacres avec des armes pointues sont exécutés par des sauterelles portant des cuirasses de guerriers en IX, 7, au son de la cinquième trompette.

On arrive finalement aux deux anges qui versent du sang avec un arrosoir (en portugais un *regador*) de cristal. Or l'Apocalypse regorge d'anges qui répandent du sang, mais en VIII, 5, ils le font avec un encensoir, en XIV, 20, le sang déborde d'une cuve, en XVI, 3, il est versé d'une coupe.

Pourquoi un arrosoir ? J'ai pensé que Fatima n'est pas très loin des Asturies, où au Moyen Age sont nées les splendides miniatures mozarabes de l'Apocalypse, souvent reproduites. Et c'est là qu'apparaissent des anges qui laissent couler du sang en jets venant de coupes de facture imprécise, exactement comme s'ils arrosaient le monde. Que, dans la mémoire de Lucia, la tradition iconographique ait également joué, c'est ce qui est suggéré par cet ange avec l'épée de feu du début car, parfois, dans ces miniatures, les trompettes qu'empoignent les anges apparaissent comme des lames écarlates.

La chose intéressante est que (si l'on ne se limitait pas aux résumés des journaux et si l'on lisait tout le commentaire théologique du cardinal Ratzinger, le futur Benoît XVI) l'on pouvait voir que cet honnête homme, tandis qu'il s'emploie à répéter qu'une vision privée n'est pas matière de foi et qu'une allégorie n'est pas une vaticination qu'il faut prendre à la lettre, rappelle explicitement les analogies du texte avec l'Apocalypse.

Ce n'est pas tout : il précise que, dans une vision, le sujet voit les choses « avec les modalités de représentation et de connaissance qui lui sont accessibles », ce pour quoi « l'image peut arriver seulement selon ses mesures et ses possibilités ».

Ce qui, dit d'une façon un peu plus laïque (mais Ratzinger relie le paragraphe à la « structure anthropologique » de la révélation), signifie que, s'il n'existe pas d'archétypes jungiens, chaque voyant

voit ce que sa culture lui a enseigné.

¹ La citation est attribuée à Chesterton. mais The American Chesterton Society (voir Internet), qui en donne plusieurs versions, considère que c'est une synthèse de plusieurs citations analogues, plus développées (N.d.A.).

² *L'Espresso*, janvier 2000.

³ *L'Espresso*, mars 2001.

⁴ *L'Espresso*, décembre 2001.

⁵ *L'Espresso*, janvier 2002.

⁶ *L'Espresso*, décembre 2004.

⁷ *L'Espresso*, août 2005.

⁸ *L'Espresso*, juillet 2004.

⁹ *L'Espresso*, juillet 2000.

RELATIVISME¹

La grossièreté des médias n'est pas seule en cause, car les gens parlent désormais en ne pensant qu'à la façon dont les médias en rendront compte, et on a l'impression qu'aujourd'hui certains débats (même entre des gens qui, peut-on présumer, ne sont pas à court de culture philosophique) sont menés à coups de masse, sans finesse, en utilisant des termes délicats comme si c'étaient des pierres. Un exemple typique est le débat qui oppose, en Italie, ceux qu'on appelle les « *théoconservateurs* », accusant la pensée laïque de « relativisme », et de l'autre, certains représentants de la pensée laïque qui parlent, à propos de leurs adversaires, de « fondamentalisme ».

Que veut dire « relativisme » en philosophie? Que nos représentations du monde n'en épuisent pas la complexité, mais qu'elles en sont toujours des vues en perspective, dont chacune contient un germe de vérité? Il y a eu et il y a des philosophes chrétiens qui ont soutenu cette thèse.

Que ces représentations ne doivent pas être jugées en termes de vérité mais en termes de correspondance avec des exigences historico-culturelles? C'est ce que soutient, dans sa version du « pragmatisme », un philosophe comme Rorty.

Que ce que nous connaissons est relatif au mode par lequel le sujet les connaît? Nous en revenons là à ce cher vieux kantisme.

Que toute proposition est vraie à l'intérieur d'un paradigme donné? Cela s'appelle « holisme ».

Que les valeurs éthiques sont relatives aux cultures? On avait commencé à le découvrir au XVII^e siècle.

Qu'il n'y a pas de faits, mais seulement des interprétations? C'est ce que disait Nietzsche.

Pense-t-on à l'idée que si Dieu n'existe pas, tout est permis? C'est le nihilisme dostoïevskien.

Pense-t-on à la théorie de la relativité? De grâce, soyons sérieux.

Mais il devrait être clair qu'un relativiste au sens kantien ne l'est pas au sens dostoïevskien (le bon Kant croyait vraiment à Dieu et au devoir) ; le relativisme nietzschéen a peu à voir avec le relativisme

de l'anthropologie culturelle, car le premier ne croit pas aux faits et le second ne les met pas en doute; le « holisme » à la Quine est fermement ancré à un sain empirisme qui accorde beaucoup de confiance aux stimulations que nous recevons du milieu, et ainsi de suite.

En somme, il semble que le terme de « relativisme » puisse être référé à des formes de la pensée moderne souvent en opposition réciproque ; on considère parfois comme relativistes des penseurs enracinés dans un profond réalisme, et on dit « relativisme » avec la fougue polémique que les jésuites du XIX^e siècle mettaient à parler du « poison kantien ».

Mais si tout cela est du relativisme, alors deux philosophies seulement échappent complètement à cette accusation : un néothomisme radical et la théorie de la connaissance de Lénine dans *Matérialisme et Empiriocriticisme*.

Etrange alliance.

¹ *L'Espresso*, juillet 2005.

LE DON DE POSTMONITION¹

Les partisans des phénomènes paranormaux, ainsi que les sceptiques invétérés du CICAP (Comité italien pour le contrôle des affirmations sur le paranormal) qui les talonnent afin de montrer que ces phénomènes ne sont que l'effet d'illusions de natures diverses, se sont toujours souciés de la prémonition. Personne ne s'est jamais occupé de la postmonition, qui est pourtant un phénomène extraordinaire. Eh bien, j'en possède le don, ce que j'avais jusqu'à présent soigneusement dissimulé, par crainte de m'exposer à l'ironie et à la dérision. Ce n'est que maintenant, encouragé par la révélation du troisième secret de Fatima, que je suis disposé à dévoiler ce que je conservais jalousement au plus profond de mon cœur.

Il m'arrive parfois, saisi d'une sorte de transe, de voir, dans une clarté quasi eidétique, des événements qui se déroulent dans un temps étranger à celui dans lequel je vis. Mais je ne les perçois pas obscurément, au point d'être contraint de les exprimer à travers des allusions ambiguës, tel Nostradamus, dont les présumées vaticinations sont susceptibles de s'appliquer à des événements différents. Non, je vois ce que je vois de manière limpide, de telle sorte qu'aucune équivoque n'est possible. En voici quelques exemples.

Je vois une grande ville florissante des rives de l'Asie Mineure, assiégée par une armée imposante conduite par un héros à la longue chevelure blonde, et je vois dans cette ville un cheval en bois d'où surgissent les ennemis qui exterminent les habitants, dont un seul réchappe et fondera une nouvelle civilisation dans les terres ausoniennes.

Je vois une horde d'hommes barbus, à la chevelure grasseuse, qui envahissent la ville la plus puissante du monde connu et leur chef qui jette une épée sur une balance en criant « malheur aux vaincus ».

Je vois un Génois, aux cheveux plus courts que ses prédécesseurs, qui sillonne les mers avec trois caravelles jusqu'à ce que son gabier crie « terre, terre », et qui aborde les côtes de ce qu'il croyait être les Indes alors que ce sont celles d'un nouveau continent inexploré.

Je vois un homme aux cheveux encore moins longs qui fixe la lune avec un tube inédit, déclare que la terre tourne autour du soleil, qui subit un douloureux procès et en sort vaincu en murmurant « et pourtant, elle tourne ».

Je vois un homme aux cheveux courts avec une mèche sur le front, qui naît dans une petite île, parcourt avec ses armées victorieuses l'Europe, triomphe des Alpes aux pyramides et du Manzanara au Rhin, jusqu'au moment de sa défaite dans une plaine belge et qui meurt abandonné de tous sur une île plus petite que celle où il naquit.

Je vois un homme aux cheveux encore plus courts, avec une mèche et une petite moustache, qui déclenche une guerre mondiale, commet un génocide atroce et s'ôte la vie dans un bunker.

Je vois un homme absolument chauve qui prend le pouvoir en marchant sur la capitale, bat le blé, embrasse les enfants et finit sur une place qui porte le nom d'un perroquet.

Que dois-je penser de ces visions? Je jure que toutes se sont réalisées. En sorte que j'ai décidé de hasarder quelques prémonitions, jeu certes plus risqué, mais où il suffit de faire preuve de perspicacité. Ainsi, je vois que d'ici cent ans, un président des Etats-Unis sera victime d'un attentat, qu'un cyclone s'abattra sur les Caraïbes, qu'un avion d'une grande compagnie s'écrasera, qu'un homme d'une humble origine gagnera au loto, qu'un homme politique italien changera de coalition, qu'un autre voudra sauver le pays du communisme, qu'à la télévision un présentateur demandera à Samantha de Piacenza le nom de baptême de Garibaldi (je ne sais pas pourquoi, j'ai le sentiment que ces deux dernières prémonitions sont étroitement liées).

¹ *L'Espresso*, juin 2000.

VI

LA DÉFENSE DE LA RACE

LES ITALIENS SONT-ILS ANTISÉMITES₁ ?

Lors de la profanation du cimetière juif de Rome, les propos du président de la Chambre selon lesquels, en Italie, l'antisémitisme est moins enraciné que dans d'autres pays ont agité les esprits, suscitant la polémique. Je crois nécessaire de distinguer entre antisémitisme intellectuel et antisémitisme populaire.

L'antisémitisme populaire est aussi ancien que la Diaspora. Il est né d'une réaction instinctive de la plèbe vis-à-vis d'un peuple différent qui parlait une langue inconnue évoquant des rites magiques; un peuple enraciné dans une culture du Livre; ainsi les juifs apprenaient à lire et à écrire, pratiquaient la médecine, le commerce, et prêtaient de l'argent – d'où le ressentiment vis-à-vis de ces « intellectuels ». En Russie, l'antisémitisme paysan avait les mêmes sources.

Si la condamnation chrétienne du peuple « déicide » a, certes, dû peser, durant le Moyen Age il existait aussi un rapport (privé) d'intérêt et de respect mutuel entre les intellectuels chrétiens et juifs. Sans parler de la Renaissance. Les masses désespérées qui suivaient les croisades et mettaient à feu et à sang les ghettos ne s'appuyaient pas sur des fondements doctrinaux, mais s'abandonnaient à un instinct de destruction.

Par contre, l'antisémitisme intellectuel, tel que nous le connaissons aujourd'hui, est un pur produit du monde moderne. En 1797, dans ses *Mémoires pour servir à l'histoire du jacobinisme*, l'abbé Barruel cherche à démontrer en quoi la Révolution française constituait un complot templier et maçonnique. Quelque temps plus tard, un certain capitaine Simonini (un Italien) lui fera observer que c'étaient d'abord et avant tout les perfides juifs qui tiraient les ficelles de cette révolution en coulisse. C'est à partir de là que se déclenche la polémique sur l'internationale juive que vont s'approprier les jésuites pour en faire un argument contre les sectes de *carbonari*.

Au XIX^e siècle cette polémique fleurit partout en Europe, bien que la France constitue son terreau le plus fertile, la finance juive y étant stigmatisée comme l'ennemi à vaincre. Alimentée par le légitimisme catholique, c'est toutefois dans le milieu laïque (lié à un

stratagème des services secrets) que les tristement célèbres *Protocoles des Sages de Sion*, qui seront ensuite diffusés dans les cercles tsaristes russes pour être finalement exploités par Hitler, vont petit à petit prendre forme, à partir d'un faux.

Les *Protocoles* ont été élaborés en recyclant la matière d'un roman-feuilleton, et sont en eux-mêmes un témoignage de leur absence de fondement, étant donné qu'il est impossible de croire que des «scélérats» expriment sous une forme aussi impudente leurs projets ignobles. Les Sages vont jusqu'à déclarer vouloir encourager le sport et l'audiovisuel pour abrutir la classe laborieuse (ce dernier trait a une tonalité plus berlusconienne que juive). Et aussi brutal qu'il fût, il s'agissait bel et bien d'un antisémitisme intellectuel.

On peut souscrire à l'affirmation de M. Casini selon laquelle l'antisémitisme populaire italien a été moins virulent que dans d'autres pays européens (pour des raisons socio-historiques diverses, également démographiques) et que l'homme de la rue s'est opposé aux persécutions raciales et a aidé les juifs. Mais l'antisémitisme doctrinal jésuite (il suffit de penser aux romans du père Bresciani) et bourgeois, lequel donnera finalement naissance aux savants et aux écrivains illustres qui ont collaboré à l'infâme revue *La Difesa della razza* et à l'édition des *Protocoles* introduite par Julius Evola en 1937, fleurit en Italie.

Pour Evola les *Protocoles* ont « la valeur d'un stimulant spirituel » et « surtout, en ces heures décisives de l'histoire occidentale, ils ne sauraient être négligés ou différés sous peine de porter un grave préjudice à ceux qui luttent au nom de l'esprit, de la tradition et d'une civilisation authentique ». L'internationale juive était pour Evola à l'origine des principaux foyers de perversion de la civilisation occidentale: « Le libéralisme, l'individualisme, l'égalitarisme, la libre pensée, les Lumières antireligieuses, avec leur différents corollaires qui conduisent à la révolte des masses et jusqu'au communisme... Détruire toute survivance de l'ordre véritable et de la civilisation différenciée est un devoir pour le juif... Freud, dont la théorie vise à réduire la vie intérieure aux instincts et aux forces inconscientes, était juif. Comme Einstein, qui a imposé la mode du " relativisme "... Idem pour Schönberg et Mahler, les principaux représentants d'une musique de la décadence. Tzara, créateur du dadaïsme, la limite extrême de la dégradation du soi-disant art d'avant-garde, était juif... Ce qui agit ici c'est la race, c'est un instinct... L'heure est venue pour les forces de se mobiliser car à présent le visage du destin, auquel l'Europe était sur le point de se soumettre, est apparu en toute clarté... Que l'heure du " conflit "... les trouve rassemblées en un bloc de fer, infrangible, indestructible.

L'Italie a apporté sa remarquable contribution à l'antisémitisme intellectuel. Mais c'est seulement aujourd'hui qu'une série de phénomènes fait penser à un nouvel antisémitisme populaire, comme si d'anciens foyers antisémites trouvaient un terreau propice dans d'autres formes de racisme primaire de type néoceltique. La preuve en est que les sources doctrinales sont toujours les mêmes : il suffit de visiter quelques sites racistes sur Internet, ou de se référer à la propagande antisioniste dans les pays arabes, pour s'apercevoir qu'on ne fait jamais que recycler les mêmes Protocoles.

¹ *L'Espresso*, juillet 2002.

LE COMLOT¹

Le plus extraordinaire dans les *Protocoles des Sages de Sion*, ce n'est pas tant l'histoire de leur naissance que celle de leur réception. Que ce faux ait été produit par divers services secrets et les polices d'au moins trois pays, concocté par le collage de textes différents, est un fait désormais bien connu. Will Eisner en donne un récit circonstancié, y intégrant le fruit des recherches les plus récentes. Dans un de mes essais², j'identifie d'autres sources dont les spécialistes n'ont pas tenu compte : par exemple, dans les *Protocoles*, le plan juif de conquête du monde suit, parfois à la lettre, le plan jésuitique que dévoile Eugène Sue d'abord dans *Le Juif errant* (1844-1845), puis dans *Les Mystères du peuple* (1849-1857) : les similitudes sont tellement marquées qu'on est tenté d'en conclure que Maurice Joly lui-même (satiriste français dont le pamphlet, *Dialogue aux enfers entre Machiavel et Montesquieu*, paru en 1864, passe pour l'ancêtre direct des *Protocoles* et joue un rôle de premier plan dans *Le Complot* d'Eisner) s'était inspiré des romans de Sue. Mais il y a plus. Les spécialistes des *Protocoles*³ ont précédemment reconstitué l'histoire de Hermann Gödsche, qui, dans son roman *Biarritz*, écrit en 1868 sous le pseudonyme de Sir John Retcliffe, raconte comment les représentants de douze tribus d'Israël tinrent conclave dans le cimetière de Prague afin d'organiser la conquête du monde. Cinq ans plus tard, dans une brochure russe (*Les Juifs, maîtres du monde*), la fiction de Gödsche est rapportée comme si la chose s'était véritablement produite. En 1881, *Le Contemporain* reprit l'épisode, assurant la tenir de source sûre - du diplomate britannique sir John Readcliff lui-même. Plus tard encore, en 1896, François Bournand reprit les arguments du Grand Rabbín, qui porte désormais le nom de John Readclif, dans son livre *Les Juifs, nos contemporains*. Ce que personne n'a remarqué, cependant, c'est que Gödsche n'avait fait que copier une scène de *Joseph Balsamo* (1849) d'Alexandre Dumas. Là, le romancier raconte une entrevue entre Cagliostro et d'autres conjurés maçonniques où ils trament l'affaire du Collier de la reine (1785) et, avec ce scandale, créent le climat propice à la Révolution française.

Ce patchwork d'œuvres largement fictives fait des *Protocoles* un texte incohérent qui trahit aisément la patte des faussaires. Il n'est pas crédible, sinon dans un roman-feuilleton ou dans un grand

opéra, que les « sales types » expriment leurs mauvais desseins de manière aussi franche et sans vergogne, qu'ils affirment, à l'instar des Sages de Sion, que «rien ne contient leur ambition, qu'ils sont mus par une cupidité effrénée, un désir implacable de vengeance et une haine intense ».

Si l'on commença par prendre les *Protocoles* au sérieux, c'est qu'ils furent d'abord présentés comme une révélation sensationnelle et, finalement, digne de foi. Mais ce qu'on a peine à croire, c'est que ce faux soit rené de ses cendres chaque fois que quelqu'un a démontré qu'il s'agissait, sans l'ombre d'un doute, d'un faux. C'est alors que le « roman des *Protocoles*» prend réellement des allures de fiction.

En 1921, après que le *Times* de Londres eut publié un article révélant que les *Protocoles* étaient l'œuvre d'un plagiaire, de même que chaque fois qu'une autre source autorisée a confirmé la nature spécieuse des *Protocoles*, il s'est trouvé quelqu'un pour le publier à nouveau en protestant de son authenticité. Et l'histoire continue d'aller bon train aujourd'hui sur Internet. Tout se passe comme si, après Copernic, Galilée, Kepler, on persistait à publier des manuels prétendant que le soleil tourne autour de la terre.

Comment expliquer cette résilience envers et contre tout, et l'attrait pervers que ce livre continue d'exercer? On peut trouver la réponse dans le travail de Nesta Webster, auteur antisémite qui passa sa vie à étayer ce tableau du complot juif. Dans un ouvrage consacré aux sociétés secrètes et aux mouvements subversifs, elle paraît bien informée et sait tout ce que Will Eisner raconte ici, mais voici sa conclusion :

La seule opinion à laquelle je me sois tenue est que, authentiques ou non, les *Protocoles* représentent le programme d'une révolution mondiale, et que, vu leur nature prophétique et leur extraordinaire ressemblance avec les protocoles de certaines sociétés secrètes du passé, ils furent l'œuvre soit d'une telle société, soit de quelqu'un si profondément versé dans la tradition de la société secrète qu'il put en reproduire les idées et la phraséologie⁴.

Le raisonnement est sans faille : « Puisque les *Protocoles* disent ce que j'ai dit dans mon histoire, ils le confirment » ; ou : «Les *Protocoles* confirment l'histoire que j'en ai tirée, et sont donc

authentiques ». Mieux encore : «Les *Protocoles* pourraient être faux mais ils disent exactement ce que pensent les juifs et doivent donc être considérés comme authentiques ». Autrement dit, ce ne sont pas les *Protocoles* qui produisent l'antisémitisme : c'est le besoin profond de désigner un Ennemi qui mène les gens à y croire.

Malgré ce livre non pas *comique*, mais *tragique* et courageux de Will Eisner, l'histoire, me semble-t-il, n'est guère terminée. Ce n'en est pas moins une histoire qui mérite amplement d'être racontée, car on se doit de combattre le Grand Mensonge et la haine qu'il répand.

¹ Introduction à Will Eisner, *Le Complot. L'Histoire secrète des Protocoles des Sages de Sion*, traduit de l'anglais par Pierre-Emmanuel Dauzat, Paris, Grasset, 2005.

² U. Eco, *Protocoles fictifs*, in Eco, *Six Promenades dans le bois du roman et d'ailleurs*, traduit de l'italien par Myriem Bouzaher, Grasset, 1996, chap. 6.

³ Voir, par exemple, Norman Cohn, *Histoire d'un mythe : la composition juive et les Protocoles des Sages de Sion*, trad. Léon Poliakov, Paris, Gallimard, Folio, 1992.

⁴ Nesta Webster, *Secret Societies and Subversive Movements*, Londres, Boswell, 1924, p. 408-409.

CERTAINS DE MES MEILLEURS AMIS¹

Lors de la récente polémique suscitée par ses attaques contre les Allemands, le sous-secrétaire d'Etat au tourisme Stefani, pour témoigner de ses bonnes intentions, mit en avant le fait que sa première femme était allemande. Piteux argument, à vrai dire: s'il s'était agi de sa femme actuelle, pourquoi pas, mais qu'il s'agisse de sa première femme (qu'il avait de toute évidence quittée, ou qui l'avait quitté) est précisément le signe qu'il n'était jamais parvenu à une parfaite entente avec les Allemands. L'argument de l'épouse est très faible : si ma mémoire est bonne, Céline avait une femme juive, et Mussolini eut pendant longtemps une amante juive, sans que cela les empêche, quoique sous des formes différentes, d'éprouver des sentiments incontestablement antisémites.

« *Some of my best friends* » (certains de mes meilleurs amis) : cette expression est devenue, en particulier aux Etats-Unis, proverbiale. En règle générale, celui qui commence ainsi, en affirmant que certains de ses meilleurs amis sont juifs (ce qui peut arriver à n'importe qui), continue avec un « mais » ou un « pourtant » et poursuit avec une philippique antisémite. Une comédie sur l'antisémitisme intitulée *Some of my bestfriends* se jouait à New York durant les années soixante-dix. Ce préambule signale immédiatement l'antisémite - au point que, paradoxalement, j'en étais arrivé à décréter qu'un discours antiraciste devait débiter par « certains de mes meilleurs amis sont antisémites... ».

Some of my best friends constitue un exemple de ce que la rhétorique classique appelle concessio ou concession : on commence par flatter l'adversaire en affichant que l'on partage l'un de ses arguments avant de passer à l'offensive. Si j'entamais un discours avec « certains de mes meilleurs amis sont siciliens », je serais manifestement sur le point de proposer ma candidature pour le prix Bossi².

Notons, en passant, que bien qu'il soit plus rare, l'artifice opposé fonctionne également : je n'arrive pas à me rappeler si j'ai des amis à Termoli Imerese, à Canberra et à Dar es-Salam (par pur hasard), mais si je commençais un discours avec « je n'ai pas d'amis à Canberra », il est probable que ce qui suit serait un éloge inconditionné de la capitale australienne.

C'est différent de l'argument politique consistant, par exemple, à prouver par des données statistiques irréfutables que la grande majorité des Américains sont opposés à Bush, et la grande majorité des Israéliens à Sharon, avant de procéder à une critique de ces deux administrations. Mais l'exemple isolé est tout aussi insuffisant, et il ne suffit pas de citer Amos Oz pour Israël ou Susan Sontag pour les Etats-Unis. En rhétorique cela s'appelle un *exemplum*, dont la valeur est psychologique et non pas argumentative. Autrement dit, l'appel au particulier, qu'il s'agisse de Susan Sontag ou de mes meilleurs amis, n'a aucune valeur eu égard aux conclusions générales. Que l'on m'ait volé mon portefeuille à Amsterdam ne m'autorise pas à conclure que tous les Hollandais sont des voleurs (telle est, en effet, l'argumentation raciste), bien qu'argumenter directement à partir d'une généralité (tous les Ecossais sont radins, tous les Coréens puent l'ail) constitue un péché plus grand encore, même si, en préliminaire, je concède que tous les Ecossais de ma connaissance m'ont toujours et généreusement payé à boire, et que le parfum de mes amis coréens n'est que celui d'un coûteux et raffiné après-rasage.

Les exercices acrobatiques depuis les généralités sont toujours périlleux, comme en témoigne le paradoxe d'Epiménide le Crétois, pour qui tous les Crétois étaient des menteurs. De toute évidence, si c'est un Crétois, menteur par excellence, qui le dit, c'est forcément faux; mais si les Crétois sont sincères, il en découle qu'Epiménide dit la vérité lorsqu'il soutient qu'ils sont tous menteurs. Et cela à l'infini. Même saint Paul, pour qui les Crétois ne pouvaient être que des menteurs étant donné que même l'un d'entre eux l'admettait, était tombé dans le piège.

Ce ne sont là que de simples jeux de logique ou de rhétorique, mais ce qu'on en retient c'est qu'il faut toujours se méfier lorsque quelqu'un commence par une concession. A partir de là il sera très intéressant, surtout aujourd'hui, d'analyser les différents types de concessions prononcées dans l'arène politique, comme les marques de respect (en général) envers la magistrature, le fait de reconnaître que nombre d'extracommunautaires sont disposés à travailler, l'admiration pour la grande culture arabe, la profusion de témoignages d'une haute estime à l'égard du président de la République, etc.

Si quelqu'un commence son discours par une concession, prenez garde à ce qui va suivre. *In cauda venenum*.

1 *L'Espresso*, août 2003.

2 Umberto Bossi, député, dirigeant et fondateur de la Ligue du Nord (N.d.T.).

CERTAINS DE SES MEILLEURS AMIS¹

Quand au début des années soixante nous étions, moi et quelques autres, invités en Espagne pour un débat culturel quelconque, nous commençons par refuser, saisis par nos scrupules de démocrates et de belles âmes, affirmant que jamais nous ne mettrions les pieds dans un pays gouverné par une dictature. Mais des amis espagnols nous ont fait changer d'avis en nous expliquant que notre présence créerait la possibilité d'un débat relativement libre, s'agissant de visiteurs étrangers, et faciliterait l'action des dissidents espagnols qui refusaient la dictature franquiste. Nous nous sommes donc rendus en Espagne à chaque invitation, et l'Institut culturel italien, dirigé à l'époque par Ferdinando Caruso, devint un îlot de libre discussion.

J'ai compris alors qu'il fallait distinguer entre la politique d'un gouvernement (ou entre la Constitution d'un Etat) et les ferments culturels qui agitent un pays. J'ai continué par la suite à participer à des rencontres culturelles dans des pays dont je ne partageais pas la politique. Récemment invité en Iran par de jeunes chercheurs qui luttent pour instaurer une culture moderne dans leur pays, j'ai accepté, à condition que la date de ma venue ne m'oblige pas à me faufiler entre les missiles et que la situation au Moyen-Orient ait été clarifiée.

Et le fait que je ne voterais pas pour Bush ne m'empêche pas d'avoir des rapports d'amitié constants avec plusieurs universités américaines.

En recevant le dernier numéro d'une revue anglaise, *The Translator*, qui s'intéresse aux questions de traduction et à laquelle il m'est arrivé de collaborer, je tombe sur l'éditorial de Mona Baker, directrice de cette revue, qui fait appel à un remarquable comité d'experts internationaux et qui fut l'éditrice d'une remarquable *Encyclopedia of Translation Studies* publiée par Routledge en 1998.

Dans son communiqué, elle signale que de nombreuses institutions académiques ont, pour protester contre la politique de Sharon, signé des pétitions (relayées par des sites Internet) visant au boycott des institutions universitaires israéliennes, telles que «Call for European boycott of research of Israel scientific institutions » ou

« Call for European boycott of research and cultural links with Israël » ; et néanmoins elle a demandé à Miriam Schlesinger et à Gideon Toury (tous deux chercheurs réputés dans des universités israéliennes) de démissionner de la direction des *Translation Studies*.

Mona Baker avoue (heureusement) avoir pris cette décision sans en avoir référé aux membres et aux collaborateurs de sa revue et reconnaît que les chercheurs qu'elle a exclus ont à plusieurs reprises exprimé leur désaccord vis-à-vis de la politique de Sharon. Elle insiste sur le fait que le boycott n'est pas *ad personam*, mais dirigé contre les institutions. Ce qui aggrave les choses, car cela signifie qu'indépendamment des positions de chacun, l'appartenance raciale (oserais-je dire) fait loi.

On sait bien à quoi peut mener un principe de ce genre : celui pour qui la position de Bush est belliqueuse devrait œuvrer pour bloquer tout contact entre les centres de recherches italiens et américains; les étrangers qui (d'aventure) considéreraient que Berlusconi tente d'instaurer un pouvoir personnel devraient interrompre toute relation avec *l'Accademia dei Lincei*; celui qui serait contre le terrorisme arabe devrait faire expulser les chercheurs arabes de toutes les institutions culturelles européennes, indépendamment de leur soutien réel ou non aux groupes fondamentalistes.

Durant des siècles, à travers des épisodes terribles d'intolérance et de violence étatique, une communauté scientifique qui a tenté d'instaurer un climat de compréhension entre les savants de tous les pays a survécu. Briser ce lien universel serait une tragédie. Je regrette que Mona Baker n'ait pas saisi cet aspect des choses, d'autant plus qu'un spécialiste de la traduction est par définition sensible au dialogue continu entre les différentes cultures. Même si l'on est en désaccord avec son gouvernement, on ne peut mettre en accusation un pays sans tenir compte des divisions, des contradictions et des déchirements qui le traversent.

J'apprends à l'instant qu'en Israël, une commission de contrôle a censuré une conférence de presse télévisée de Sharon, la considérant comme de la propagande électorale illicite. Ceci montre bien qu'il existe dans ce pays une dialectique qui ne doit pas être méconnue entre différentes instances et je m'étonne que quelqu'un qui, probablement, juge injustes les répercussions de l'embargo contre l'Irak sur les victimes de la dictature de Saddam, puisse l'ignorer.

Il n'existe aucun lieu au monde où toutes les vaches sont noires, et

leur conférer à toutes la même couleur s'appelle du racisme.

¹ *L'Espresso*, janvier 2003.

VII

LE CRÉPUSCULE DU MILLÉNAIRE COMMENÇANT

UN RÊVE₁

Lorsque quelqu'un dit « je rêve... » ou « j'ai fait un rêve », on comprend en général que ce rêve a matérialisé ou dévoilé ses désirs. Mais un rêve peut être un cauchemar qui annonce ce qu'on redoute ou un songe divinatoire qui requiert l'intervention d'un interprète autorisé, révélant ce qu'il annonce, promet, ou ce qui menace.

Mon rêve appartient à la troisième catégorie, et je vais le raconter comme je l'ai rêvé, sans me demander à l'avance s'il correspond à mes désirs ou à mes peurs.

Je rêve, donc, qu'après un black-out global qui paralyse la totalité du monde civilisé, entraîne une enquête délirante pour établir les responsabilités, et des tentatives non moins délirantes pour se protéger d'une telle menace, se déclenche une belle guerre planétaire. Mais une guerre du tonnerre, pas un accident marginal comme la Seconde Guerre mondiale qui n'a fait que cinquante-cinq millions de morts. Une vraie guerre, de celles que la technique nous permet de mener aujourd'hui, avec des zones entières de la planète désertifiées par les radiations, avec au moins la moitié de la population mondiale anéantie par le feu, par la faim, par les épidémies, enfin une chose bien faite, accomplie par des généraux compétents et responsables, à la hauteur de l'époque.

Evidemment (on est égoïste aussi dans les rêves) je rêve que moi, mes parents, mes amis, nous vivons dans une zone de la planète (si possible la nôtre) où le cours des événements n'a pas pris un tour absolument désespéré.

Plus de télévision, sans parler d'Internet, étant donné que les lignes téléphoniques seront coupées. Le peu de communication qui survivra sera la radio grâce à de vieux postes à galène. Plus de lignes électriques, mais en rafistolant quelques panneaux solaires, en particulier dans les maisons de campagne, on pourra disposer de quelques heures de lumière; pour le reste on recourra au marché noir pour alimenter les lampes à pétrole, plus personne ne gaspillant son temps à raffiner de l'essence pour des voitures qui, si elles existent encore, n'ont plus de route où rouler. Au mieux ne resteront que des charrettes ou des calèches tirées par des chevaux.

Le soir, sous cette maigre lumière, et espérons-le, près d'une

cheminée alimentée avec parcimonie de petit bois, je pourrai lire à mes neveux, désormais privés de télévision, de vieux livres de contes retrouvés dans le grenier, ou raconter comment était le monde avant la guerre.

Régulièrement, nous nous blottirons devant la radio pour capter des émissions lointaines qui nous renseigneront sur les événements et nous avertiront des dangers qui menacent notre zone. Pour communiquer nous aurons de nouveau dressé des pigeons voyageurs, et il sera doux de détacher de leurs petites pattes le dernier message arrivé, nous disant que la tante a la sciatique, mais enfin qu'elle est toujours vivante, ou d'y trouver le journal d'hier ronéotypé.

Supposons que nous nous soyons réfugiés à la campagne; peut-être le petit village aura-t-il conservé son école, auquel cas je fournirais ma contribution, en enseignant la grammaire ou l'histoire – pas la géographie, étant donné que les territoires auront changé à un point tel que parler de géographie serait comme parler d'histoire antique. Sinon je réunirais mes neveux et leurs amis et leur donnerais des cours à la maison, en commençant par les hampes afin qu'ils exercent leurs poignets, non seulement à l'écriture mais également aux multiples travaux manuels auxquels il devront se consacrer, puis petit à petit, je pourrais aussi donner de bonnes leçons de philosophie à des garçons plus âgés, s'il y en a.

Peut-être restera-t-il aux jeunes garçons la cour de l'église, où un petit terrain de football aura été préservé (et où l'on pourra jouer avec un ballon en chiffon), peut-être aura-t-on pu récupérer à la cave un vieux baby-foot et le curé fera-t-il construire par le menuisier un ping-pong, que les enfants découvriront être plus passionnant et plus créatif que les jeux vidéo d'autrefois.

Si la zone a échappé à la contamination on mangera beaucoup de légumes, en particulier des orties cuites, qui ont le goût des épinards. Puisqu'ils ont vocation à se multiplier, on ne manquera pas de lapins, et peut-être aura-t-on droit à un poulet le dimanche, pour la plus petite le blanc, pour le plus grand la cuisse, l'aile pour le père, le haut de la cuisse pour la mère, et pour la grand-mère qui est un fin gourmet le cou, la tête et le croupion, ce qui dans les poulets rôtis est le plus savoureux.

On découvrira le plaisir des promenades à pied, la tiédeur des vieux vestons démodés, et des gants de laine, avec lesquels on peut même faire des boules de neige.

L'ancien médecin généraliste, celui qui sait conserver des réserves

d'aspirine et de quinine, ne devrait pas disparaître. On le sait, sans les chambres hyperbares, les IRM et les écographies, la durée de la vie humaine se réduira à une moyenne de soixante ans, mais ce ne sera pas si mal comparé à la durée de vie moyenne dans d'autres zones du globe.

Les moulins à vent refleuriront sur les collines. Au pied de leurs grandes ailes, les anciens raconteront l'histoire de Don Quichotte et les enfants découvriront sa grande beauté. On fera de la musique et chacun apprendra à jouer d'un vieil instrument retrouvé ; au pire, un canif et un roseau peuvent suffire à créer de véritables petits orchestres de flûtes; le dimanche on dansera sur l'herbe, et peut-être quelque accordéoniste rescapé jouera la *Migliavacca*.

On jouera aux cartes dans les cafés et dans les bistrots, en buvant du mousseux et du vin nouveau. L'idiot du village, contraint d'abandonner la vie politique, circulera de nouveau. Les jeunes démotivés se consoleront en respirant des vapeurs de camomille, une serviette sur la tête, et déclareront qu'ils se sont éclatés.

De nombreux animaux de la montagne, blaireaux, fouines, renards, lapins à n'en plus finir, reprendront leur souffle et même les défenseurs des bêtes accepteront de chasser de temps en temps pour se procurer de la nourriture protéinée, armés d'anciens fusils, s'il en reste, en tout cas d'arcs et de flèches, ou de sarbacanes.

A la nuit tombée, dans la vallée, on écouterà aboyer les chiens bien nourris et valorisés depuis que l'on a découvert qu'ils remplacent à peu de frais les systèmes d'alarme sophistiqués. Plus personne ne les abandonnera sur l'autoroute, parce qu'ils auront acquis une valeur commerciale, parce qu'il n'y aura plus d'autoroute, et parce que s'il y en avait encore, personne ne les emprunterait au risque d'accéder rapidement à des zones qu'il est préférable d'éviter, *ubi sunt leones*.

La lecture refleurira, car les livres, exception faite des incendies, survivent à la plupart des désastres; ils seront retrouvés dans de vastes pièces abandonnées, dérobés aux grandes bibliothèques communales en ruine, prêtés, offerts à Noël; ils nous tiendront compagnie durant les longs hivers et même en été, quand nous ferons nos besoins sous un arbre.

Malgré les nouvelles inquiétantes diffusées par le poste à galène, espérant en réchapper, et remerciant le ciel tous les matins d'être encore en vie et que le soleil brille, les plus poétiques d'entre nous commenceront à dire que, somme toute, un nouvel âge d'or est en train de naître.

Si je considère que le prix à payer pour ces plaisirs renouvelés est la vie de trois milliards de personnes, la disparition des pyramides et de Saint-Pierre, du Louvre et de Big Ben (quant à New York ce n'est même pas la peine d'en parler, car il se réduira à un Bronx généralisé), et que si je ne parviens pas à m'arrêter de fumer, je vais devoir fumer de la paille, je m'éveille de mon rêve traversé d'une grande inquiétude et – je l'avoue – espérant qu'il ne se réalise jamais.

Mais quelqu'un qui exerce la mantique et est même capable de lire dans les entrailles des animaux et d'interpréter le vol des oiseaux m'a dit que mon rêve ne se contente pas d'annoncer quelque chose d'atroce : il suggère également que nous pourrions éviter cette horreur si nous étions capable de limiter nos consommations, de nous abstenir de la violence, de ne pas réagir face à celle d'autrui, et de savourer de temps en temps les anciens rites et les coutumes désuètes – car après tout, on peut dès aujourd'hui éteindre l'ordinateur et la télé et, plutôt que de partir en vol charter pour les Maldives, raconter des histoires autour de la cheminée. Il suffit de le vouloir.

Mais, a ajouté mon oniromancien, qu'on ait le courage de s'arrêter un instant afin d'éviter que le premier rêve ne se réalise est précisément un rêve. Et il a ajouté (car bien qu'étant un sage, il est ombrageux comme tous les prophètes à qui l'on ne prête pas attention) : allez tous vous faire foutre, car c'est aussi de votre faute.

¹ *L'Espresso*, décembre 2003.

SUR LES ÉPAULES DES GÉANTS¹

J'ai intitulé cette intervention d'après la métaphore des nains juchés sur les épaules des géants parce que l'histoire des nains et des géants m'a toujours fasciné. Toutefois, le conflit historique entre les nains et les géants ne constitue qu'un chapitre de la lutte millénaire entre les pères et les fils qui, comme nous le verrons par la suite, nous concerne de près.

Il n'est pas nécessaire de faire appel aux psychanalystes pour admettre que les fils ont tendance à tuer leurs pères – et ce n'est que pour m'en tenir à la littérature sur ce sujet que j'utilise le terme masculin, car je n'ignore pas l'excellente et tout aussi millénaire habitude, depuis les mauvaises relations entre Néron et Agrippine jusqu'aux événements de Novi Ligure, de tuer aussi les mères.

Le problème est plutôt que, parallèlement à l'attaque des pères par les fils, a toujours existé l'attaque des fils par les pères. Œdipe, bien qu'il n'en soit pas coupable, tue Laïos, mais Saturne dévore ses enfants et on ne confierait certainement pas une école maternelle à Médée. Laissons de côté ce malheureux Thyeste qui se fabrique, sans le savoir, un Big Mac avec la chair de ses propres enfants. Aux nombreux prétendants au trône de Byzance qui aveuglent leurs pères répondent les tout aussi nombreux sultans qui à Constantinople se préservent d'une succession trop rapide en assassinant les fils d'un premier mariage.

Les conflits entre les pères et les fils peuvent prendre des formes non violentes, sans être moins dramatiques pour autant. On s'oppose aussi à son père lorsqu'on se moque de lui ; il suffit de penser à Cham qui ne pardonne pas à Noé quelques gouttes de vin après tant d'eau ; ce à quoi, comme on sait, Noé réagit par une exclusion de type raciste, exilant le fils irrespectueux dans des pays en voie de développement. Et voilà des milliers d'années marquées par une famine endémique et l'esclavage à cause d'une remarque vexante au papa qui avait levé le coude, admettons-le, c'est excessif.

Même si l'on considère l'acceptation d'Abraham, prêt à sacrifier Isaac, comme un sublime exemple de soumission à la volonté divine, selon moi, ce faisant, Abraham considérait son fils comme une chose qui lui appartenait, dont il pouvait disposer (le fils

mourait égorgé et lui, il gagnait la bienveillance de Yahvé – dites-moi si ce comportement s'accorde avec nos principes moraux?). Par bonheur, Yahvé plaisait, mais Abraham l'ignorait. Qu'Isaac était un malchanceux se confirme lorsqu'il devient père : certes, Jacob ne le tue pas, mais il lui arrache son droit de succession sous couvert d'une ruse indigne, en profitant de sa cécité, stratagème peut-être encore plus offensant qu'un parricide.

Toute querelle des Anciens et des Modernes est marquée par une lutte symétrique. Concernant celle du XVII^e siècle auquel nous empruntons la formule, s'il est exact que Perrault et Fontenelle soutenaient que les œuvres de leurs contemporains, plus tardives que celles de leurs ancêtres, étaient de ce fait meilleures (par conséquent les poètes galants et les esprits curieux privilégiaient les nouvelles formes du récit et du roman), il n'en reste pas moins que la querelle avait surgi et avait été alimentée par l'opposition pleine d'autorité dressée contre les nouveaux venus par Boileau et par tous ceux qui étaient en faveur d'une imitation des Anciens.

Si querelle il y a, les *laudatores temporis acti* s'opposent toujours aux novateurs et maintes fois, l'éloge de la nouveauté et de la rupture avec le passé naît précisément d'une réaction au conservatisme envahissant. Si aujourd'hui nous avons nos poètes *novissimi*, nous avons tous appris à l'école qu'il y a deux mille ans les *poetae novi* existaient déjà. Le mot *modernus* était inconnu à l'époque de Catulle, mais les poètes qui se réclamaient de la lyrique grecque pour s'opposer à la tradition latine étaient qualifiés de *novi*. Dans *l'Ars amandi* (III, 120, *passim*), Ovide affirmait : « *prisca iuvent alios* (Que d'autres donnent leurs sympathies au passé!), *ego me nunc denique natum Gratulor; haec aetas moribus apta* meis, etc. » (« Moi je me félicite de n'être venu au monde que maintenant. Ce siècle convient à mes goûts. [...] Notre temps ne connaît plus cette rusticité qui survécut longtemps à nos premiers aïeux»). Mais Horace (*Epîtres*, II, 1, 75, *passim*), lequel utilisait l'adverbe *nuper* à la place de « moderne » afin d'indiquer qu'il était regrettable qu'un livre fût condamné non en raison de son manque d'élégance *sed quia nuper*, c'est-à-dire parce qu'il avait paru ne serait-ce qu'un jour avant, témoigne du fait que les nouveaux perturbaient les laudateurs des temps révolus. C'est, par ailleurs, l'attitude aujourd'hui de celui qui, en faisant le compte rendu du livre d'un jeune écrivain, déplore que désormais l'on n'écrive plus les romans d'autrefois.

Le mot *modernus* fait son apparition précisément lorsque s'achève ce qui correspond pour nous à l'Antiquité, aux alentours du v^e siècle de notre ère, alors que l'Europe tout entière sombre dans la

parenthèse de ces siècles obscurs qui précèdent la Renaissance carolingienne – une période qui nous apparaît comme la moins moderne de toutes. C'est justement durant ces siècles « obscurs » où s'efface le souvenir de la grandeur passée dont ne survivent que des vestiges en ruine, calcinés, que s'instaure l'innovation, sans même que les novateurs s'en aperçoivent. En effet les nouvelles langues européennes commencent alors à s'affirmer, événement qui sur le plan culturel est peut-être le plus novateur et le plus décisif des deux derniers millénaires. Parallèlement, le latin classique devient le latin médiéval. Cette période voit émerger les premiers signes d'une fierté de l'innovation.

Première marque d'orgueil, la prise de conscience que s'invente une langue latine qui n'est plus celle des Anciens. Après la chute de l'Empire romain, le vieux continent assiste à une crise des cultures agricoles, à la destruction des grandes villes, des routes, des aqueducs; au sein d'un territoire couvert de bois, les moines, les poètes et les miniaturistes perçoivent le monde comme une forêt obscure, hantée par des monstres. Depuis 580, Grégoire de Tours dénonçait la mort des lettres, et je ne me souviens plus du nom du pape qui s'interrogeait sur la validité des baptêmes désormais célébrés en Gaule *in nomine Patris et Filiae* (de la fille) et *Spiritus Sancti*, le clergé lui-même ayant perdu la connaissance du latin. Cependant se développe entre le VII^e et le X^e siècle ce que l'on a appelé l'« esthétique hispérique », un style qui s'affirme depuis l'Espagne jusqu'aux îles Britanniques, en côtoyant la Gaule.

La tradition classique latine avait décrit (et condamné) ce style caractérisé comme « asiatique » (puis « africain »), en opposition à l'équilibre du style « attique ». Dans le style asiatique était condamné ce que la rhétorique classique nommait le *kakozelôn*, c'est-à-dire la *mala affectatio*. Un témoignage du scandale que représentaient pour les Pères de l'Eglise du v^e siècle les exemples de *mala affectatio* nous est offert par cette invective de saint Jérôme (*Adversus Jovinianum* I) :

Mais ces écrits sont tellement barbares, et hérissés de tant de défauts, que je n'ai pu comprendre ni les propositions avancées par l'auteur, ni les pensées qu'il entend donner à l'appui. Il est tout enflé, il est tout rampant ; à chaque phrase, il se redresse comme une couleuvre blessée, et retombe sur lui-même épuisé de son propre effort. [...] Il enveloppe tellement ses pensées, il jette tout dans un tel désordre, émet de si

profondes énigmes, qu'on est en droit de lui appliquer ce mot de Plaute : « Ces choses ne peuvent être lues que par une sibylle. » Il faut toujours deviner. [...] Que dites-vous de ces monstruosités de langage, de cette honteuse description² ?

Mais ce qui pour la tradition classique était « vices » devenait pour la poésie hispérique vertus. La page hispérique n'obéit plus aux lois de la syntaxe et de la rhétorique traditionnelles, les règles du rythme et de la métrique sont violées pour produire des séries aux relents baroques. Les longues chaînes d'allitérations que le monde classique avait jugées cacophoniques produisent dorénavant une musique nouvelle, et Aldhelm de Malmesbury (Lettre à *Eahfrid*, PL 89, 159) s'enthousiasme pour la construction de phrases où chaque mot commence par la même lettre : « *Primitus pantorum procerum praetorumque pio potissimum patenoque praesertim privilegio panegyricum pemataque passim prosatori sub polo promulgantes*, etc. ».

Le lexique s'enrichit d'hybrides extraordinaires, par l'emprunt de termes juifs et d'hellénismes, le discours se charge de cryptogrammes. Si l'esthétique classique avait pour idéal la clarté, l'esthétique hispérique aura pour idéal l'obscurité. Si l'esthétique classique avait pour idéal la proportion, l'esthétique hispérique privilégiera la complexité, l'abondance d'épithètes et de périphrases, le gigantesque, le monstrueux, le débordant, le démesuré, le prodigieux. Pour définir les ondes marines apparaissent des adjectifs tels que *astriferus* ou *glaucicomus*, et des néologismes tels que *pectores*, *placoreus*, *sonoreus*, *alboreus*, *propriiferus*, *flammeringer*, *gaudifluus*... seront très appréciés.

Il s'agit des mêmes inventions lexicales que celles déjà encensées au VII^e siècle par Virgile le Grammairien dans ses *Epitomés* ou dans ses *Epîtres*. Ce grammairien fou, originaire de Bigorre, près de Toulouse, citait des passages de Cicéron ou de Virgile (l'autre, le vrai) que ces auteurs ne pouvaient à l'évidence avoir écrits; mais on découvre par la suite, ou tout au moins l'on pressent, qu'il appartenait à un cercle de rhétoriciens, dont chacun des membres avait pris pour pseudonyme le nom d'un auteur classique et qui sous ce faux nom écrivaient dans un latin qui n'avait certainement rien de classique tout en s'en glorifiant.

Virgile de Bigorre crée un univers linguistique qui semble sortir de la fantaisie d'Edoardo Sanguineti, même si c'est probablement l'inverse qui s'est produit. Selon Virgile, il existe douze espèces de

langues latines, et dans chacune d'elles le feu renvoie à un vocable différent comme *ignis*, *quoquinhabin*, *ardon*, *calax*, *spiridon*, *rusin*, *fragon*, *fumaton*, *ustrax*, *vituis*, *siluleus*, *aeneon* (*Epitomae*, I, 4). La bataille se dit *praelium*, parce qu'elle a lieu sur la mer (dite *praelum* du fait de la supériorité qu'elle tire de son immensité ou *praelatum* de merveilleux, *Epitomae*, IV, 10). D'autre part, les règles mêmes de la langue latine sont mises en question et l'on raconte que les rhétoriciens Galbungus et Terentius ont pendant quatorze jours et quatorze nuits poursuivi une discussion portant sur le vocatif de *ego* – et le problème était de toute première importance étant donné qu'il s'agissait d'établir comment s'adresser emphatiquement à soi-même (« Ô moi, ai-je bien agi? » *O egone, recte feci* ?).

Mais venons-en aux langues vulgaires. Vers la fin du ^{ve} siècle, le peuple ne parle déjà plus le latin, mais le gallo-roman, l'italo-roman, l'hispano-roman ou roman balkanique. Il s'agissait de langues parlées mais non écrites, et pourtant, même avant le Serment de Strasbourg et la *Carta Capuana*, la nouveauté linguistique était célébrée. C'est à cette époque que, face à la multiplication des langues, on revisite l'histoire de la tour de Babel alors généralement perçue comme le signe d'une malédiction et d'un malheur. Cependant certains osent déjà voir dans la naissance de nouvelles langues vulgaires un signe de modernité et de perfectionnement.

Au ^{VIIe} siècle, des grammairiens irlandais cherchent à définir les avantages du gaélique vulgaire par rapport à la grammaire latine. Et dans un ouvrage intitulé *Les Préceptes des poètes*, ils font précisément référence aux structures de la tour de Babel : de même que neuf matériaux avaient été employés pour la construction de la tour, l'argile et l'eau, la laine et le sang, le bois et la chaux, la poix, le lin et le goudron, pour la formation du gaélique avaient été utilisés le nom, le prénom, le verbe, l'adverbe, le participe, la conjonction, la préposition, l'interjection. Le parallèle est révélateur : il faudra attendre Hegel pour que le mythe de la Tour redevienne un modèle positif. Les grammairiens irlandais considèrent que le gaélique constitue le premier et l'unique exemple du dépassement de la confusion des langues. Leurs créateurs, à travers une opération que nous qualifierions aujourd'hui de couper/coller, ont sélectionné ce qu'il y avait de mieux dans chaque langue et pour les choses que les autres langues n'avaient pas encore nommées ils ont produit un vocable – de manière à manifester une identité formelle entre le mot et la chose.

Quelques siècles plus tard, dans une conscience tout autre de son entreprise et de sa valeur, Dante se considérera comme un novateur en tant que l'inventeur d'une nouvelle langue vulgaire. Face à la

pléthore des dialectes italiens, qu'il analyse avec une précision de linguiste mais avec l'arrogance et parfois le mépris du poète – n'ayant jamais douté d'être le meilleur d'entre eux –, Dante tire la conclusion qu'il faut aller vers un vulgaire illustre (qui illumine), cardinal (qui fonctionne comme une référence et une règle), royal (digne d'être parlé, si jamais les Italiens l'avaient voulu, à la cour d'un royaume national) et curial (langage du gouvernement, du droit, de la sagesse). Le *De vulgari eloquentia* pose les règles de composition du véritable et du seul vulgaire illustre, la langue poétique dont Dante se considère avec orgueil le fondateur, et qu'il oppose aux langues de la confusion en tant qu'elle renoue avec l'affinité originelle qui unissait la langue adamique aux choses. Ce vulgaire illustre, que Dante part chasser comme une « panthère parfumée », se veut une restauration de la langue édénique susceptible de cicatriser la blessure post-babélique. Le fait que Dante, loin de blâmer la multiplicité des langues, en mette en relief la puissance quasi biologique, leur capacité de se renouveler, de changer avec le temps, est lié à cette conception hardie de son rôle de restaurateur de la langue parfaite. C'est précisément sur la base de cette créativité linguistique affirmée qu'il peut envisager d'inventer une langue parfaite moderne et naturelle, sans partir en quête de modèles perdus, comme par exemple l'hébreu des origines. Dante se veut le nouveau (et plus parfait) Adam. Face à l'orgueil dantesque, l'affirmation légèrement postérieure de Rimbaud selon laquelle « il faut être absolument moderne » apparaîtra datée. Dans la lutte entre les pères et les fils, *Nel mezzo del cammin di nostra vita* se révèle bien plus parricide qu'*Une saison en enfer*.

Il se peut que le premier épisode du combat entre les générations où apparaît clairement le terme *modernus* ne relève pas du champ littéraire mais du champ philosophique. Si le bas Moyen Age puise ses sources philosophiques fondamentales dans les textes du néoplatonisme tardif, chez saint Augustin et dans les écrits aristotéliens de la *Logica Vetus*, peu à peu, aux alentours du XII^e siècle, la culture scolastique intègre dans son mouvement d'autres œuvres d'Aristote (comme les *Premiers et Seconds Analytiques*, les *Topiques* et les *Réfutations sophistiques*) qui constitueront la *Logica Nova*. Mais sur cette base, on passe d'un discours purement et simplement métaphysique et théologique à l'exploration de toutes ces subtilités du raisonnement que la logique contemporaine étudie comme étant l'héritage le plus vivant de la pensée médiévale, et surgit ce qui s'est défini (avec l'orgueil qui caractérise tout mouvement novateur) comme la *Logica Modernorum*.

L'attitude de l'Eglise, qui a célébré Anselme d'Aoste, Thomas

d'Aquin et Bonaventure mais aucun des tenants de la logique moderne, témoigne de l'importance de la nouveauté introduite par la *Logica Modernorum* par rapport à la pensée théologique antérieure. Ils n'étaient nullement des hérétiques. Ils ne faisaient que se soucier de tout autre chose que ce qui avait animé le débat théologique des siècles passés. Aujourd'hui nous dirions qu'ils s'occupaient du fonctionnement du cerveau. Ils étaient en train de tuer, de manière plus ou moins consciente, leurs pères, exactement comme la philosophie humaniste tentera à son tour de les tuer, modernes devenus dépassés – tout en ne réussissant qu'à les faire hiberner dans les recoins des universités avant que les universités contemporaines (je veux dire celles d'aujourd'hui) ne les redécouvrent.

Toutefois dans les cas que je viens de citer, il apparaît que chaque acte d'innovation et de contestation des pères passe toujours par le recours à un ancêtre, perçu comme supérieur au père que l'on tente de tuer et auquel on se réfère. Les *poetae novi* ont contesté la tradition latine en se référant aux lyriques grecs, les poètes hispériques et Virgile le Grammairien ont créé leurs hybrides linguistiques en empruntant des étymons celtiques, wisigothiques, helléniques et juifs, les grammairiens irlandais ont célébré un langage distinct du latin parce qu'il était un collage de langues bien plus anciennes, Dante s'est appuyé sur un ancêtre puissant, Virgile (le Maron), la *Logica Modernorum* a tiré sa modernité de la découverte d'un Aristote perdu.

Au Moyen Age, un *topos* répandu consistait à dire qu'autrefois les hommes étaient plus beaux et de plus grande taille. Remarque aujourd'hui insoutenable, il suffit de voir la longueur des lits où dormait Napoléon, mais qui à l'époque n'était peut-être pas totalement dénuée de sens : non seulement parce que l'image que l'on avait de l'Antiquité reposait sur des statues glorificatrices, qui rallongeaient le célébré de plusieurs centimètres, mais aussi parce que à la chute de l'Empire romain avait succédé une période de dépeuplement et de pénuries, ce qui laisse supposer que les croisés et les chevaliers du Graal qui sont à la une des affiches du cinéma actuel étaient bien moins grands que la plupart des chevaliers victorieux d'aujourd'hui. Alexandre le Grand était sans doute un « nain », mais il est probable que Vercingétorix était plus grand que le roi Arthur.

Quant à l'opposition symétrique, un autre *topos* parcourt les textes depuis la Bible jusqu'à l'Antiquité tardive et même au-delà, celui du *puer senilis*, un jeune homme qui conjugait les vertus de la jeunesse avec celles de la *senectus*. L'éloge de la stature des Anciens peut

apparaître comme une attitude conservatrice en opposition au modèle novateur de la *senilis in iuvene prudentia* célébrée par Apulée. Mais il n'en est pas ainsi. L'éloge des plus anciens est le geste par lequel les novateurs tentent de justifier leur propre innovation à travers une tradition que les pères ont oubliée.

Mis à part les rares cas mentionnés, dont l'orgueil de Dante est le meilleur exemple, on n'envisageait au Moyen Âge d'énoncer des vérités que dans la mesure où elles seraient soutenues par une *auctoritas* antérieure, quitte à en manipuler le témoignage lorsque l'on soupçonnait que *l'auctoritas* n'appuierait pas l'idée nouvelle, celle-ci ayant, comme le disait Alain de Lille au XII^e siècle, un nez en cire.

Il est nécessaire de clarifier ce point compte tenu du fait que, depuis Descartes, le philosophe est celui qui fait *tabula rasa* du savoir précédent et qui, selon la formule de Maritain, se définit comme « un débutant dans l'absolu ». De nos jours, n'importe quel penseur (sans compter les poètes, les romanciers ou les peintres) doit, pour être pris au sérieux, montrer d'une manière ou d'une autre qu'il est en train d'exprimer quelque chose qui le distingue de ses prédécesseurs immédiats, sachant que, même s'il ne le fait pas, il doit feindre de le faire. Or, les scolastiques faisaient exactement le contraire. Ils accomplissaient les parricides les plus extrêmes, tout en affirmant et en affichant qu'ils ne faisaient que répéter avec exactitude les mots de leurs pères.

Saint Thomas a, pour son époque, révolutionné la philosophie chrétienne, mais il aurait été prêt à répondre à ses détracteurs (et il y en eut) qu'il ne faisait que reprendre ce qui avait été dit huit siècles et demi avant saint Augustin. Il ne s'agissait en l'occurrence ni de mensonge ni d'hypocrisie. Le penseur médiéval estimait simplement qu'il était légitime d'amender les opinions de ses prédécesseurs là où il avait, selon lui, précisément grâce à eux, des idées plus claires. D'où l'aphorisme qui sert d'intitulé à ma contribution, celui des nains et des géants.

*Dicebat Bernardus Carnotensis nos esse quasi nanos
gigantium humeris insidentes, ut possimus plura eis et
remotiora videre, non utique proprii visus acumine, aut
eminentia corporis, sed quia in altum subvehimur et
extollimur magnitudine gigantes. sed quia in*
(Bernard de Chartres disait que nous sommes comme

des nains juchés sur des épaules de géants, de telle sorte que nous puissions voir plus de choses et de plus éloignées que n'en voyaient ces derniers. Et cela, non point parce que notre vue serait puissante ou notre taille avantageuse, mais parce que nous sommes portés et exhaussés par la haute stature des géants.)

Concernant les origines et la période médiévale de cet aphorisme, on peut se référer au texte d'Edouard Jeuneau, « Nains et géants³ », ou au livre, joyeusement délirant, vagabond et plus excitant, écrit en 1965 par l'un des plus grands sociologues contemporains, Robert Merton, *On the Shoulders of Giants*. Merton a été fasciné par la manière dont Newton avait formulé cet aphorisme dans une lettre adressée à Hooke en 1675 : « *If I have seen further it is by standing on ye sholders of Giants.* » Il est donc remonté dans le temps afin d'en repérer les origines, avant de poursuivre ses recherches en vue de retracer l'histoire de sa réception, à travers une série de digressions érudites que d'édition en édition il a enrichies de petites notes et d'ajouts jusqu'au moment où, après les avoir fait traduire en italien – et m'avoir gentiment demandé une préface –, il les a de nouveau proposées en anglais sous le titre «The post-italianate edition », en 1993.

L'aphorisme des nains et des géants est attribué à Bernard de Chartres par Jean de Salisbury dans son *Metalogicon* (III, 4). Nous sommes au XII^e siècle. Il se peut que Bernard n'en soit pas l'inventeur initial, étant donné que ce concept (sinon la métaphore des nains) apparaît six siècles auparavant chez Priscien, et que d'autre part, Guillaume de Conches, qui évoque les nains et les géants dans ses *Gloses sur Priscien* trente-six ans avant Jean de Salisbury, pourrait être l'intermédiaire entre Priscien et Bernard. Mais l'élément intéressant est la reprise quasi générale de cette formule après Jean de Salisbury : en 1160 dans un texte de l'école de Laon, en 1185 environ par l'historien danois Sven Aggesen, dans Gérard de Cambrai, Raoul de Longchamp, Gilles de Corbeil, Gérard d'Auvergne, au XIV^e siècle par Alexandre Ricat, médecin des rois d'Aragon, puis deux siècles plus tard, on le retrouve dans les œuvres d'Ambroise Paré, au XVII^e siècle chez un scientifique tel que Richard Sennert et enfin chez Newton.

Tullio Gregory signale une mention de l'aphorisme chez Gassendi⁴ mais celui-ci perdure au moins jusqu'à Ortega y Gasset; évoquant la succession des générations, l'écrivain remarque, dans son essai «

Entorno a Galileo » que les hommes sont juchés « les uns sur les épaules des autres, et [que] celui qui est en haut jouit de l'impression qu'il domine les autres, au moment même où il devrait réaliser qu'il est leur prisonnier ».

Par ailleurs, la récente *Entropy* de Jeremy Rifkin contient une citation de Max Gluckman pour qui la « science, c'est toute discipline dans laquelle un idiot de la génération présente est susceptible de dépasser le point atteint par un génie de la génération précédente ». Huit siècles séparent cette citation de celle attribuée à Bernard de Chartres et entre-temps quelque chose a eu lieu : une parole qui faisait référence au rapport aux pères dans la pensée philosophique et théologique devient une parole qui souligne le caractère progressif de la science.

Lors de sa création, au Moyen Age, l'aphorisme devint populaire parce qu'il permettait de résoudre de façon apparemment non révolutionnaire le conflit entre les générations. Certes, les Anciens sont des géants par rapport à nous : mais bien que nous soyons des nains, juchés sur leur épaules, autrement dit en profitant de leur sagesse, nous pouvons voir mieux qu'eux. A l'origine, cet aphorisme était-il humble ou orgueilleux ? Signifiait-il que nous ne faisons que connaître, même si nous le connaissons mieux, ce que les Anciens nous ont appris, ou que nous connaissons, certes grâce à la dette contractée vis-à-vis des Anciens, bien plus qu'eux ne connaissent ?

L'un des thèmes récurrents de la culture médiévale étant celui de la sénescence progressive du monde, l'aphorisme de Bernard de Chartres pourrait être interprété de la manière suivante : dès lors que le *mundus senescit*, nous, qui sommes plus jeunes, vieillissons par rapport aux Anciens, mais néanmoins, grâce à eux, nous comprenons ou faisons ce qu'ils n'avaient jamais fait ou compris. L'aphorisme de Bernard s'inscrivait dans le cadre d'un débat sur la grammaire, dont l'enjeu était le concept de la connaissance et de l'imitation du style des Anciens mais, toujours selon le témoignage de Jean de Salisbury, Bernard blâmait les élèves qui copiaient servilement les Anciens, affirmant que le problème n'était pas tant d'écrire comme eux que d'apprendre par leur intermédiaire à bien écrire, de telle sorte qu'à l'avenir, on puisse s'inspirer d'eux comme ils s'étaient inspirés des Anciens.

Ainsi, bien que dans un sens différent de celui que nous lui attribuons aujourd'hui, un appel à l'autonomie et à l'innovation hardie résonnait dans cet aphorisme. Il affirmait que « nous voyons plus loin que les Anciens ». La métaphore, spatiale, sous-tend un acheminement vers un horizon. Nous ne pouvons pas oublier que

l'Histoire, en tant que mouvement progressif vers le futur, de la création à la rédemption, et jusqu'au retour du Christ triomphant, est une invention des Pères de l'Eglise – c'est pourquoi, que cela plaise ou non, sans le christianisme (même avec le messianisme juif dans le dos), ni Hegel ni Marx n'auraient pu parler de ce que Leopardi voyait avec scepticisme comme « les splendides destins et les progrès ».

L'aphorisme apparaît au début du XII^e siècle. Le débat qui avait traversé le monde chrétien depuis les premières lectures de l'Apocalypse jusqu'aux peurs de l'An Mille – sans doute légendaires en ce qui concerne le mouvement de masse, mais néanmoins bel et bien présentes dans la littérature millénariste et dans nombre de courants hérétiques plus ou moins clandestins – s'était apaisé depuis moins d'un siècle. Au moment de l'apparition de l'aphorisme, le millénarisme, c'est-à-dire l'attente névrotique d'une fin des temps, demeure le principe actif de nombreux mouvements hérétiques mais s'efface de la discussion orthodoxe. On s'achemine vers la Parousie finale, mais elle devient le point d'aboutissement idéal d'une Histoire envisagée en termes positifs. Les nains deviennent le symbole de cette marche vers l'avenir.

L'apparition médiévale des nains inaugure l'histoire de la modernité en tant qu'innovation qui suppose que soient retrouvés les modèles oubliés par les pères. Considérons par exemple l'étrange situation des premiers humanistes et des philosophes tels que Pic de la Mirandole ou Marsile Ficin. Ils sont les protagonistes – c'est ce qu'on nous dit à l'école – d'une bataille dirigée contre le monde médiéval, et c'est plus ou moins durant cette période qu'émerge le mot « gothique », associé à des connotations plus ou moins négatives. Or que fait le platonisme de la Renaissance? Il oppose Platon à Aristote, découvre le *Corpus Hermeticum* et les Oracles chaldéens, élabore le nouveau savoir à partir d'une sagesse *prisca*, antérieure à Jésus Christ. L'Humanisme et la Renaissance sont des mouvements culturels généralement considérés comme des mouvements révolutionnaires, mais dont la stratégie novatrice repose sur un coup de force des plus réactionnaires, si l'on entend par réaction philosophique un retour à la Tradition intemporelle. Ainsi, nous sommes confrontés à un parricide qui élimine les pères tout en faisant appel aux grands-pères, et c'est en prenant appui sur eux que la Renaissance tentera de reconstruire une vision de l'homme comme centre du cosmos.

C'est probablement avec la science du XVII^e siècle que la culture occidentale réalise qu'elle a mis le monde sens dessus dessous et qu'elle a ainsi opéré une réelle révolution du savoir. Il n'en reste pas

moins que le point de départ, l'hypothèse copernicienne, se référerait à des réminiscences platoniciennes ou pythagoriciennes. Les jésuites de la période baroque s'efforcent de construire une modernité alternative à la modernité copernicienne par la redécouverte d'anciennes écritures et des civilisations de l'Orient le plus lointain. Isaac de la Peyrère, hérétique patenté, avait tenté de montrer (en brisant les chronologies bibliques) que le monde avait commencé bien avant Adam, dans les mers de Chine, et que par conséquent l'Incarnation n'avait représenté qu'un épisode secondaire dans l'histoire de notre globe. Vico saisit l'ensemble de l'histoire humaine comme un processus dans lequel les géants d'autrefois nous permettent finalement d'accéder à la réflexion d'un esprit libre. Les Lumières se perçoivent comme radicalement modernes, et en passant, elles assassinent pour de bon leur père, faisant de Louis XVI (le « citoyen Capet ») leur bouc émissaire. Mais là aussi, il suffit de lire l'Encyclopédie, elle se réfère sans cesse aux géants du passé.

L'Encyclopédie contient de multiples gravures représentant des machines qui célèbrent la nouvelle industrie manufacturière, mais elle ne dédaigne pas les articles « révisionnistes » (au sens où, en tant que nain hyperactif, elle procède à une relecture de l'Histoire) où d'anciennes doctrines sont revisitées.

Les grandes révolutions coperniciennes du XIX^e siècle ne cessent de se référer aux géants qui les ont précédées. Kant avait besoin que Hume le réveille de son sommeil dogmatique, les romantiques se préparent au *Sturm und Drang* en redécouvrant les brumes et les châteaux médiévaux, Hegel (considérant l'Histoire comme un mouvement perfectible sans scorie ni nostalgie) décrète une fois pour toutes le primat du nouveau sur l'ancien à travers une relecture de l'ensemble de l'histoire de la pensée humaine, Marx élabore son propre matérialisme dès son mémoire de maîtrise à partir des atomistes grecs, Darwin tue ses pères bibliques, choisit les grands singes anthropomorphes pour en faire les géants sur les épaules desquels les hommes descendent des arbres et se retrouvent, encore pleins de stupeur et de férocité, à devoir administrer cette merveille de l'évolution qu'est le pouce opposable.

A partir de la seconde moitié du XIX^e siècle s'amorce un mouvement d'innovation artistique qui se résume presque entièrement à une réappropriation du passé, des préraphaélites aux décadents. La redécouverte de quelques pères anciens sert à la révolte dirigée contre les pères immédiats, corrompus par la machine. Et si Carducci se fait le défenseur de la modernité avec un *Hymne à Satan*, il ne cessera de chercher des arguments et des idéaux dans le mythe de l'Italie communale.

Les avant-gardes historiques du début du XX^e siècle représentent le point extrême du parricide moderniste, qui se veut dorénavant libre de toute vénération envers le passé. C'est la victoire de la voiture de course contre la Victoire de Samothrace, l'assassinat du clair de lune, le culte de la guerre comme seule hygiène du monde, la décomposition cubiste des formes, le mouvement de l'abstraction vers la toile blanche, la substitution du bruit, ou du silence, à la musique, ou tout au moins de la série à l'échelle tonale, du rideau qui ne domine pas mais absorbe l'environnement, du bâtiment comme stèle, comme pur parallélépipède, du *minimal art*; et en littérature, de la destruction du flux discursif et des temps du récit au profit du collage et de la page blanche.

Mais ici aussi ressurgit, sous le refus apparent des nouveaux géants cherchant à gommer l'héritage des anciens géants, la vénération du nain. Je songe moins à Marinetti qui, pour se faire pardonner l'assassinat du clair de lune, entrera à l'Académie qui voyait le clair de lune d'un très bon œil, qu'à Picasso qui fut capable de transfigurer le visage humain à partir d'une méditation sur les modèles classiques de la Renaissance avant de revenir finalement à l'étude des anciens minotaures, qu'à Duchamp qui peint la Joconde avec une moustache, qu'à Magritte, qui pour nier que ce qu'il peint est une pipe, doit peindre, avec un réalisme méticuleux, une pipe. Et enfin qu'au grand parricide accompli par Joyce sur le corps historique du roman, qui s'effectue en reprenant à son compte le modèle de la narration homérique. Le nouvel Ulysse navigue lui aussi sur les épaules, ou sur le mât, de l'ancien.

Nous voici parvenus à ce qu'on appelle le postmoderne. Certes, postmoderne est un terme passe-partout, qui peut être appliqué à de multiples choses, à trop peut-être. Néanmoins un point commun réunit incontestablement l'ensemble des diverses opérations qualifiées de postmodernes : il réside dans la réaction, peut-être inconsciente, à la « Deuxième Considération inactuelle » de Nietzsche qui dénonce l'excès de notre conscience historique. Dès lors que cette conscience résiste même au geste révolutionnaire des avant-gardes, mieux vaut accepter l'angoisse de l'influence, revisiter le passé sous la forme d'un hommage apparent, en le reconsidérant depuis la distance accordée par l'ironie.

Venons-en enfin à 68, dernier épisode de la révolte générationnelle : un exemple limpide de la contestation des jeunes « nouveaux » dirigée contre la société adulte. Mais, mis à part le flower power américain qui s'inspire du message du vieux Marcuse, les slogans criés dans les cortèges soixante-huitards (« Vive Marx ! », « Vive Lénine ! », « Vive Mao Tsé-Toung ! ») nous révèlent à quel

point la révolte avait besoin de récupérer des géants contre la trahison des pères de la gauche parlementaire. Revient même en scène le *puer senilis*, l'icône d'un Che Guevara mort jeune, mais transfiguré par la mort en messager de toute vertu ancienne.

Mais entre 68 et aujourd'hui quelque chose a changé, ce que rendra manifeste l'examen d'un phénomène que certains considèrent, superficiellement, comme un nouveau 68, à savoir le mouvement antiglobalisation.

La presse met le plus souvent l'accent sur certaines de ses composantes les plus juvéniles, qui pourtant ne représentent pas la totalité du mouvement auquel appartiennent également des prélats largement sexagénaires. Soixante-huit fut une réelle invention générationnelle, à laquelle dans le meilleur des cas s'adaptaient des adultes inaptes qui abandonnaient mystiquement la cravate pour le pull et l'après-rasage pour une transpiration libérée et libératoire. Mais l'un des slogans initiaux du mouvement recommandait de ne pas se fier à ceux qui avaient dépassé la trentaine. Par contre, le mouvement antiglobalisation n'est pas un phénomène majoritairement juvénile, et ses leaders sont des adultes d'âge mûr, comme José Bové ou certains ex-révolutionnaires. Il ne s'agit pas d'un conflit entre générations, ni d'un conflit entre tradition et innovation, ce qui nous amènerait à dire (une fois de plus superficiellement) que les novateurs sont les technocrates de la globalisation et que les manifestants ne sont que des *laudatores temporis acti* aux nostalgies luddistes.

Ce qui se passe actuellement, de Seattle à Gênes, représente incontestablement une forme nouvelle de la confrontation politique, mais cette confrontation est radicalement transversale tant par rapport aux générations qu'aux idéologies. Deux instances s'y opposent, deux visions du destin du monde, deux pouvoirs, l'un basé sur la possession des moyens de production et l'autre sur l'invention de nouveaux moyens de communication. Mais, au sein de la bataille qui oppose les tenants de la globalisation aux tuniques blanches, jeunes et vieux sont également répartis dans chaque camp, et les quadragénaires rampants de la nouvelle économie s'opposent aux quadragénaires des centres sociaux, les uns et les autres accompagnés de leurs propres aînés.

Les trente ans et quelques qui se sont écoulés entre 68 et Seattle marquent l'aboutissement d'un processus entamé bien avant. Essayons d'en comprendre la mécanique interne. A toute époque, afin qu'une dialectique entre les fils et les pères puisse s'instaurer, un modèle paternel extrêmement puissant fut nécessaire, impliquant

que la provocation du fils fût telle que le père ne puisse l'accepter, ni admettre qu'elle comportât la redécouverte des géants oubliés. Les nouveaux poètes *quia* nuper ne pouvaient qu'être rejetés, comme le disait Horace; les latinistes enfoncés dans le marécage des universités ne pouvaient accepter le vulgaire; alors que Thomas et Bonaventure souhaitaient dissimuler leurs innovations, elles n'échappèrent pas aux ennemis des ordres mendiants de l'université de Paris qui cherchèrent à bannir leur enseignement. Et ainsi de suite, jusqu'à la voiture de Marinetti que les bien-pensants voyaient encore comme un horrible amas de ferraille grinçante.

Les modèles devaient donc être générationnels. Il fallait que les pères aient vénéré les Vénus anorexiques de Cranach pour qu'ils ressentent comme une insulte à la beauté les Vénus cellulitiques de Rubens; il fallait que les pères aient aimé Alma Tadema pour pouvoir demander à leurs enfants la signification du griffonnage de Miró, ou celle de la redécouverte de l'art africain; il fallait que les pères aient déliré autour de Greta Garbo pour que, scandalisés, ils interrogent leurs enfants sur ce qu'ils pouvaient bien trouver à la petite guenon Brigitte Bardot.

Mais aujourd'hui les mass media et la médiatisation des musées, eux-mêmes visités par les tuyauteries d'autrefois, ont généré la coprésence et l'acceptation syncrétique de tous les modèles, pour ne pas dire de toutes les valeurs. Lorsque Megan Gale tournoie entre les coupoles et les volutes du musée Guggenheim de Bilbao, le modèle sexuel comme le modèle artistique suscitent l'appétit de toutes les générations : le musée est sexuellement aussi désirable que Megan, et Megan est un objet culturel au même titre que le musée, étant donné que l'un et l'autre sont amalgamés dans une invention cinématographique qui unit le caractère alléchant de l'appel publicitaire à la hardiesse esthétique de ce qui jadis n'était qu'un film de cinémathèque.

Entre propositions nouvelles et pratiques de la nostalgie, la télévision transforme des modèles comme Che Guevara et Mère Teresa, Lady Diana et le Padre Pio, Rita Hayworth, Brigitte Bardot et Julia Roberts, le très viril John Wayne des années quarante et le doux Dustin Hoffman des années soixante en modèles transgénérationnels. Le frêle Fred Astaire des années trente danse pendant les années cinquante avec le trapu Gene Kelly, l'écran nous fait rêver de toilettes somptueusement féminines comme celles que l'on voit défiler dans Roberta et sur les modèles androgynes de Coco Chanel. A ceux qui n'ont pas la mâle beauté raffinée de Richard Gere restent le charme fragile d'Al Pacino et la sympathie prolétaire de Robert De Niro. Pour ceux qui n'ont pas les moyens d'acquérir la

majesté d'une Maserati demeure l'élégance utilitaire de la Mini Morris.

Les mass media n'offrent plus aucun modèle unifié. Ils ont la possibilité de rassembler, même dans une publicité destinée à ne durer qu'une semaine, la totalité des expériences de l'avant-garde tout en redécouvrant l'iconographie du XIX^e siècle : ils proposent le réalisme de contes de fées des jeux de rôle et les perspectives égarées d'Escher, l'opulence de Marilyn Monroe et la délicatesse phtisique des nouvelles *top girls*, la beauté extracommunautaire de Naomi Campbell et la beauté nordique de Claudia Schiffer, la grâce des claquettes traditionnelles de *A Chorus Line* et les architectures futuristes et agaçantes de *Blade Runner*, l'androgynie de Jodie Foster et le naturel de Cameron Diaz, Rambo et Michael Jackson, George Clooney (le fils docteur en médecine dont rêvent tous les pères) et les néo-cyborgs qui métallisent leur visage et transforment leurs cheveux en une forêt de pointes colorées.

Face à cette orgie de tolérance, à ce polythéisme absolu et ininterrompu, quelle est la ligne de partage séparant encore les pères et les fils qui contraignent ceux-ci au parricide (qui est à la fois révolte et hommage) et ceux-là au complexe de Saturne ?

Nous ne sommes qu'à l'aube de cette nouvelle ère, mais songeons un instant à l'apparition de l'ordinateur personnel puis d'Internet. L'ordinateur entre dans les maisons par l'intermédiaire des pères, entre autres pour des raisons économiques; les fils l'acceptent et se l'approprient, vont jusqu'à dépasser les pères par l'habileté, mais ni les uns ni les autres n'y voient un symbole de révolte ou de résistance. L'ordinateur ne divise pas les générations – à la limite il les unit. Nul ne maudit son fils parce qu'il surfe sur Internet, nul ne s'oppose à son père pour le même motif.

Ce n'est pas que l'innovation soit absente, mais il s'agit toujours d'une innovation technologique imposée par un centre de production internationale généralement dirigé par des adultes qui va par la suite susciter une mode acceptée par les générations plus jeunes. On parle aujourd'hui d'un nouveau langage juvénile lié au téléphone portable et aux e-mails, mais je peux vous montrer des essais écrits il y a dix ans où ceux qui ont créé ces nouveaux instruments, ainsi que les vieux sociologues et les sémiologues qui les étudiaient, prédisaient exactement le langage et les formules que ces outils ont en effet permis de diffuser. Et le jeune homme que Bill Gates était au départ (il est aujourd'hui un monsieur d'âge mûr qui justement décide du langage que les jeunes doivent employer) n'a nullement inventé une révolte, mais une offre avisée, étudiée pour

séduire à la fois les pères et les fils.

On s'imagine que les jeunes qui s'auto-marginalisent s'opposent à la famille en se réfugiant dans la drogue, mais cette fuite correspond à un modèle proposé par les pères, et cela depuis les paradis artificiels du XIX^e siècle. Les nouvelles générations reçoivent *l'input* de l'internationale adulte des narcotrafiquants.

Certes, on pourrait objecter que l'on assiste non pas à la disparition de l'opposition des modèles, mais seulement à une substitution accélérée. Mais cela ne change rien. Un modèle adopté par la jeunesse (de la chaussure Nike à la boucle d'oreille) a pu de manière éphémère paraître inadmissible aux pères, mais la vitesse de sa diffusion médiatique a pour conséquence qu'il est rapidement digéré également par ces derniers, avec le risque que, dans un laps de temps tout aussi bref, il apparaisse désormais ridicule aux fils. Mais personne n'ayant le temps de percevoir ce jeu de relais, le résultat global demeurera le polythéisme absolu, la coprésence syncrétique de toutes les valeurs.

Le *New Age* fut-il une invention générationnelle? Ses contenus se résument à un collage d'ésotérismes millénaires. Il se peut qu'au départ des groupes de jeunes se soient tournés vers eux comme vers un nouveau régiment de géants retrouvés, mais très vite la diffusion d'images, de sons, de croyances typiques du *New Age*, avec toutes ses marges financières discographiques, éditoriales, cinématographiques et religieuses, a été gérée par les vieux roublards des mass media, et si d'aventure un jeune fuit vers l'Orient, ce n'est que pour se jeter dans les bras d'un gourou quelconque, un vieillard nanti de nombreux amants et de non moins nombreuses Cadillac.

Les frontières ultimes de la différence, le piercing dans la langue et les cheveux bleus, dès lors qu'elles ne sont plus l'invention de quelques individus singuliers mais sont devenues un modèle universel, ont été proposées à la jeunesse par les centres gérontocratiques de la mode internationale. Bientôt l'influence des mass media les imposera aussi aux parents, à moins que les jeunes comme les vieux finissent par y renoncer tout simplement parce que manger de la glace avec un clou au bout de la langue n'est pas pratique.

Ainsi, pourquoi les pères devraient-ils continuer à dévorer leurs enfants, pourquoi les enfants devraient-ils continuer à tuer leurs pères? Le risque, pour tout le monde, et sans que ce soit la faute de personne, est que dans une innovation ininterrompue et sans cesse acceptée par chacun, des rangées de nains s'assoient sur les épaules

d'autres nains.

Mais soyons réalistes. Dans une époque normale, jamais je n'aurais dû avoir le dernier mot à la Milanesiana, tout au plus aurais-je pu y assister en tant que retraité. Les Milanesiane, je les clôturais quand j'avais trente ans. Le fait est que si cette Milanesiana avait été organisée par des jeunes gens de vingt ans, ils y auraient également convié Salman Rushdie et Terrence Malick.

Tout est pour le mieux dans le meilleur des mondes, dira-t-on. Nous entrons dans une ère nouvelle où, avec le déclin des idéologies, l'effacement des divisions traditionnelles entre droite et gauche, entre progressistes et conservateurs, tout conflit générationnel s'atténue lui aussi définitivement. Mais est-il biologiquement recommandable que la révolte des fils ne soit qu'une adéquation superficielle aux modèles de révolte fournis par les pères, et que les pères ne dévorent les enfants qu'en leur offrant les espaces d'une marginalité multicolore? Lorsque le principe même du parricide est en crise, *mala tempora currunt*.

Mais à vrai dire, pour chaque époque, les diagnostics les plus sombres sont les diagnostics contemporains. Mes géants m'ont appris qu'il existe des espaces de transition où les coordonnées font défaut et où l'on entrevoit mal l'avenir, où l'on n'appréhende encore qu'indistinctement les astuces de la raison, les complots imperceptibles du *Zeitgeist*. Il se peut que l'idéal sain du parricide soit en train de ressurgir sous des formes différentes et que dans les générations futures, des fils clonés s'opposent d'une façon pour nous imprévisible à la fois au père légal et au donneur de gamète.

Et peut-être que, sans qu'on le sache, dans l'ombre rôdent déjà des géants prêts à s'asseoir sur les épaules de nos nains.

1 Conférence tenue à « La Milanesiana-Letteratura Musica Cinema », juillet 2001.

2 Saint Jérôme, *Contre Jovinien*, dans *Œuvres complètes* (traduites en français et annotées par l'abbé Jean-François Bareille), L. Vivès, 1878-1885, *Livre Premier*, p. 502-503.

3 *La Renaissance du XIII^e siècle*, sous la direction de M. de Gandillac et E. Jeuneau, La Haye, Mouton, 1968.

4 *Scetticismo et empirismo. Studio su Gassendi*, Bari, Laterza, 1961.

5 *Obras completas*, V, Madrid, 1947, p. 45.

SUR LES INCONVÉNIENTS ET LES AVANTAGES DE LA MORT¹

A n'en pas douter, la pensée philosophique est née comme réflexion sur le début, sur *l'arkhè* – ainsi que nous l'enseignent les présocratiques –, mais cette réflexion a également été inspirée par la constatation que les choses, outre un début, ont aussi une fin. Par ailleurs, l'exemple type du syllogisme, autrement dit du raisonnement incontestable, est « tous les hommes sont mortels, Socrate est un homme, donc Socrate est mortel ». Que Socrate soit mortel, c'est là le résultat d'une inférence, mais que les hommes le soient, c'est une prémisse indiscutable. Quantité de vérités indiscutables (le soleil tourne autour de la terre, il y a une génération spontanée, la pierre philosophale existe) ont, au cours de l'Histoire, été révoquées en doute. Mais que les hommes soient mortels, jamais. Tout au plus croit-on qu'il y en a eu Un qui est ressuscité : mais pour pouvoir ressusciter, il a dû mourir.

Voilà pourquoi le philosophe accepte la mort comme horizon normal, et il n'est pas nécessaire d'attendre Heidegger pour affirmer que celui qui pense vit pour la mort. Par « celui qui pense », j'entends qui pense philosophiquement; je connais en effet plein de gens, même cultivés, qui, lorsqu'on nomme la mort (et pas forcément la leur), conjurent le mauvais sort. Le philosophe non. Il sait qu'il doit mourir et il vit sa vie de labeur dans cette attente. Qui croit à une vie surnaturelle attend la mort avec sérénité, et c'est avec tout autant de sérénité que l'attend celui qui estime, à l'instar d'Epicure, que lorsque la mort survient, nous ne devrions pas nous en soucier car, en cet instant, nous ne serons plus là. Certes, chacun (y compris le philosophe) désire arriver à cette fatale issue sans souffrir, car la douleur répugne à la nature animale. Certains voudraient l'atteindre sans le savoir, d'autres préféreraient une longue et consciente marche vers l'heure finale, d'autres encore choisissent d'en décider la date. Mais ce sont là des détails psychologiques. Le problème central est l'inéluctabilité de la mort et l'attitude philosophique consiste à s'y préparer.

Les modalités de préparation sont multiples. Moi j'en privilégie une, et je me permets de m'autociter en rapportant ici un bref texte que j'avais écrit il y a quelques années ; un texte badin en apparence

mais en réalité très sérieux :

Je ne suis pas sûr de me montrer d'une grande originalité en affirmant que l'un des problèmes majeurs de l'Homme consiste à affronter la mort. Si la question est difficile pour les mécréants (comment faire face au Néant qui les attend?), les statistiques prouvent qu'elle embarrasse également beaucoup de croyants. Leur certitude d'une vie après la mort ne les empêche pas de trouver que la vie avant la mort est bien agréable et qu'il est détestable de l'abandonner. Aussi désirent-ils de toute leur âme rejoindre le chœur des anges. Mais le plus tard possible.

Que signifie « être-pour-la-mort », telle est l'évidente question soulevée ici. La poser, c'est reconnaître tout bonnement que les hommes sont mortels. Facile à dire, tant qu'il s'agit de Socrate mais, dès que cela nous concerne, c'est une autre paire de manches. Le moment le plus difficile sera celui où nous saurons que, pour un instant encore, nous sommes là et que l'instant d'après nous n'y serons plus.

Récemment, un disciple soucieux (un certain Criton) m'a demandé : « Maître, comment bien se préparer à la mort? » « Une seule solution, être convaincu que tous les gens sont des couillons », ai-je répondu. Devant la stupeur de Criton, je me suis expliqué. « Vois-tu, comment peux-tu marcher à la mort, même en étant croyant, si tu songes que, au moment où toi tu passes de vie à trépas, de beaux et désirables jeunes gens des deux sexes dansent en boîte et s'amuse follement, des scientifiques éclairés percent les derniers mystères du cosmos, des politiciens incorruptibles s'emploient à créer une société meilleure, des journaux et des télévisions ont pour seul but de donner des informations dignes d'intérêt, des directeurs d'entreprises responsables s'ingénient à ne pas polluer l'environnement et à nous redonner une nature faite de ruisseaux potables, de montagnes boisées, de cieux purs et sereins protégés par un ozone providentiel, de nuages moelleux distillant les douces pluies d'antan? Si tu te dis que toutes ces choses merveilleuses se produisent tandis que toi tu t'en vas, cela te serait proprement insupportable, n'est-ce pas?

Mais essaie un instant de penser que, à l'instant où tu sens que tu vas quitter cette vallée, tu as la certitude inébranlable que le monde (cinq milliards d'êtres humains) est rempli de couillons, que ceux qui dansent en boîte sont des couillons, des couillons les scientifiques qui croient avoir résolu les mystères du cosmos, des couillons les politiciens qui proposent une panacée pour tous nos

maux, des couillons les pisseurs de copie qui remplissent nos journaux d'ineptes et vains potins, des couillons les industriels suicidaires qui détruisent la planète. En cet heureux moment, ne serais-tu pas heureux, soulagé, satisfait d'abandonner cette vallée de couillons? »

Criton m'a alors demandé : « Maître, quand dois-je me mettre à penser ainsi ? » « Pas trop tôt, lui ai-je répondu, car penser à vingt ou trente ans que tous les gens sont des couillons, c'est être un couillon qui n'accédera jamais à la sagesse. Il faut commencer par se dire que les autres sont meilleurs que nous, puis évoluer peu à peu, douter légèrement vers la quarantaine, réviser son jugement entre cinquante et soixante ans, et atteindre à cette certitude alors qu'on va sur ses cent ans, et que, tous les comptes apurés, on est prêt à partir, dès réception de la convocation ultime.

Seulement voilà : acquérir la certitude que les cinq milliards d'individus autour de nous sont des couillons, est le fruit d'un art subtil et avisé, qui n'est pas à la portée du premier Cébès venu, avec son anneau à l'oreille (ou dans le nez). Cela requiert du talent et de la sueur. Il ne faut pas brusquer les choses. Il faut y arriver doucement, juste à temps pour mourir en toute sérénité. La veille encore, on doit penser qu'il existe un être, aimé et admiré de nous, qui n'est pas un couillon. La sagesse sera de reconnaître au bon moment – pas avant – que lui aussi est un couillon. Alors, seulement, on pourra mourir.

Donc, le grand art consiste à étudier petit à petit la pensée universelle, à scruter l'évolution des mœurs, à analyser jour après jour les médias, les affirmations d'artistes sûrs d'eux, les apophtegmes de politiciens en roue libre, les démonstrations de critiques apocalyptiques, les aphorismes de héros charismatiques, en étudiant leurs théories, propositions, appels, images, apparitions. Alors seulement, à la fin, tu auras cette bouleversante révélation: ce sont tous des couillons. Et tu seras prêt à rencontrer la mort.

Jusqu'au bout, il te faudra résister à cette insoutenable révélation, tu devras t'obstiner à penser qu'on profère des choses sensées, que tel livre est meilleur que les autres, que tel guide du peuple veut vraiment le bien commun. C'est le propre de notre espèce, c'est naturel, c'est humain de refuser de croire que les autres sont indistinctement des couillons. Sinon, en quoi la vie vaudrait-elle la peine d'être vécue ? Mais, à la fin, quand tu sauras, alors tu auras compris en quoi cela vaut la peine – en quoi c'est splendide même – de mourir. »

Criton m'a regardé et m'a dit : « Maître, je ne voudrais pas

prendre de décisions hâtives, mais je vous soupçonne d'être un couillon. » « Tu vois, ai-je répondu, tu es déjà sur la bonne voie. »

Ce texte avait le ton de la plaisanterie, mais il voulait exprimer une vérité profonde, à savoir que la préparation à la mort consiste essentiellement à se convaincre petit à petit que *Vanitas vanitatum, dixit Ecclesiastes. Vanitas vanitatum et omnia vanitas* (ou, pour prendre la traduction française de Chouraqui, «Fumée de fumée, dit Qohèlèt : fumée de fumée, tout est fumée »).

Pourtant (et j'en viens ici à la première partie de mon argumentation), malgré tout cela, même le philosophe reconnaît un douloureux inconvénient à la mort. La beauté de grandir, et de mûrir, consiste à s'apercevoir que la vie est une merveilleuse accumulation de savoir. Si vous n'êtes pas un imbécile ou un amnésique chronique, au fur et à mesure que vous grandissez, vous apprenez. C'est ce qu'on appelle l'expérience, au nom de laquelle, jadis, les anciens étaient tenus pour les plus sages de la tribu, avec le devoir de transmettre leurs connaissances à leurs enfants et petits-enfants. C'est une sensation extraordinaire de s'apercevoir que, chaque jour, on apprend quelque chose de plus, que nos erreurs passées nous ont rendus plus avisés, que notre esprit (alors même, parfois, que notre corps s'affaiblit) est une bibliothèque qui s'enrichit chaque jour d'un nouveau volume. Je fais partie de ceux qui ne regrettent pas leur jeunesse (je l'ai vécue avec bonheur, mais je ne voudrais pas recommencer depuis le début), car je me sens plus riche aujourd'hui qu'autrefois. Or, songer que, à ma mort, toute cette expérience sera perdue, est pour moi une source de souffrance et de crainte. Même si je me dis que mes descendants en sauront un jour autant que moi, si ce n'est plus, cela ne me console pas. Quel gâchis, des dizaines d'années passées à construire une expérience, et puis tout perdre. C'est comme brûler la bibliothèque d'Alexandrie, détruire le Louvre, laisser s'enfoncer dans la mer la très belle, très riche et très savante Atlantide. Je ne suis pas le premier à me lamenter de ce gâchis : *mais où sont les neiges d'antan ?*

Cette tristesse, nous y remédions par le travail. Par exemple en écrivant, en peignant, en construisant des villes. On meurt, mais une grande partie de ce qu'on a accumulé ne sera pas perdu, on laisse un manuscrit dans une bouteille. Raphaël est mort mais la façon dont il peignait est encore à notre disposition, et c'est parce qu'il a vécu que Manet ou Picasso ont pu peindre à leur manière. Je ne voudrais pas que cette consolation prenne une connotation aristocratique ou

raciste, comme si l'unique façon de vaincre la mort n'était à la disposition que des écrivains, des penseurs, des artistes. La créature la plus humble peut faire de son mieux pour léguer son expérience à ses enfants, parfois par la seule transmission orale, ou par la force de son seul exemple. Nous parlons tous, nous nous racontons, parfois nous importunons les autres en leur imposant le souvenir de nos expériences, justement pour qu'elles ne soient pas perdues.

Et pourtant, j'aurai beau transmettre en me racontant et en racontant (y compris en écrivant ces quelques pages), même si j'étais Platon, Montaigne ou Einstein, j'aurai beau écrire ou dire, jamais je n'offrirai la totalité de mon expérience vécue – par exemple la sensation éprouvée devant un visage aimé, ou la révélation face à un coucher de soleil, et Kant lui-même ne nous a pas transmis tout ce qu'il a compris en contemplant le ciel étoilé au-dessus de sa tête.

Tel est donc le véritable inconvénient de la mort, et le philosophe en conçoit lui aussi de la tristesse. Si bien que chacun d'entre nous essaie de consacrer sa vie à reconstruire l'expérience que les autres ont gaspillée en mourant. Je crois que cela a à voir avec la courbe générale de l'entropie. Tant pis, c'est ainsi que vont les choses, et nous n'y pouvons rien. Même le philosophe doit admettre qu'il y a, dans la mort, quelque chose qui dérange.

Comment remédier à cet inconvénient? Par la conquête de l'immortalité, dit-on. Il ne m'appartient pas de discuter pour savoir si l'immortalité est une utopie ou une possibilité, fût-elle lointaine, si on peut l'atteindre, ou s'il est possible de dépasser les cent cinquante ans de vie, si la vieillesse n'est en somme qu'une maladie qu'on peut prévenir et guérir. Cela regarde les scientifiques. En ce qui me concerne, je me limiterai à donner pour possible une vie très longue ou infinie, car c'est la seule façon pour moi de pouvoir réfléchir sur les avantages de la mort. Si je devais, si je pouvais, choisir, et si j'étais sûr de ne pas passer mes dernières années affligé de troubles séniles de la chair ou de l'esprit, je dirais que je préférerais vivre cent voire cent vingt ans plutôt que soixante-quinze (en cela, les philosophes sont comme tout le monde). Mais c'est précisément en m'imaginant centenaire que je commence à entrevoir les inconvénients de l'immortalité.

La première question est de savoir si, cet âge avancé, je l'atteindrai tout seul (unique privilégié), ou si cette possibilité sera offerte aux autres. Si elle n'était accordée qu'à moi, je verrais disparaître, peu à peu, toutes les personnes qui me sont chères, mes propres enfants et mes propres petits-enfants. Si ces petits-enfants

me transmettaient quelque chose de leurs enfants et de leurs petits-enfants, je pourrais m'attacher à eux, et me consoler avec eux de la disparition de leurs pères. Mais le fardeau de douleur et de nostalgie que je traînerais derrière moi durant cette longue vieillesse serait insoutenable, sans parler du remords d'avoir survécu. Et puis, si la sagesse consistait à être de plus en plus certain de vivre dans un monde d'abrutis, ainsi que je l'avais écrit, comment supporter ma survivance d'homme sage dans un univers de déments ? Et si je m'apercevais que j'étais le seul à conserver la mémoire en un monde d'oublieux ayant régressé à des phases préhistoriques, comment supporter ma solitude intellectuelle et morale ? Et il y aurait pire encore, si, comme c'est probable, la croissance de mon expérience personnelle était plus lente que le développement des expériences collectives : il me faudrait vivre avec une modeste sagesse démodée dans une communauté de jeunes me surpassant en souplesse intellectuelle.

Mais le pire du pire serait si l'immortalité ou la longue vie étaient concédées à tous. D'abord, je vivrais dans un monde d'ultra-centenaires (ou de millénaires) qui prennent l'espace vital des nouvelles générations, et je me trouverais plongé dans une atroce *struggle for life*, où mes descendants souhaiteraient me voir mourir enfin. Certes, il serait possible de coloniser les planètes, mais alors, soit ce serait moi qui devrais émigrer, avec mes contemporains, pionnier dans la Galaxie, tourmenté par une incurable nostalgie de la Terre, soit ce seraient les jeunes qui partiraient, laissant la Terre aux immortels, et je me retrouverais prisonnier sur une planète vieillie, marmonnant mes souvenirs à d'autres vieillards devenus insupportables à cause de cet incessant rabâchage irrépressible du déjà-dit. Allez savoir si je ne trouverais pas assommantes toutes ces choses qui, durant mes cent premières années, avaient été source d'étonnement, d'émerveillement, de joie de la découverte. Eprouverais-je encore du plaisir à relire pour la millième fois *l'Iliade* ou à écouter sans arrêt le *Clavecin bien tempéré* ? Réussirais-je encore à supporter une aube, une rose, un pré fleuri, la saveur du miel ? *Perdrix, perdrix, toujours perdrix...*

Je commence à soupçonner que la tristesse qui m'envahit à la pensée que, en mourant, je perdrais mon trésor d'expérience, ressemble à celle qui me saisit à la pensée que, en survivant, je finirais par me lasser de cette expérience oppressante, fanée, et peut-être moisie. Peut-être vaut-il mieux, pour les années qui me seront données encore, continuer à laisser des messages dans une bouteille pour ceux qui viendront, et attendre celle que François d'Assise appelait sa Sœur la Mort.

¹ Paru dans une autre version comme conclusion à *La Mort et l'Immortalité*, sous la direction de Jean-Philippe de Tonnac et Frédéric Lenoir, Paris, Bayard, 2004.